

# **Etats financiers consolidés**

## **Au 31 décembre 2011**



# Sommaire

Comptes consolidés .....	4
État de la situation financière consolidée.....	4
Compte de résultat consolidé .....	6
État consolidé du résultat global .....	8
État consolidé des flux de trésorerie .....	9
État de variation des capitaux propres .....	11
Notes annexes .....	15
Note 1 Principes et méthodes comptables .....	15
1.1 Référentiel .....	15
1.2 Principes généraux d’établissement des états financiers .....	18
1.3 Base de présentation des comptes au 31 décembre 2011.....	18
1.4 Méthodes de consolidation .....	18
1.5 Opérations sur le périmètre .....	19
1.6 Conversion des états financiers des sociétés à l’étranger.....	20
1.7 Opérations en devises .....	20
1.8 Actifs corporels .....	21
1.9 Subventions publiques .....	21
1.10 Actifs incorporels hors goodwill .....	22
1.11 Pertes de valeur des éléments de l’actif immobilisé et des actifs non financiers .....	23
1.12 Stocks .....	24
1.13 Provisions .....	24
1.14 Instruments financiers .....	24
1.15 Régimes de retraite et autres engagements sociaux postérieurs à l’emploi .....	28
1.16 Paiements en actions et assimilés .....	29
1.17 Produit des activités ordinaires .....	29
1.18 Éléments financiers au compte de résultat consolidé.....	31
1.19 Impôts sur les résultats .....	31
1.20 Description des activités de concession du Groupe .....	31
1.21 Contrats de location financière.....	34
1.22 Contrats de construction .....	35
1.23 Contrats d’achat et de vente d’électricité.....	35
1.24 Droits d’émission de gaz à effet de serre.....	36
1.25 Informations sectorielles .....	37
1.26 Principes de détermination de la juste valeur .....	37
Note 2 Recours à des appréciations du management dans l’application des normes comptables Groupe.....	39
Note 3 Événements significatifs .....	41
3.1 Contexte économique et opérationnel .....	41
3.2 Evolutions au sein du Groupe .....	41
3.3 Politique de financement du Groupe .....	42
Note 4 Opération Veolia Transdev .....	44
Note 5 Goodwill .....	50
5.1 Evolution des goodwill .....	50
5.2 Tests de dépréciation .....	52
Note 6 Actifs incorporels du domaine concédé .....	55
Note 7 Autres actifs incorporels .....	57
Note 8 Actifs corporels.....	59
Note 9 Participations dans les entreprises associées .....	61
Note 10 Titres de participation non consolidés .....	63
Note 11 Actifs financiers opérationnels non courants et courants.....	64
Note 12 Autres actifs financiers non courants et courants.....	67
12.1 Évolution des actifs financiers non courants.....	67

12.2	Évolution des actifs financiers courants.....	69
Note 13	Impôts différés actifs et passifs.....	71
Note 14	Besoin en fonds de roulement.....	74
	Titrisation en France.....	77
	Cessions de créances .....	77
Note 15	Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie passive .....	83
Note 16	Capitaux propres.....	85
16.1	Objectifs, politiques et procédures de gestion du capital.....	85
16.2	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.....	85
16.3	Participations ne donnant pas le contrôle .....	88
Note 17	Provisions non courantes et provisions courantes .....	90
	Évolution des taux d'actualisation .....	90
	Provisions pour litiges.....	93
	Provisions pour engagements contractuels .....	93
	Provisions pour dépréciation des travaux en cours et pertes sur contrats à long terme .....	93
	Provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture .....	93
	Provisions propre assureur.....	94
	Autres provisions .....	94
	Provisions pour engagements sociaux.....	94
Note 18	Dettes financières non courantes et courantes .....	96
18.1	Évolution des emprunts obligataires non courants et courants .....	96
18.2	Évolution des autres dettes financières .....	99
18.3	Ventilation des dettes financières non courantes et courantes par devise .....	102
18.4	Actifs financés en location financière .....	103
Note 19	Produit des activités ordinaires .....	104
Note 20	Résultat opérationnel .....	105
Note 21	Coût de l'endettement financier .....	109
Note 22	Autres revenus et charges financiers .....	110
Note 23	Impôts sur le résultat .....	110
	Analyse de la charge fiscale .....	110
	Rapprochement des taux d'imposition .....	111
Note 24	Résultats des entreprises associées .....	111
Note 25	Actifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies ou cédées .....	112
	Activités non poursuivies .....	112
	Actifs et passifs destinés à la vente .....	114
Note 26	Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle .....	116
Note 27	Résultats nets par action.....	117
Note 28	Informations complémentaires relatives à la juste valeur d'actifs et passifs financiers (hors dérivés) 118	
28.1	Actifs financiers .....	118
28.2	Passifs financiers.....	121
Note 29	Gestion des risques financiers.....	124
	Objectifs et Organisation du Groupe.....	124
29.1	Gestion des risques de marchés.....	124
29.2	Gestion du risque actions .....	128
29.3	Gestion du risque de liquidité .....	128
29.4	Gestion du risque de crédit.....	132
Note 30	Instruments Dérivés .....	137
30.1	Instruments dérivés de taux.....	138
30.2	Instruments dérivés de change.....	141
30.3	Instruments dérivés de matières premières.....	145
Note 31	Engagements sociaux .....	147
	Rémunération en actions .....	147

	Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l’emploi.....	150
Note 32	Principales acquisitions .....	157
32.1	Acquisitions réalisées au cours de l’exercice 2011 .....	157
32.2	Acquisitions réalisées au cours de l’exercice 2010 .....	158
Note 33	Contrats de construction .....	159
Note 34	Contrats de location simple .....	159
	Loyers dus au titre de la période.....	159
	Actifs loués dans le cadre d’un contrat de location simple .....	160
Note 35	Informations sur les sociétés consolidées par intégration proportionnelle (en quote-part)...	161
Note 36	Contrôles fiscaux .....	163
Note 37	Engagements hors bilan et sûretés réelles.....	164
	Engagements donnés .....	164
	Engagements donnés liés aux activités opérationnelles.....	164
	Engagements donnés liés au périmètre du Groupe .....	166
	Engagements donnés liés au financement .....	166
	Sûretés réelles données en garantie de dettes financières.....	167
	Engagements reçus.....	168
Note 38	Actifs et passifs éventuels .....	169
Note 39	Situation des droits d’émission de gaz à effet de serre .....	173
Note 40	Opérations avec les parties liées .....	174
40.1	Notion de partie liée .....	174
40.2	Rémunérations et avantages assimilés accordés aux principaux dirigeants .....	174
40.3	Transactions avec les autres parties liées .....	175
Note 41	Effectifs consolidés .....	177
Note 42	Informations par secteur opérationnel .....	178
	Informations par secteur opérationnel .....	178
	Informations par zone géographique .....	184
Note 43	Événements post-clôture .....	185
Note 44	Liste des principales sociétés intégrées dans les états financiers consolidés en 2011.....	186
Note 44	Liste des principales sociétés intégrées dans les états financiers consolidés en 2011.....	186
Note 45	Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle des comptes .....	192

# Comptes consolidés

## État de la situation financière consolidée

### État de la situation financière consolidée actif

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 décembre			Au 1 <sup>er</sup>
		2011	2010 <sup>(1)</sup>	2009 <sup>(1)</sup>	janvier
					2009 <sup>(1)</sup>
Goodwill	5	5 795,9	6 840,2	6 624,6	6 723,3
Actifs incorporels du domaine concédé	6	4 629,1	4 164,6	3 624,8	3 637,7
Autres actifs incorporels	7	1 280,8	1 505,8	1 437,8	1 535,2
Actifs corporels	8	8 488,3	9 703,3	9 379,2	9 423,4
Participations dans les entreprises associées	9	325,2	311,7	268,5	311,6
Titres de participation non consolidés	10	106,3	130,7	174,6	202,8
Actifs financiers opérationnels non courants	11	5 088,3	5 255,3	5 275,2	5 298,9
Instruments dérivés non courants – Actif	30	742,8	621,1	431,9	508,4
Autres actifs financiers non courants	12	736,5	773,1	753,9	817,3
Impôts différés actifs	13	1 263,9	1 749,6	1 588,0	1 552,2
<b>Actifs non courants</b>		<b>28 457,1</b>	<b>31 055,4</b>	<b>29 558,5</b>	<b>30 010,8</b>
Stocks et travaux en cours	14	1 020,8	1 130,6	978,0	1 013,1
Créances d'exploitation	14	11 427,6	12 488,7	12 241,3	13 093,2
Actifs financiers opérationnels courants	11	357,0	373,3	376,6	452,3
Autres actifs financiers courants	12	114,6	132,3	217,7	321,4
Instruments dérivés courants – Actif	30	48,1	34,6	45,6	142,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	5 723,9	5 406,8	5 614,4	3 849,6
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	25	3 256,5	805,6	722,6	203,0
<b>Actifs courants</b>		<b>21 948,5</b>	<b>20 371,9</b>	<b>20 196,2</b>	<b>19 075,4</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>50 405,6</b>	<b>51 427,3</b>	<b>49 754,7</b>	<b>49 086,2</b>

<sup>(1)</sup> Montants 31 décembre 2010, 31 décembre 2009 et 1<sup>er</sup> janvier 2009 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » - Voir note 1 aux Etats Financiers.

## État de la situation financière consolidée passif

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 décembre			Au 1 <sup>er</sup> janvier
		2011	2010 <sup>(1)</sup>	2009 <sup>(1)</sup>	2009 <sup>(1)</sup>
Capital		2 598,2	2 495,6	2 468,2	2 362,9
Primes		9 796,2	9 514,9	9 433,2	9 197,5
Réserves et résultat part du Groupe		-5 324,7	-4 134,6	-4 504,0	-4 599,1
<b>Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>16</b>	<b>7 069,7</b>	<b>7 875,9</b>	<b>7 397,4</b>	<b>6 961,3</b>
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 765,4	2 928,5	2 670,1	2 530,5
<b>Capitaux propres</b>	<b>16</b>	<b>9 835,1</b>	<b>10 804,4</b>	<b>10 067,5</b>	<b>9 491,8</b>
Provisions non courantes	17	2 077,1	2 313,9	2 291,1	2 160,2
Dettes financières non courantes	18	16 706,7	17 896,1	17 647,3	17 063,9
Instruments dérivés non courants – Passif	29	215,4	195,1	139,3	159,9
Impôts différés passifs	13	1 891,1	2 101,4	1 951,2	1 936,0
<b>Passifs non courants</b>		<b>20 890,3</b>	<b>22 506,5</b>	<b>22 028,9</b>	<b>21 320,0</b>
Dettes d'exploitation	14	12 598,6	13 773,9	13 076,9	13 591,8
Provisions courantes	15	604,8	689,9	749,2	773,1
Dettes financières courantes	18	3 942,3	2 827,1	2 983,1	3 219,7
Instruments dérivés courants – Passif	30	81,5	51,7	84,8	125,9
Trésorerie passive	15	440,2	387,0	454,9	465,7
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	25	2 012,8	386,8	309,4	98,2
<b>Passifs courants</b>		<b>19 680,2</b>	<b>18 116,4</b>	<b>17 658,3</b>	<b>18 274,4</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>50 405,6</b>	<b>51 427,3</b>	<b>49 754,7</b>	<b>49 086,2</b>

<sup>(1)</sup> Montants 31 décembre 2010, 31 décembre 2009 et 1<sup>er</sup> janvier 2009 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » - Voir note 1 aux Etats Financiers.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 décembre		
		2011 <sup>(2)</sup>	2010 <sup>(2) (3)</sup>	2009 <sup>(1) (2) (3)</sup>
<b>Produit des activités ordinaires</b>	19	<b>29 647,3</b>	<b>28 764,2</b>	<b>27 847,7</b>
dont revenus des actifs financiers opérationnels		383,7	380,9	375,6
Coûts des ventes		-24 919,0	-23 255,0	-22 677,9
Coûts commerciaux		-595,1	-574,8	-539,9
Coûts généraux et administratifs		-3 176,0	-3 139,5	-3 021,1
Autres charges et produits opérationnels		60,0	187,2	180,1
<b>Résultat opérationnel</b>	20	<b>1 017,2</b>	<b>1 982,1</b>	<b>1 788,9</b>
Charges de l'endettement financier	21	-861,5	-851,6	-817,5
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	21	113,1	92,7	92,1
Autres revenus et charges financiers	22	-56,3	-102,5	-83,2
Impôts sur le résultat	23	-539,0	-319,0	-197,8
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	9 & 24	12,3	18,0	8,7
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>-314,2</b>	<b>819,7</b>	<b>791,2</b>
Résultat net des activités non poursuivies	25	-2,4	29,3	25,6
<b>Résultat net</b>		<b>-316,6</b>	<b>849,0</b>	<b>816,8</b>
<b>Part des propriétaires de la société mère</b>		<b>-489,8</b>	<b>558,5</b>	<b>559,0</b>
Part des participations ne donnant pas le contrôle	26	173,2	290,5	257,8
<i>(en euros)</i>				
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION<sup>(4)</sup></b>	27			
Dilué		-0,99	1,16	1,18
Non dilué		-0,99	1,16	1,18
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION<sup>(4)</sup></b>	27			
Dilué		-0,97	1,07	1,15
Non dilué		-0,97	1,07	1,15
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION<sup>(4)</sup></b>	27			
Dilué		-0,02	0,09	0,03
Non dilué		-0,02	0,09	0,03

(1) Dans le cadre des actions en cours d'amélioration de la productivité, le Groupe a procédé en 2009 à un reclassement de certaines dépenses entre coûts des ventes et frais généraux, administratifs et commerciaux, sans impact sur le résultat opérationnel (voir note 20 « Résultat opérationnel »).

(2) Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- de l'intégralité du métier Transport en cours de cession (voir note 4)
- des activités de l'Eau aux Pays-Bas cédées en décembre 2010 et des activités en Norvège dans la Division Propreté cédées en mars 2011 ;
- des opérations allemandes dans la Division Énergie partiellement cédées en mai 2011,
- des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) appartenant conjointement à la Division Eau et à la Division Énergie cédées en décembre 2011
- des activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Énergie

ont été présentées sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » aux 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

Par ailleurs, les activités au Gabon dans l'Eau et celles d'incinération de Pinellas aux Etats-Unis dont les processus de cession ont été interrompus respectivement au cours du premier et second semestre 2011, ne sont plus présentées en résultat des activités non poursuivies.

(3) Montants 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » - Voir note 1 aux Etats Financiers.

(4) Au 31 décembre 2011, le nombre moyen pondéré d'actions s'établit à 496,3 millions (dilué et non dilué). (voir note 27 « Résultat

*net par action »).*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## État consolidé du résultat global

	Au 31 décembre		
	2011	2010 <sup>(1)</sup>	2009 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>Résultat net</b>	<b>-316,6</b>	<b>849,0</b>	<b>816,8</b>
Écart actuariels sur engagements de retraite	-32,7	-72,9	-67,8
Impôts	-26,8	16,9	14,3
Montant net d'impôts	-59,5	-56,0	-53,5
<b>Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net</b>	<b>-59,5</b>	<b>-56,0</b>	<b>-53,5</b>
Ajustements de valeur sur actifs disponibles à la vente	-1,7	-1,8	-3,3
Impôts	0,4	-0,1	-0,6
Montant net d'impôts	-1,3	-1,9	-3,9
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie	-49,4	27,3	46,2
Impôts	14,6	-9,7	-5,8
Montant net d'impôts	-34,8	17,6	40,4
Écart de conversion :			
• sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	79,2	587,0	65,2
Montant net d'impôts	79,2	587,0	65,2
• sur le financement net des investissements à l'étranger	-4,2	-165,2	2,2
• impôts	-82,3	52,6	3,8
Montant net d'impôts	-86,5	-112,6	6,0
<b>Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net</b>	<b>-43,4</b>	<b>490,1</b>	<b>107,7</b>
<b>Total Autres éléments du résultat global</b>	<b>-102,9</b>	<b>434,1</b>	<b>54,2</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PERIODE</b>	<b>-419,5</b>	<b>1 283,1</b>	<b>871,0</b>
dont quote-part des propriétaires de la société mère	-564,3	884,0	632,0
dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	144,8	399,1	239,0

<sup>(1)</sup> Montants 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » - Voir note 1 aux Etats Financiers.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 décembre		
		2011	2010 <sup>(2)</sup>	2009 <sup>(1) (2)</sup>
Résultat net		-316,6	849,0	816,8
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	20	2 842,5	1 884,2	1 869,1
Amortissements et pertes de valeurs financiers		5,6	18,6	7,2
Plus ou moins-values de cessions	20	-592,4	-277,2	-306,1
Résultat des entreprises associées	9	-13,4	-18,4	0,9
Dividendes reçus	22	-4,9	-6,9	-8,7
Coût de l'endettement financier net	21	796,1	811,2	792,0
Impôts	23	558,3	362,4	319,1
Autres éléments		77,7	95,8	69,1
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>3 352,9</b>	<b>3 718,7</b>	<b>3 559,4</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	14	-40,7	105,8	450,4
Impôts versés		-368,2	-367,9	-408,5
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>2 944,0</b>	<b>3 456,6</b>	<b>3 601,3</b>
<b><i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i></b>		<b><i>187,8</i></b>	<b><i>365,3</i></b>	<b><i>416,3</i></b>
Investissements industriels	42	-2 258,3	-2 083,7	-2 104,8
Cessions d'actifs industriels		168,9	205,2	258,7
Investissements financiers		-372,1	-426,3	-177,9
Cessions d'actifs financiers		1 286,9	498,6	522,3
Actifs financiers opérationnels				
Nouveaux actifs financiers opérationnels	11	-363,5	-489,1	-483,1
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	11	441,0	424,1	455,2
Dividendes reçus	9 & 22	12,4	12,9	14,8
Créances financières non courantes décaissées		-160,3	-59,8	-43,8
Créances financières non courantes remboursées		110,5	31,8	65,8
Variation des créances financières courantes		-3,1	69,1	140,9
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>-1 137,6</b>	<b>-1 817,2</b>	<b>-1 351,9</b>
<b><i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i></b>		<b><i>878,1</i></b>	<b><i>-170,2</i></b>	<b><i>17,7</i></b>
Variation des dettes financières courantes	18	-534,5	-938,2	-1 323,9
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	18	745,1	537,6	3 301,2
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	18	-315,0	-148,8	-1 514,8

Augmentation de capital		2,5	128,8	157,1
Réduction de capital				
Transactions entre actionnaires : acquisitions et cessions partielles		24,4	91,8	50,9
Mouvements sur actions propres		2,2	7,9	4,9
Dividendes versés		-547,0	-735,6	-434,0
Intérêts financiers versés		-753,6	-821,9	-729,8
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>-1 375,9</b>	<b>-1 878,4</b>	<b>-488,4</b>
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>		<i>-19,5</i>	<i>-4,2</i>	<i>-138,6</i>
<b>TRESORERIE D'OUVERTURE</b>		<b>5 019,8</b>	<b>5 159,5</b>	<b>3 383,9</b>
Effets de change et divers		-166,6	99,3	14,6
<b>TRESORERIE DE CLOTURE</b>		<b>5 283,7</b>	<b>5 019,8</b>	<b>5 159,5</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	5 723,9	5 406,8	5 614,4
Trésorerie passive	15	440,2	387,0	454,9
<b>TRESORERIE DE CLOTURE</b>		<b>5 283,7</b>	<b>5 019,8</b>	<b>5 159,5</b>

<sup>(1)</sup> Les données chiffrées au 31 décembre 2009 sont les données chiffrées retraitées du fait de l'application des amendements d'IAS 7 concernant :

- les dépenses de renouvellement sont désormais incluses dans les flux générés par l'activité : l'impact de ce reclassement entre le poste « amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnels » inclus dans les flux liés à l'activité opérationnelle et le poste « investissements industriels » inclus dans les opérations d'investissement est de -360,9 millions d'euros au 31 décembre 2009 ;
- les transactions entre actionnaires sans changement de contrôle sont désormais reflétées dans les flux liés aux opérations de financement : l'impact de ce reclassement entre le poste « cessions d'actifs financiers » inclus dans les flux d'investissement et le poste « transactions entre actionnaires : acquisitions et cessions partielles » inclus dans les flux de financement est de 50,9 millions d'euros au 31 décembre 2009.

<sup>(2)</sup> Montants 2010 et 2009 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs »- Voir note 1 aux Etats Financiers.

Les flux nets attribuables aux activités non poursuivies au sens de l'IFRS 5 concernent principalement le partenariat Veolia Transdev. (Voir note 4).

Les activités non poursuivies sont présentées en note 25.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombres de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres d'autocontrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
<b>Montant au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>472 576 666</b>	<b>2 362,9</b>	<b>9 197,4</b>	<b>-457,5</b>	<b>-3 589,5</b>	<b>-432,9</b>	<b>-79,2</b>	<b>7 001,2</b>	<b>2 530,5</b>	<b>9 531,7</b>
<b>Impact correction Marine Services</b>					<b>-39,9</b>			<b>-39,9</b>		<b>-39,9</b>
<b>Montant au 1<sup>er</sup> janvier 2009 <sup>(1)</sup></b>	<b>472 576 666</b>	<b>2 362,9</b>	<b>9 197,4</b>	<b>-457,5</b>	<b>-3 629,4</b>	<b>-432,9</b>	<b>-79,2</b>	<b>6 961,3</b>	<b>2 530,5</b>	<b>9 491,8</b>
Augmentation du capital de la société mère	21 053 708	105,3	235,8					341,1		341,1
Élimination des titres d'autocontrôle				4,9				4,9		4,9
Plan d'achat ou de souscription d'actions					10,3			10,3		10,3
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales								-	149,8	149,8
Part des tiers dans les variations de périmètre								-	-45,0	-45,0
Distribution de dividendes de la société mère					-553,8			-553,8		-553,8
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales								-	-202,0	-202,0
<i>Écart de conversion</i>						82,4		82,4	-17,2	65,2
<i>Investissement net à l'étranger</i>						82,0		82,0	-0,1	81,9
<i>Écarts actuariels sur engagements de retraite</i>					-51,2			-51,2	-2,3	-53,5
<i>Variation de JV des dérivés de couverture CFH</i>						-75,9	35,6	-40,3	4,8	-35,5
<i>Variation de JV sur les AFS</i>							0,1	0,1	-4,0	-3,9
Total des autres éléments du résultat global					-51,2	88,5	35,7	73,0	-18,8	54,2
Résultat de l'exercice					559,0			559,0	257,8	816,8
Autres variations					1,6			1,6	-2,2	-0,6
<b>Montant au 31 décembre 2009<sup>(1)</sup></b>	<b>493 630 374</b>	<b>2 468,2</b>	<b>9 433,2</b>	<b>-452,6</b>	<b>-3 663,5</b>	<b>-344,4</b>	<b>-43,5</b>	<b>7 397,4</b>	<b>2 670,1</b>	<b>10 067,5</b>

<sup>(1)</sup> Montants au 1er janvier 2009 et au 31 décembre 2009 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs »- Voir note 1 aux Etats Financiers.

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombres de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres d'autocontrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
<b>Montant au 31 décembre 2009<sup>(1)</sup></b>	<b>493 630 374</b>	<b>2 468,2</b>	<b>9 433,2</b>	<b>-452,6</b>	<b>-3 663,5</b>	<b>-344,4</b>	<b>-43,5</b>	<b>7 397,4</b>	<b>2 670,1</b>	<b>10 067,5</b>
Augmentation du capital de la société mère	5 495 993	27,4	81,7					109,1	-	109,1
Distribution de dividendes de la société mère					-579,5			-579,5	-	-579,5
Élimination des titres d'autocontrôle				7,9				7,9	-	7,9
Paieement fondé sur des actions					6,2			6,2	-	6,2
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales								-	104,8	104,8
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales								-	-233,5	-233,5
Transactions entre actionnaires					60,2			60,2	-9,9	50,3
<b>Total des transactions entre actionnaires</b>	<b>5 495 993</b>	<b>27,4</b>	<b>81,7</b>	<b>7,9</b>	<b>-513,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-396,1</b>	<b>-138,6</b>	<b>-534,7</b>
<i>Écart de conversion</i>						478,0		478,0	109,0	587,0
<i>Investissement net à l'étranger</i>						-112,3		-112,3	-2,5	-114,8
<i>Écarts actuariels sur engagements de retraite</i>					-52,0			-52,0	-4,0	-56,0
<i>Variation de JV des dérivés de couverture CFH</i>						2,5	13,6	16,1	3,7	19,8
<i>Variation de JV sur les AFS</i>							-4,3	-4,3	2,4	-1,9
Total Autres éléments du résultat global					-52,0	368,2	9,3	325,5	108,6	434,1
Résultat de l'exercice					558,5			558,5	290,5	849,0
<b>Résultat global total de la période</b>					<b>506,5</b>	<b>368,2</b>	<b>9,3</b>	<b>884,0</b>	<b>399,1</b>	<b>1 283,1</b>
Autres variations		-	-	-	-9,4	-	-	-9,4	-2,1	-11,5
<b>Montant au 31 décembre 2010<sup>(1)</sup></b>	<b>499 126 367</b>	<b>2 495,6</b>	<b>9 514,9</b>	<b>-444,7</b>	<b>-3 679,5</b>	<b>23,8</b>	<b>-34,2</b>	<b>7 875,9</b>	<b>2 928,5</b>	<b>10 804,4</b>

<sup>(1)</sup> Montants au 31 décembre 2009 et 2010 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » - Voir note 1 aux Etats Financiers.

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombres de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres d'autocontrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
<b>Montant au 31 décembre 2010<sup>(1)</sup></b>	<b>499 126 367</b>	<b>2 495,6</b>	<b>9 514,9</b>	<b>-444,7</b>	<b>-3 679,5</b>	<b>23,8</b>	<b>-34,2</b>	<b>7 875,9</b>	<b>2 928,5</b>	<b>10 804,4</b>
Augmentation du capital de la société mère	20 462 396	102,3	280,4					382,7		382,7
Distribution de dividendes de la société mère					-586,8			-586,8	-	-586,8
Élimination des titres d'autocontrôle				2,2				2,2		2,2
Paiement fondé sur des actions	64 197	0,3	0,9		1,8			3,0		3,0
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales									2,5	2,5
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales									-343,9	-343,9
Transactions entre actionnaires					-43,7			-43,7	54,1	10,4
<b>Total des transactions entre actionnaires</b>	<b>20 526 593</b>	<b>102,6</b>	<b>281,3</b>	<b>2,2</b>	<b>-628,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-242,6</b>	<b>-287,3</b>	<b>-529,9</b>
Écart de conversion						102,3		102,3	-23,2	79,1
Investissement net à l'étranger						-10,1		-10,1	4,8	-5,3
Écarts actuariels sur engagements de retraite					-53,1			-53,1	-6,4	-59,5
Variation de JV des dérivés de couverture CFH						-81,1	-31,9	-113,0	-2,9	-115,9
Variation de JV sur les AFS							-0,6	-0,6	-0,7	-1,3
Total Autres éléments du résultat global					-53,1	11,1	-32,5	-74,5	-28,4	-102,9
Résultat de l'exercice					-489,8			-489,8	173,2	-316,6
<b>Résultat global total de la période</b>					<b>-542,9</b>	<b>11,1</b>	<b>-32,5</b>	<b>-564,3</b>	<b>144,8</b>	<b>-419,5</b>
Autres variations					0,7			0,7	-20,6	-19,9
<b>Montant au 31 décembre 2011</b>	<b>519 652 960</b>	<b>2 598,2</b>	<b>9 796,2</b>	<b>-442,5</b>	<b>-4 850,4</b>	<b>34,9</b>	<b>-66,7</b>	<b>7 069,7</b>	<b>2 765,4</b>	<b>9 835,1</b>

<sup>(1)</sup> Montants au 31 décembre 2010 retraités en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs »- Voir note 1 aux Etats Financiers.

Le montant du dividende distribué par action ressort à 0,7 euro au titre de l'exercice 2011 et à 1,21 euro au titre des exercices 2010 et 2009.

Le montant du dividende distribuable proposé à l'assemblée générale du 16 mai 2012 s'élève à 0,7 euro par action.

Au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 le montant total des dividendes versés qui s’élève respectivement à 547 millions d’euros, 735 millions d’euros et 434 millions d’euros dans le tableau des flux de trésorerie intègre :

<i>(en millions d’euros)</i>	<b>31 décembre 2011</b>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Distribution de dividendes de la société mère	-587	-580	-554
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales	-344	-234	-202
Paielement du dividende pour partie en action <sup>(1)</sup>	+384	+79	+322
<b>MONTANT TOTAL DES DIVIDENDES VERSES</b>	<b>-547</b>	<b>-735</b>	<b>-434</b>

*(1) Les lignes « Augmentation de capital » et « Dividendes versés » au tableau consolidé des flux de trésorerie sont présentées nettes du montant des dividendes versés en actions, ce versement ne donnant pas lieu à un flux financier.*

# Notes annexes

---

## Note 1 Principes et méthodes comptables

---

### 1.1 Référentiel

---

#### 1.1.1 Base de préparation de l’information financière

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n° 297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés au titre de l’exercice 2011 sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu’adoptées par l’Union européenne et conformément aux normes IFRS telles que publiées par l’*International Accounting Standards Board* (IASB). Ces normes sont disponibles sur le site internet de l’Union européenne à l’adresse : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ces comptes sont présentés avec, en comparatif, les exercices 2010 et 2009 établis selon le même référentiel.

En cas d’absence de normes ou d’interprétations IFRS et conformément à la norme IAS 8 « Principes comptables, changements d’estimations comptables et erreurs », Veolia Environnement se réfère à d’autres normes IFRS traitant de problématiques similaires ou liées et au cadre conceptuel. Le cas échéant, le Groupe peut être amené à utiliser d’autres normes, en particulier les normes américaines.

#### 1.1.2 Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l’exercice 2011

Les méthodes comptables et règles d’évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 sont identiques à celles utilisées par le Groupe au 31 décembre 2010 à l’exception des normes, amendements de normes et interprétations obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 qui sont décrits ci-après :

- IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées »
- Amendement à la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » : classement des droits de souscription émis
- Amendements résultant du processus d’améliorations annuelles 2008 à 2010 (à l’exception des amendements à IFRS 3 et à IAS 27 mis en œuvre en 2010)
- Interprétation IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d’instruments de capitaux propres »
- Amendement à l’interprétation IFRIC 14 « IAS 19 – Le plafonnement de l’actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction »

Le Groupe n’a pas constaté d’impact significatif dans la première application de ces normes, interprétations, amendements de normes et d’interprétations.

#### 1.1.3 Textes d’application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2011 et appliqués par anticipation à partir de l’exercice 2011

Le Groupe a décidé d’anticiper l’application de l’amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » : présentation des autres éléments du résultat global ».Le Groupe n’a pas constaté d’impact dans la première application de cet amendement de norme.



### 1.1.4 Textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2011

Les textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2011 (en cours d'adoption par l'Union européenne), sont présentés ci-après :

- IFRS 9, « Instruments financiers » : classification et évaluation des actifs et passifs financiers (phase 1) ;
- IFRS 10, « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11, « Partenariats » ;
- IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IFRS 13, « Evaluation de la juste valeur » ;
- Amendement à IAS 28, « Participations dans des entreprises associées et dans des co-entreprises » ;
- Amendements à IAS 19 visant principalement à éliminer la possibilité de différer la comptabilisation de tout ou partie des écarts actuariels (méthode du corridor) ;
- Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » : Recouvrement des actifs sous-jacents.
- Amendement à la norme IFRS 9 - Instruments financiers, visant à reporter la date d'application obligatoire de la norme aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015 ;
- Amendement à la norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » : Transfert d'actifs financiers
- Amendements à la norme IFRS 7 relatifs à la compensation des actifs financiers et passifs financiers et aux informations à fournir dans le cadre de la transition vers la norme IFRS 9.

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, ces normes et amendements de normes sont d'application obligatoire au 1er janvier 2012 ou ultérieurement. Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels effets induits par la première application de ces textes.

Les normes sur la consolidation citées ci-dessus (IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12), publiées en mai 2011 et prévoyant, à ce stade, une application rétrospective au 1er janvier 2013 ne sont pas encore adoptées par l'Union européenne.

Cependant, s'agissant de normes susceptibles d'entraîner des changements significatifs dans les comptes du Groupe, les travaux d'analyse et de mise en œuvre ont démarré dès l'exercice 2011.

Concernant plus spécifiquement la norme IFRS 11 « Partenariats », il est prévu que les co-entreprises soient consolidées selon la méthode de la mise en équivalence et que l'option de les consolider selon la méthode de l'intégration proportionnelle, telle que prévue jusqu'à présent par la norme IAS 31 « Co-entreprises », soit supprimée. Le Groupe consolide actuellement selon la méthode de l'intégration proportionnelle un certain nombre de sociétés significatives et est en cours d'appréciation de l'incidence précise de l'application de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés (voir note 35).

S'agissant de la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », des travaux ont également démarré au cours de l'exercice 2011. Ces travaux ont consisté à élaborer un cadre d'analyse du contrôle tel que défini par la nouvelle norme et une méthodologie d'analyse des cas dits complexes faisant intervenir différents partenaires dans un environnement contractuel dense. Parallèlement, le périmètre des travaux de revue a été identifié au sein des différents métiers du Groupe.

### 1.1.5 Changements comptables

Au cours du deuxième trimestre de l'année, le Groupe a identifié une fraude comptable aux Etats-Unis, dans la filiale Marine Services de la Division Propreté. Marine Services est une société de services industriels, filiale de Veolia Environmental Services North America. Marine Services exploite une flotte de bateaux qui fournit des services aux installations pétrolières offshore, principalement dans le Golfe du Mexique.

A l'issue des contrôles réalisés qui se sont terminés en juillet 2011, le Groupe a déterminé que certaines dépenses avaient été comptabilisées en stocks, actifs corporels et charges constatées d'avance au lieu d'être enregistrées en charges dans le compte de résultat. En conséquence, le résultat opérationnel cumulé du Groupe sur les exercices 2007 à 2010 a été surévalué pour un montant cumulé de 52 millions d'euros (hors effet change) sur les quatre exercices concernés. Ce montant représente moins de 1% du résultat opérationnel de chaque exercice concerné.

Ces circonstances ont également conduit le Groupe à revoir les prévisions de résultat de Marine Services qui avaient contribué à la reconnaissance d'impôts différés actifs sur le groupe fiscal américain pendant les exercices concernés et à estimer que ces projections auraient été différentes si ces irrégularités n'avaient pas existé. La détermination des

impôts différés actifs sur la base de prévisions d'un résultat taxable futur résulte d'un processus d'estimation. Dans le contexte des irrégularités identifiées, le Groupe a estimé que le montant d'impôts différés actifs pour les quatre années concernées aurait été, en cumulé, moins élevé de 33 millions d'euros (hors effet change) si le résultat opérationnel de la société Marine Services avait été correctement appréhendé.

L'impact de ces irrégularités comptables reste limité sur chacun des exercices passés concernés mais serait significatif en cumulé sur les flux de 2011. Le Groupe, en application de la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », a décidé de retraiter rétrospectivement chacun des exercices comparatifs concernés dans ses comptes 2011.

Les corrections, au compte de résultat, sur chacun des exercices concernés par ces irrégularités sont les suivantes, en millions d'euros :

	Produit des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Effet impôt	Effet change	Total Correction
2007	0	-6	-19	-1	-26
2008	0	-6	-7	-3	-16
2009	-3	-18	-7	-1	-26
2010	1	-22	0	0	-22
TOTAL	-2	-52	-33	-5	-90

Les comptes de résultat des exercices 2010 et 2009, présentés en comparatif de l'exercice 2011, ont donc été corrigés de ces irrégularités identifiées. Ces corrections n'ont pas d'impact sur le compte de résultat de l'exercice 2011.

Les corrections effectuées de façon rétrospective ont un impact non significatif sur le résultat par action (-0,05 euros sur chacun des exercices 2010 et 2009).

Enfin, l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2010 et 2009 et au 1<sup>er</sup> janvier 2009 présenté en comparatif de celle du 31 décembre 2011 a été retraité respectivement de la manière suivante, en millions d'euros :

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Actifs corporels	Impôts différés actifs	Stocks et travaux en cours	Créances d'exploitation	Dettes d'exploitation
Au 31 décembre 2010 retraité	-90,3	-3,3	-35,9	-30,2	-14,6	6,3
Au 31 décembre 2009 retraité	-63,2	-3,2	-33,3	-19,3	-6,2	1,2
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009 retraité	-39,9	-3,7	-27,3	-8,9	0	0

Le Groupe a engagé un processus de cession de cette activité Marine Services, reclassée en actifs et passifs destinés à la vente au 31 décembre 2011.

## 1.2 Principes généraux d'établissement des états financiers

---

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les états financiers sont présentés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers désignés sur option à la juste valeur, instruments financiers classés comme disponibles à la vente (conformément aux normes IAS 32 et IAS 39).

Les comptes consolidés de Veolia Environnement au 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le conseil d'administration qui s'est tenu le 29 février 2012 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 16 mai 2012.

## 1.3 Base de présentation des comptes au 31 décembre 2011

---

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Veolia Environnement SA et de ses filiales. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes et transactions intra-Groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe. Ces participations sont présentées séparément dans le compte de résultat consolidé, dans l'état consolidé du résultat global et dans l'état de la situation financière consolidée.

## 1.4 Méthodes de consolidation

---

Veolia Environnement consolide par intégration globale les entités dont elle détient le contrôle. Le contrôle existe lorsque Veolia Environnement a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financière et opérationnelle de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Conformément aux dispositions d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées », Veolia Environnement comptabilise selon la méthode de la mise en équivalence les entreprises associées dès lors que Veolia Environnement exerce une influence notable sur les politiques financière et opérationnelle. L'influence notable est présumée dès lors qu'elle détient au moins 20 % du capital ou des droits de vote.

L'intégration proportionnelle n'est utilisée que pour les sociétés dans lesquelles Veolia Environnement exerce un contrôle conjoint au travers d'un accord contractuel entre les partenaires conformément à la norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises ».

Conformément à l'interprétation SIC12 « Consolidation-Entités ad hoc », les entités ad hoc sont consolidées lorsque, en substance, leurs relations avec Veolia Environnement ou ses filiales indiquent qu'elles sont contrôlées par Veolia Environnement. Le contrôle de l'entité ad hoc peut résulter du caractère prédéterminé des activités des entités concernées ou du fait que les politiques financière et opérationnelle sont en substance définies par Veolia Environnement ou que Veolia Environnement reçoit la majorité des avantages économiques et/ou assume la majorité des risques économiques attachés à l'activité de l'entité ad hoc.

Conformément à l'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels », les droits de vote potentiels exerçables attachés à des instruments financiers pouvant, s'ils étaient exercés, donner un droit de vote à Veolia Environnement et ses filiales, sont pris en compte dans l'évaluation du contrôle ou de l'influence notable exercée.

## 1.5 Opérations sur le périmètre

### 1.5.1 Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3.

En application de cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entreprise acquise doivent être comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill résultant du regroupement d'entreprise est évalué comme étant l'excédent du montant total de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle et le cas échéant de la juste valeur de la participation antérieurement détenue par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Ce goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise et est inscrit à l'actif de l'état de la situation financière.

Le Groupe a la possibilité d'opter, transaction par transaction, à la date d'acquisition, pour une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur (« goodwill complet ») soit à la quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

En application des normes IFRS, les goodwill ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, et dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée à l'actif de l'état de la situation financière (voir note 1.11 – Pertes de valeur des éléments de l'actif immobilisé et des actifs non financiers).

Lorsque le regroupement d'entreprises s'effectue à des conditions avantageuses, un goodwill négatif est identifié. Le profit correspondant est comptabilisé en résultat à la date d'acquisition.

Les frais connexes à une opération d'acquisition sont comptabilisés en résultat des périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, le Groupe dispose d'une période d'évaluation pour finaliser la comptabilisation des regroupements d'entreprises, cette période s'achevant dès les dernières informations nécessaires obtenues et au plus tard un an après la date d'acquisition.

### 1.5.2 Transactions entre actionnaires

Les opérations de dilution et de relation intervenant au sein des entités contrôlées par le Groupe sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres, s'agissant de transactions effectuées avec des propriétaires agissant en cette qualité.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 27 et de la norme IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », ces transactions sont comptabilisées en capitaux propres pour leur montant net d'impôt, et n'ont donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

Ces transactions sont par ailleurs présentées dans le tableau de flux de trésorerie en activités de financement.

### 1.5.3 Actifs/passifs classés comme détenus en vue de la vente, activités non poursuivies

La norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » spécifie le traitement comptable applicable aux actifs détenus en vue de la vente, la présentation et les informations à fournir sur les activités abandonnées.

En particulier, elle impose que les actifs détenus en vue de la vente soient présentés séparément dans l'état de la situation financière consolidée pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

En outre, elle impose que les résultats des activités abandonnées (non poursuivies) soient présentés séparément au compte de résultat consolidé, de façon rétrospective sur l'ensemble des périodes présentées.

Une activité abandonnée (non poursuivie) est une composante d'une entité dont l'entité s'est séparée ou bien qui est classée comme détenue en vue de la vente et :

- qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;

- fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique et distincte ;
- ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la vente.

Ainsi, au 31 décembre 2011, les résultats des activités cédées ou en cours de cession en 2011 doivent également être retraités dans les comptes comparatifs au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009. De ce fait, les comptes de résultat comparatifs 2010 et 2009 divergent de ceux publiés précédemment.

Les transactions internes entre le Groupe et les activités abandonnées (non poursuivies), quel que soit leur nature – opérationnelle ou financière – sont enregistrées en charges des activités non poursuivies au 31 décembre 2011 et dans les périodes comparatives, présentant ainsi un résultat économique des entités cédées sur cette ligne.

L'impact de ces activités sur les flux liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement est présenté sur des lignes distinctes du tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2011 et sur les périodes comparatives.

L'état de la situation financière consolidée des années 2010 et 2009 reste en revanche inchangé.

## 1.6 Conversion des états financiers des sociétés à l'étranger

Les états de la situation financière, comptes de résultat et tableaux des flux de trésorerie de certaines filiales dont la devise de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes de la maison mère ont été convertis dans la devise de présentation des comptes consolidés, au cours de change de la date de clôture pour l'état de la situation financière et au cours de change moyen de l'exercice pour le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Les écarts de conversion sont comptabilisés en autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Les cours de change des monnaies des pays non-membres de la zone euro utilisées pour établir les états financiers consolidés sont principalement les suivants :

<b>Cours de change de clôture</b> <i>(une devise étrangère = xx euro)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Dollar américain	0,7729	0,7484	0,6942
Livre sterling	1,1972	1,1618	1,1260
Couronne tchèque	0,0388	0,0399	0,0378
<b>Cours de change moyen</b> <i>(une devise étrangère = xx euro)</i>	<b>Cours moyen</b> <b>année 2011</b>	<b>Cours moyen</b> <b>année 2010</b>	<b>Cours moyen</b> <b>année 2009</b>
Dollar américain	0,7185	0,7537	0,7177
Livre sterling	1,1523	1,1652	1,1222
Couronne tchèque	0,0407	0,0395	0,0378

## 1.7 Opérations en devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en euro au taux de change en vigueur à la date d'opération. À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en euro au cours de change de clôture. Les résultats de change en découlant sont reconnus sur le résultat de la période.

Un prêt auprès d'une filiale à l'étranger dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible constitue en substance une part de l'investissement net du Groupe dans cette activité à l'étranger. Les écarts de conversion provenant d'un élément monétaire faisant partie d'un investissement net sont enregistrés directement en autres éléments du résultat global dans la rubrique réserve de conversion et comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

Les gains et pertes de change sur les emprunts libellés en devises étrangères ou sur les dérivés de change utilisés à des fins de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères, sont enregistrés dans les écarts de conversion imputés en autres éléments du résultat global. Les montants enregistrés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat à la date de cession de l'investissement concerné.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

## 1.8 Actifs corporels

Les actifs corporels sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements et des pertes de valeurs cumulés.

Les actifs corporels font l'objet d'une comptabilisation par composants et chaque composant est amorti sur sa durée d'utilité.

Les durées d'utilité sont les suivantes :

	<b>Fourchette des durées d'utilité en années*</b>
Constructions	20 à 50
Installations techniques	7 à 24
Matériel de transport	3 à 25
Autres équipements	3 à 12

\* La fourchette des durées d'utilité résulte de la diversité des immobilisations concernées.

Les immobilisations corporelles sont principalement amorties linéairement, à moins qu'une autre base systématique d'amortissement ne reflète mieux le rythme de consommation de l'actif.

Les frais financiers associés au financement de l'acquisition et de la construction d'installations identifiées, et encourus pendant la période de construction, font partie intégrante du coût de l'actif conformément à la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt ».

Un contrat de location financement est un contrat ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Conformément à la norme IAS 17, les actifs financés au moyen de contrats de location financement sont initialement comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur et la valeur actuelle des paiements minimaux. Par la suite, le Groupe n'applique pas le modèle de la réévaluation mais le modèle du coût comme autorisé par les normes IAS 16 et IAS 38.

Ces actifs sont amortis sur la plus courte période entre la durée de vie prévue de l'actif et la durée du contrat sauf s'il est raisonnablement certain que le bien deviendra propriété du preneur à la fin du bail. Cette politique comptable est conforme à la norme IAS 17 et aux méthodes comptables du Groupe concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs corporels et incorporels.

Compte tenu de la nature de l'activité du Groupe, il n'est pas dans la vocation des différentes filiales de détenir des actifs immobiliers de placement.

## 1.9 Subventions publiques

### 1.9.1 Subventions d'investissement relatives aux actifs corporels

Conformément à la possibilité offerte par la norme IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique » les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Elles sont comptabilisées en réduction de la charge d'amortissement sur la durée d'utilité de l'actif amortissable.

Lorsque la construction d'un actif s'étale sur plusieurs périodes, la part de la subvention non encore utilisée est enregistrée au passif, en autres dettes.

## 1.9.2 Subventions d'investissement relatives aux contrats de concession

Les subventions d'investissement reçues dans le cadre de contrats de concessions (développement en note 1.20) sont, en général, définitivement acquises et sont donc non remboursables.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 20, ces subventions sont présentées en diminution des actifs incorporels ou des actifs financiers en fonction du modèle applicable après analyse de chaque contrat de concession (IFRIC 12).

Dans le modèle de l'actif incorporel, les subventions viennent en réduction de la charge d'amortissement de l'actif incorporel du domaine concédé sur la durée résiduelle du contrat de concession.

Dans le modèle de l'actif financier, les subventions d'investissement sont assimilées à une modalité de remboursement de l'actif financier opérationnel.

## 1.9.3 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont par définition rattachées à des éléments opérationnels.

Lorsque les subventions accordées visent à compenser des coûts encourus, elles sont comptabilisées en diminution du coût des biens vendus sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés.

Lorsque les subventions accordées constituent un complément de rémunération prévu contractuellement et à caractère récurrent, telles que les contributions ou compensations pour insuffisance de recettes prévues dans certains contrats de délégation de service public, elles sont comptabilisées en revenus.

## 1.10 Actifs incorporels hors goodwill

Les actifs incorporels sont des actifs non monétaires identifiables sans substance physique. Ils sont inscrits au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs.

Les actifs incorporels comprennent principalement certains actifs constitués dans le cadre de contrats de concession (IFRIC 12), les droits d'entrée versés aux collectivités locales au titre de contrats de service public, la valeur des contrats acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (« droits contractuels »), les brevets, licences, logiciels et droits d'exploitation.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement, sur leur durée d'utilité à moins qu'une autre base systématique d'amortissement ne reflète mieux le rythme de consommation de l'actif.

Les durées d'utilité sont les suivantes :

	Fourchette des durées d'utilité en années*
Redevances versées aux collectivités locales	3 à 80
Droits contractuels acquis	3 à 34
Logiciels acquis	3 à 10
Autres immobilisations incorporelles	1 à 28

\* La fourchette des durées d'utilité résulte de la diversité des immobilisations concernées.

## 1.11 Pertes de valeur des éléments de l’actif immobilisé et des actifs non financiers

Les valeurs comptables des actifs non financiers, autres que les stocks et les actifs d’impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d’apprécier s’il existe un quelconque indice qu’un actif ait subi une perte de valeur. S’il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l’actif ou du groupe d’actifs est estimée.

Les goodwill et les actifs incorporels à durée d’utilité indéterminée sont testés chaque année de manière systématique consécutivement à l’actualisation du plan long terme, et à tout moment dès lors qu’il existe un indice de perte de valeur.

Dans l’hypothèse où la valeur recouvrable déterminée est inférieure à la valeur nette comptable de l’actif ou du groupe d’actifs, une dépréciation est comptabilisée.

Les dépréciations de l’actif immobilisé sont réversibles, à l’exception de celles relatives au goodwill.

### Goodwill et test de dépréciation

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d’actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d’autres actifs ou groupes d’actifs.

Compte tenu de l’activité du Groupe, les UGT ou regroupement d’UGT, sont en-dessous du segment opérationnel et coïncident généralement dans chaque Division à un pays.

Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d’acquisition, les goodwill sont affectés à chacune des unités génératrices de trésorerie ou à chacun des groupes d’unités génératrices de trésorerie qui devraient bénéficier du regroupement d’entreprises.

Une unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill a été affecté est soumise à un test de dépréciation tous les ans ainsi que toutes les fois qu’il y a une indication que l’UGT a pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de l’UGT, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable.

Ainsi, l’évolution du contexte économique et financier général, la détérioration des environnements économiques locaux, de même que l’évolution des performances économiques et de la capitalisation boursière du Groupe constituent notamment des indicateurs de dépréciation externes qui sont analysés par le Groupe pour déterminer s’il convient de réaliser des tests de dépréciation à une fréquence plus rapprochée.

Le cas échéant, la dépréciation des goodwill est comptabilisée en résultat opérationnel et est définitive.

### Détermination des valeurs recouvrables

La nécessité de constater ou non une dépréciation s’apprécie par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs de l’UGT ou regroupement d’UGT et leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d’utilité.

*La juste valeur diminuée des coûts de sortie* est déterminée sur la base des informations disponibles permettant de réaliser la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts nécessaires pour réaliser la vente, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

*La valeur d’utilité* déterminée par le Groupe correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou groupes d’UGT, en tenant compte de leur valeur résiduelle, sur la base des éléments suivants :

- Les projections de flux de trésorerie sont issues du plan long terme établi chaque année au mois de juin et validé par le conseil d’administration du 29 novembre 2011. Ce plan couvre l’année en cours ainsi que les six années suivantes. Cette période est représentative de la durée moyenne du portefeuille de contrats à long terme du Groupe et de ses activités à court terme. Par exception, le plan long terme de l’UGT « Eau -Chine » a été prolongé jusqu’en 2025, afin d’être en mesure d’identifier un flux normatif pour le calcul de la valeur terminale, le modèle économique des activités de l’Eau en Chine étant particulier, avec des contrats à très long terme (cinquante ans) et des flux d’investissements élevés sur les premières années des contrats ;
- Les valeurs terminales sont déterminées à partir des flux prévisionnels de la dernière année du plan à long terme actualisés (2017). Ces flux sont construits, pour chaque UGT ou regroupement d’UGT, sur la base d’un taux de croissance à l’infini prenant en compte des facteurs tels que l’inflation ;



- Un taux d'actualisation (coût moyen pondéré du capital) est déterminé pour chaque actif, unité génératrice de trésorerie ou regroupement d'UGT : il correspond au taux sans risque augmentée d'une prime de risque pondérée par les risques spécifiques au pays. Les taux d'actualisation estimés par le management pour chaque unité génératrice de trésorerie reflètent donc les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et le seul risque pays spécifique à l'UGT ou regroupement d'UGT, les autres risques étant appréhendés dans les flux de trésorerie futurs ;
- Les investissements pris en compte dans les projections de flux de trésorerie correspondent aux investissements permettant de maintenir le niveau d'avantages économiques que devraient générer les actifs dans leur état actuel ;
- Les plans de restructuration non engagés ne sont pas inclus dans les projections de flux de trésorerie utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité.

## 1.12 Stocks

---

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

## 1.13 Provisions

---

Conformément à l'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle juridique ou implicite du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, qu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable.

Veolia Environnement est généralement soumis à une obligation contractuelle d'entretien et de réparation des installations gérées au titre de contrats de service public. Les frais d'entretien et de réparation en découlant sont analysés conformément à la norme IAS 37 sur les provisions et font l'objet le cas échéant de provisions pour engagements contractuels en cas de retard dans les travaux à réaliser.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé formalisé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture. Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

S'agissant des provisions pour remise en état de centres de stockage de déchets ultimes, Veolia Environnement comptabilise les engagements de reconstitution de site au fur et à mesure de l'enfouissement des déchets en contrepartie d'un composant de l'actif immobilisé en tenant compte de l'inflation et de la date d'engagement des dépenses (actualisation). Cet actif est amorti dans l'année en fonction de sa consommation.

Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées lorsque l'impact est significatif. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les appréciations actuelles de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. Les effets liés à la désactualisation des provisions sont constatés au compte de résultat consolidé, dans la rubrique « autres revenus et charges financiers ».

## 1.14. Instruments financiers

---

### 1.14.1 Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les instruments dérivés actifs, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés passifs et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39.

### **1.14.2 Évaluation, comptabilisation et dé-comptabilisation des actifs financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction lorsque les actifs concernés ne sont pas évalués ultérieurement à leur juste valeur par le résultat. Pour les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les coûts de transaction sont enregistrés directement en résultat.

À la date d'acquisition, le Groupe détermine la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories comptables prévues par la norme IAS 39.

#### **Actifs détenus jusqu'à leur échéance**

Ces actifs sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances qui sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance et que le Groupe a la capacité de conserver jusqu'à cette date. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie actualisés au TIE d'origine. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat consolidé.

Les gains et pertes nets des actifs détenus jusqu'à leur échéance correspondent aux produits d'intérêts et aux pertes de valeurs.

#### **Actifs disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées directement en autres éléments du résultat global sauf en cas de moins-value latente significative ou prolongée. Cette situation se produit lorsque les flux de trésorerie futurs diminuent de telle sorte que la juste valeur de ces actifs est durablement ou significativement inférieure à leur valeur historique. Dans ce cas, la perte de valeur est comptabilisée en résultat. Les éventuelles reprises de valeur sont constatées en résultat uniquement pour les titres de dette (créances et obligations).

Les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat lors de la cession des actifs financiers disponibles à la vente. La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la juste valeur pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Pour les titres de participation qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable, le Groupe retient dans ce cas le coût historique déduction faite de toute dépréciation éventuelle.

Les gains et pertes nets des actifs disponibles à la vente correspondent aux produits d'intérêts, dividendes, pertes de valeurs et plus ou moins-values de cession.

#### **Prêts et créances**

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les actifs financiers opérationnels, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé selon la méthode du TIE.

Ces actifs sont dépréciés si, dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur, leur valeur comptable est supérieure à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie actualisés au TIE d'origine. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat consolidé.

La dépréciation des créances commerciales est fondée sur deux méthodes, soit :

- une méthode statistique : elle est fonction de l'historique des pertes et conduit à appliquer un taux de dépréciation par tranche de la balance âgée. L'analyse est réalisée sur un ensemble homogène de créances, présentant des caractéristiques de crédit similaires du fait de leur appartenance à une catégorie de client et à un pays ;

- une méthode individuelle : l'appréciation de la probabilité et du montant de perte est effectuée au cas par cas en particulier pour les débiteurs publics non étatiques (antériorité du retard de règlement, autres créance ou dette avec la contrepartie, notation par un organisme externe, situation géographique).

Les gains et pertes nets sur les prêts et créances correspondent aux produits d'intérêt et pertes de valeurs.

### **Actifs et passifs évalués à leur juste valeur par le résultat**

Cette catégorie comprend :

- les actifs et passifs de transaction que le Groupe a l'intention de revendre dans un terme proche et qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont aussi qualifiés d'actifs et passifs conclus à des fins de transaction ;
- les actifs désignés à la juste valeur sur option. Il s'agit principalement du portefeuille d'OPCVM de trésorerie dont la gestion et la performance sont fondées sur la juste valeur.

La variation de valeur de ces actifs est enregistrée au compte de résultat consolidé.

Les gains et pertes nets des actifs évalués à leur juste valeur par le résultat correspondent aux produits d'intérêts, dividendes et variation de juste valeur.

Pour les dérivés conclus à des fins de transaction, les gains et pertes nets correspondent aux flux échangés et à la variation de valeur de l'instrument.

### **Dé-comptabilisation des actifs financiers**

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif expirent, ou lorsqu'il transfère les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels sur l'actif financier dans une transaction dans laquelle la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Tout intérêt créé ou conservé par le Groupe dans ses actifs financiers transférés est comptabilisé séparément comme actif ou passif.

#### **1.14.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. Pour qu'un placement puisse être considéré comme un équivalent de trésorerie, il doit être facilement convertible, en un montant de trésorerie connu et être soumis à un risque négligeable de changement de valeur respectant ainsi les critères d'IAS 7.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie comprennent tous les soldes en espèce, certains dépôts à terme, les titres de créances négociables ainsi que les OPCVM monétaires.

Les dépôts à termes, les titres de créances négociables présentent des caractéristiques respectant les critères requis par IAS 7 lorsque leur rémunération est assise sur des taux monétaire court terme (de type Eonia) et leur maturité inférieure à 3 mois (contractuellement ou du fait d'une option de sortie anticipée au minimum tous les 3 mois détenue à coût faible voir nul, sans perte en capital ni rémunération perçue nette de la pénalité de sortie anticipée inférieure à celle d'un placement à court terme).

Les OPCVM classées dans la rubrique « équivalent de trésorerie » sont conformes à la Directive de la Commission Européenne 2009/65/EC datée du 13 juillet 2009, et sont des OPCVM monétaires court-termes ou OPCVM monétaires (selon la classification AMF n°2005-02 du 25 janvier 2005 modifiée le 3 mai 2011). Conformément à la position de l'AMF n°2011-13 du 23 septembre 2011, ces OPCVM sont présumés remplir les critères définis par IAS 7 d'équivalents de trésorerie. En effet, ces OPCVM sont liquidables à la demande quotidiennement ce qui leur confère des attributs de placement court-terme, hautement liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie. Ces instruments n'ont pas pour objectif d'être détenus plus de trois mois et affichent une rentabilité similaire au taux interbancaire EONIA (European Overnight Index Average) limitant ainsi la sensibilité aux taux d'intérêts. La régularité de la progression de leur performance ne les soumet pas à un risque significatif de changement de valeur.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur par résultat. La note annexe 27.1 détaille la manière dont la juste valeur est déterminée. La trésorerie et équivalents de trésorerie se répartissent entre les niveaux 1 et 2 de juste valeur :

- les instruments présentant un prix coté sur un marché actif en niveau 1 ;

- les autres instruments, qui ne sont pas cotés, mais dont la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles et intégrant des données observables sur les marchés en niveau 2.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

#### 1.14.4 Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

À l'exception des passifs de transaction et des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur minorée des frais de transaction puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif « TIE ».

Le TIE est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon les cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Lorsque le passif financier émis comprend un dérivé incorporé devant être comptabilisé de façon séparée, alors le coût amorti est calculé sur la seule composante dette. La valeur du coût amorti correspond à la date d'acquisition au produit de l'émission minorée de la juste valeur du dérivé incorporé.

#### 1.14.5 Engagements de rachat sur participations ne donnant pas le contrôle

Conformément à la norme IAS 27, les participations ne donnant pas le contrôle sur les filiales consolidées par intégration globale sont considérées comme des éléments de capitaux propres.

Par ailleurs, selon la norme IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », les engagements de rachats sur participations ne donnant pas le contrôle (« puts ») sont considérés comme une dette.

#### 1.14.6 Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Le Groupe utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissements. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change du Groupe ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat consolidé. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Les gains et pertes nets des instruments à la juste valeur par le compte de résultat consolidé correspondent aux flux échangés et à la variation de valeur de l'instrument.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon trois types de relations de couverture : de juste valeur, de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger (IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »).

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;

- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée dans l'état de la situation financière consolidée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat consolidé, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en autres éléments du résultat global, la variation de juste valeur du sous-jacent n'étant pas enregistrée dans l'état de la situation financière consolidée. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat du ou des mêmes périodes que celles au cours desquelles l'actif acquis ou le passif émis affecte le résultat ;
- pour les couvertures d'un investissement net, la partie des profits ou des pertes sur l'instrument de couverture qui est considérée comme efficace est comptabilisée en autres éléments du résultat global dans les écarts de conversion, la partie inefficace est comptabilisée dans le compte de résultat consolidé. Le profit ou la perte inscrit dans les écarts de conversion est comptabilisé en résultat lors de la sortie de l'investissement à l'étranger.

### 1.14.7 Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat qui répond à la définition d'un instrument dérivé et dont les caractéristiques économiques ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte. Un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé selon les règles applicables aux dérivés si et seulement si les trois conditions suivantes sont remplies :

- les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- le dérivé incorporé respecte la définition d'un dérivé selon la norme IAS 39 ; et
- le contrat composé n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat consolidé.

### 1.14.8 Actions d'autocontrôle

Elles sont comptabilisées en réduction des capitaux propres.

Les pertes et profits résultant de la cession des actions d'autocontrôle et les dividendes liés sont imputés directement sur les capitaux propres et n'affectent pas le résultat.

## 1.15 Régimes de retraite et autres engagements sociaux postérieurs à l'emploi

Veolia Environnement et ses filiales ont mis en place plusieurs plans de retraite.

**Les plans à cotisations définies** : il s'agit de plans pour lesquels le Groupe (ou une entité Groupe) paye une contribution déterminée à une entité séparée, ce qui l'exonère de tout paiement éventuel complémentaire.

Ces obligations sont reconnues en charges quand elles sont dues.

**Les plans à prestations définies** : il s'agit de plans qui ne répondent pas à la définition d'un plan à cotisations définies. Les obligations nettes de chaque entité du Groupe sont calculées pour chaque plan sur la base d'une estimation du montant que les salariés percevront en échange des services rendus sur la période en cours et sur les périodes passées. Le montant est actualisé et les coûts de services passés non encore comptabilisés ainsi que la juste valeur des actifs de retraite sont déduits.

Lorsque le calcul implique un bénéfice pour le régime, l'actif comptabilisé est plafonné à la somme de la valeur actuelle des bénéfices, disponibles sous la forme de remboursements futurs ou de réductions de contributions au plan et du

montant des coûts des services passés non amortis. Dans ce cas, le surplus du régime est comptabilisé dans les actifs financiers non courants.

Certains engagements du Groupe ou d'entités du Groupe peuvent bénéficier de droits à remboursement, correspondant à l'engagement d'une autre partie de rembourser en partie ou en totalité les dépenses liées à ces engagements. Ces droits à remboursement sont comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

Les engagements sociaux du Groupe sont déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte des probabilités du maintien des personnels dans les sociétés jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et de l'actualisation financière. Les taux d'actualisation retenus sont propres à chaque zone monétaire. Ils sont déterminés sur la base des taux de rendement des obligations émises par des entreprises de bonne qualité (notées AA) ou des obligations d'Etat lorsque le marché n'est pas liquide, de maturité équivalente à la moyenne des durations des régimes évalués sur les zones concernées. Ce traitement se traduit par l'enregistrement d'actifs ou de provisions de retraite dans l'état de la situation financière consolidée et par la reconnaissance des charges nettes s'y rapportant.

En application de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », les écarts actuariels générés sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et aucun amortissement au titre de ces écarts actuariels n'est comptabilisé au compte de résultat consolidé.

## 1.16 Paiements en actions et assimilés

---

L'application de l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » conduit à comptabiliser une charge au titre des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions attribuées et autres compléments de rémunération en actions accordés par le Groupe à ses salariés. La juste valeur de ces plans à leur date d'attribution est comptabilisée comme une charge avec contrepartie directe en capitaux propres sur la période pendant laquelle l'avantage est acquis et le service rendu.

La juste valeur des options d'achat ou de souscription est calculée en utilisant le modèle Black and Scholes et prend en compte la durée prévue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue, déterminée à partir de la volatilité observée dans le passé, et le rendement anticipé des dividendes.

La charge de rémunération des plans d'épargne salariale correspond d'une part à la différence entre le prix de souscription et le cours moyen de l'action à chaque souscription diminuée de la décote d'incessibilité de l'action, et d'autre part à l'abondement accordé par la société aux souscripteurs.

## 1.17 Produit des activités ordinaires

---

Le produit des activités ordinaires est représentatif de ventes de biens et de services évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les produits provenant des ventes de biens ou services sont comptabilisés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le montant des produits peut être évalué de façon fiable ;
- les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur dans le cadre de ventes de biens ;
- le degré d'avancement de la transaction à la clôture peut être évalué de façon fiable dans le cadre de ventes de services ;
- la recouvrabilité de la contrepartie est probable ;
- les coûts encourus ou à encourir pour achever la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

### 1.17.1 Ventes de biens

Les ventes de biens correspondent essentiellement aux ventes de procédés et solutions technologiques liées au traitement de l'eau (eau potable et assainissement) chez Veolia Eau, ainsi qu'aux ventes de produits issus des activités de recyclage chez Veolia Propreté.

Les revenus associés à ces ventes sont enregistrés lors de la livraison physique des biens, qui atteste du transfert des risques inhérents à la propriété de ces biens.

### **1.17.2 Ventes de services**

Les prestations de services concernent la majorité des activités du Groupe telles que le traitement des déchets, la distribution de l'eau et autres services liés, l'exploitation de réseaux et transport de voyageurs, les services énergétiques (distribution de chaleur, services thermiques ou éclairages publics).

Le revenu lié à ces activités est comptabilisé lorsque la prestation est réalisée et qu'il est probable que les avantages économiques associés iront aux entités du Groupe.

Ces activités impliquent l'exécution d'un service convenu contractuellement (nature, prix) avec un client public ou industriel, dans un délai fixé. Ainsi, la base de facturation est assise sur les tonnages de déchets traités/incinérés, les volumes d'eau délivrés, la puissance thermique délivrée ou encore le nombre de titres de transport traité auxquels est appliqué le prix convenu contractuellement.

Il convient par ailleurs de noter que les redevances et les taxes collectées au profit des collectivités locales sont exclues du Produit des Activités Ordinaires dès lors que le Groupe ne supporte pas le risque de recouvrabilité auprès d'un tiers.

### **1.17.3 Contrats de construction (hors contrats de concessions)**

Les contrats de construction correspondent principalement à la conception et la construction des infrastructures nécessaires au traitement/distribution d'eau et assainissement.

Les revenus associés sont comptabilisés conformément à la norme IAS 11 « Contrats de construction » (voir note 1.22).

### **1.17.4 Contrats IFRIC 4**

Les contrats relevant de l'interprétation IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient une location » (voir note 1.21) font appel usuellement à des prestations effectuées pour des clients industriels/privés. L'ensemble des éléments relatifs à la prestation, sur laquelle se sont accordées les parties, est explicité dans des contrats tels que les contrats dits de BOT (*Build, Operate, Transfer*).

La prestation inclut d'une part, la conception, la construction et le financement de la construction pour le client d'un bien/installation spécifique et d'autre part, l'exploitation du bien concerné. Dans ce cadre et conformément à IFRIC 4, la comptabilisation s'effectue selon la méthode comptable applicable aux contrats de construction.

Les revenus associés à la construction sont reconnus en appliquant la méthode du pourcentage d'avancement et d'une façon générale les principes édictés par IAS 11. En contrepartie, le montant des actifs construits est classé sous la rubrique « actifs financiers opérationnels ».

La prestation facturée au client inclut d'une part l'exploitation du bien/installation spécifique concerné et d'autre part, le financement de la construction.

- Les revenus associés à l'exploitation du bien suivent les modalités de reconnaissance des livraisons de biens ou exécution de service, conformément à IAS 18.
- Le financement des constructions implique des frais financiers qui sont facturés au client et reconnus en produit des activités ordinaires – sous la rubrique revenus des actifs financiers opérationnels. Ces intérêts sont enregistrés en produit des activités ordinaires dès le début de la construction ; ils représentent la rémunération du constructeur-prêteur.

### **1.17.5 Contrats de concession (IFRIC 12)**

Se référer à la note 1.20 relative aux contrats de concession.

## 1.18 Éléments financiers au compte de résultat consolidé

---

Les charges de l'endettement financier comprennent les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du coût amorti et les pertes sur les dérivés de taux qualifiés ou non de couverture.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits de l'endettement financier comprennent les gains sur les dérivés de taux qualifiés ou non de couverture et sur les placements de trésorerie et équivalent de trésorerie.

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les autres revenus et charges financiers comprennent notamment les revenus des créances financières calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, les dividendes, les résultats de change et les pertes de valeurs sur actifs financiers et la désactualisation des provisions.

## 1.19 Impôts sur les résultats

---

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (ou le produit) d'impôt courant et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

Les différences temporelles et les déficits fiscaux donnent généralement lieu à la constatation d'impôts différés actifs ou passifs.

Les actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable :

- que des différences temporelles imposables suffisantes seront disponibles au sein de la même entité fiscale ou du même groupe fiscal, et dont on s'attend à ce qu'elles s'inversent au cours de la période où les différences temporelles déductibles se retourneront ou au cours des périodes sur lesquelles la perte fiscale résultant de l'actif d'impôt différé pourra être reportée en arrière ou en avant ;
- ou que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé.

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs relatifs à des pertes fiscales reportables significatives.

Les impôts différés actifs afférant à ces pertes fiscales ne sont plus comptabilisés ou sont réduits lorsque des faits et circonstances propres à chaque société ou groupe fiscal concernés le nécessitent, notamment lorsque :

- l'horizon des prévisions et les incertitudes de l'environnement économique ne permettent plus d'apprécier le niveau de probabilité attaché à leur consommation ;
- les sociétés n'ont pas commencé à utiliser ces pertes ;
- l'horizon de consommation prévisible dépasse l'échéance de report autorisé par la législation fiscale ;
- ou encore lorsque l'imputation sur des bénéfices imposables futurs présente un caractère incertain en raison des risques de divergences d'interprétation dans l'application de la législation fiscale.

Les impôts différés actifs et passifs sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

## 1.20 Description des activités de concession du Groupe

---

Dans le cadre de ses activités, Veolia Environnement est amené à assurer des services d'intérêt collectif (distribution d'eau potable, de chaleur, réseau de transport de voyageurs ou service de collecte des ordures ménagères...) à une collectivité moyennant une rémunération fonction du service rendu.



Ces services collectifs (services également qualifiés d'intérêt général, d'intérêt économique général ou de service public) sont gérés par Veolia Environnement généralement dans le cadre de contrats conclus à la demande des entités publiques qui conservent le contrôle des dits services collectifs.

Les contrats de concessions se caractérisent par le transfert du droit d'exploiter pour une durée limitée, sous le contrôle de la collectivité publique, au moyen d'installations dédiées mises en place par Veolia Environnement, ou mises à sa disposition gratuitement ou non :

- ces contrats prévoient des « obligations de service public » moyennant une rémunération. Elle est fonction des conditions d'exploitation, de la continuité du service, des règles tarifaires, des obligations en matière de maintenance-renouvellement des installations. Le contrat fixe les conditions de transfert des installations à la collectivité ou à un successeur à son expiration ;
- Veolia Environnement peut, dans certains cas, avoir la responsabilité d'un tel service en raison de la détention du réseau support du service (réseaux de distribution d'eau, de chaleur, réseau d'assainissement). Ces situations résultent de privatisations partielles ou totales. Des dispositions imposent des obligations de service public et des modalités de reprise de contrôle de la société concessionnaire par la collectivité publique.

Ces contrats comprennent le plus souvent des clauses de révisions tarifaires. Ces clauses sont généralement basées sur l'évolution des coûts, l'inflation, l'évolution législative et/ou fiscale, ou parfois sur les variations des volumes et/ou la prise en compte de la survenance d'événements particuliers modifiant l'économie du contrat.

De même, Veolia Environnement est généralement soumis à une obligation contractuelle d'entretien et de réparation des actifs des installations gérées au titre de ces contrats de service public. Les frais d'entretien et de réparation en découlant sont analysés au travers de la norme IAS 37 relative aux provisions et les engagements en cas de retard dans les travaux à réaliser sont, le cas échéant, comptabilisés sous forme de provisions pour engagements contractuels.

La nature et l'étendue des droits acquis et des obligations incombant à Veolia Environnement dans ces différents contrats diffèrent en fonction des prestations de services publics qui sont rendues dans les différents métiers du Groupe.

L'analyse comptable des contrats de concessions est décrite dans les notes 6 et 11.

#### **Activité « Eau »**

Veolia Environnement gère des services d'eau potable et/ou de dépollution des eaux usées de collectivités publiques. Ces services couvrent tout ou partie du cycle complet de l'eau (prélèvement dans le milieu naturel, traitement, stockage et distribution de l'eau, puis collecte, dépollution des eaux usées et retour dans le milieu naturel).

En France, ces services sont assurés principalement dans le cadre de contrat de délégation de service public sous la forme d'affermage ayant une durée de 8 à 20 ans. Ils portent sur la fabrication et distribution d'eau potable et/ou sur la collecte et le traitement des eaux usées. Ils utilisent des actifs spécifiques : réseaux de distribution ou d'assainissement, usines d'eau potable ou traitement des eaux usées qui sont en grande partie mis à disposition par le concédant et lui reviennent toujours en fin de contrat.

À l'étranger, Veolia Environnement exécute ses services à travers des contrats dont la forme dépend des spécificités juridiques locales, des contraintes économiques du pays et des besoins d'investissement de chacun des partenaires.

Ces contrats prennent notamment la forme soit de concessions, de contrats de service, de contrats de type O&M (*Operate and Manage*) ou de BOT dont la durée moyenne est, en général, comprise entre 7 et 40 ans, voire plus.

Ils peuvent aussi avoir été conclus avec des entités publiques dans lesquelles Veolia Environnement a pu acquérir une participation, lors de leur ouverture à des entreprises privées. L'économie de ces contrats n'est pas fondamentalement différente mais le fonctionnement du contrat résulte alors d'un accord de partenariat avec la collectivité.

#### **Activité « Propreté »**

En France et à l'étranger, les principaux contrats de concession mis en place par Veolia Environnement sont des contrats qui concernent le traitement et la valorisation des déchets dans des unités de tri, de stockage ou d'incinération. Ils ont une durée de vie moyenne de 18 à 30 ans.

#### **Activité « Énergie »**

Veolia Environnement a décliné une gamme d'activités autour de la gestion énergétique : réseaux de chaleur et de froid, services thermiques et multitechniques, utilités industrielles, installation et maintenance d'équipements de production, services intégrés de gestion globale de bâtiments et prestations électriques sur voie publique.

Les principaux contrats concernés ici sont relatifs à la gestion des réseaux de chauffage et de climatisation soit en concession urbaine, soit au profit de collectivités.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, Veolia Environnement exerce cette activité à travers de la Division Énergie dans le cadre de privatisations partielles mixtes ou dans le cadre de gestion de services publics conclus entre les filiales locales et les autorités publiques en charge de la production et de la distribution de l'énergie thermique.

#### **Activité « Transport »**

L'activité Transport de Veolia Environnement consiste en l'exploitation de services de transport de voyageurs pour le compte de collectivités publiques locales, régionales et nationales.

Veolia Environnement exerce l'essentiel de cette activité en France et à l'étranger en ayant recours à des contrats de service avec obligations de service public (pour reprendre la terminologie communautaire) d'une durée de 7 à 15 ans.

#### **Comptabilisation des contrats de concessions**

Les contrats de concessions sont comptabilisés selon l'interprétation IFRIC 12 « Concessions de service ».

Une part importante des actifs du Groupe est utilisée dans le cadre de contrats de type concessions ou affermage octroyés par des clients publics (« concédants ») et/ou par des sociétés concessionnaires acquises par le Groupe dans le cadre de privatisations partielles ou totales. Ces contrats présentent des caractéristiques très variables selon les pays ou les activités.

Néanmoins, ils prévoient le plus souvent, directement ou indirectement, une intervention du concédant dans la détermination du service et de sa rémunération, d'une part, et le retour des biens nécessaires à l'exécution du service en fin de contrat, d'autre part.

L'interprétation IFRIC 12 est applicable aux contrats de concession comportant des obligations de service au public et si les critères suivants sont réunis :

- le concédant contrôle ou réglemente les services que l'opérateur doit fournir avec le bien, l'infrastructure, les bénéficiaires de ces services et les tarifs pratiqués ;
- et le concédant contrôle la valeur résiduelle économique de l'infrastructure au terme du contrat.

Selon l'interprétation IFRIC 12, de telles infrastructures ne peuvent figurer à l'actif de l'opérateur en tant qu'immobilisations corporelles mais sous la forme d'actif financier (« modèle de l'actif financier ») et/ou d'actif incorporel (« modèle incorporel ») en fonction des engagements de rémunération consentis par le concédant.

#### **1.20.1 « Modèle de l'actif financier »**

Le modèle de l'actif financier s'applique lorsque l'opérateur a un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou un autre actif financier de la part du concédant en rémunération des services de concession.

Dans le cadre des services de concession, l'opérateur dispose de ce droit inconditionnel si le concédant lui garantit contractuellement le paiement :

- des montants définis ou déterminés dans le contrat ou
- de tout manque à gagner – de toute différence entre la rémunération payée par les utilisateurs pour l'utilisation du service et les montants définis ou déterminés dans le contrat.

Les actifs financiers résultant de l'application de l'interprétation IFRIC 12 sont inscrits dans l'état de la situation financière consolidée sous une rubrique distincte intitulée « Actifs financiers opérationnels ». Ils sont comptabilisés au coût amorti.

Sans indication contractuelle spécifique, le taux d'intérêt effectif correspond au coût moyen pondéré du capital des entités porteuses des actifs concernés.

En application de la norme IAS 39, ces actifs sont dépréciés si la valeur comptable est supérieure à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie actualisés au TIE d'origine.

La part à moins d'un an est présentée en « actif financier opérationnel courant » et celle à plus d'un an est présentée dans la rubrique non courante.

Le produit des activités ordinaires associées à ce modèle financier inclut :

- le chiffre d'affaires à l'avancement dans le cas d'actifs financiers opérationnels en construction (conformément à la norme IAS 11) ;

- la rémunération de l'actif financier opérationnel inscrite en revenus des actifs financiers opérationnels (à l'exclusion du remboursement du principal) ;
- la rémunération relative à la prestation de service.

### 1.20.2 « Modèle de l'actif incorporel »

Le modèle de l'actif incorporel s'applique lorsque l'opérateur est payé par les utilisateurs ou qu'il ne bénéficie d'aucune garantie contractuelle du concédant sur le montant à recouvrer. L'actif incorporel correspond au droit accordé par le concédant à l'opérateur de facturer les utilisateurs du service au public en rémunération des services de concession.

Les actifs incorporels résultant de l'application de l'interprétation IFRIC 12 sont inscrits dans l'état de la situation financière consolidée sous une rubrique distincte intitulée « actifs incorporels du domaine concédé ». Ces actifs sont amortis le plus souvent linéairement sur la durée du contrat.

Dans le cadre du modèle de l'actif incorporel, le produit des activités ordinaires comprend :

- le chiffre d'affaires à l'avancement des biens ou infrastructures en cours de construction (conformément à la norme IAS 11) ;
- la rémunération relative à la prestation de service.

### 1.20.3 « Modèle mixte ou bifurcation »

Le choix du modèle de l'actif financier ou de l'actif incorporel repose sur l'existence de garanties de paiements accordées par le concédant.

Néanmoins, certains contrats peuvent comprendre un engagement de paiement du concédant couvrant partiellement l'investissement, le solde étant couvert via les redevances facturées aux usagers.

Dans ce cas, le montant garanti de l'investissement par le concédant est comptabilisé selon le modèle de l'actif financier et le solde selon le modèle de l'actif incorporel.

## 1.21 Contrats de location financière

L'interprétation IFRIC 4 vise à identifier les modalités contractuelles des accords, qui sans revêtir la forme juridique d'un contrat de location, accordent aux clients un droit d'usage d'un ensemble d'actifs en contrepartie de loyers inclus dans la rémunération globale du contrat. Elle identifie dans de tels accords un contrat de location, qui est ensuite analysé et comptabilisé selon les critères de la norme IAS 17 sur le fondement de la répartition des risques et des avantages.

L'opérateur du contrat devient alors un bailleur à l'égard de ses clients. Dès lors que cette location transfère les risques et avantages du bien suivant les critères de la norme IAS 17, l'opérateur n'enregistre pas un actif corporel, mais un actif financier pour refléter le financement correspondant.

Ces actifs financiers sont inscrits dans la ligne de l'état de la situation financière consolidée intitulée « Actifs financiers opérationnels ». Ils sont comptabilisés initialement pour le montant le plus faible entre la juste valeur et la somme des flux futurs et sont comptabilisés au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif du contrat.

La part à moins d'un an est présentée en « Actif financier opérationnel courant » et celle à plus d'un an est présentée dans la rubrique non courante.

Les contrats correspondant aux critères de l'interprétation IFRIC 4 sont soit des contrats d'externalisation avec des clients industriels, soit des contrats « *Build, Operate, Transfer* » (BOT), soit des contrats d'incinération ou de cogénération, pour lesquels, notamment, le risque de demande ou de volume est en substance transféré au donneur d'ordre.

Pendant la phase de construction, ces contrats donnent donc lieu à l'inscription d'une créance financière dans l'état de la situation financière consolidée en contrepartie de produits d'activités ordinaires, selon la méthode de l'avancement édictée dans la norme IAS 11 sur les contrats de construction.

Les créances financières résultant de cette analyse sont constatées initialement pour la valeur actuelle des loyers à recevoir puis amorties en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La détermination du taux de rémunération de la créance financière est, après analyse du contrat et de son financement, assise sur le taux de financement du Groupe ou/et de la dette adossée au contrat.

## 1.22 Contrats de construction

---

Veolia Environnement comptabilise les produits et charges relatifs aux contrats de construction selon la méthode de l’avancement définie par la norme IAS 11.

Ces contrats sont conclus avec des autorités locales ou des partenaires privés pour la construction d’infrastructures. Il s’agit, en général, de contrat à forfait tel que défini par la norme IAS 11.

Le chiffre d’affaires, généré par les prestations de construction effectuées par le Groupe, est mesuré à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir dès lors que le total des produits et charges liés à la construction ainsi que le niveau d’avancement peuvent être déterminés de manière fiable.

Le pourcentage de l’avancement est déterminé par le rapport entre les coûts encourus à la date de la clôture et les coûts totaux estimés du contrat. Les coûts encourus sont les coûts de revient directement affectables au contrat ainsi que les coûts d’emprunt encourus jusqu’à l’achèvement des travaux. En revanche, les frais administratifs et frais commerciaux sont comptabilisés en charge de la période où ils sont encourus.

Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits du contrat, le Groupe comptabilise une perte à terminaison en charge de l’exercice, indépendamment de l’avancement et en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif de l’état de la situation financière consolidée.

Le montant des coûts encourus augmenté des profits comptabilisés et diminué des pertes comptabilisées ainsi que les facturations intermédiaires, est déterminé contrat par contrat. Conformément à la norme IAS 11, si le montant est positif, il est comptabilisé à l’actif en montants dus par les clients pour les travaux des contrats de construction (inclus dans la ligne autres créances d’exploitation). S’il est négatif, il est comptabilisé au passif en montants dus aux clients pour les travaux des contrats de construction (inclus dans la ligne autres dettes d’exploitation).

Les paiements partiels reçus dans le cadre des contrats de construction, avant que les travaux correspondant n’aient été exécutés, sont comptabilisés au passif de l’état de la situation financière consolidée en avances et acomptes reçus.

## 1.23 Contrats d’achat et de vente d’électricité

---

De manière accessoire à leurs opérations, dans le cadre de la gestion de leurs approvisionnements et de l’optimisation de leurs coûts, certaines filiales de Veolia Environnement sont conduites à acheter et à vendre de l’électricité sur les marchés.

### Produit des activités ordinaires

Après analyse des modalités contractuelles, les opérations effectuées dans le cadre d’une activité de négoce donnent lieu à une présentation de la marge nette y afférente dans le poste « Produit des activités ordinaires ».

### Instruments financiers

Certaines filiales effectuent des transactions sur l’électricité (contrats à terme, options) qui sont comptabilisées comme des instruments financiers dérivés, conformément à la norme IAS 39.

### Champ d’application d’IAS 39

Les options et contrats d’achat et de vente à terme avec livraison physique sont considérés comme exclus du champ d’application de la norme IAS 39 dès lors qu’ils ont été conclus à des fins de propre usage (« *exception for own-use* »).

Cette qualification est démontrée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- les volumes achetés ou vendus au titre de ces contrats correspondent à des besoins d’exploitation de la filiale ;

- les contrats ne donnent pas lieu à un règlement net au sens de la norme IAS 39 et, en particulier, une livraison physique intervient systématiquement ;
- les contrats ne sont pas assimilables à des ventes d'options au sens de la norme IAS 39.

## Évaluation et comptabilisation des instruments entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39

Les instruments entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39 sont des instruments dérivés et sont évalués à leur juste valeur, calculée avec des modèles le plus souvent établis à partir de données observables (voir note 1.26). La variation de juste valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. L'impact net du dénouement des opérations est enregistré en produit des activités ordinaires (voir note 29).

### 1.24 Droits d'émission de gaz à effet de serre

Face à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, la Communauté internationale, a mis en place un dispositif réglementaire dans le cadre du protocole de Kyoto, ayant pour objectif leur réduction. Celui-ci, finalisé en 1997 et entré en vigueur en février 2005, fixe un objectif de réduction d'au moins 5 % par rapport aux niveaux de 1990 durant la période d'engagement 2008-2012 pour les pays industrialisés. Le plafonnement des émissions se traduit par une allocation de droits d'émission (AAU : *Assigned Amount Units*), pour chaque pays, qui devront être restitués en 2014 sur la base des émissions réelles de la période 2008-2012. Les pays en voie de développement n'ont pas d'objectif de réduction dans le cadre du protocole de Kyoto mais des crédits d'émission (CER : *Certified Emission Reduction*) peuvent être remis aux entreprises qui contribuent à la réalisation d'investissements permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans ces pays.

Au niveau européen, l'Union a décidé d'instaurer, par la directive « ETS » 2003/87/CE du 13 octobre 2003, un système interne d'échange de droits d'émission (EUA : *EU Allowance*). Le dispositif est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. La Directive « Projet » 2004/101/CE a établi un lien entre le système Kyoto et le système européen en permettant aux exploitants concernés d'utiliser des CER, à hauteur d'un plafond prédéterminé, pour remplir leurs engagements de restitution en lieu et place des EUA.

La Directive 2009/29/CE du 26 avril 2009 a amendé la Directive « ETS » et étendu le système d'échange de quotas au-delà de la deuxième période (2008-2012). Elle couvre la période 2013-2020 et prévoit une réduction progressive des allocations de quotas et de nouvelles procédures d'attributions.

Le règlement européen du 12 novembre 2010 précise les modalités de mise aux enchères des quotas de gaz à effet de serre pour la période 2013-2020. La décision CE du 15 décembre 2010 définit les règles d'allocation de quotas gratuits pour la période 2013-2020. Au cours du premier et du second trimestres 2011 ont été publiés les guides de calculs de ces allocations. Les exploitants ont rendu aux autorités nationales les données nécessaires et ont réalisé les calculs préliminaires. Les allocations définitives seront connues à la fin de l'année 2012. Le Groupe, principalement dans la Division Energie, est actuellement en cours d'appréciation, site par site, des éventuels effets induits par ces conditions d'attribution.

Chaque année le bilan des émissions réelles est établi et donne lieu à restitution des droits correspondants. Le Groupe est amené à acheter ou à vendre des droits selon que ses émissions sont supérieures ou inférieures à ses allocations.

En l'absence de dispositions IFRS spécifiques, le Groupe a retenu le traitement comptable dit de « *net liability approach* » qui consiste à reconnaître un passif à la clôture si les émissions réelles excèdent les quotas détenus conformément à la norme IAS 37.

Les quotas, sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stocks :

- pour une valeur nulle lorsqu'ils sont reçus à titre gratuit ;
- à leur coût d'acquisition s'ils sont acquis à titre onéreux sur le marché.

Les consommations de ces stocks sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré.

Les opérations relatives à ces quotas, réalisées sur le marché à terme, sont comptabilisées en valeur de marché à la clôture. Les variations de juste valeur des instruments financiers associés à ces opérations à terme sont comptabilisées en autres éléments du résultat global ou en résultat selon qu'elles ont été qualifiées de couverture de flux de trésorerie au sens de la norme IAS 39 ou pas.

## 1.25 Informations sectorielles

L'information présentée pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décisionnaire Opérationnel du Groupe (président directeur général) aux fins de prise de décisions. Cette information est issue de l'organisation interne des activités du Groupe et correspond aux quatre métiers du Groupe à savoir l'Eau, la Propreté, l'Énergie et le Transport.

Le Principal Décisionnaire Opérationnel du Groupe reçoit une information globale par Division. Cette information permet de mesurer les performances de chaque métier.

Les objectifs budgétaires fixés à chaque responsable de Division comprennent des objectifs en terme de produits des activités ordinaires, résultat opérationnel, investissements et autres ratios clés. Ces objectifs sont fixés globalement pour chaque Division.

La rémunération variable des membres du comité exécutif est basée sur les performances du Groupe ou de chaque Division. (Incluant notamment la capacité d'autofinancement opérationnelle. Une réconciliation entre la capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel est présentée en note 42).

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les États financiers consolidés.

## 1.26 Principes de détermination de la juste valeur

La juste valeur de tous les actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation soit à des fins d'informations données en annexes (voir note 28).

La juste valeur est déterminée :

- i. soit en fonction de prix cotés sur un marché actif (niveau 1) ;
- ii. soit à partir de techniques de valorisation interne faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbes de taux...), les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte d'une évolution raisonnable du risque de crédit du Groupe Veolia ou de la contrepartie (niveau 2) ;
- iii. soit à partir de techniques de valorisation interne intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables (niveau 3).

### Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Les valeurs mobilières de placement et certains emprunts obligataires cotés sont valorisés sur cette base.

### Justes valeurs déterminées à partir de modèles intégrant des données observables sur les marchés (niveau 2)

La majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) est négociée sur des marchés de gré à gré sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Les valorisations calculées en interne sur les instruments dérivés font l'objet chaque semestre de contrôle de cohérence avec les valorisations transmises par nos contreparties.

La juste valeur des emprunts non cotés est calculée en actualisant les flux contractuels au taux d'intérêt du marché.

Pour les dettes et créances à moins d'un an et certaines dettes et créances à taux variable, la valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement utilisés par le Groupe Veolia.

S'agissant de prêts et de créances à taux fixe, leur juste valeur est dépendante de l'évolution des taux d'intérêts et du risque de crédit de la contrepartie.

Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte de l’évolution du risque de crédit du Groupe Veolia.

### **Justes valeurs déterminées à partir de modèles intégrant certaines données non observables (niveau 3)**

Les instruments dérivés évalués sur la base de modèles internes avec certains paramètres non observables sont certains instruments dérivés sur électricité pour lesquels il n’y a pas de prix cotés sur des marchés actifs (notamment pour les options d’achat d’électricité de maturité très longue) ni de données observables sur les marchés (cours à terme des composantes matières, courbes de taux...) en particulier pour les échéances éloignées.

## Note 2 Recours à des appréciations du management dans l’application des normes comptables Groupe

Veolia Environnement peut être amené à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d’actif et de passif, des produits et des charges ainsi que les informations relatives aux éléments d’actif et de passif latents. Les résultats réels futurs sont susceptibles de diverger sensiblement par rapport à ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l’expérience passée et d’autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l’exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d’actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d’autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L’impact des changements d’estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s’il n’affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes antérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

La note 5 relative aux goodwill et la note 25 relative aux activités non poursuivies mentionnent, la perte de valeur du goodwill de – 440 millions d’euros sur Veolia Transdev, en cours de cession. Cet ajustement de la valeur résulte de la diminution des performances de la filiale d’une part et d’une baisse des multiples implicites de valorisation des transactions sur le marché dans le secteur d’autre part. L’ajustement de la valeur repose sur les offres non engageantes reçues au 27 janvier 2012 et apprécie également les incidences potentielles des procédures juridiques en cours sur un des actifs de ce groupe, la SNCM (voir note 38 « passifs éventuels »), sur le prix de la transaction.

Les notes 1.5.1 et 5 relatives aux goodwill et regroupement d’entreprises décrivent les modalités d’évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre du regroupement d’entreprises. Les affectations reposent sur des hypothèses de flux futurs et de taux d’actualisation.

Les notes 1.11, 5 et 20 sont relatives aux goodwill et aux tests de dépréciation de l’actif immobilisé. La direction du Groupe a procédé aux tests sur la base des meilleures anticipations des flux de trésorerie futurs actualisés de l’activité des unités concernées. Des calculs de sensibilité des valeurs de capitaux investis ont également été réalisés et sont restitués dans les notes évoquées.

La note 1.14 décrit les principes qui ont été retenus lors de détermination de la juste valeur des instruments financiers.

La note 30 relative aux instruments dérivés décrit le traitement comptable des instruments dérivés. Veolia Environnement a procédé à l’évaluation des instruments dérivés, à leur allocation et aux tests d’efficacité nécessaires.

Les notes 17 et 31 relatives aux provisions et engagements sociaux décrivent les provisions constituées par Veolia Environnement. Dans la détermination de ces provisions, Veolia Environnement a pris en compte la meilleure estimation de ces engagements.

La note 23 relative à la charge fiscale restitue la situation fiscale du Groupe et repose notamment en France et aux États-Unis sur la meilleure estimation qu’a le Groupe de l’évolution des contrôles fiscaux en cours et des résultats fiscaux futurs.

L’ensemble de ces estimations repose sur un processus organisé de collecte d’informations prévisionnelles sur les flux futurs avec validation par les responsables opérationnels, ainsi que sur des anticipations de données de marchés fondées sur des indicateurs externes et utilisées selon des méthodologies constantes et formalisées.

La méthodologie de calcul des taux d’actualisation retenus est la suivante :

- application d’IAS 36 « Dépréciation d’actifs » : conformément aux pratiques du Groupe, les taux d’actualisation utilisés correspondent au Coût Moyen Pondéré du Capital calculé annuellement en fin de premier semestre. Une prime de risque spécifique est intégrée dans le calcul du coût moyen pondéré du capital des pays périphériques de la zone euro. Compte tenu d’une situation conjoncturelle exceptionnelle sur le marché secondaire de certaines



dettes souveraines périphériques au deuxième semestre 2011, les taux d'actualisation de ces pays ont été maintenus stables entre le 30 juin 2011 et le 31 décembre 2011;

- application d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » : les taux retenus sont composés de taux sans risque et de prime de risque spécifique aux actifs et passifs sous-jacents.
- application d'IAS 19 « Avantages au personnel » : Les engagements sont mesurés en utilisant une fourchette d'indices du marché et en particulier l'ibovx.

## Note 3 Événements significatifs

### 3.1 Contexte économique et opérationnel

---

Les résultats du Groupe ont été marqués sur l'exercice 2011 par les événements suivants :

- La création de la « joint venture » Veolia Transdev avec la Caisse des dépôts et consignations le 3 mars 2011, puis la décision du groupe de se désengager de l'activité Transport au 31 décembre 2011. A ce titre, le Groupe a reconnu un résultat de cession au 3 mars 2011 d'un montant de 429,8 millions d'euros ainsi qu'une perte de valeur au 31 décembre 2011 de 440,0 millions d'euros.
- Des difficultés opérationnelles localisées, particulièrement en Europe du Sud et en Afrique du Nord ;
- Dans la Division Eau, l'érosion des marges en France ainsi que l'impact défavorable de la hausse des charges de maintenance et d'entretien des actifs au Royaume-Uni.

Face à ces difficultés de nature économique et financière d'une part, et politique d'autre part qui sont intervenus respectivement en Europe du Sud et en Afrique du Nord, le Groupe a décidé d'accélérer sa stratégie de recentrage et de rotation d'actifs et a été amené à revoir la valeur des actifs dans ces zones, principalement en Italie.

Ainsi, le Groupe a reconnu dans les comptes de l'exercice 2011 une charge de -783,2 millions d'euros au titre des principales dépréciations d'actifs non courants. Une information détaillée sur les pertes de valeur comptabilisées sur les goodwill et actifs non courants sur l'exercice 2011 est présentée en note 20.

La majorité des dépréciations d'actifs non courants et goodwill concernent les activités du Groupe en Europe du Sud, principalement en Italie, aux Etats-Unis et en Afrique du Nord tel que décrites ci-dessous:

- Dans la Division Propreté, suite à l'échec des négociations contractuelles avec la Région Calabre et au non paiement des sommes dues, le groupe a demandé la résiliation du contrat de concession de l'incinérateur TEC aux fautes de la collectivité. Le groupe a également décidé de lancer un plan de restructuration et de mettre en liquidation amiable sa filiale en Calabre. Compte tenu du contexte de non continuité d'exploitation, le groupe a reconnu une dépréciation d'actifs non courants de -169,6 millions d'euros ;
- Dans la division Eau, le groupe a reconnu une dépréciation d'actifs non courants d'un montant de -75,5 millions d'euros en Italie. Cette dépréciation tient compte notamment de la demande de résiliation du contrat adressée à la région Calabre consécutivement aux difficultés opérationnelles, aux changements réglementaires et au contexte financier difficile apparus au premier semestre ;
- Dans la Division Energie, l'activité d'installation de champs photovoltaïques en Espagne et en Italie a été arrêtée ; Par ailleurs, la nouvelle direction mise en place début 2011 en Europe du Sud a mis en œuvre une restructuration complète de l'activité (avec notamment des plans de réduction de personnel, des concentrations de sites et des arrêts d'activités prévus) aussi bien en Italie qu'en Espagne. La dépréciation d'actifs non courants liée s'est élevée à -263,2 millions d'euros ;
- Le Groupe a par ailleurs revu la valeur de ses activités au Maroc dans la Division Eau (59,0 millions d'euros) et des perspectives de développement moins favorables que prévues dans un contexte économique difficile dans la Division Energie aux Etats-Unis ont conduit à une dépréciation d'actifs non courants de -153,1 millions d'euros.

### 3.2 Evolutions au sein du Groupe

---

#### Partenariat Veolia Transdev

Cette opération est présentée de façon détaillée en note 4.

## Acquisitions

Le 26 juillet, Dalkia Polska a remporté la privatisation du réseau de chaleur de la ville de Varsovie. La Commission Européenne a rendu un avis favorable sur la reprise par Dalkia Polska, (filiale de Dalkia International) de 85% de SPEC. L'opération a ainsi été conclue le 11 octobre 2011 pour un montant en valeur d'entreprise de 227 millions d'euros, en quote-part groupe. L'activité est consolidée à compter de cette date et l'évaluation en juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis a été déterminée sur une base provisoire au 31 décembre 2011.

Cette acquisition est présentée de façon détaillée en note 32.

## Cessions

- Le 14 février 2011, le Groupe a signé un accord en vue de la cession de ses activités de tri recyclage en Norvège. Cette cession a eu lieu le 25 mars 2011.
- En mai 2011 et en août 2011, les activités en Allemagne de la Division Energie ont été cédées pour un montant de 29 millions d'euros en valeur d'entreprise et en quote-part Groupe.
- Le 5 mai 2011, le Groupe a cédé ses activités transport en Norvège pour un montant de 36 millions d'euros en valeur d'entreprise et en quote-part Groupe.
- Le 23 mai 2011, le Groupe a cédé 5% de Dalkia Ceska Republica à J&T Group pour un montant de 32 millions d'euros en valeur d'entreprise.
- Le 29 juin 2011, la Berd et IFC ont pris une participation de 5% chacun dans les activités balto-russes de la Division Energie à hauteur de 38 millions d'euros.
- Le 1er juillet 2011, le Groupe a cédé les activités au Royaume-Uni anciennement détenues par Veolia Transport.
- Le 10 août 2011, le Groupe a cédé ses activités de déchets solides en Belgique dans la Division Propreté.
- Le 16 décembre 2011, le Groupe a cédé ses activités d'assistance liées à l'habitat « Veolia Habitat Services » (ou Proxiserve) pour un montant de 118 millions d'euros en valeur d'entreprise.
- Le 20 décembre 2011, le Groupe a cédé ses activités de cogénération en Estonie pour un montant de 69 millions en valeur d'entreprise et en quote-part du groupe.
- Le 22 décembre 2011, le Groupe a cédé sa participation restante de 15% dans la société Dalkia Usti nad Labem au groupe CEZ pour un montant de 26 millions en valeur d'entreprise et en quote-part du groupe. Ainsi, sur les deux exercices 2010 et 2011, le montant cumulé de la cession des activités de Dalkia Usti nad Labem regroupant une centrale de cogénération (chaleur et électricité) ainsi que le réseau primaire de la ville d'Usti nad Labem s'élève à 171 millions d'euros en valeur d'entreprise et en quote-part groupe.

Les cessions des activités de recyclage en Norvège dans la Division Propreté, des activités en Allemagne dans la Division Energie, des activités de la Division Transport au Royaume-Uni et en Norvège et des activités d'assistance liés à l'habitat « Proxiserve » sont présentées en activités non poursuivies.

## Investor Day

Le 6 décembre 2011 à Paris, le Groupe a présenté lors de la journée « investisseurs » le plan stratégique ainsi que les perspectives à moyen terme qui s'orientent autour notamment du recentrage du portefeuille d'activités et de métiers, avec notamment la cession de 5 milliards d'euros d'actifs sur les deux prochaines années, le recentrage sur les trois principaux métiers (Eau, Propreté et Energie) et la cession des activités d'Eau régulée au Royaume-Uni et des activités de déchets solides aux Etats-Unis .

## 3.3 Politique de financement du Groupe

### Refinancement de la ligne de liquidité principale

Le 7 avril 2011, Veolia Environnement a signé deux crédits syndiqués : l'un multi devises d'un montant de 2,5 milliards d'euros d'une maturité de 5 ans, le deuxième d'un montant de 500 millions d'euros d'une maturité de 3 ans

pour des tirages en zlotys polonais, en couronnes tchèques et en forints hongrois. Les deux facilités intègrent deux options d’extension d’une durée d’un an chacune. Ces facilités refinancent par anticipation le crédit syndiqué multidevises de 4 milliards d’euros dont disposait Veolia Environnement au 31 décembre 2010.

### **Paiement du dividende**

Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 17 mai 2011, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L’option de paiement en actions du dividende a été largement retenue entraînant la création de 20 462 396 titres représentant environ 3,94% du capital et 4,05 % des droits de vote. Ainsi, le paiement du dividende ayant fait l’objet de l’option de paiement en numéraire représente un montant total de 203 millions d’euros. Il a été versé à compter du 17 juin 2011.

### **Rachat partiel de souches obligataires**

Le 22 décembre 2011, le groupe a annoncé le rachat partiel de ses obligations pour un montant de 210 millions de dollars sur la souche obligataire USD de coupon 5,25% arrivant à échéance en juin 2013 et pour un montant de 56 millions d’euros sur la souche obligataire EUR de coupon 4,875% arrivant à échéance en mai 2013.

## Note 4 Opération Veolia Transdev

Le 4 mai 2010, la Caisse des dépôts et consignations et Veolia Environnement ont conclu un accord de rapprochement en vue de la création d’une co-entreprise détenue à 50/50 et regroupant d’une part la société Transdev et d’autre part Veolia Transport.

Dans le cadre de cette opération, les sociétés Veolia Transport et Transdev sont respectivement apportées par chacun de leurs actionnaires à la co-entreprise nouvellement créée Veolia Transdev. Préalablement à la réalisation de l’opération, la Caisse des dépôts et consignations a souscrit à une augmentation de capital de Transdev de 200 millions d’euros.

Au terme de l’opération, Veolia Environnement devient l’opérateur industriel du nouvel ensemble, tandis que la Caisse des dépôts et consignations se positionne en tant que partenaire stratégique de long terme.

Le 3 mars 2011, la réalisation effective de cette opération est intervenue:

- à l’issue de l’autorisation de l’opération par les autorités compétentes de contrôle des concentrations et de l’approbation de la privatisation de la société Transdev par le Ministère de l’Economie.
- après l’adaptation du pacte d’actionnaires visant à simplifier les dispositions relatives à la gouvernance du nouvel ensemble.

Suite aux modifications du pacte d’actionnaires, le nouvel ensemble dispose d’une direction générale unifiée, en charge de la totalité des responsabilités opérationnelles et confiée à M. Jérôme Gallot. Veolia Environnement et la Caisse des dépôts et consignations exercent un contrôle conjoint sur le nouvel ensemble.

A compter de cette même date et en application des normes IAS/IFRS, Veolia Environnement perd le contrôle de Veolia Transport pour prendre une participation à hauteur de 50% dans la co-entreprise Veolia Transdev, le nouvel ensemble étant consolidé en intégration proportionnelle.

Le 6 décembre 2011, lors de la journée « investisseurs », le Groupe a présenté le plan stratégique comprenant une politique de recentrage du portefeuille d’activités et de métier conduisant à une décision de désengagement progressif de l’activité Transport.

La communication de ces décisions ainsi que l’avancement du processus de désengagement du Groupe à la date du 31 décembre 2011, a conduit le Groupe à déclasser le groupe Veolia Transdev en tant que groupe d’actifs et passifs détenu en vue de la vente et à analyser le métier Transport comme une activité non poursuivie au sens de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

**Les données chiffrées afférentes aux principaux effets comptables de ces opérations sur les comptes du Groupe sont présentées ci-après :**

▪ **Incidences sur les principaux agrégats du compte de résultat**

Les principaux effets comptables se résument comme suit :

- Les charges et produits nets du métier Transport ont été regroupés sur une seule ligne du compte de résultat intitulée « Résultat des activités non poursuivies ». Les données chiffrées présentées en résultat des activités poursuivies sur les exercices 2010 et 2009 ont également été retraitées rétrospectivement sur cette même ligne. Au titre de l’exercice 2011, les charges et produits reclassés correspondent aux charges et produits de Veolia Transport du 1er janvier au 3 mars 2011 à 100% et aux charges et produits de Veolia Transdev du 3 mars au 31 décembre 2011 à 50% (y compris les charges et les produits vis-à-vis d’autres entités du Groupe).
- La comptabilisation d’un résultat de cession, suite à la perte de contrôle de Veolia Transport au 3 mars 2011, d’un montant de 429,8 millions d’euros, constitué de :
  - 391,5 millions d’euros correspondant à la plus value de cession sur Veolia Transport;
  - 38,3 millions d’euros correspondant aux éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global (principalement le montant inscrit en écart de conversion pour 34,2 millions d’euros).

- La comptabilisation d'une perte de valeur sur le goodwill de 440 millions d'euros au 31 décembre 2011. Cet ajustement de la valeur résulte de la diminution des performances de la filiale d'une part et d'une baisse des multiples implicites de valorisation des transactions sur le marché dans le secteur d'autre part. L'ajustement de la valeur repose sur les offres non engageantes reçues au 27 janvier 2012 et apprécie également les incidences potentielles des procédures juridiques en cours sur un des actifs de ce groupe, la SNCM (voir note 38 « passifs éventuels »), sur le prix de la transaction.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Produit des activités ordinaires	4 259,0	5 764,7	5 860,7
Résultat opérationnel	-449,0	119,7	152,9
Eléments financiers	-40,4	-47,0	-65,9
Charge d'impôts sur les sociétés	-9,8	-20,7	-43,8
Résultats des entreprises associées	0,5	0,3	-10,0
<b>Résultat déclassé en résultat des activités non poursuivies</b>	<b>-498,7</b>	<b>52,3</b>	<b>33,2</b>
Résultat de cession	443,0	-	-
Effets fiscaux sur la cession	-	-	-
<b>Résultat de cession après impôt déclassé en résultat des activités non poursuivies</b>	<b>443,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total déclassé en résultat des activités non poursuivies</b>	<b>-55,7</b>	<b>52,3</b>	<b>33,2</b>

Les coûts liés à l'opération de rapprochement et comptabilisés chez Veolia Transdev s'élèvent à 13,7 millions d'euros et sont présentés en résultat des activités non poursuivies.

#### ▪ Incidences sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée

Les principaux effets comptables se résument comme suit :

- La décomptabilisation de la totalité des actifs et passifs de Veolia Transport consolidé selon la méthode de l'intégration globale, suite à la perte de contrôle par le Groupe le 3 mars 2011, générant une plus-value de 429,8 millions d'euros.
- La comptabilisation à la juste valeur des actifs et passifs de la co-entreprise Veolia Transdev suite à la prise de contrôle conjoint à hauteur de 50% par le Groupe. L'allocation de la juste valeur a principalement porté sur les contrats et portefeuilles de contrats, les marques, les sites immobiliers et les matériels roulants.
- La comptabilisation d'une perte de valeur sur goodwill de -440 millions d'euros.
- Le déclassement de la totalité des actifs et passifs de la co-entreprise Veolia Transdev consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle en actifs et passifs destinés à la vente suite au désengagement décidé par le Groupe.

(en millions d'euros)	Décomptabilisation de Veolia Transport à 100% (a)	Comptabilisation de Veolia Transdev à 50% (b)	Effet présenté en Variation de périmètre (a)+(b)	Flux de la période	Déclassement en actifs et passifs destinés à la vente
<b>ACTIF</b>					
Goodwill	-543,6	730,0	186,4	-446,1	-283,9
Actifs incorporels du domaine concédé	-14,2	7,1	-7,1	6,1	-13,2
Autres actifs incorporels	-125,0	159,5	34,5	2,4	-161,9
Actifs corporels	-1 607,1	1 163,6	-443,5	-149,4	-1 014,2
Participations dans les entreprises associées	-2,5	3,2	0,7	0,8	-4,0
Titres de participation non consolidés	-13,0	20,2	7,2	-2,8	-17,4
Actifs financiers opérationnels non courants	-87,8	35,3	-52,5	64,1	-99,4
Instruments dérivés -Actif	-2,6	5,3	2,7	-2,4	-2,9
Autres actifs financiers non courants	-81,0	53,6	-27,4	-5,3	-48,3
Impôts différés actifs	-192,8	181,0	-11,8	3,4	-184,4
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>-2 669,6</b>	<b>2 358,8</b>	<b>-310,8</b>	<b>-529,2</b>	<b>-1 829,6</b>
Stocks et travaux en cours	-96,8	58,4	-38,4	0,5	-58,9
Créances d'exploitation	-1 145,2	769,7	-375,5	-74,0	-695,7
Actifs financiers opérationnels courants	-15,9	7,9	-8,0	13,3	-21,2
Autres actifs financiers courants	-29,9	19,2	-10,7	12,0	-31,2
Instruments dérivés courants	-1,7	1,7	-	0,7	-2,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-252,9	282,3	29,4	-130,5	-151,8
Actifs classés comme détenus à la vente	-18,6	19,2	0,6	-12,1	2 790,8
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>-1 561,0</b>	<b>1 158,4</b>	<b>-402,6</b>	<b>-190,1</b>	<b>1 829,6</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>-4 230,6</b>	<b>3 517,2</b>	<b>-713,4</b>	<b>-719,3</b>	<b>-</b>

(en millions d'euros)	Décomptabilisation de Veolia Transport à 100% (a)	Comptabilisation de Veolia Transdev à 50% (b)	Effet présenté en variation de périmètre (a)+(b)	Flux de la période	Déclassement en actifs et passifs destinés à la vente
<b>PASSIF</b>					
<b>Capitaux Propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>-304,8</b>	<b>691,1</b>	<b>386,3</b>		
Capitaux Propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	-118,9	86,4	-32,5		
<b>Capitaux Propres</b>	<b>-423,7</b>	<b>777,5</b>	<b>353,8</b>	-	-
Provisions non courantes	-258,9	136,4	-122,5	10,0	-146,4
Dettes financières non courantes	-166,7	230,9	64,2	-24,0	-206,9
Instruments dérivés passif	-2,1	1,7	-0,4	4,3	-6,0
Impôts différés passifs	-256,6	262,0	5,4	-3,7	-258,3
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>-684,3</b>	<b>631,0</b>	<b>-53,3</b>	<b>-13,4</b>	<b>-617,6</b>
Dettes financières	-85,3	235,3	150,0	-101,0	-134,3
Dettes d'exploitation	-1 354,7	973,8	-380,9	-9,1	-964,7
Provisions courantes	-94,3	61,5	-32,8	-18,4	-43,1
Instruments dérivés courant passif	7,3	-7,7	-0,4	7,1	-0,6
Trésorerie passive	-28,7	60,0	31,3	-44,9	-15,1
Financement Groupe	-1 537,6	771,3	-766,3	-	-
Passifs classés comme détenus à la vente	-29,3	14,5	-14,8	-14,1	1 775,4
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>-3 122,6</b>	<b>2 108,7</b>	<b>-1 013,9</b>	<b>-180,4</b>	<b>617,6</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>- 4 230,6</b>	<b>3 517,2</b>	<b>-713,4</b>	<b>-193,8</b>	-



▪ **Incidence sur les flux de trésorerie**

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Flux de trésorerie généré par l'activité	163,0	298,9	335,6
Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	621,7	-219,8	-126,0
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	-129,4	20,1	-88,2
<b>Variation nette de trésorerie déclassée en flux nets de trésorerie liés aux activités non poursuivies</b>	<b>655,3</b>	<b>99,2</b>	<b>121,4</b>

▪ **Incidence sur la dette et la trésorerie du Groupe**

(en millions d'euros)	Veolia Transport à 100%	Veolia Transdev à 50%	Incidence nette au 3 mars	Incidence liée au déclassement en actifs et passifs destinés à la vente au 31 décembre 2011
Dettes financières non courantes	-166,7	230,9	64,2	-206,9
Dettes financières courantes	-85,3	235,3	150,0	-134,3
Financement Groupe	-1 537,6	771,3	-766,3	
Trésorerie passive	-28,7	60,0	31,3	-15,1
<b>Dettes financières brutes</b>	<b>-1 818,3</b>	<b>1 297,5</b>	<b>-520,8</b>	<b>-356,3</b>
Trésorerie et équivalent trésorerie	252,9	-282,3	-29,4	151,8
<b>Endettement net</b>	<b>-1 565,4</b>	<b>1 015,2</b>	<b>-550,2</b>	<b>-204,5</b>

L'opération Veolia Transdev a contribué à un désendettement aux bornes du groupe de 550 millions d'euros sur le premier trimestre 2011, principalement lié au refinancement du nouvel ensemble par Veolia Environnement d'une part et la Caisse des dépôts et consignations d'autre part. En effet, les prêts consentis par Veolia Environnement et la Caisse des dépôts et consignations sont accordés conjointement à Veolia Transdev. Par ailleurs, la trésorerie de Veolia Transdev et de ses filiales est centralisée et gérée par Veolia Environnement.

Au 31 décembre 2011, les financements externes et la trésorerie nette sont déclassés en actifs et passifs destinés à la vente, soit 205 millions d'euros.

▪ **Autres éléments du résultat global des activités non poursuivies**

<i>(en millions d'euros)</i>		<b>Au 31 décembre 2011</b>	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	Montant net d'impôts	-9,3	-6,5	-6,7
Réserve de juste valeur	Montant net d'impôts	1,4	2,7	36,1
Ecarts de conversion	Montant net d'impôts	-41,2	31,6	32,1
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>-49,1</b>	<b>27,8</b>	<b>61,5</b>
dont quote-part des propriétaires de la société mère		-40,0	25,3	60,9
dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-9,1	2,5	0,6

Les autres éléments du résultat global reclassés en résultat correspondent à la part groupe du montant net d'impôt de la réserve de conversion et de celui de la réserve de juste valeur.

## Note 5 Goodwill

### 5.1 Evolution des goodwill

Les goodwill se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Montant brut	6 677,4	7 362,8	7 104,9
Pertes de valeur cumulées	-881,5	-522,6	-480,3
<b>MONTANT NET</b>	<b>5 795,9</b>	<b>6 840,2</b>	<b>6 624,6</b>

Les principaux goodwill en valeur nette comptable par unité génératrice de trésorerie (montant supérieur à 100 millions d'euros au 31 décembre 2011) sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Eau - Distribution Eau France	865,5	865,4	743,3
Propreté - Royaume-Uni	734,3	712,0	690,0
Propreté Amérique du Nord Déchets Solides	660,1	635,6	591,3
Propreté - Allemagne	409,1	402,1	402,1
Dalkia France	337,8	337,8	337,8
Eau - Chine	289,8	268,0	240,4
Eau Solutions & Technologies	289,7	293,9	280,3
Propreté France Déchets Solides	257,3	235,6	238,5
Eau - Royaume-Uni	241,5	239,6	222,7
Eau - République Tchèque	227,5	230,5	219,1
Eau Allemagne (hors Berlin)	137,7	137,7	137,7
Eau - Berlin	134,4	134,4	134,4
Veolia Énergie - Pologne	116,1	117,7	114,5
Propreté - Marius Pedersen	106,2	105,9	102,2
<b>Goodwill &gt; 100 millions d'euros au 31 décembre 2011</b>	<b>4 807,0</b>	<b>4 716,2</b>	<b>4 454,3</b>
Dalkia Italie	-	185,2	185,2
Veolia Énergie - États-Unis	-	159,5	147,4
<b>Goodwill &gt; 100 millions d'euros avec perte de valeur sur l'exercice 2011</b>	<b>-</b>	<b>344,7</b>	<b>332,6</b>
<b>Goodwill Transport</b>	<b>-</b>	<b>549,0</b>	<b>537,6</b>
Autres Goodwill < 100 millions d'euros	988,9	1 230,3	1 300,1
<b>TOTAL GOODWILL</b>	<b>5 795,9</b>	<b>6 840,2</b>	<b>6 624,6</b>

Les goodwill inférieurs à 100 millions d'euros se détaillent comme suit par Division :

<b>Goodwill &lt; 100 millions d'euros</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	182,2	238,4	275,5
Propreté	486,2	600,1	654,2
Énergie	289,9	361,4	362,9
Autres	30,6	30,4	7,5
<b>TOTAL</b>	<b>988,9</b>	<b>1 230,3</b>	<b>1 300,1</b>

Au 31 décembre 2011, les pertes de valeur cumulées pour 881,5 millions d'euros concernent essentiellement les goodwill de l'activité « Propreté-Allemagne » (343,0 millions d'euros), l'activité « Energie-Italie » (193,8 millions d'euros), l'activité « Energie-Etats-Unis » (164,7 millions d'euros), l'activité « Propreté-Italie » (78,1 millions d'euros) et l'activité « Eau-Maroc » (37,7 millions d'euros).

L'évolution, au cours de l'exercice 2011, de la valeur nette comptable des goodwill est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Variation de</b> <b>périmètre de</b> <b>consolidation</b>	<b>Effets</b> <b>de change</b>	<b>Pertes</b> <b>de valeur</b>	<b>Reclassements</b> <b>en actifs</b> <b>destinés</b> <b>à la vente</b>	<b>Autres</b> <b>mouvements</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>
Eau	2 408,0	-19,2	24,3	-58,6	13,0	0,8	<b>2 368,3</b>
Propreté	2 691,2	-3,2	45,9	-78,1	-3,3	0,7	<b>2 653,2</b>
Énergie	1 161,6	-12,1	-26,7	-366,1	-12,9	-	<b>743,8</b>
Transport	549,0	173,9	0,8	-440,0 <sup>(1)</sup>	-283,9	0,2	<b>0,0</b>
Dont VeoliaTransdev		717,5	6,2	-440,0 <sup>(1)</sup>	-283,9	0,2	-
Dont VeoliaTransport	549,0	-543,6	-5,4	-	-	-	-
Autres	30,4	-	0,2	-	-	-	<b>30,6</b>
<b>GOODWILL</b>	<b>6 840,2</b>	<b>139,4</b>	<b>44,5</b>	<b>-942,8</b>	<b>-287,1</b>	<b>1,7</b>	<b>5 795,9</b>

<sup>(1)</sup> reclassé en résultat des activités non poursuivies

Les **variations de périmètre de consolidation** concernent essentiellement la cession de Veolia Transport (-543,6 millions d'euros), la prise de contrôle conjoint dans la co-entreprise Veolia Transdev (730,0 millions d'euros) (voir note 4) et la cession de l'activité Norvège du métier Transport (-20,9 millions d'euros).

Les acquisitions de l'exercice sont présentées en note 32 « Principales acquisitions » et concernent principalement l'acquisition de la société SPEC par la Division Energie.

Les **effets de change** résultent essentiellement de l'appréciation du dollar américain, de la livre sterling, du yuan renminbi chinois et de la dépréciation du zloty polonais face à l'euro pour respectivement 22,3 millions d'euros, 31,2 millions d'euros, 23,1 millions d'euros et -15,3 millions d'euros.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement les actifs du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (283,9 millions d'euros-voir note 4).

Les **pertes de valeur sur l'exercice** s'élèvent à -942,8 millions d'euros dont -440,0 millions d'euros sur Veolia Transdev reclassée en résultat des activités non poursuivies (voir note 25) et -502,8 millions d'euros présentée en résultat opérationnel et dont une information détaillée est présentée dans la note 20.

Pour rappel : L'évolution de la valeur nette des goodwill de l'exercice **2010** est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>	<b>Variation de</b> <b>périmètre de</b> <b>consolidation</b>	<b>Effets</b> <b>de change</b>	<b>Pertes</b> <b>de valeur</b>	<b>Reclassements</b> <b>en actifs</b> <b>destinés</b> <b>à la vente</b>	<b>Autres</b> <b>mouvements</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>
Eau	2 253,3	89,5	72,7	0,4	-13,0	5,1	2 408,0
Propreté	2 678,4	-2,9	104,0	-0,2	-84,8	-3,3	2 691,2
Énergie	1 147,9	17,5	25,2	-	-28,9	-0,1	1 161,6
Transport	537,6	7,9	33,0	-26,1	-3,3	-0,1	549,0
Autres	7,4	-	0,6	-	32,2	-9,8	30,4
<b>GOODWILL</b>	<b>6 624,6</b>	<b>112,0</b>	<b>235,5</b>	<b>-25,9</b>	<b>-97,8</b>	<b>-8,2</b>	<b>6 840,2</b>

Les **variations de périmètre de consolidation** concernent essentiellement les acquisitions et cessions suivantes :

- Division Eau : le décroisement des sociétés anciennement détenues conjointement avec Suez Environnement, (64,3 millions d'euros) et l'acquisition de certaines activités du groupe United Utilities (16 millions d'euros) ;
- Division Énergie : l'acquisition de la société New World Ressources Energy (NWR Energy) (24,1 millions d'euros).

Les **effets de change** résultent essentiellement de l'appréciation du dollar américain, de la livre sterling, du yuan renminbi chinois et du dollar australien face à l'euro pour respectivement 80,8 millions d'euros, 30,9 millions d'euros, 29,4 millions d'euros et 22,6 millions d'euros.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement la mise en vente des actifs de Veolia Propreté en Norvège pour -84,5 millions d'euros et l'effet lié à l'interruption du processus de cession des Énergies Renouvelables pour 32,2 millions d'euros.

Les **pertes de valeur sur l'exercice** s'élèvent à -25,9 millions d'euros principalement dans la Division Transport.

Pour rappel : L'évolution de la valeur nette des goodwill de l'exercice 2009 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>Variation de périmètre de consolidation</b>	<b>Effets de change</b>	<b>Pertes de valeur</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Eau	2 247,7	10,0	14,4		-18,8	2 253,3
Propreté	2 736,7	-84,1	49,2		-23,4	2 678,4
Énergie	1 131,1	12,8	5,0	-1,0	-	1 147,9
Transport	551,3	-16,5	11,6	-5,5	-3,3	537,6
Autres	56,5	-16,3	-0,6	-	-32,2	7,4
<b>GOODWILL</b>	<b>6 723,3</b>	<b>-94,1</b>	<b>79,6</b>	<b>-6,5</b>	<b>-77,7</b>	<b>6 624,6</b>

En **2009**, les **variations de périmètre de consolidation** concernent essentiellement les cessions intervenues en 2009 (Dalkia UK dans la Division Énergie, VPNM dans la Division Propreté et le Fret dans la Division Transport) et l'acquisition de l'entité Digismart dans la Division Énergie.

Les **effets de change** résultent essentiellement de la dépréciation du dollar américain et de l'appréciation de la livre sterling face à l'euro pour respectivement -37,2 millions d'euros et 65,5 millions d'euros.

Les **autres mouvements** sont constitués principalement du reclassement, vers le poste « Actifs classés comme détenus en vue de la vente » pour -77,7 millions d'euros, essentiellement dans la Division Propreté, les Énergies Renouvelables et certaines filiales françaises sous contrôle conjoint de la Division Eau.

## 5.2 Tests de dépréciation

Les goodwill et autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet de tests de dépréciation annuels systématiques et à chaque fois qu'il existe des indications que l'unité génératrice de trésorerie a pu se déprécier, selon les modalités précisées dans la note 1.11.

Le Groupe Veolia Environnement comprend, au 31 décembre 2011, 87 unités génératrices de trésorerie, parmi lesquelles 30 ont un goodwill alloué supérieur à 20 millions d'euros (hors métier Transport en cours de cession).

Concernant le métier du Transport, en cours de cession, la valeur a été ajustée en tenant compte des offres non engageantes reçues au 27 janvier 2012. Cet ajustement de valeur résulte d'une part de la diminution des performances de la filiale et d'autre part d'une baisse des multiples implicites de valorisation des transactions dans ce secteur. Les valeurs issues des flux de trésorerie sont cohérentes avec la valeur d'entreprise incluse dans les offres. Les incidences potentielles des procédures juridiques la SNCM (voir note 38 « passifs éventuels »), ont également été prises en compte.

### Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables

Les bases de construction des valeurs recouvrables sont présentées dans la note 1.11.

L'évolution du contexte économique et financier, les évolutions d'ordre concurrentiel, réglementaire peuvent affecter l'estimation des valeurs recouvrables, de même que des évolutions imprévues des systèmes politique, économique et juridique de certains pays.

Les projections de flux de trésorerie du plan long terme traduisent l'évolution des volumes, des tarifs, des coûts directs, et des investissements de la période, déterminés en se basant sur les contrats ou sur l'activité, en fonction des données historiques d'une part, et des changements anticipés sur la période couverte par le plan long terme d'autre part.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination des valeurs recouvrables sont les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini :

Les *taux d'actualisation* utilisés en 2011 sont fonction du pays ou de la zone géographique de l'unité génératrice de trésorerie conformément aux critères présentés dans les notes 1.11 et 2. Les taux d'actualisation des principales zones sont les suivants :

France :	6,6%	Grande-Bretagne :	6,9%
États-Unis :	6,6%	Chine :	7,5%
Allemagne :	6,6%	Italie :	7,8%

Les *taux de croissance à l'infini* utilisés pour déterminer les valeurs terminales sont également fonction du pays ou de la zone géographique de l'unité génératrice de trésorerie conformément aux critères présentés en note 1.11 et se détaillent de la manière suivante pour les principales zones :

France :	1,9%	Grande-Bretagne :	2,0%
États-Unis :	2,0%	Chine :	3,2%
Allemagne :	1,9%	Italie :	1,9%

De manière identique à 2010, un test d'indice de perte de valeur a été effectué sur la base du budget 2012 sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie du Groupe : la dégradation des flux de trésorerie au budget 2012 établi en fin d'année 2011 de plus de 10 % par rapport à l'année 2012 du plan long terme ou tout autre indice de perte de valeur lié à l'activité opérationnelle de l'UGT, ont conduit le Groupe à revoir les plans d'affaires des unités génératrices de trésorerie suivantes : Italie (hors Calabre) et Pologne dans la Division Propreté.

Les tests de perte de valeur conduisent à comptabiliser une dépréciation de -942,8 millions d'euros sur l'exercice 2011, principalement :

- dans la Division Energie en Italie (-193,8 millions d'euros), aux Etats-Unis (-153,1 millions d'euros) et en Espagne (-18,2 millions d'euros)
- dans la Division Propreté en Italie (-78,1 millions d'euros)
- dans la Division Eau au Maroc (-37,2 millions d'euros) et en Italie (-22,9 millions d'euros)
- dans le métier du Transport déclassé en activité non poursuivie (-440,0 millions d'euros).

Les principales pertes de valeur sont détaillées en note 20.

### Sensibilité des valeurs recouvrables :

Les valeurs recouvrables déterminées dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité, à une majoration des taux d'actualisation de 1% et à une diminution des taux de croissance à l'infini de 1%.

Pour un certain nombre d'unités génératrices de trésorerie, ces variations conduisent à identifier des valeurs recouvrables inférieures à la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie, ajustée le cas échéant des dépréciations de l'exercice :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Veolia Energie- Etats-Unis</b>	<b>Dalkia Italie</b>	<b>Eau Europe du Sud</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
Écart entre la valeur recouvrable et la valeur nette comptable	47	30	19	19	115
Écart entre la valeur recouvrable et la valeur nette comptable avec augmentation du taux d'actualisation (1 %)	-59	-32	-28	-24	-143
Écart entre la valeur recouvrable et la valeur nette comptable avec diminution du taux de croissance à l'infini (1 %)	-40	-41	-17	-5	-103

La colonne « Autres » comprend les UGT Energie Espagne, Propreté Italie (hors Calabre) et Eau Maroc, non significatives individuellement.

Les unités génératrices de trésorerie présentées ci-dessus sont identifiées comme significatives et sensibles et font également l'objet de tests complémentaires de sensibilité aux variations de flux de trésorerie opérationnels, principale hypothèse opérationnelle considérée par le Groupe pour l'analyse de la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie incluant du goodwill.

Les variations de flux de trésorerie opérationnels prises en compte pour l'élaboration de ces sensibilités intègrent la capacité d'autofinancement telle que définie en note 41, minorée des investissements nets des cessions tels que définis en note 1.11 et intègrent la variation de besoin en fonds de roulement.

Une dégradation de 5% des flux de trésorerie opérationnels sur la période du plan long terme entraînerait ainsi des variations des valeurs recouvrables de 28 millions d'euros pour Veolia Energie Etats-Unis, 19 millions d'euros pour Dalkia Italie et 16 millions d'euros pour Eau Europe du Sud. La valeur nette comptable reste inférieure à la valeur recouvrable.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les pourcentages de variation de chacune des hypothèses clés considérées isolément, permettant d'égaliser la valeur recouvrable estimée et la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie.

<i>(en %)</i>	<b>Veolia Energie Etats-Unis</b>	<b>Dalkia Italie</b>	<b>Eau Europe du Sud</b>
Taux d'actualisation	0,40	0,44	0,37
Taux de croissance à l'infini	-0,50	-0,53	-0,47
Flux de trésorerie opérationnels	-8,31	-7,60	-5,88

## Note 6 Actifs incorporels du domaine concédé

L'évolution de la valeur nette des actifs du domaine concédé au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010		Investissements	Cessions	Pertes de valeur	Amortissements/ reprises	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
	2010	2010									2011
Actifs incorporels du domaine concédé bruts	5 851,0		620,7	-51,3	-	-	-28,7	167,5	272,0	-26,6	<b>6 804,6</b>
Amortissements et pertes de valeurs	-1 686,4		-	39,7	-146,3	-292,6	6,4	-20,4	-116,8	40,9	<b>-2 175,5</b>
<b>ACTIFS INCORPORELS NETS DU DOMAINE CONCEDE</b>	<b>4 164,6</b>		<b>620,7</b>	<b>-11,6</b>	<b>-146,3</b>	<b>-292,6</b>	<b>-22,3</b>	<b>147,1</b>	<b>155,2</b>	<b>14,3</b>	<b>4 629,1</b>

Les **investissements** proviennent des Divisions Eau à hauteur de 315,8 millions d'euros, Energie à hauteur de 146,9 millions d'euros et Propreté à hauteur de 127,4 millions d'euros.

Les **pertes de valeur** comptabilisées sur l'exercice sont détaillées dans la note 20 et proviennent principalement:

- de la Division Propreté en Italie (-91,1 millions d'euros) et en France (-12,1 millions d'euros),
- de la Division Eau en Italie (-22,6 millions d'euros),
- de la Division Energie en France (-13,2 millions d'euros)

Les **effets de change** proviennent principalement de l'appréciation du yuan renminbi chinois pour 134,9 millions d'euros.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement le reclassement en provenance des « actifs destinés à la vente » des actifs des activités au Gabon de la division Eau (+175,8 millions d'euros) suite à la décision d'interrompre le processus de cession et les actifs du groupe Veolia Transdev dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre 2011 (-13,2 millions d'euros - voir note 4).

Les actifs incorporels du domaine concédé se détaillent par Division comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011			Valeur nette au 31 décembre 2010	Valeur nette au 31 décembre 2009
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette		
Eau	4 903,0	-1 335,3	<b>3 567,7</b>	3 196,8	2 844,8
Propreté	759,4	-361,0	<b>398,4</b>	385,5	263,2
Énergie	1 046,9	-453,1	<b>593,8</b>	513,1	480,0
Transport	-	-	-	14,4	-
Autres	95,3	-26,1	<b>69,2</b>	54,8	36,8
<b>ACTIFS INCORPORELS DU DOMAINE CONCEDE</b>	<b>6 804,6</b>	<b>-2 175,5</b>	<b>4 629,1</b>	<b>4 164,6</b>	<b>3 624,8</b>



Pour rappel : l'évolution de la valeur nette des actifs du domaine concédé au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2009	Investissements	Cessions	Pertes de valeur	Amortissements/ reprises	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Actifs incorporels du domaine concédé bruts	5 129,1	497,4	-17,3	-	-	223,8	193,9	-302,9	127,0	5 851,0
Amortissements et pertes de valeurs	-1 504,3	-	11,0	-6,5	-256,6	-35,8	-16,8	123,3	-0,7	-1 686,4
<b>ACTIFS INCORPORELS DU DOMAINE CONCEDES NETS</b>	<b>3 624,8</b>	<b>497,4</b>	<b>-6,3</b>	<b>-6,5</b>	<b>-256,6</b>	<b>188,0</b>	<b>177,1</b>	<b>-179,6</b>	<b>126,3</b>	<b>4 164,6</b>

Les **investissements** proviennent des Divisions Eau à hauteur de 339,0 millions d'euros, Énergie à hauteur de 71,8 millions d'euros et Propreté à hauteur de 53,5 millions d'euros.

Les **mouvements de périmètre** proviennent essentiellement des opérations de croissance externe de la Division Eau avec l'acquisition de certaines activités du groupe United Utilities pour 101,8 millions d'euros, et le décroisement des sociétés anciennement co-détenues avec Suez Environnement pour 50,6 millions d'euros.

Les **effets de change** proviennent principalement de l'appréciation du yuan renminbi chinois pour 158,3 millions d'euros.

## Note 7 Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE INDETERMINEE NETS</b>	<b>14,7</b>	<b>76,2</b>	<b>70,0</b>
Actifs incorporels à durée de vie définie bruts	3 426,9	3 549,4	3 271,5
Amortissements et pertes de valeur	-2 160,8	-2 119,8	-1 903,7
<b>ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE DEFINIE NETS</b>	<b>1 266,1</b>	<b>1 429,6</b>	<b>1 367,8</b>
<b>ACTIFS INCORPORELS NETS</b>	<b>1 280,8</b>	<b>1 505,8</b>	<b>1 437,8</b>

L'évolution de la valeur nette des autres actifs incorporels au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2010	Investissements	Pertes de Cessions valeur	Amortissements	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassements en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011	
<b>ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE INDETERMINEE NETS</b>	<b>76,2</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>-</b>	<b>-8,6</b>	<b>1,8</b>	<b>-55,6</b>	<b>0,3</b>	<b>14,7</b>
Redevances versées aux collectivités locales	451,3	3,6	-0,5	-8,4	-57,1	-0,2	6,6	10,1	-3,7	401,7
Droits contractuels, acquis	382,3	0,2	0,1	-51,8	-34,8	-56,4	0,4	38,7	9,5	288,2
Logiciels, acquis	138,9	65,3	-1,1	0,4	-50,8	-3,6	1,2	-20,0	12,0	142,3
Portefeuilles clients, acquis	75,2	-	-0,1	-5,4	-25,9	108,1	3,6	-88,3	0,7	67,9
Autres immobilisations incorporelles, acquis	188,2	13,2	-2,1	-2,1	-23,3	51,2	2,5	-37,9	-4,5	185,2
Autres immobilisations générées en interne	193,7	29,0	2,3	-0,4	-34,4	-14,4	0,7	-9,0	13,3	180,8
<b>ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE DEFINIE NETS</b>	<b>1 429,6</b>	<b>111,3</b>	<b>-1,4</b>	<b>-67,7</b>	<b>-226,3</b>	<b>84,7</b>	<b>15,0</b>	<b>-106,4</b>	<b>27,3</b>	<b>1 266,1</b>
<b>AUTRES ACTIFS INCORPORELS</b>	<b>1 505,8</b>	<b>113,0</b>	<b>-1,8</b>	<b>-68,4</b>	<b>-226,3</b>	<b>76,1</b>	<b>16,8</b>	<b>-162,0</b>	<b>27,6</b>	<b>1 280,8</b>

Les actifs incorporels à durée de vie indéterminée sont principalement constitués de marques.

Les redevances versées aux collectivités locales au titre des contrats de service public s'élevaient à 401,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont 397,1 millions d'euros pour la Division Eau. Les amortissements des droits d'entrée dans les concessions, calculés sur la durée des contrats, se sont élevés à -57,1 millions d'euros en 2011 dont -56,5 millions d'euros pour la Division Eau.

Les principales **pertes de valeur** comptabilisées sur l’exercice sont détaillées en note 20 et portent essentiellement sur la Division Eau au Maroc (-21,8 millions d’euros), en Italie (-30 millions d’euros) et au Portugal (-8,3 millions d’euros).

Les **variations de périmètre** portent principalement sur le partenariat Veolia Transdev (34,5 millions d’euros-voir note 4) et sur les développements de la Division Propreté (33,3 millions d’euros).

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement le groupe Veolia Transdev dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre (- 161,9 millions d’euros-voir note 4).

Pour rappel : l’évolution de la valeur nette des autres actifs incorporels au cours de l’exercice 2010 est la suivante :

(en millions d’euros)	Au 31 décembre 2009	Investissements	Pertes de valeur		Amortissements	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
<b>ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE INDETERMINEE NETS</b>	<b>70,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-</b>	<b>-0,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,0</b>	<b>0,6</b>	<b>76,2</b>
Redevances versées aux collectivités locales	501,7	8,5	-1,0	-4,3	-58,7	11,1	11,5	-17,5	451,3
Droits contractuels, acquis	322,6	0,4	-	-	-47,2	79,4	11,6	15,5	382,3
Logiciels, acquis	142,2	42,6	-	0,1	-52,2	1,8	5,9	-1,5	138,9
Portefeuilles clients, acquis	65,3	-	-	-	-9,4	9,5	9,5	0,3	75,2
Autres immobilisations incorporelles, acquis	188,0	24,3	-1,1	-5,8	-27,5	3,9	6,6	-0,2	188,2
Autres immobilisations générées en interne	148,0	52,0	-0,6	-0,6	-27,2	-	1,5	20,6	193,7
<b>ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE DEFINIE NETS</b>	<b>1 367,8</b>	<b>127,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-10,6</b>	<b>-222,2</b>	<b>105,7</b>	<b>46,6</b>	<b>17,2</b>	<b>1 429,6</b>
<b>AUTRES ACTIFS INCORPORELS</b>	<b>1 437,8</b>	<b>128,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-11,4</b>	<b>-222,2</b>	<b>105,7</b>	<b>52,6</b>	<b>17,8</b>	<b>1 505,8</b>

Les actifs incorporels à durée de vie indéterminée sont principalement constitués de marques.

Les redevances versées aux collectivités locales au titre des contrats de service public s’élèvent à 451,3 millions d’euros au 31 décembre 2010 dont 445,9 millions d’euros pour la Division Eau. Les amortissements des droits d’entrée dans les concessions, calculés sur la durée des contrats, se sont élevés à -58,7 millions d’euros en 2010 dont - 58,1 millions d’euros pour la Division Eau.

Les **variations de périmètre** sur les postes « droits contractuels acquis » portent principalement sur les développements externes de la Division Eau (39,2 millions d’euros) et de la Division Énergie (39,1 millions d’euros).

Les **autres mouvements** sur le poste « droits contractuels acquis » correspondent au reclassement en provenance des « actifs destinés à la vente » des actifs d’Énergies Renouvelables suite à la décision d’interrompre le processus de cession lancé en 2009 ; les autres mouvements sur le poste « redevances versées aux collectivités locales » correspondent à hauteur de -10,3 millions d’euros au reclassement de certains actifs de la Division Eau en « actifs destinés à la vente ».

## Note 8 Actifs corporels

L'évolution de la valeur nette des actifs corporels au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010		Pertes de valeur		Variation de périmètre de consolidation		Effets de change	Reclassement en actifs destinés à la vente		Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
	Investissements	Cessions nettes	Amortissements	nettes							
Actifs corporels bruts	21 116,1	1 581,6	-769,8	-	-	-777,8	45,7	-2 447,4	-75,2	<b>18 673,2</b>	
Amortissements et pertes de valeur	-11 412,8	-	662,0	-103,9	-1 250,0	545,7	-17,1	1 376,1	15,1	<b>-10 184,9</b>	
<b>ACTIFS CORPORELS NETS</b>	<b>9 703,3</b>	<b>1 581,6</b>	<b>-107,8</b>	<b>-103,9</b>	<b>-1 250,0</b>	<b>-232,1</b>	<b>28,6</b>	<b>-1 071,3</b>	<b>-60,1</b>	<b>8 488,3</b>	

Les **investissements** proviennent des Divisions Eau à hauteur de 284,4 millions d'euros, Propreté à hauteur de 677,9 millions d'euros, Energie à hauteur de 380,7 millions d'euros et Transport à hauteur 169,0 millions d'euros.

Les **cessions**, nettes de pertes de valeurs et d'amortissements, d'un montant de -107,8 millions d'euros proviennent notamment des Divisions Eau à hauteur de -18,4 millions d'euros, Propreté à hauteur de -30,2 millions d'euros et Transport à hauteur de -50,0 millions d'euros.

Les principales pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice sont détaillées en note 20 et portent sur la Division Energie en Italie (-43,0 millions d'euros) et sur la Division Propreté aux Etats-Unis (-26,3 millions d'euros).

Les **variations de périmètre** concernent essentiellement :

- l'effet lié à la mise en œuvre du partenariat Veolia Transdev (-443,5 millions d'euros- voir note 4),
- l'acquisition de la société SPEC (+319,0 millions d'euros -voir note 32),
- les cessions de la société Proxiserve (-62,6 millions d'euros) et des activités de cogénération en Estonie (-48,6 millions d'euros) de la Division Energie et les activités en Norvège (-21 millions d'euros) et au Maroc (-14,8 millions d'euros) du métier Transport.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement le groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (- 1014,2 millions d'euros- voir note 4), la mise en vente de l'activité Marine Services de la Division Propreté (-80,9 millions d'euros) et l'effet lié à l'interruption du processus de cession des activités au Gabon de la Division Eau (+20,3 millions d'euros).

Les **autres mouvements** comprennent à hauteur de -71,2 millions d'euros les conséquences de l'application d'IFRIC 12 suite à la renégociation des contrats STIF dans le Transport.

Les actifs corporels se détaillent par Division comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011			Valeur nette au 31 décembre 2010	Valeur nette au 31 décembre 2009
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette		
Eau	4 662,3	-2 397,4	<b>2 264,9</b>	2 289,6	2 130,4
Propreté	9 437,6	-5 841,6	<b>3 596,0</b>	3 606,6	3 650,7
Énergie	4 187,6	-1 751,3	<b>2 436,3</b>	2 023,5	1 909,0
Transport	-	-	-	1 624,2	1 562,0
Autres	385,7	-194,6	<b>191,1</b>	159,4	127,1
<b>ACTIFS CORPORELS</b>	<b>18 673,2</b>	<b>-10 184,9</b>	<b>8 488,3</b>	<b>9 703,3</b>	<b>9 379,2</b>

Les actifs corporels se détaillent par nature d’actif comme suit :

(en millions d’euros)	Au 31 décembre 2011			Valeur nette au 31 décembre 2010	Valeur nette au 31 décembre 2009
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette		
Terrains	1 876,0	-959,7	916,3	914,7	884,1
Constructions	3 025,1	-1 458,1	1 567,0	1 645,4	1 620,4
Installations techniques, matériel et outillage	9 209,1	-4 947,0	4 262,1	4 179,5	3 725,1
Matériel roulant et autre matériel de transport	2 107,7	-1 482,7	625,0	1 956,5	1 939,0
Autres immobilisations corporelles	1 826,6	-1 327,7	498,9	545,6	636,2
Immobilisations corporelles en cours	628,7	-9,7	619,0	461,6	574,4
<b>ACTIFS CORPORELS</b>	<b>18 673,2</b>	<b>-10 184,9</b>	<b>8 488,3</b>	<b>9 703,3</b>	<b>9 379,2</b>

La baisse du poste « matériel roulant et autre matériel de transport » provient du groupe Veolia Transdev dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre 2011. Ces actifs sont reclassés en actifs destinés à la vente (voir note 4).

Pour rappel : l’évolution de la valeur nette des actifs corporels au cours de l’exercice 2010 est la suivante :

(en millions d’euros)	Au 31 décembre 2009	Investissements	Cessions nettes	Pertes de valeur Amortissements	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Actifs corporels bruts	19 990,2	1 568,3	-809,6	-	-	155,8	670,9	-468,9	21 116,1
Amortissements et pertes de valeur	-10 611,0	-	655,3	-19,8	-1 293,3	-51,7	-328,9	297,5	-11 412,8
<b>ACTIFS CORPORELS NETS</b>	<b>9 379,2</b>	<b>1 568,3</b>	<b>-154,3</b>	<b>-19,8</b>	<b>-1 293,3</b>	<b>104,1</b>	<b>342,0</b>	<b>-171,4</b>	<b>9 703,3</b>

Les **investissements** proviennent des Divisions Eau à hauteur de 343,8 millions d’euros, Propreté à hauteur de 571,4 millions d’euros, Énergie à hauteur de 264,7 millions d’euros et Transport à hauteur 339,5 millions d’euros.

Les **cessions**, nettes de pertes de valeurs et d’amortissements, d’un montant de -154,3 millions d’euros proviennent notamment des Divisions Eau à hauteur de -29,3 millions d’euros, Propreté à hauteur de -39,5 millions d’euros et Transport à hauteur de - 76,2 millions d’euros.

Les **variations de périmètre** concernent essentiellement, dans la Division Énergie, les acquisitions de la société New World Ressources Energy (NWR Energy) (21 millions d’euros), l’acquisition du réseau de Baltimore aux États-Unis (24,8 millions d’euros) et le décroisement des sociétés anciennement détenues conjointement avec Suez Environnement (47,5 millions d’euros)

Les **effets de change** proviennent notamment de l’appréciation de la livre sterling face à l’euro pour 53,5 millions d’euros, de l’appréciation du dollar australien face à l’euro pour 56,7 millions d’euros et de l’appréciation du dollar américain face à l’euro pour 103,3 millions d’euros.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** sont constitués principalement des actifs de l’activité Propreté Norvège (88,5 millions d’euros).

## Note 9 Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées dont la valeur excède 10 millions d'euros au 31 décembre 2011 se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre								
	Taux de détention			Quote-part des capitaux propres			Quote-part du résultat		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Fovarosi Csatomazasi Muvek	25,00%	25,00 %	25,00 %	80,7	89,6	91,1	1,7	1,0	0,1
Regaz (Gaz de Bordeaux)	24,00%	24,00 %	24,00 %	27,1	27,0	23,8	1,6	4,1	4,0
Cie Méridionale de Navigation <sup>(1)</sup>					-	-	-	-	-10,2
Mayflower	10,00 %	10,00 %		27,1	26,7		0,5	0,4	
Kraftwerk Mehrum <sup>(2)</sup>	16,70%			19,9			-1,6		
Doshion VWS	30,00%	30,00 %	30,00 %	16,8	19,2	16,8	0,1	0,4	0,4
TIRU	24,00%	24,00 %	24,00 %	16,3	15,0	13,0	1,5	1,5	1,1
Berlinwasser China Holding (BWI) <sup>(4)</sup>	-	49,00 %	49,00 %	-	13,3	12,0	0,5	0,7	0,2
Stadtreinigung Holtmeyer GmbH <sup>(3)</sup>			40,00 %		-	11,9		-	-0,4
SDC PTE	30,32%	30,32%	30,32%	12,1	8,8	-	3,0	-	
CIACG	41,97%	41,97 %	41,97 %	11,5	10,1	8,7	1,7	1,8	-2,5
Acqua Campania	47,90%	23,71%	-	10,8	5,5	-	0,9	-	-
Autres montants < 10 M€ en 2011				102,9	96,5	91,2	3,5	8,6	6,4
<b>PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>				<b>325,2</b>	<b>311,7</b>	<b>268,5</b>	<b>13,4 <sup>(5)</sup></b>	<b>18,5 <sup>(5)</sup></b>	<b>-0,9 <sup>(5)</sup></b>

(1) Sociétés cédées au cours de l'exercice 2009.

(2) Changement de méthode de consolidation (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la mise en équivalence).

(3) Sociétés cédées au cours de l'exercice 2010.

(4) Sociétés cédées au cours de l'exercice 2011

(5) En application de la norme IFRS5, une partie de ce résultat est reclassé en résultat des activités non poursuivies à hauteur de 1,1 millions d'euros au titre de 2011, 0,5 millions d'euros au titre de 2010 et -9,7 millions d'euros au titre de 2009 – voir note 25

L'évolution en 2011 des participations dans les entreprises associées est la suivante :

(en millions d'euros)	Taux de détention au 31 décembre		Distribution de dividendes	Effets de change	Variation de périmètre de consolidation	Autres mouvements	Autres 2011
	2011	2010					
Fovarosi Csatomazasi Muvek	25,00%	89,6	1,7	-	-10,6	-	80,7
Regaz (Gaz de Bordeaux)	24,00%	27,0	1,6	-1,5	-	-	27,1
Mayflower	10,00 %	26,7	0,5	-0,9	0,8	-	27,1
Kraftwerk Mehrum	16,70%	-	-1,6	-0,1	-	21,6	19,9
Doshion VWS	30,00%	19,2	0,1	-	-2,5	-	16,8
Berlinwasser China Holding (BWI)	-	13,3	0,5	-	-0,5	0,9	-14,2
TIRU	24,00%	15,0	1,5	-	-0,1	-	-0,1
SDC PTE	30,32%	8,8	3,0	-	0,3	-	12,1
CIACG	41,97%	10,1	1,7	-0,3	-	-	11,5
Acqua Campania	47,90%	5,5	0,9	-1,1	-	5,5	10,8
Autres montants < 10 M€ en 2011		96,5	3,5	-3,6	-0,4	10,4	-3,5
<b>PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>		<b>311,7</b>	<b>13,4</b>	<b>-7,5</b>	<b>-13,0</b>	<b>38,4</b>	<b>-17,8</b>
							<b>325,2</b>

Aucun reclassement significatif en actifs classés comme détenus en vue de la vente n'est opéré en 2009, 2010 et 2011.

Les données financières agrégées relatives aux principales participations dans les entreprises associées sont les suivantes (montants à 100 %) :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Actifs non courants	1 287,6	908,9	767,6
Actifs courants	1 237,0	720,4	438,2
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 524,6</b>	<b>1 629,3</b>	<b>1 205,8</b>
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	968,9	878,3	581,5
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	7,5	16,3	14,5
Passifs non courants	315,8	283,8	223,3
Passifs courants	1 232,4	450,9	386,5
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 524,6</b>	<b>1 629,3</b>	<b>1 205,8</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>			
Produit des activités ordinaires	1 042,3	777,8	431,4
Résultat opérationnel	70,8	74,2	25,8
Résultat net	36,1	40,7	7,1

Pour rappel : l'évolution en 2010 des participations dans les entreprises associées est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Taux de détention au 31 décembre 2010	2009	Résultat	Distribution de dividendes	Effets de change	Variation de périmètre de consolidation	Autres mouvements	2010
Fovarosi Csatomazasi Muvek	25,00 %	91,1	1,0	-	-2,5	-	-	89,6
Regaz (Gaz de Bordeaux)	24,00 %	23,8	4,1	-1,0	-	-	-	26,9
Mayflower	10,00 %		0,4	-	-2,5	28,8	-	26,7
Doshion VWS	30,00 %	16,8	0,4	-	2,0	-	-	19,2
Stadtereinigung Holtmeyer GmbH	-	11,9	-	-	-	-11,9	-	-
Berlinwasser China Holding (BWI)	49,00 %	12,0	0,7	-0,8	1,4	-	-	13,3
TIRU	24,00 %	13,0	1,5	-	0,5	-	-	15,0
CIACG	41,97 %	8,7	1,8	-0,4	-	-	-	10,1
Autres montants < 10 M€ en 2010		91,2	8,6	-3,8	6,5	13,2	-4,8	110,9
<b>PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>		<b>268,5</b>	<b>18,5</b>	<b>-6,0</b>	<b>5,4</b>	<b>30,1</b>	<b>-4,8</b>	<b>311,7</b>

## Note 10 Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés sont traités selon la norme IAS 39 et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latentes étant enregistrés en autres éléments du résultat global, à l'exception des pertes latentes jugées durables ou significatives qui sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé, en « autres revenus et charges financières » (voir note 22).

L'évolution des titres non consolidés au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010		Variation de périmètre de consolidation			Mise à juste valeur	Pertes de valeur	Effet de change	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
	Entrée	Sortie									
Titres de participation non consolidés	130,7	25,6	-17,9	-2,3	-1,6	-4,3	0,7	-18,2	-6,4	106,3	

Il n'existe pas de ligne de titres supérieure à 20 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement les titres non consolidés du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (- 17,4 millions d'euros- voir note 4).

Pour rappel : L'évolution des titres non consolidés au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009		Variation de périmètre de consolidation			Mise à juste valeur	Pertes de valeur	Effet de change	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
	Entrée	Sortie								
Titres de participation non consolidés	174,6	20,5	-29,8	-18,2	-9,7	-10,9	2,5	1,7	130,7	

Les titres Méditerranée Acque ont été vendus au cours de l'exercice 2010. Il n'existe pas de ligne de titres supérieure à 20 millions d'euros au 31 décembre 2010.



## Note 11 Actifs financiers opérationnels non courants et courants

Les actifs financiers opérationnels regroupent les actifs financiers résultant de l'application de l'IFRIC 12 sur le traitement comptable des concessions et ceux résultant de l'application de l'IFRIC 4 (voir notes 1.20 et 1.21).

L'évolution de la valeur nette des actifs financiers opérationnels non courants et courants au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010		Nouveaux		Remboursements/ sorties	Perte de valeur <sup>(1)</sup>	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement de non courant/ courant	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Montant brut	5 317,3	381,0	-36,9	-	-64,7	33,3	-406,6	-135,2	48,3	5 136,5		
Pertes de valeur	-62,0	-	-	-4,3	-	-0,1	5,0	-	13,2	-48,2		
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS</b>	<b>5 255,3</b>	<b>381,0</b>	<b>-36,9</b>	<b>-4,3</b>	<b>-64,7</b>	<b>33,2</b>	<b>-401,6</b>	<b>-135,2</b>	<b>61,5</b>	<b>5 088,3</b>		
Montant brut	373,3	0,2	-404,1	-	-9,3	2,0	406,6	-24,9	13,2	357,0		
Pertes de valeur	-	-	-	5,0	-	-	-5,0	-	-	-		
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS COURANTS</b>	<b>373,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-404,1</b>	<b>5,0</b>	<b>-9,3</b>	<b>2,0</b>	<b>401,6</b>	<b>-24,9</b>	<b>13,2</b>	<b>357,0</b>		
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS ET COURANTS</b>	<b>5 628,6</b>	<b>381,2</b>	<b>-441,0</b>	<b>0,7</b>	<b>-74,0</b>	<b>35,2</b>	<b>-</b>	<b>-160,1</b>	<b>74,7</b>	<b>5 445,3</b>		

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en résultat opérationnel.

Les principaux **nouveaux actifs** financiers opérationnels en 2011 proviennent essentiellement de :

- l'Eau avec en particulier les Eaux de Berlin (129,0 millions d'euros) ;
- l'Énergie avec notamment les centrales de cogénération (66,9 millions d'euros) ;
- la Propreté avec notamment des nouveaux contrats de Private Finance Initiative (PFI) de traitement et d'élimination des déchets résiduels au Royaume-Uni (47,4 millions d'euros).

Les principaux **remboursements et sorties d'actifs** financiers opérationnels en 2011 proviennent de :

- l'Eau avec en particulier les Eaux de Berlin (-141,3 millions d'euros) ;
- l'Énergie avec notamment les centrales de cogénération (-110,0 millions d'euros)
- la Propreté avec notamment la cession d'escomptes sans recours de Valomed à la Royal Bank of Scotland (-28,5 millions d'euros)

Les **effets de change** sur les actifs financiers opérationnels courants et non courants proviennent principalement de la Division Eau (20,8 millions d'euros) et de la Division Propreté (17,4 millions d'euros) en raison principalement de l'appréciation du yuan renminbi et de la livre sterling par rapport à l'euro.

Les **reclassements entre non courant et courant** proviennent essentiellement de :

- l'Eau avec en particulier les Eaux de Berlin (140,8 millions d'euros) ;
- l'Énergie avec notamment les centrales de cogénération (85,4 millions d'euros).

Les **variations de périmètre** proviennent principalement des effets du partenariat Veolia Transdev (-60,5 millions d'euros dont- 52,5 millions d'euros pour la partie classée en non courant- voir note 4).

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement le groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (- 120,6 millions d'euros- voir note 4), la mise en vente de Citelum de la Division Energie (-46,7 millions d'euros).

Répartition des actifs financiers opérationnels par Division :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre								
	Non courants			Courants			Total		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Eau	3 873,9	3 889,2	3 870,3	215,6	197,7	188,8	4 089,5	4 086,9	4 059,1
Propreté	697,4	698,0	711,8	51,2	47,2	42,8	748,6	745,2	754,6
Énergie	416,0	488,3	528,4	86,8	110,0	126,0	502,8	598,3	654,4
Transport	0,0	89,7	86,7	-0,0	17,2	18,7	0,0	106,9	105,4
Autres	101,0	90,1	78,0	3,4	1,2	0,3	104,4	91,3	78,3
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS</b>	<b>5 088,3</b>	<b>5 255,3</b>	<b>5 275,2</b>	<b>357,0</b>	<b>373,3</b>	<b>376,6</b>	<b>5 445,3</b>	<b>5 628,6</b>	<b>5 651,8</b>

Échéancier des actifs financiers opérationnels IFRIC 12 :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Eau	184,8	370,4	394,6	2 699,7	3 649,5
Propreté	49,1	97,6	99,2	475,6	721,5
Énergie	2,6	4,3	3,4	9,8	20,1
Autres	0,4	1,1	1,6	2,2	5,3
<b>TOTAL</b>	<b>236,9</b>	<b>473,4</b>	<b>498,8</b>	<b>3 187,3</b>	<b>4 396,4</b>

Échéancier des actifs financiers opérationnels IFRIC 4 :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Eau	30,9	73,5	79,3	256,3	440,0
Propreté	2,0	5,0	6,1	14,1	27,2
Énergie	84,2	105,8	80,9	211,7	482,6
Autres	3,0	6,4	7,5	82,2	99,1
<b>TOTAL</b>	<b>120,1</b>	<b>190,7</b>	<b>173,8</b>	<b>564,3</b>	<b>1 048,9</b>

Pour rappel : l'évolution de la valeur nette des actifs financiers opérationnels non courants et courants au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre		Remboursements/ Pertes de		Variation de périmètre de consolidation		Effets Reclassement de non courant/ de courant		Reclassement en actifs destinés à la vente		Au 31 décembre 2010
	2009	Nouveaux	sorties	valeur <sup>(1)</sup>	consolidation	change	non courant/ courant	en actifs destinés à la vente	Autres mouvements		
Montant brut	5 325,0	485,8	-27,6	-	-79,7	117,9	-479,1	-20,4	-4,6	5 317,3	
Pertes de valeur	-49,8	-	-	-11,4	-	-0,8	-	-	-	-62,0	
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS</b>	<b>5 275,2</b>	<b>485,8</b>	<b>-27,6</b>	<b>-11,4</b>	<b>-79,7</b>	<b>117,1</b>	<b>-479,1</b>	<b>-20,4</b>	<b>-4,6</b>	<b>5 255,3</b>	
Montant brut	380,0	1,6	-396,5	-	-4,3	5,9	479,1	-0,3	-92,2	373,3	
Pertes de valeur	-3,4	-	-	-	-	-	-	-	3,4	-	
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS COURANTS</b>	<b>376,6</b>	<b>1,6</b>	<b>-396,5</b>	<b>-</b>	<b>-4,3</b>	<b>5,9</b>	<b>479,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-88,8</b>	<b>373,3</b>	
<b>ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS ET COURANTS</b>	<b>5 651,8</b>	<b>487,4</b>	<b>-424,1</b>	<b>-11,4</b>	<b>-84,0</b>	<b>123,0</b>	<b>-</b>	<b>-20,7</b>	<b>-93,4</b>	<b>5 628,6</b>	

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en résultat opérationnel.

Les principaux **nouveaux actifs** financiers opérationnels en 2010 proviennent essentiellement de :

- l'Eau avec en particulier les Eaux de Berlin (124,0 millions d'euros) ;
- l'Énergie avec notamment les centrales de cogénération (59,7 millions d'euros) ;
- la Propreté avec notamment des nouveaux contrats Private Finance Initiative (PFI) de traitement et d'élimination des déchets résiduels au Royaume-Uni (62,3 millions d'euros).

Les principaux **remboursements d'actifs** financiers opérationnels en 2010 proviennent de :

- l'Eau avec en particulier les Eaux de Berlin (-141,7 millions d'euros) ;
- l'Énergie avec notamment les centrales de cogénération (-118,0 millions d'euros).

Les **effets de change** sur les actifs financiers opérationnels non courants proviennent principalement de la Division Eau (94,0 millions d'euros) en raison principalement de l'appréciation du yuan renminbi et du won coréen par rapport à l'euro.

Les **reclassements entre non courant et courant** proviennent essentiellement de :

- l'Eau avec en particulier les Eaux de Berlin (142,3 millions d'euros) ;
- l'Énergie avec notamment les centrales de cogénération (95,2 millions d'euros).

Les **variations de périmètre** proviennent principalement de la cession partielle des activités aux Pays-Bas de la Division Eau pour -125,9 millions d'euros.

## Note 12 Autres actifs financiers non courants et courants

(en millions d'euros)	Au 31 décembre								
	Non courants			Courants			Total		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Montant brut	764,6	787,0	774,8	134,8	134,8	195,8	899,4	921,8	970,6
Pertes de valeur	-70,4	-72,3	-73,5	-32,0	-31,6	-31,9	-102,4	-103,9	-105,4
<b>ACTIFS FINANCIERS EN PRETS ET CREANCES</b>	<b>694,2</b>	<b>714,7</b>	<b>701,3</b>	<b>102,8</b>	<b>103,2</b>	<b>163,9</b>	<b>797,0</b>	<b>817,9</b>	<b>865,2</b>
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>42,3</b>	<b>58,4</b>	<b>52,6</b>	<b>11,8</b>	<b>29,1</b>	<b>53,8</b>	<b>54,1</b>	<b>87,5</b>	<b>106,4</b>
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>736,5</b>	<b>773,1</b>	<b>753,9</b>	<b>114,6</b>	<b>132,3</b>	<b>217,7</b>	<b>851,1</b>	<b>905,4</b>	<b>971,6</b>

### 12.1 Évolution des actifs financiers non courants

L'évolution de la valeur des autres actifs financiers non courants au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010		Variation de périmètre de consolidation		Pertes de valeurs <sup>(1)</sup>		Effets de Reclassement de non courant/ courant		Reclassement en actifs destinés à la vente Autres mouvements		Au 31 décembre 2011
	Entrées		Remboursements/ Sorties								
Montant brut	787,0	190,4	-116,4	-16,5	-	-6,1	-35,4	-34,9	-3,5		764,6
Pertes de valeur	-72,3	-	-	0,5	0,9	-2,3	1,8	-0,3	1,3		-70,4
<b>ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS EN PRETS ET CREANCES</b>	<b>714,7</b>	<b>190,4</b>	<b>-116,4</b>	<b>-16,0</b>	<b>0,9</b>	<b>-8,4</b>	<b>-33,6</b>	<b>-35,2</b>	<b>-2,2</b>		<b>694,2</b>
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>58,4</b>	<b>63,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>-57,3</b>	<b>-3,0</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>-12,6</b>	<b>-4,7</b>		<b>42,3</b>
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>773,1</b>	<b>253,9</b>	<b>-118,3</b>	<b>-73,3</b>	<b>-2,1</b>	<b>-7,8</b>	<b>-34,3</b>	<b>-47,8</b>	<b>-6,9</b>		<b>736,5</b>

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en produits et charges financiers.

Les reclassements en actifs destinés à la vente comprennent principalement les actifs du groupe Veolia Transdev dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre 2011 (- 48,3 millions d'euros- voir note 4),

## Actifs financiers non courants en prêts et créances

Au 31 décembre 2011, les principaux actifs financiers non courants en prêts et créances correspondent notamment à la part hors groupe de prêts accordés à des sociétés consolidées en intégration proportionnelle pour 441,8 millions d'euros (principalement Dalkia International et ses filiales).

## Autres actifs financiers non courants

Ces derniers sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente » selon les principes présentés en note 1.14.2.

Pour rappel : l'évolution des autres actifs financiers non courants au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2009		Variation de périmètre de consolidation		Pertes de valeurs <sup>(1)</sup>	Effets de change	Reclassement de non courant/ courant	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
	Entrées		Remboursements/ Sorties						
Montant brut	774,8	59,9	-43,8	6,7	-	19,6	-16,6	-13,6	787,0
Pertes de valeur	-73,5	-	-	-	3,8	-5,8	-	3,2	-72,3
<b>ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS EN PRETS ET CREANCES</b>	<b>701,3</b>	<b>59,9</b>	<b>-43,8</b>	<b>6,7</b>	<b>3,8</b>	<b>13,8</b>	<b>-16,6</b>	<b>-10,4</b>	<b>714,7</b>
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>52,6</b>	<b>30,8</b>	<b>-2,5</b>	<b>-20,6</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>2,7</b>	<b>58,4</b>
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>753,9</b>	<b>90,7</b>	<b>-46,3</b>	<b>-13,9</b>	<b>2,6</b>	<b>12,2</b>	<b>-18,4</b>	<b>-7,7</b>	<b>773,1</b>

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en produits et charges financiers.

## Actifs financiers non courants en prêts et créances

Au 31 décembre 2010, les principaux actifs financiers non courants en prêts et créances correspondent notamment à la part hors groupe de prêts accordés à des sociétés consolidées en intégration proportionnelle pour 428,2 millions d'euros (principalement Dalkia International et ses filiales).

## Autres actifs financiers non courants

Ces derniers sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente » selon les principes présentés en note 1.14.2.

## 12.2 Évolution des actifs financiers courants

L'évolution des autres actifs financiers courants au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Remboursements/ Sorties	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de la valeur	Pertes de valeurs <sup>(1)</sup>	Effets de change	Reclassement de non courant/ courant	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Montant brut	134,8	3,6	-17,4	-	-	3,3	35,4	-24,5	-0,4	134,8
Pertes de valeur	-31,6	-	0,2	-	1,2	-0,1	-1,8	0,1	-	-32,0
<b>ACTIFS FINANCIERS COURANTS EN PRETS ET CREANCES NETS</b>	<b>103,2</b>	<b>3,6</b>	<b>-17,2</b>	<b>-</b>	<b>1,2</b>	<b>3,2</b>	<b>33,6</b>	<b>-24,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>102,8</b>
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>29,1</b>	<b>-5,7</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,7</b>	<b>-8,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>11,8</b>
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS NETS</b>	<b>132,3</b>	<b>-2,1</b>	<b>-19,2</b>	<b>0,2</b>	<b>1,2</b>	<b>3,2</b>	<b>34,3</b>	<b>-33,3</b>	<b>-2,0</b>	<b>114,6</b>

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en produits et charges financiers.

Le traitement comptable des autres actifs financiers courants en prêts et créances est conforme à celui requis pour les prêts et créances au sens de la norme IAS 39.

Les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente » selon les principes présentés en note 1.14.2.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement les actifs du groupe Veolia Transdev dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre (- 31,2 millions d'euros- voir note 4).

Pour rappel : l'évolution des autres actifs financiers courants au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2009	Variation de l'activité de l'activité	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de la valeur	Pertes de valeurs <sup>(1)</sup>	Effets de change	Reclassement de non courant/ courant	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Montant brut	195,8	-70,1	-5,3	-	-	4,9	16,6	-7,1	134,8
Pertes de valeur	-31,9	-	7,0	-	-2,8	-0,5	-	-3,4	-31,6
<b>ACTIFS FINANCIERS COURANTS EN PRETS ET CREANCES NETS</b>	<b>163,9</b>	<b>-70,1</b>	<b>1,7</b>	<b>-</b>	<b>-2,8</b>	<b>4,4</b>	<b>16,6</b>	<b>-10,5</b>	<b>103,2</b>
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>53,8</b>	<b>-3,8</b>	<b>-4,6</b>	<b>-</b>	<b>3,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,8</b>	<b>-22,3</b>	<b>29,1</b>
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS NETS</b>	<b>217,7</b>	<b>-73,9</b>	<b>-2,9</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>5,4</b>	<b>18,4</b>	<b>-32,8</b>	<b>132,3</b>

*(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en produits et charges financiers.*

Le traitement comptable des autres actifs financiers courants en prêts et créances est conforme à celui requis pour les prêts et créances au sens de la norme IAS 39.

Les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente » selon les principes présentés en note 1.14.2.

Les remboursements de la période concernent principalement le remboursement de préfinancement d'actifs dans la Division Transport et des créances financières.

## Note 13 Impôts différés actifs et passifs

L'évolution des impôts différés actifs et passifs au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2010	Mouvements de l'activité en résultat	Mouvements d'activité hors résultat	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement	Autres mouvements	31 décembre 2011
						en actifs /passifs destinés à la vente		
Impôts différés actifs bruts	2 626,3	117,5	20,6	-87,9	7,4	-340,7	16,8	2 360,0
Impôts différés actifs non appréhendés	-876,7	-332,7	-113,6	70,7	-7,0	163,6	-0,4	-1 096,1
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS</b>	<b>1 749,6</b>	<b>-215,2</b>	<b>-93,0</b>	<b>-17,2</b>	<b>0,4</b>	<b>-177,1</b>	<b>16,4</b>	<b>1 263,9</b>
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>	<b>2 101,4</b>	<b>-8,7</b>	<b>-6,6</b>	<b>9,5</b>	<b>33,3</b>	<b>-255,1</b>	<b>17,3</b>	<b>1 891,1</b>

Au 31 décembre 2011, les impôts différés actifs non appréhendés s'élèvent à -1 096,1 millions d'euros dont -764,9 millions d'euros issus des déficits fiscaux et -331,2 millions d'euros issus des différences temporelles. Au 31 décembre 2010, ils s'élevaient à -876,7 millions d'euros dont -715,6 millions d'euros issus des déficits fiscaux et -161,1 millions d'euros des différences temporelles.

Le déficit du groupe fiscal Veolia Environnement en France, au titre de l'année 2011, s'élève à 453 millions d'euros (en base) et ne fait pas l'objet d'une reconnaissance d'impôt différé actif dans l'état de la situation financière consolidée. Par ailleurs, en raison d'un nouveau planning fiscal intégrant notamment l'érosion des marges dans la Division Eau, le Groupe a limité la reconnaissance d'impôts différés actifs au montant des impôts différés passifs soit une incidence négative de -190 millions d'euros dont -75 millions constatés en résultat et -115 millions constatés en réserves.

Au 31 décembre 2011, la Société dispose de déficits ordinaires dans son groupe fiscal aux États-Unis, liés à la restructuration des activités Eau réalisée en 2006 et générés par les pertes relatives aux anciennes activités d'US Filter. Ces déficits, qui pourraient s'élever jusqu'à un montant supérieur à 4 milliards de dollars, font actuellement l'objet d'une revue par les services fiscaux américains (voir note 36).

Après prise en compte des conséquences sur le planning fiscal de la cession probable en 2012 de certaines activités du Groupe aux États-Unis, le montant d'impôts différés actifs reconnu dans l'état de la situation financière consolidée au titre de ces déficits est de 178 millions de dollars (136 millions d'euros) au 31 décembre 2011 contre 370 millions de dollars (275 millions d'euros) au 31 décembre 2010.

Les **mouvements d'activité hors résultat** intègrent principalement les effets impôt sur les ajustements de juste valeur et sur les écarts actuariels ainsi que l'impact de la dépréciation des impôts différés actifs du groupe fiscal en France initialement constatés en capitaux propres pour 115 millions d'euros.

Les **variations de périmètre** concernent essentiellement le partenariat Veolia Transdev (-11,8 millions d'euros au titre des impôts différés actifs et +5,4 millions d'euros au titre des impôts différés passifs - voir note 4), l'acquisition de la société SPEC dans la division Energie (12,1 millions d'euros au titre des impôts différés actifs et 26,5 millions d'euros au titre des impôts différés passifs - voir note 32).

Les **effets de change** proviennent principalement de l'évolution du dollar américain, du yuan renminbi chinois, de la livre sterling et du zloty polonais face à l'euro.

Les **reclassements en actifs et passifs destinés à la vente** comprennent principalement le groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (-184,4 millions d'euros au titre des impôts différés actifs et -258,3 millions d'euros au titre des impôts différés passifs-voir note 4).



La ventilation par nature des impôts différés actifs et passifs est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS</b>			
Déficits fiscaux	1 006,6	1 145,3	942,9
Provisions et pertes de valeurs	478,2	434,7	401,6
Avantages sociaux	210,3	265,1	219,3
Instruments financiers	189,5	182,6	159,0
Actifs financiers opérationnels	102,3	105,3	112,5
Juste valeur des actifs acquis	29,5	65,9	65,8
Écarts de conversion	4,9	23,7	8,5
Locations financement	23,2	30,8	34,5
Immobilisations corporelles et incorporelles	11,8	22,7	28,7
Autres natures	303,7	350,2	317,3
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS BRUTS</b>	<b>2 360,0</b>	<b>2 626,3</b>	<b>2 290,1</b>
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS NON APPREHENDES</b>	<b>-1 096,1</b>	<b>-876,7</b>	<b>-702,1</b>
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS APPREHENDES</b>	<b>1 263,9</b>	<b>1 749,6</b>	<b>1 588,0</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>			
Immobilisations corporelles et incorporelles	796,2	852,8	799,2
Juste valeur des actifs acquis	252,6	283,4	245,2
Actifs financiers opérationnels	210,5	214,1	192,5
Instruments financiers	86,2	89,6	91,2
Locations financement	88,3	96,1	88,9
Provisions	53,5	49,7	47,1
Écarts de conversion	20,4	38,6	11,7
Avantages sociaux	40,8	43,5	36,9
Autres natures	342,6	433,6	438,5
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>	<b>1 891,1</b>	<b>2 101,4</b>	<b>1 951,2</b>

La ventilation selon les principaux groupes fiscaux se décompose comme suit au 31 décembre 2011 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Impôts différés actifs appréhendés sur déficit fiscal	Impôts différés actifs appréhendés sur différences temporelles	Impôts différés passifs sur différences temporelles	Position nette des impôts différés appréhendés
<b>Groupes fiscaux France</b>		<b>294,1</b>	<b>-304,5</b>	<b>-10,4</b>
<i>Groupe fiscal France Veolia Environnement</i>	-	214,3	-214,3	-
<i>Groupe fiscal France DALKIA</i>	-	79,8	-90,2	-10,4
<b>Groupe fiscal aux États-Unis</b>	<b>135,6</b>	<b>186,5</b>	<b>-302,2</b>	<b>19,9</b>
<b>Groupe fiscal au Royaume-Uni</b>	<b>-</b>	<b>116,6</b>	<b>-430,5</b>	<b>-313,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>135,6</b>	<b>597,2</b>	<b>-1 037,2</b>	<b>-304,4</b>

L'échéancier de retournement de la position nette d'impôts différés sur différences temporelles et de la position d'impôts différés actifs sur déficits fiscaux sur le groupe fiscal France Veolia Environnement et aux États-Unis est le suivant :

(en millions d'euros)	Impôts différés actifs sur déficits fiscaux		Impôts différés nets sur différences temporelles			Total			
	< ou = 5 ans	> 5 ans	Total	< ou = 5 ans	> 5 ans	Total	< ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Groupe fiscal Veolia Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groupe fiscal aux États-Unis	135,6	-	135,6	-36,0	-79,7	-115,7	99,6	-79,7	19,9

L'échéancier de péremption des impôts différés actifs sur déficits fiscaux appréhendés et non appréhendés au 31 décembre 2011 est le suivant :

(en millions d'euros)	Échéance			Total
	< ou = 5 ans	> 5 ans	illimitée	
<b>Déficits fiscaux appréhendés</b>	<b>24,5</b>	<b>139,0</b>	<b>78,2</b>	<b>241,7</b>
<i>Dont groupes fiscaux France</i>	-	-	-	-
<i>Dont groupe fiscal aux États-Unis</i>	-	135,6	-	135,6
<i>Dont groupe fiscal au Royaume-Uni</i>	-	-	-	-
<b>Déficits fiscaux non appréhendés</b>	<b>83,9</b>	<b>64,4</b>	<b>616,6</b>	<b>764,9</b>
<i>Dont groupes fiscaux France</i>	-	-	255,3	255,3
<i>Dont groupe fiscal aux États-Unis</i>	-	-	-	-
<i>Dont groupe fiscal au Royaume-Uni</i>	-	-	-	-

La ventilation par destination des impôts différés actifs et passifs est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS</b>			
Impôts différés actifs sur résultats	1 152,7	1 530,5	1 438,1
Impôts différés actifs sur réserves	111,2	219,1	149,9
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS</b>	<b>1 263,9</b>	<b>1 749,6</b>	<b>1 588,0</b>
<b>IMPOT DIFFERES PASSIFS</b>			
Impôts différés passifs sur résultats	1 856,0	2 060,4	1 900,5
Impôts différés passifs sur réserves	35,1	41,0	50,7
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>	<b>1 891,1</b>	<b>2 101,4</b>	<b>1 951,2</b>

Pour rappel : l'évolution des impôts différés actifs et passifs au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Mouvements					Autres 31 décembre 2010
		Mouvements de l'activité en résultat	d'activité hors résultat	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	de mouvements	
Impôts différés actifs bruts	2 290,1	179,5	9,7	14,5	132,8	-0,3	2 626,3
Impôts différés actifs non appréhendés	-702,1	-145,3	-1,0	4,2	-24,7	-7,8	-876,7
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS</b>	<b>1 588,0</b>	<b>34,2</b>	<b>8,7</b>	<b>18,7</b>	<b>108,1</b>	<b>-8,1</b>	<b>1 749,6</b>
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>	<b>1 951,2</b>	<b>5,5</b>	<b>-2,6</b>	<b>69,5</b>	<b>66,9</b>	<b>10,9</b>	<b>2 101,4</b>

## Note 14 Besoin en fonds de roulement

L'évolution du besoin en fonds de roulement (« BFR ») net au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au		Pertes		Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs/passifs destinés à la vente		Autres mouvements	Au
	31 décembre 2010	Mouvements de l'activité	de valeur nettes	de			de	31 décembre 2011		
Stocks et travaux en cours nets	1 130,6	28,1	13,9		-76,1	2,1	-59,6	-18,2		1 020,8
Créances d'exploitation nettes	12 488,7	330,8	-23,5		-481,6	28,0	-829,8	-85,0		11 427,6
Dettes d'exploitation	13 773,9	305,1	-		-436,9	53,0	-1 007,4	-89,1		12 598,6
<b>BFR NET</b>	<b>-154,6</b>	<b>53,8</b>	<b>-9,6</b>		<b>-120,8</b>	<b>-22,9</b>	<b>118,0</b>	<b>-14,1</b>		<b>-150,2</b>

Le montant reclassé en « actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente » provient essentiellement du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (210,1 millions d'euros sur le BFR net - voir note 4) et des activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la division Energie (-71,8 millions d'euros sur le BFR net). Le montant intègre également l'effet de l'interruption du processus de cession des activités au Gabon dans la division Eau (-21,0 millions d'euros sur le BFR net).

Les montants en variation de périmètre portent principalement sur le partenariat Veolia Transdev (-33,0 millions d'euros sur le BFR net- voir note 4), l'acquisition de la société SPEC par la division Energie (-26,1 millions d'euros sur le BFR net- voir note 32) et la cession des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) détenues conjointement à la division Eau et à la division Energie (-18,3 millions d'euros sur le BFR net).

Le BFR net intègre d'une part le BFR « opérationnel » (stocks, créances clients, dettes fournisseurs et autres dettes et créances d'exploitation, dettes et créances fiscales hors impôt courant), le BFR « fiscal » (créances et dettes d'impôt courant) et le BFR « investissement » (créances et dettes sur acquisitions d'immobilisations). L'évolution de chacune de ces catégories de BFR au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur nettes	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs/passifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Stocks et travaux en cours nets	1 130,6	28,1	13,9	-76,1	2,1	-59,6	-18,2	1 020,8
Créances opérationnelles (dont créances fiscales hors impôt courant)	12 287,9	262,2	-23,2	-446,0	27,2	-824,8	-48,4	11 234,9
Dettes opérationnelles (dont dettes fiscales hors impôt courant)	-13 135,2	-240,3	0,0	439,3	-41,4	975,4	5,8	-11 996,4
<b>BFR OPERATIONNEL <sup>(1)</sup></b>	<b>283,3</b>	<b>50,0</b>	<b>-9,3</b>	<b>-82,8</b>	<b>-12,1</b>	<b>91,0</b>	<b>-60,8</b>	<b>259,3</b>
Créances fiscales (impôt courant)	176,6	72,2	-	-15,4	0,5	-3,9	-55,5	174,5
Dettes fiscales (impôt courant)	-221,0	-31,4	-	17,9	-0,6	19,3	59,8	-156,0
<b>BFR FISCAL</b>	<b>-44,4</b>	<b>40,8</b>	<b>-</b>	<b>2,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>15,4</b>	<b>4,3</b>	<b>18,5</b>
Créances sur cessions d'immobilisations	24,2	-3,6	-0,3	-20,2	0,3	-1,1	18,9	18,2
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	-417,7	-33,4	-	-20,3	-11,0	12,7	23,5	-446,2
<b>BFR INVESTISSEMENT</b>	<b>-393,5</b>	<b>-37,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-40,5</b>	<b>-10,7</b>	<b>11,6</b>	<b>42,4</b>	<b>-428,0</b>
<b>BFR NET</b>	<b>-154,6</b>	<b>53,8</b>	<b>-9,6</b>	<b>-120,8</b>	<b>-22,9</b>	<b>118,0</b>	<b>-14,1</b>	<b>-150,2</b>

(1) La variation du besoin en fonds de roulement figurant au tableau consolidé des flux de trésorerie correspond à la somme des mouvements liés à l'activité et des pertes de valeurs nettes du BFR opérationnel présenté ci-dessus.

L'évolution des stocks au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

Stocks (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur	Reprises de pertes de valeur	Variation de périmètre de de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Matières premières et fournitures	593,3	52,5	-	-	-67,4	-2,4	-58,3	-0,4	517,3
Travaux en cours	463,6	-23,5	-	-	-1,4	4,6	-1,6	-17,5	424,2
Autres stocks <sup>(1)</sup>	153,7	-0,9	-	-	-12,8	-1,2	-5,2	-	133,6
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS BRUTS</b>	<b>1 210,6</b>	<b>28,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-81,6</b>	<b>1,0</b>	<b>-65,1</b>	<b>-17,9</b>	<b>1 075,1</b>
<b>PERTES DE VALEURS SUR STOCKS ET TRAVAUX EN COURS</b>	<b>-80,0</b>	<b>-</b>	<b>-29,4</b>	<b>43,3</b>	<b>5,5</b>	<b>1,1</b>	<b>5,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-54,3</b>
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS NETS</b>	<b>1 130,6</b>	<b>28,1</b>	<b>-29,4</b>	<b>43,3</b>	<b>-76,1</b>	<b>2,1</b>	<b>-59,6</b>	<b>-18,2</b>	<b>1 020,8</b>

(1) Y compris stocks de CO<sub>2</sub>.

Les stocks proviennent principalement des Divisions Eau à hauteur de 308,4 millions d'euros et Énergie à hauteur de 470,9 millions d'euros.

L'évolution des créances d'exploitation au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

	Au			Reprises	Variation de	Effets	Reclassement		Au
Créances d'exploitation (en millions d'euros)	31 décembre 2010	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur <sup>(1)</sup>	de pertes de valeur <sup>(1)</sup>	périmètre de consolidation	de change	en actifs destinés à la vente	Autres mouvements	31 décembre 2011
Créances clients	9 852,8	165,3	-	-	-346,2	14,4	-561,5	-27,2	9 097,6
Pertes de valeurs sur créances clients	-600,4	-	-194,8	173,0	12,0	-1,3	10,5	-3,7	-604,7
<b>CREANCES CLIENTS NETTES <sup>(2)</sup></b>	<b>9 252,4</b>	<b>165,3</b>	<b>-194,8</b>	<b>173,0</b>	<b>-334,2</b>	<b>13,1</b>	<b>-551,0</b>	<b>-30,9</b>	<b>8 492,9</b>
Autres créances d'exploitation courantes	1 187,5	-112,4	-	-	-73,8	4,2	-149,2	14,4	870,7
Pertes de valeurs sur autres créances d'exploitation courantes	-77,9	-	-17,8	16,1	3,9	-0,4	8,2	2,0	-65,9
<b>AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION NETTES <sup>(2)</sup></b>	<b>1 109,6</b>	<b>-112,4</b>	<b>-17,8</b>	<b>16,1</b>	<b>-69,9</b>	<b>3,8</b>	<b>-141,0</b>	<b>16,4</b>	<b>804,8</b>
Autres créances <sup>(3)</sup>	800,1	109,6	-	-	-19,6	14,1	-48,2	-11,9	844,1
Créances fiscales	1 326,6	168,3	-	-	-57,9	-3,0	-89,6	-58,6	1 285,8
<b>CREANCES D'EXPLOITATION NETTES</b>	<b>12 488,7</b>	<b>330,8</b>	<b>-212,6</b>	<b>189,1</b>	<b>-481,6</b>	<b>28,0</b>	<b>-829,8</b>	<b>-85,0</b>	<b>11 427,6</b>

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en résultat opérationnel, elles sont incluses dans la ligne « Variation du besoin en fonds de roulement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

(2) Actifs financiers selon la norme IAS 39 évalués selon la catégorie comptable des prêts et créances.

(3) Il s'agit des créances constatées à l'avancement liées aux activités de constructions et des charges constatées d'avance.

Les créances et les dettes commerciales sans taux d'intérêt déclarées à court terme sont enregistrées au montant nominal sauf si l'actualisation au taux de marché a un impact significatif.

Les **mouvements de périmètre** de consolidation concernent essentiellement le partenariat Veolia Transdev (-375,5 millions d'euros- voir note 4) et la cession des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) détenues conjointement à la Division Eau et à la Division Energie (-108,0 millions d'euros).

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** proviennent essentiellement du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (-695,7 millions d'euros - voir note 4) et des activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Energie (-205,5 millions d'euros). Le montant intègre également l'effet de l'interruption du processus de cession des activités au Gabon dans la Division Eau (+71,8 millions d'euros).

## Titrisation en France

Le montant de créances titrisées au 31 décembre 2011, est de 482,9 millions d'euros contre 487,1 millions d'euros à fin décembre 2010 et 499,7 au 31 décembre 2009. (Division Eau)

Les risques associés à ces créances titrisées (principalement risque de crédit et risque de retard de paiement) sont conservés par le Groupe et justifient leur maintien à l'actif de l'état de la situation financière consolidée. Le financement obtenu est comptabilisé en « dettes financières courantes » (voir note 18 « Dettes financières courantes »).

## Cessions de créances

Dans le secteur Énergie, des créances ont été définitivement cédées à des tiers pour un montant total de 257 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont en France 139 millions d'euros et en Italie 110 millions d'euros. Au 31 décembre 2010, ces créances cédées s'élevaient à 192 millions d'euros dont en France 62 millions d'euros et en Italie 123 millions d'euros. Au 31 décembre 2009, elles s'élevaient à 134 millions d'euros et concernaient uniquement l'Italie.

L'évolution des dettes d'exploitation au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

<b>Dettes d'exploitation</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Mouvements de l'activité</b>	<b>Variation de périmètre de consolidation</b>	<b>Effets de change</b>	<b>Reclassement en passifs destinés à la vente</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>Au 31 décembre 2011</b>
Dettes fournisseurs <sup>(1)</sup>	5 535,3	80,9	-140,3	15,1	-344,9	-6,0	5 140,1
Autres dettes d'exploitation courantes <sup>(1)</sup>	5 332,0	0,5	-213,7	35,3	-450,7	17,2	4 720,6
Autres dettes <sup>(2)</sup>	1 340,2	180,7	-28,3	2,8	-105,7	-35,9	1 353,8
Dettes fiscales et sociales	1 566,4	43,0	-54,6	-0,2	-106,1	-64,4	1 384,1
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>	<b>13 773,9</b>	<b>305,1</b>	<b>-436,9</b>	<b>53,0</b>	<b>-1 007,4</b>	<b>-89,1</b>	<b>12 598,6</b>

(1) Passifs financiers selon la norme IAS 39 évalués selon la méthode du coût amorti.

(2) Il s'agit principalement des produits constatés d'avance.

Le traitement comptable des dettes fournisseurs correspond à celui des passifs au coût amorti conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Les dettes commerciales sans taux d'intérêt déclaré à court terme sont enregistrées au montant nominal sauf si l'actualisation au taux de marché a un impact significatif.

Les **mouvements de périmètre** de consolidation concernent essentiellement le partenariat Veolia Transdev (-380,9 millions d'euros- voir note 4) et la cession des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) détenues conjointement à la Division Eau et à la Division Energie (-100,6 millions d'euros).

Les **reclassements en passifs destinés à la vente** proviennent essentiellement du groupe VTD dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (-964,7 millions d'euros - voir note 4) et des activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Energie (-148,6 millions d'euros). Le montant intègre également l'effet de l'interruption du processus de cession des activités au Gabon dans la Division Eau (+106,8 millions d'euros).

Pour rappel : l'évolution du besoin en fonds de roulement (« BFR ») net au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au		Pertes		Variation de		Reclassement		Au
	31 décembre 2009	Mouvements de l'activité	de valeur nettes	de périmètre de consolidation	de de	Effets actifs/passifs de destinés à la vente	en en	Autres 31 décembre 2010	
Stocks et travaux en cours nets	978,0	115,7	-6,9	4,1	31,9	-0,8	8,6	1 130,6	
Créances d'exploitation nettes	12 241,3	325,2	-30,3	161,3	259,7	-116,8	-351,7	12 488,7	
Dettes d'exploitation	13 076,9	605,7	-0,0	205,8	294,2	-119,4	-289,3	13 773,9	
<b>BFR NET</b>	<b>142,4</b>	<b>-164,8</b>	<b>-37,2</b>	<b>-40,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>-53,8</b>	<b>-154,6</b>	

(en millions d'euros)	Au		Pertes		Variation de		Reclassement		Au
	31 décembre 2009	Mouvements de l'activité	de valeur nettes	de périmètre de consolidation	de de	Effets actifs/passifs de destinés à la vente	en en	Autres 31 décembre 2010	
Stocks et travaux en cours nets	978,0	115,7	-6,9	4,1	31,9	-0,8	8,6	1 130,6	
Créances opérationnelles (dont créances fiscales hors impôt courant)	12 040,6	274,4	-30,3	160,1	255,4	-117,3	-295,0	12 287,9	
Dettes opérationnelles (dont dettes fiscales hors impôt courant)	-12 501,7	-458,7	-	-195,3	-268,6	115,5	173,6	-13 135,2	
<b>BFR OPERATIONNEL (1)</b>	<b>516,9</b>	<b>-68,6</b>	<b>-37,2</b>	<b>-31,1</b>	<b>18,7</b>	<b>-2,6</b>	<b>-112,8</b>	<b>283,3</b>	
Créances fiscales (impôt courant)	189,7	37,8	-	1,2	4,0	-	-56,1	176,6	
Dettes fiscales (impôt courant)	-220,8	-67,3	-	-3,9	-8,4	5,3	74,1	-221,0	
<b>BFR FISCAL</b>	<b>-31,1</b>	<b>-29,5</b>	<b>-</b>	<b>-2,7</b>	<b>-4,4</b>	<b>5,3</b>	<b>18,0</b>	<b>-44,4</b>	
Créances sur cessions d'immobilisations	11,0	13,0	-	-	0,3	0,5	-0,6	24,2	
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	-354,4	-79,7	-	-6,6	-17,2	-1,4	41,6	-417,7	
<b>BFR INVESTISSEMENT</b>	<b>-343,4</b>	<b>-66,7</b>	<b>-</b>	<b>-6,6</b>	<b>-16,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>41,0</b>	<b>-393,5</b>	
<b>BFR NET</b>	<b>142,4</b>	<b>-164,8</b>	<b>-37,2</b>	<b>-40,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>-53,8</b>	<b>-154,6</b>	

(1) La variation du besoin en fonds de roulement figurant au tableau consolidé des flux de trésorerie correspond à la somme des mouvements liés à l'activité et des pertes de valeurs nettes du BFR opérationnel présenté ci-dessus.

Pour rappel : l'évolution des stocks au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

Stocks (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur	Reprises de pertes de valeur		Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs/passifs destinés à la vente		Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Matières premières et fournitures	611,6	10,0	-	-		3,5	17,9	-34,8	-14,9		593,3
Travaux en cours	287,1	107,0	-	-		0,9	9,1	45,3	14,2		463,6
Autres stocks <sup>(1)</sup>	154,2	-1,3	-	-		-	6,1	-13,1	7,8		153,7
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS BRUTS</b>	<b>1 052,9</b>	<b>115,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>4,4</b>	<b>33,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>7,1</b>		<b>1 210,6</b>
<b>PERTES DE VALEURS SUR STOCKS ET TRAVAUX EN COURS</b>	<b>-74,9</b>	<b>-</b>	<b>-44,5</b>	<b>37,6</b>		<b>-0,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>		<b>-80,0</b>
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS NETS</b>	<b>978,0</b>	<b>115,7</b>	<b>-44,5</b>	<b>37,6</b>		<b>4,1</b>	<b>31,9</b>	<b>-0,8</b>	<b>8,6</b>		<b>1 130,6</b>

(1) Y compris stocks de CO<sub>2</sub>.

Pour rappel : l'évolution des créances d'exploitation au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

Créances d'exploitation (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur <sup>(1)</sup>	Reprises de pertes de valeur <sup>(1)</sup>		Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs/passifs destinés à la vente		Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Créances clients	9 638,3	268,9	-	-		136,8	191,5	-115,6	-267,1		9 852,8
Pertes de valeurs sur créances clients	-560,3	-	-150,6	116,4		-23,4	-9,8	15,1	12,2		-600,4
<b>CREANCES CLIENTS NETTES <sup>(2)</sup></b>	<b>9 078,0</b>	<b>268,9</b>	<b>-150,6</b>	<b>116,4</b>		<b>113,4</b>	<b>181,7</b>	<b>-100,5</b>	<b>-254,9</b>		<b>9 252,4</b>
Autres créances d'exploitation courantes	1 178,0	-0,9	-	-		34,9	29,7	-11,0	-43,2		1 187,5
Pertes de valeurs sur autres créances d'exploitation courantes	-76,8	-	-15,1	18,9		0,8	-0,6	0,6	-5,7		-77,9
<b>AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION NETTES <sup>(2)</sup></b>	<b>1 101,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>-15,1</b>	<b>18,9</b>		<b>35,7</b>	<b>29,1</b>	<b>-10,4</b>	<b>-48,9</b>		<b>1 109,6</b>
Autres créances <sup>(3)</sup>	728,4	13,0	-	0,1		5,8	39,6	5,3	7,9		800,1
Créances fiscales	1 333,7	44,2	-	-		6,4	9,3	-11,2	-55,8		1 326,6
<b>CREANCES D'EXPLOITATION NETTES</b>	<b>12 241,3</b>	<b>325,2</b>	<b>-165,7</b>	<b>135,4</b>		<b>161,3</b>	<b>259,7</b>	<b>-116,8</b>	<b>-351,7</b>		<b>12 488,7</b>

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en résultat opérationnel, elles sont incluses dans la ligne « Variation du besoin en fonds de roulement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.



(2) Actifs financiers selon la norme IAS 39 évalués selon la catégorie comptable des prêts et créances.

(3) Il s'agit des créances constatées à l'avancement liées aux activités de constructions et des charges constatées d'avance.

Pour rappel : l'évolution des dettes d'exploitation au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

Dettes d'exploitation (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Mouvements de l'activité	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en		Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
					actifs/passifs destinés à la vente	à la vente		
Dettes fournisseurs <sup>(1)</sup>	5 312,2	272,2	56,1	138,0	-25,1	-218,1	5 535,3	
Autres dettes d'exploitation courantes <sup>(1)</sup>	4 933,4	226,6	122,0	113,0	-74,5	11,5	5 332,0	
Autres dettes <sup>(2)</sup>	1 324,4	-2,4	17,0	25,0	-13,9	-9,9	1 340,2	
Dettes fiscales et sociales	1 506,9	109,3	10,7	18,2	-5,9	-72,8	1 566,4	
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>	<b>13 076,9</b>	<b>605,7</b>	<b>205,8</b>	<b>294,2</b>	<b>-119,4</b>	<b>-289,3</b>	<b>13 773,9</b>	

(1) Passifs financiers selon la norme IAS 39 évalués selon la méthode du coût amorti.

(2) Il s'agit principalement des produits constatés d'avance.

Pour rappel : l'évolution du besoin en fonds de roulement (« BFR ») net au cours de l'exercice 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2008	Mouvements de l'activité	Pertes de		Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en		Autres mouvements	Au 31 décembre 2009
			de valeur nettes	de			actifs/passifs destinés à la vente	à la vente		
Stocks et travaux en cours nets	1 013,1	5,5	6,1	-3,6	4,7	-53,5	5,7	978,0		
Créances d'exploitation nettes	13 093,2	-414,0	-82,3	-219,8	95,6	-107,6	-123,8	12 241,3		
Dettes d'exploitation nettes	13 591,8	-98,4	-	-227,9	105,2	-174,7	-119,1	13 076,9		
<b>BFR NET</b>	<b>514,5</b>	<b>-310,1</b>	<b>-76,2</b>	<b>4,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>13,6</b>	<b>1,0</b>	<b>142,4</b>		

(en millions d'euros)	31 décembre 2008	Pertes de valeur nettes			Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs/passifs destinés à la vente		Autres mouvements	31 décembre 2009
		Au 31 décembre 2008	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur nettes			de	de		
Stocks et travaux en cours nets	1 013,1	5,5	6,1	-3,6	4,7	-53,5	5,7	978,0		
Créances opérationnelles (dont créances fiscales hors impôt courant)	12 844,4	-441,0	-82,5	-217,1	89,1	-92,7	-59,6	12 040,6		
Dettes opérationnelles (dont dettes fiscales hors impôt courant)	-12 791,9	61,4	-	207,2	-94,2	73,5	42,3	-12 501,7		
<b>BFR Opérationnel <sup>(1)</sup></b>	<b>1 065,6</b>	<b>-374,1</b>	<b>-76,4</b>	<b>-13,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-72,7</b>	<b>-11,6</b>	<b>516,9</b>		
Créances fiscales (impôt courant)	227,0	31,4	-	-2,7	6,5	-13,3	-59,2	189,7		
Dettes fiscales (impôt courant)	-324,7	-19,0	-	-1,7	-12,3	72,1	64,8	-220,8		
<b>BFR Fiscal</b>	<b>-97,7</b>	<b>12,4</b>	<b>-</b>	<b>-4,4</b>	<b>-5,8</b>	<b>58,8</b>	<b>5,6</b>	<b>-31,1</b>		
Créances sur cessions d'immobilisations	21,8	-4,4	0,2	0,0	-	-1,6	-5,0	11,0		
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	-475,2	56,0	-	22,4	1,3	29,1	12,0	-354,4		
<b>BFR investissement</b>	<b>-453,4</b>	<b>51,6</b>	<b>0,2</b>	<b>22,4</b>	<b>1,3</b>	<b>27,5</b>	<b>7,0</b>	<b>-343,4</b>		
<b>BFR NET</b>	<b>514,5</b>	<b>-310,1</b>	<b>-76,2</b>	<b>4,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>13,6</b>	<b>1,0</b>	<b>142,4</b>		

(1) La variation du besoin en fonds de roulement figurant au tableau consolidé des flux de trésorerie correspond à la somme des mouvements liés à l'activité et des pertes de valeurs nettes du BFR opérationnel présenté ci-dessus.

L'évolution des stocks au cours de l'exercice 2009 est la suivante :

Stocks (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2008	Reprises de pertes de valeur			Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement en actifs/passifs destinés à la vente		Autres mouvements	Au 31 décembre 2009
		Au 31 décembre 2008	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur			de	de		
Matières premières et fournitures	626,4	5,3	-	-	-6,6	5,4	-12,5	-6,4	611,6	
Travaux en cours	329,3	1,4	-	-	-0,4	-1,8	-42,7	1,3	287,1	
Autres stocks <sup>(1)</sup>	139,4	-1,2	-	-	3,0	2,3	0,1	10,6	154,2	
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS BRUTS</b>	<b>1 095,1</b>	<b>5,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-4,0</b>	<b>5,9</b>	<b>-55,1</b>	<b>5,5</b>	<b>1 052,9</b>	
<b>PERTES DE VALEURS SUR STOCKS ET TRAVAUX EN COURS</b>	<b>-82,0</b>	<b>-</b>	<b>-36,5</b>	<b>42,6</b>	<b>0,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>-74,9</b>	
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS NETS</b>	<b>1 013,1</b>	<b>5,5</b>	<b>-36,5</b>	<b>42,6</b>	<b>-3,6</b>	<b>4,7</b>	<b>-53,5</b>	<b>5,7</b>	<b>978,0</b>	

(1) Y compris stock de CO<sub>2</sub>.

Pour rappel : l'évolution des créances d'exploitation au cours de l'exercice 2009 est la suivante :

Créances d'exploitation (en millions d'euros)	Au		Reprises de pertes			Reclassement en		Au	
	31 décembre 2008	Mouvements de l'activité	Pertes de valeur (1)	de pertes de (1)	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	actifs/passifs destinés à la vente	Autres mouvements	31 décembre 2009
Créances clients	10 253,0	-381,5	-	-	-199,6	55,8	-56,9	-32,5	9 638,3
Pertes de valeurs sur créances clients	-550,9	-	-180,5	112,2	11,3	-0,3	9,5	38,4	-560,3
<b>Créances clients nettes (2)</b>	<b>9 702,1</b>	<b>-381,5</b>	<b>-180,5</b>	<b>112,2</b>	<b>-188,3</b>	<b>55,5</b>	<b>-47,4</b>	<b>5,9</b>	<b>9 078,0</b>
Autres créances d'exploitation courantes	1 314,1	-63,3	-	-	-12,0	24,6	-15,2	-70,2	1 178,0
Pertes de valeurs sur autres créances d'exploitation courantes	-59,6	-	-27,7	13,7	0,0	-0,2	-	-3,0	-76,8
<b>Autres créances d'exploitation nettes (2)</b>	<b>1 254,5</b>	<b>-63,3</b>	<b>-27,7</b>	<b>13,7</b>	<b>-12,0</b>	<b>24,4</b>	<b>-15,2</b>	<b>-73,2</b>	<b>1 101,2</b>
Autres créances (3)	663,4	86,0	-	-	-1,7	8,2	-28,4	0,9	728,4
Créances fiscales	1 473,2	-55,2	-	-	-17,8	7,5	-16,6	-57,4	1 333,7
<b>CREANCES D'EXPLOITATION NETTES</b>	<b>13 093,2</b>	<b>-414,0</b>	<b>-208,2</b>	<b>125,9</b>	<b>-219,8</b>	<b>95,6</b>	<b>-107,6</b>	<b>-123,8</b>	<b>12 241,3</b>

(1) Les pertes de valeurs sont enregistrées en résultat opérationnel, elles sont incluses dans la ligne « Variation du besoin en fonds de roulement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

(2) Actifs financiers selon la norme IAS 39 évalués selon la catégorie comptable des prêts et créances.

(3) Il s'agit des créances constatées à l'avancement liées aux activités de constructions et des charges constatées d'avance.

Pour rappel : l'évolution des dettes d'exploitation au cours de l'exercice 2009 est la suivante :

Dettes d'exploitation (en millions d'euros)	Au		Variation de		Reclassement en		Au	
	31 décembre 2008	Mouvements de l'activité	périmètre de consolidation	de change	Effets de destinés à la vente	actifs/passifs mouvements	Autres mouvements	31 décembre 2009
Dettes fournisseurs (1)	5 634,5	-272,4	-50,4	35,2	-30,4	-4,3		5 312,2
Autres dettes d'exploitation courantes (1)	5 112,2	1,9	-129,7	47,3	-63,6	-34,7		4 933,4
Autres dettes (2)	1 255,6	90,8	-1,2	6,8	-6,0	-21,6		1 324,4
Dettes fiscales et sociales	1 589,5	81,3	-46,6	15,9	-74,7	-58,5		1 506,9
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>	<b>13 591,8</b>	<b>-98,4</b>	<b>-227,9</b>	<b>105,2</b>	<b>-174,7</b>	<b>-119,1</b>		<b>13 076,9</b>

(1) Passifs financiers selon la norme IAS 39 évalués selon la méthode du coût amorti.

(2) Il s'agit principalement des produits constatés d'avance.

## Note 15 Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie passive

L'évolution de la trésorerie et équivalents de trésorerie et de la trésorerie passive au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Variation de l'activité	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de juste valeur <sup>(1)</sup>	Effets de change	Reclassement	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
						en actifs/passifs destinés à la vente		
Disponibilités	1 429,9	-73,5	-11,2	-	5,3	-176,0	-33,4	1 141,1
Équivalents de trésorerie	3 976,9	584,0	-2,9	-	-0,3	-2,9	28,0	4 582,8
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>5 406,8</b>	<b>510,5</b>	<b>-14,1</b>	<b>-</b>	<b>5,0</b>	<b>-178,9</b>	<b>-5,4</b>	<b>5 723,9</b>
Trésorerie passive	387,0	82,5	-1,0	-	1,0	-29,3	-	440,2
<b>Trésorerie nette</b>	<b>5 019,8</b>	<b>428,0</b>	<b>-13,1</b>	<b>-</b>	<b>4,0</b>	<b>-149,6</b>	<b>-5,4</b>	<b>5 283,7</b>

(1) Les ajustements de juste valeur sont enregistrés en produits et charges financiers.

Les **reclassements en actifs destinés à la vente** comprennent principalement la trésorerie nette du groupe Veolia Transdev dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre (- 136,7 millions d'euros- voir note 4) et la trésorerie nette de la société Citelum (-14,1 millions d'euros) de la Division Energie.

Au 31 décembre 2011, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 5 723,9 millions d'euros contre 5 406,8 millions d'euros au 31 décembre 2010. Ce poste comprend un montant de disponibilités « soumises à restriction » de 420 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, les disponibilités sont détenues par la Division Eau à hauteur de 561,2 millions d'euros, la Division Propreté à hauteur de 218,7 millions d'euros, la Division Énergie à hauteur de 208,0 millions d'euros, Veolia Environnement SA à hauteur de 79,1 millions d'euros et certaines filiales (principalement d'assurance) à hauteur de 74,1 millions d'euros.

Les supports d'investissement utilisés par le Groupe sont des OPCVM monétaires (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières), des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et billets de trésorerie ayant une maturité inférieure à trois mois) et des bons monétaires.

Les placements des excédents de trésorerie des autres filiales du Groupe, non remontés au niveau de Veolia Environnement SA, sont gérés dans le cadre des procédures définies par le Groupe. La note 29.3.2 – Gestion du risque de liquidité donne la ventilation par nature des placements.

Au 31 décembre 2011, les équivalents de trésorerie sont détenus essentiellement par Veolia Environnement SA à hauteur de 4 204,2 millions d'euros dont des OPCVM monétaires pour 1 883,9 millions d'euros, des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et billets de trésorerie ayant une maturité inférieure à trois mois) pour 794,0 millions d'euros, des bons monétaires pour 219,1 millions d'euros et des dépôts à terme pour 1 307,2 millions d'euros. Le traitement comptable des équivalents de trésorerie est celui des actifs à la juste valeur par compte de résultat consolidé. Ces instruments ont une durée de détention comprise entre 1 et 90 jours.

La trésorerie passive est constituée des soldes créditeurs de banques et des intérêts courus et non échus qui s'y rattachent, correspondant à des découverts momentanés.

Pour rappel : l'évolution de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2009	Variation de l'activité	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de juste valeur <sup>(1)</sup>	Effets de change	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Disponibilités	1 310,4	-29,5	86,6	-	66,1	-3,7	1 429,9
Équivalents de trésorerie	4 304,0	-372,7	5,6	-1,3	20,7	20,6	3 976,9
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>5 614,4</b>	<b>-402,2</b>	<b>92,2</b>	<b>-1,3</b>	<b>86,8</b>	<b>16,9</b>	<b>5 406,8</b>
Trésorerie passive	454,9	-86,0	8,2		11,5	-1,6	387,0
Trésorerie nette	5 159,5	-316,2	84,0	-1,3	75,3	18,5	5 019,8

*(1) Les ajustements de juste valeur sont enregistrés en produits et charges financiers.*

Les **variations de périmètre** proviennent essentiellement dans la Division Eau, des acquisitions des sociétés antérieurement détenues conjointement avec Suez Environnement (43,2 millions d'euros) et de l'acquisition de certaines activités du groupe United Utilities (33,1 millions d'euros).

Les **effets change** résultent essentiellement de l'appréciation du dollar australien et du yuan renminbi face à l'euro pour respectivement 21,9 millions d'euros et 18,1 millions d'euros.

Les **autres mouvements nets** correspondent à hauteur de -14,2 millions au reclassement en « actifs et passifs destinés à la vente » principalement dans la Division Propreté (-12,1 millions d'euros) et à hauteur de 14,7 millions d'euros à la trésorerie d'Énergies Renouvelables suite à la décision d'interrompre le processus de cession lancé en 2009.

Au 31 décembre 2010, les disponibilités sont détenues par la Division Eau à hauteur de 586,1 millions d'euros, la Division Propreté à hauteur de 190,1 millions d'euros, la Division Énergie à hauteur de 266,4 millions d'euros, la Division Transport à hauteur de 207,7 millions d'euros, Veolia Environnement SA à hauteur de 22,9 millions d'euros et certaines filiales (principalement d'assurance) à hauteur de 156,7 millions d'euros.

Les supports d'investissement utilisés par le Groupe sont des OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières), des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et billets de trésorerie ayant une maturité inférieure à trois mois) et des bons monétaires.

Les placements des excédents de trésorerie des autres filiales du Groupe, non remontés au niveau de Veolia Environnement SA, sont gérés dans le cadre des procédures définies par le Groupe. La note 29.3.2 – Gestion du risque de liquidité donne la ventilation par nature des placements.

Au 31 décembre 2010, les équivalents de trésorerie sont détenus essentiellement par Veolia Environnement SA à hauteur de 3 657,9 millions d'euros dont des OPCVM monétaires pour 2 836,1 millions d'euros, des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et billets de trésorerie ayant une maturité inférieure à trois mois) pour 249,0 millions d'euros, des bons monétaires pour 175,3 millions d'euros et des dépôts à terme pour 397,5 millions d'euros. Le traitement comptable des équivalents de trésorerie est celui des actifs à la juste valeur par compte de résultat consolidé sur option. Ces instruments ont une durée de détention comprise entre 1 et 90 jours.

La trésorerie passive est constituée des soldes créditeurs de banques et des intérêts courus et non échus qui s'y rattachent, correspondant à des découverts momentanés.

## Note 16 Capitaux propres

### 16.1 Objectifs, politiques et procédures de gestion du capital

---

Veolia Environnement gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant d'une part à s'assurer un accès aisé aux marchés de capitaux français et internationaux, afin d'investir dans des projets générateurs de valeur, et d'autre part à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires tout en maintenant une notation de crédit supérieure à BBB.

Cette politique a conduit Veolia Environnement à définir un ratio de couverture de dettes ( Endettement Financier Net/ (Capacité d'Autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels)) égal à 3 à fin 2014 +/-5%.

L'Endettement Financier Net représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette.

### 16.2 Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

---

#### 16.2.1 Capital

Le capital est entièrement libéré.

#### Augmentations de capital

En 2009, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 322 millions d'euros à l'occasion du versement de dividendes en actions. Conformément à la décision prise en assemblée générale du 7 mai 2009, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en action du dividende a été retenue à 58 % entraînant la création de 20 111 683 titres représentant un peu plus de 4,25 % du capital et 4,39 % des droits de vote.

En outre en 2009, Veolia a procédé à une augmentation de capital (prime d'émission incluse) réservée aux salariés (PEG) pour un montant de 19,4 millions d'euros (hors frais d'émission). Il n'y a pas eu de décote sur prix d'émission.

De plus Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 0,7 million d'euros suite à l'exercice d'options d'achat.

En 2010, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 79 millions d'euros à l'occasion du versement de dividendes en actions. Conformément à la décision prise en assemblée générale du 7 mai 2010, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en action du dividende s'est traduite par la création de 3 732 018 titres.

De plus, en 2010, Veolia a procédé à une augmentation de capital (prime d'émission incluse) réservée aux adhérents des plans d'épargne de son groupe (PEG) pour un montant de 30 millions d'euros (hors frais d'émission).

En 2011, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 1,2 millions d'euros suite à l'exercice d'options d'achats ou de souscription d'actions.

De plus, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 382,7 millions d'euros (nets de frais d'émission) à l'occasion du versement de dividendes en actions. Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 17 mai 2011, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en action du dividende s'est traduite par la création de 20 462 396 titres.

## **Nombre d'actions émises et valeur nominale**

Il est de 493 630 374 au 31 décembre 2009, de 499 126 367 au 31 décembre 2010, et de 519 652 960 au 31 décembre 2011 (y compris actions d'autocontrôle). La valeur nominale de chaque action est de 5 euros.

## **Capital autorisé non émis**

L'assemblée générale mixte de Veolia Environnement autorise au conseil d'administration en général deux catégories de délégations d'émission : (i) celle, soumise à un plafond global égal à 70 % du capital social au jour de l'assemblée générale au titre des augmentations de capital, et (ii) celle, limitée à 25 % du capital social au jour de la décision d'émettre, permettant l'émission de bons de souscription d'actions à des conditions préférentielles, qui ne peut être mise en œuvre qu'en période d'offre publique. La première catégorie résulte donc en un nombre défini d'actions autorisées mais non-émises, tandis que le nombre d'actions autorisées mais non émises en conformité avec la deuxième catégorie d'autorisation dépendra du nombre d'actions déjà en circulation au jour de la décision. Ces deux catégories d'autorisation, avec les mêmes plafonds respectifs, c'est-à-dire 70 % et 25 %, ont été votées par l'assemblée générale mixte en 2009 et en 2010.

### **Exercice 2009, 2010, 2011**

Exercice 2009 : le nombre d'actions susceptibles d'être émises en vertu des autorisations de la première catégorie s'élevait à 330 803 666 actions sur la base de 472 576 666 actions composant le capital de la Société au 7 mai 2009, jour de l'assemblée générale ayant voté l'autorisation.

Au 31 décembre 2009, 21 022 697 actions ont été émises en vertu des 330 803 666 actions susvisées.

Exercice 2010 : le nombre d'actions susceptibles d'être émises en vertu des autorisations de la première catégorie s'élevait à 345 541 261 actions sur la base de 493 630 374 actions composant le capital de la Société au 7 mai 2010, jour de l'assemblée générale ayant voté l'autorisation.

Au 31 décembre 2010, 5 424 880 actions ont été émises en vertu des 345 541 261 actions susvisées.

Exercice 2011 : le nombre d'actions susceptibles d'être émises en vertu des autorisations de la première catégorie s'élevait à 349 388 456 actions sur la base de 499 126 367 actions composant le capital de la Société au 17 mai 2011, jour de l'assemblée générale mixte annuelle.

Au 31 décembre 2011, 20 462 396 actions ont été émises en vertu des 349 388 456 actions susvisées.

## **16.2.2 Imputation des titres d'autocontrôle sur les capitaux propres**

En 2009, Veolia Environnement a cédé d'une part 109 533 titres remis en paiement dans le cadre d'une opération de croissance externe réalisée par une filiale, pour un montant de 1,9 millions d'euros et d'autre part 138 909 titres dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés ; les titres d'autocontrôle au 31 décembre 2009 sont au nombre de 14 731 592.

En 2010, Veolia Environnement a cédé d'une part 202 597 titres remis en paiement dans le cadre d'une opération de rachat d'une participation minoritaire (croissance externe) réalisée par une filiale, pour un montant de 4,2 millions d'euros et d'autre part 190 092 titres dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés ; les titres d'autocontrôle au 31 décembre 2010 sont au nombre de 14 338 903.

En 2011, Veolia Environnement a cédé 100 976 titres dans le cadre du versement du dividendes en actions ; les titres d'autocontrôle au 31 décembre 2011 sont au nombre de 14 237 927.

## **16.2.3 Plans d'achat ou de souscription d'actions**

En application de la norme IFRS 2, une charge a été constatée au titre des plans octroyés aux salariés pour un montant de 10,9 millions d'euros au 31 décembre 2009, de 4,0 millions d'euros au 31 décembre 2010 et de 1,8 millions d'euros au 31 décembre 2011.

## **16.2.4 Affectation du résultat et dividendes**

En 2011, un dividende de 586,8 millions d'euros a été distribué par Veolia Environnement SA. Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère sur l'exercice 2010 de 581,1 millions d'euros a été affecté à la distribution de ce dividende.

## 16.2.5 Écarts de conversion

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, le montant cumulé des écarts de conversion est négatif de -432,9 millions d'euros (en part du Groupe), dont -51,8 millions d'euros sur le dollar, -385,9 millions d'euros sur la livre sterling, 74 millions d'euros sur la couronne tchèque, et 110,1 millions d'euros sur le renminbi yuan chinois.

Pour l'année 2009, les écarts de conversion d'un montant total de +88,5 millions d'euros (en part du Groupe) proviennent du dollar à hauteur de -57,5 millions d'euros, de la livre sterling à hauteur de +65,8 millions d'euros, du renminbi yuan chinois à hauteur de -85,0 millions d'euros et du dollar australien à hauteur de +60,0 millions d'euros.

Au 31 décembre 2009, le montant cumulé des écarts de conversion est négatif de -344,4 millions d'euros (en part du Groupe), dont -109,3 millions d'euros sur le dollar, -320,1 millions d'euros sur la livre sterling, 81,6 millions d'euros sur la couronne tchèque, et 25,1 millions d'euros sur le renminbi yuan chinois.

Au 31 décembre 2010, le montant cumulé des écarts de conversion est de 23,8 millions d'euros (en part du Groupe).

L'appréciation des écarts de conversion reflète principalement l'appréciation du Renminbi Yuan chinois, du dollar américain et du dollar australien contre l'euro sur l'année 2010. La variation des écarts de conversion est néanmoins significativement limitée par la politique de financement dans la devise locale.

Au 31 décembre 2011, le montant cumulé des écarts de conversion est de 34,9 millions d'euros (en part du Groupe).

L'appréciation des écarts de conversion reflète principalement l'appréciation du Renminbi Yuan chinois (soit +124,2 millions d'euros en part groupe), du dollar américain (soit +33,7 millions d'euros en part groupe) et de la livre sterling (soit +37,3 millions d'euros) contre l'euro sur l'année 2011. La variation des écarts de conversion est néanmoins significativement limitée par la politique de financement dans la devise locale.

### Variation des écarts de conversion (total des capitaux propres attribuables aux Propriétaires de la société mère et aux Participations ne donnant pas le contrôle)

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>Dont attribuables aux propriétaires de la société mère</b>
Écart sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	-259,8	-297,2
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-46,6	-47,2
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	<b>-306,4</b>	<b>-344,4</b>
Écart sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	327,2	180,8
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-159,2	-157,0
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>168,0</b>	<b>23,8</b>
Écart sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	79,1	102,3
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-86,5	-91,2
<b>Variations de l'exercice 2011</b>	<b>-7,4</b>	<b>11,1</b>
Écart sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	406,3	283,1
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-245,7	-248,2
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>160,6</b>	<b>34,9</b>

Le reclassement au compte de résultat consolidé des réserves de conversion s'élève à 34,2 millions d'euros et concerne principalement le métier du Transport (voir note 4).



## Ventilation par devise de la réserve de conversion dans le total des capitaux propres attribuables aux Propriétaires de la société mère

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2010	Variation	Au 31 décembre 2011
Renminbi Yuan chinois	25,1	143,2	124,2	267,4
Couronne tchèque	81,6	95,8	-22,9	72,9
Dollar australien	14,5	81,0	-7,3	73,7
Dollar américain	-109,3	26,6	33,7	60,3
Dollar canadien	4,6	16,4	-6,7	9,7
Couronne slovaque	19,3	16,4	-	16,4
Franc suisse	1,5	8,6	1,7	10,3
Couronne suédoise	12,8	7,2	-6,8	0,4
Couronne norvégienne	-1,8	5,6	-5,4	0,2
Livre sterling	-320,1	-284,1	37,3	-246,8
Dollar de Hong Kong	-5,7	-46,2	-21,4	-67,6
Zloty polonais	-8,7	-21,7	-8,5	-30,2
Leu roumain	-12,4	-13,5	-2,1	-15,6
Won coréen	-27,4	-12,0	4,8	-7,2
Peso mexicain	-7,8	-9,2	-2,7	-11,9
Florin hongrois	-4,8	-7,8	-14,1	-21,9
Autres devises	-5,8	17,5	-92,7	-75,2
<b>TOTAL</b>	<b>-344,4</b>	<b>23,8</b>	<b>11,1</b>	<b>34,9</b>

La variation sur la ligne « autres devises » comprend à hauteur de -85 millions d'euros les conséquences fiscales liées à la revue du planning fiscal du groupe fiscal France (voir note 13).

### 16.2.6 Réserve de juste valeur

Elle ressort, en part du Groupe, à -43,5 millions d'euros au 31 décembre 2009, -34,2 millions d'euros au 31 décembre 2010 et -66,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 et se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	Titres disponibles à la vente	Dérivés de matières premières en couverture de flux de trésorerie	Dérivés de change en couverture de flux de trésorerie	Dérivés de taux en couverture de flux de trésorerie	Total	Dont attribuables aux propriétaires de la société mère
<b>Montant au 31 décembre 2009</b>	<b>12,0</b>	<b>-9,5</b>	<b>4,1</b>	<b>-57,3</b>	<b>-50,7</b>	<b>-43,5</b>
Variation de valeur	5,1	10,1	1,7	7,7	24,6	19,1
Autres variations	-7,0	-0,1	-	-2,0	-9,1	-9,8
<b>Montant au 31 décembre 2010</b>	<b>10,1</b>	<b>0,5</b>	<b>5,8</b>	<b>-51,6</b>	<b>-35,2</b>	<b>-34,2</b>
Variation de valeur	-1,9	-2,0	-1,5	-33,8	-39,2	-34,2
Autres variations	0,6	3,0	-1,2	0,7	3,1	1,7
<b>Montant au 31 décembre 2011</b>	<b>8,8</b>	<b>1,5</b>	<b>3,1</b>	<b>-84,7</b>	<b>-71,3</b>	<b>-66,7</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

Aucun montant significatif n'a été recyclé au compte de résultat consolidé au titre des instruments dérivés de taux de couverture de flux de trésorerie et inscrit en produit (charge) de l'endettement financier.

## 16.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Le détail de la variation des participations ne donnant pas le contrôle figure dans le tableau de variation des capitaux propres.

En 2011, la diminution des participations ne donnant pas le contrôle provient principalement des distributions de dividendes pour -343,9 millions d'euros compensés par le résultat de l'exercice pour 173,2 millions d'euros et les transactions entre actionnaires pour 54,1 millions d'euros.

En 2010, l'augmentation des participations ne donnant pas le contrôle provient des distributions de dividendes pour -233,5 millions d'euros compensés par le résultat de l'exercice pour 290,5 millions d'euros et les différentes augmentations de capital pour 104,8 millions d'euros.

En 2009, l'augmentation des participations ne donnant pas le contrôle provient des distributions de dividendes pour -202,0 millions d'euros compensés par le résultat de l'exercice pour 257,8 millions d'euros et les différentes augmentations de capital pour 149,8 millions d'euros.

## Note 17 Provisions non courantes et provisions courantes

En application de la norme IAS 37 (voir note 1.13) les provisions dont l'échéance est de plus d'un an font l'objet d'une actualisation. Les taux d'actualisation utilisés pour les « provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture » (des centres de stockage de déchets ultimes), constituant l'essentiel des provisions non courantes, ont évolué de la manière suivante :

### Évolution des taux d'actualisation

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Euros</b>			
2 à 5 ans	3,28 %	3,66 %	2,49 %
6 à 10 ans	4,59 %	4,67 %	4,14 %
plus de 10 ans	5,67 %	5,65 %	5,59 %
<b>Dollars américains</b>			
2 à 5 ans	2,72 %	3,56 %	2,24 %
6 à 10 ans	4,35 %	4,75 %	4,67 %
plus de 10 ans	5,74 %	5,95 %	5,92 %
<b>Livres sterling</b>			
2 à 5 ans	3,76 %	4,32 %	2,26 %
6 à 10 ans	5,04 %	5,21 %	4,43 %
plus de 10 ans	5,84 %	5,86 %	5,68 %

La méthodologie de calcul de ces taux d'actualisation est présentée en note 2 Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables Groupe.

L'évolution des provisions non courantes au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Entrée/				Écarts actuariels	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement courant/	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011	
	Au 31 décembre 2010	Dotations de l'exercice	Remboursement/ Consommation de l'exercice	Reprises sans objet							
Provisions pour litiges fiscaux	109,6	14,9	-	-6,5	-	0,1	1,4	-0,2	-32,6	-0,3	86,4
Provisions pour litiges sociaux	9,8	3,1	-	-1,0	-	-	-1,8	-0,0	-0,5	-5,5	4,1
Provisions pour autres litiges	114,6	16,4	-	-12,4	-	0,6	-0,6	0,4	-55,0	-16,5	47,5
Provisions pour engagements contractuels	180,9	179,7	-177,4	-1,8	-	1,4	3,1	0,2	-	92,9	279,0
Provisions pour dépréciation des travaux en cours et pertes sur contrats à LT	205,8	16,2	-	-11,2	-	4,6	-57,1	1,1	-25,1	3,7	138,0
Provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture	615,5	3,5	-	-3,7	-	65,8	-24,5	4,7	-62,0	3,7	603,0
Provisions pour restructuration	1,2	0,5	-	-0,0	-	-0,0	0,8	-0,0	-1,3	-0,6	0,6
Provisions propre assureur	116,8	34,9	-	-12,4	-	1,8	-9,4	0,6	-17,6	-16,0	98,7
Autres provisions	78,9	35,0	-	-3,7	-	1,5	-10,1	-0,3	-11,9	-21,6	67,8
<b>Provisions non courantes hors engagements sociaux</b>	<b>1 433,1</b>	<b>304,2</b>	<b>-177,4</b>	<b>-52,7</b>	<b>-</b>	<b>75,8</b>	<b>-98,2</b>	<b>6,5</b>	<b>-206,0</b>	<b>39,8</b>	<b>1 325,1</b>
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>880,8</b>	<b>103,0</b>	<b>-120,9</b>	<b>-28,2</b>	<b>33,8</b>	<b>22,1</b>	<b>-54,7</b>	<b>3,3</b>	<b>-</b>	<b>-87,2</b>	<b>752,0</b>
<b>PROVISIONS NON COURANTES</b>	<b>2 313,9</b>	<b>407,2</b>	<b>-298,3</b>	<b>-80,9</b>	<b>33,8</b>	<b>97,9</b>	<b>-152,9</b>	<b>9,8</b>	<b>-206,0</b>	<b>-47,4</b>	<b>2 077,1</b>

Les **variations de périmètre** proviennent principalement des effets du partenariat Veolia Transdev (-122,5 millions d'euros - voir note 4) et de la cession de l'activité déchets solides en Belgique de la Division Propreté (-30,5 millions d'euros).

Les **autres mouvements** comprennent essentiellement les reclassements en passifs destinés à la vente des provisions du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie (-146,4 millions d'euros dont 91,7 millions d'euros au titre des engagements sociaux- voir note 4) et l'effet lié à l'interruption du processus de cession des activités au Gabon de la Division Eau (95,2 millions d'euros dont 10,3 millions d'euros au titre des engagements sociaux).

L'évolution des provisions courantes au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Dotations de l'exercice	Reprises de consommation de l'exercice	Reprises sans objet	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement de non courant/ courant	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Provisions pour litiges fiscaux	47,1	43,5	-46,1	-3,4	-2,8	-0,4	32,6	2,5	73,0
Provisions pour litiges sociaux	25,6	16,0	-10,3	-2,2	-5,0	-0,1	0,5	-3,9	20,6
Provisions pour autres litiges	127,5	36,5	-59,6	-34,1	3,4	0,2	55,0	-35,1	93,8
Provisions pour dépréciation des travaux en cours et pertes sur contrats à LT	89,7	18,1	-74,1	-4,1	-10,8	-0,4	27,6	-12,0	34,0
Provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture	99,7	5,9	-49,2	-29,0	1,0	-0,1	62,0	-3,1	87,2
Provisions pour restructuration	13,9	22,0	-9,4	-4,3	-0,4	-0,6	1,3	-1,7	20,8
Provisions propre assureur	101,4	89,1	-88,4	-9,1	-13,5	1,0	17,6	-11,7	86,4
Autres provisions	185,0	111,4	-94,0	-18,9	-17,7	-0,1	9,3	14,0	189,0
<b>PROVISIONS COURANTES</b>	<b>689,9</b>	<b>342,5</b>	<b>-431,1</b>	<b>-105,1</b>	<b>-45,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>205,9</b>	<b>-51,0</b>	<b>604,8</b>

Les **variations de périmètre** proviennent principalement des effets du partenariat Veolia Transdev (-32,8 millions d'euros - voir note 4)

Les **autres mouvements** comprennent essentiellement les reclassements en passifs destinés à la vente des provisions du groupe Veolia Transdev dans le cadre du reclassement en activité non poursuivie (- 43,1 millions d'euros- voir note 4) et l'effet lié à l'interruption du processus de cession des activités au Gabon de la Division Eau (+11,7 millions d'euros).

L'analyse des provisions non courantes et courantes est la suivante :

## Provisions pour litiges

---

Elles incluent l'ensemble des pertes jugées probables afférentes aux litiges de toutes natures (fiscal, social et autres) que Veolia Environnement rencontre dans la conduite de ses affaires.

Les provisions pour litiges s'élevaient à 325,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 434,2 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Les Divisions Eau, Énergie et Propreté contribuent respectivement à hauteur de 162,5 millions d'euros, 58,1 millions d'euros et 58,0 millions d'euros au 31 décembre 2011.

## Provisions pour engagements contractuels

---

Veolia Environnement est généralement soumis à une obligation contractuelle d'entretien et de réparation des installations gérées au titre de contrats de service public. Les frais d'entretien et de réparation en découlant sont analysés conformément à la norme IAS 37 sur les provisions et font l'objet le cas échéant d'un provisionnement sous forme de provisions pour engagements contractuels en cas de retard dans les travaux à réaliser. Ces provisions, pour un montant total de 279,0 millions d'euros, concernent essentiellement les métiers de l'Eau pour 173,7 millions d'euros et ceux de l'Énergie pour 105,3 millions d'euros.

## Provisions pour dépréciation des travaux en cours et pertes sur contrats à long terme

---

Les principales provisions concernent les activités, de la Division Eau, pour 60,0 millions d'euros, et de la Division Propreté pour 102,6 millions d'euros.

## Provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture

---

Cette catégorie regroupe les obligations légales ou contractuelles auxquelles le Groupe est soumis au terme de l'exploitation de sites (principalement provisions pour remise en état de site) et, d'une façon plus générale, les dépenses associées à la conservation de l'environnement telle que définie dans la charte éthique de chaque entité (provision pour risques environnementaux).

L'ensemble de ces provisions s'élève à 690,2 millions d'euros et concernent principalement la Division Propreté pour 617,6 millions d'euros contre 636,8 millions d'euros en 2010 et 610,6 millions d'euros en 2009 et la Division Énergie pour 60,1 millions d'euros en 2011 contre 64,4 millions d'euros en 2010 contre 58,8 millions d'euros en 2009.

L'évolution de ces provisions résulte notamment de la variation des taux et de la désactualisation des provisions dans la Division Propreté, à hauteur de 65,6 millions d'euros.

La décomposition par nature d'obligations est la suivante :

- les **provisions pour remise en état** de site qui couvrent les obligations en matière de coûts de fermeture et post-exploitation à la fermeture de centres de stockage de déchets ultimes que le Groupe exploite et dont il assume la responsabilité, principalement dans la Division Propreté. Ces coûts provisionnels de remise en état de site sont provisionnés au prorata des tonnes de déchets enfouies sur la durée autorisée des installations et s'élèvent fin 2011 à 626,2 millions d'euros dont 583,9 millions d'euros dans la Division Propreté contre 590,6 millions d'euros fin 2010 et 567,2 millions d'euros fin 2009 ;

- les **provisions pour risques environnementaux** à hauteur de 43,1 millions d'euros contre 41,9 millions d'euros en 2010 et 48,2 millions d'euros en 2009 ;
- les **provisions pour démantèlements**, principalement d'usines dans l'Eau, l'Énergie et la Propreté pour 20,9 millions d'euros en 2011 contre 30,2 millions d'euros en 2010 et 15,5 millions d'euros en 2009.

## Provisions propre assureur

Au 31 décembre 2011, elles s'élèvent à 185,1 millions d'euros et proviennent essentiellement de filiales d'assurance et de réassurance du Groupe pour 98,4 millions d'euros, de la Division Énergie pour 43,2 millions d'euros et de la Division Propreté pour 28,6 millions d'euros.

## Autres provisions

Les autres provisions incluent des engagements divers enregistrés au niveau des filiales.

## Provisions pour engagements sociaux

Au 31 décembre 2011, elles ressortent à 752,0 millions d'euros dont 618,5 millions d'euros au titre des provisions pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (soumis à la norme IAS 19 et détaillé en note 31 « Engagements sociaux ») et 133,5 millions d'euros au titre des autres avantages à long terme.

Pour rappel : l'évolution des provisions non courantes au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

(en millions d'euros)	Entrée/		Au			Écart	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement courant/	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
	31 décembre 2009	Dotations de l'exercice	Remboursement/ Consommation de l'exercice	Reprises sans objet	Désactualisation actuariels						
Provisions pour litiges fiscaux	123,3	60,8	-	-8,1	-	0,9	0,5	0,1	-67,4	-0,5	109,6
Provisions pour litiges sociaux	10,7	3,2	-	-2,7	-	-	-	-	-1,5	0,1	9,8
Provisions pour autres litiges	97,9	34,6	-	-6,7	-	1,3	0,1	1,2	-20,2	6,4	114,6
Provisions pour engagements contractuels	267,7	165,2	-161,2	-0,7	-	1,0	2,3	0,1	-	-93,5	180,9
Provisions pour dépréciation des travaux en cours et pertes sur contrats à LT	215,2	59,7	-	-2,0	-	6,7	-	1,1	-68,8	-6,1	205,8
Provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture	607,9	4,6	-	-18,2	-	47,2	-4,7	17,1	-43,4	5,0	615,5
Provisions pour restructuration	0,8	0,7	-	-0,1	-	-	-	-	-0,2	-	1,2
Provisions	112,7	23,2	-	-7,8	-	2,3	-0,1	1,9	-19,4	4,0	116,8

propre assureur											
Autres provisions	76,9	24,6	-	-10,3	-	1,3	3,9	2,8	-9,7	-10,6	78,9
<b>Provisions non courantes hors engagements sociaux</b>	<b>1 513,1</b>	<b>376,6</b>	<b>-161,2</b>	<b>-56,6</b>	<b>-</b>	<b>60,7</b>	<b>2,0</b>	<b>24,3</b>	<b>-230,6</b>	<b>-95,2</b>	<b>1 433,1</b>
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>778,0</b>	<b>87,9</b>	<b>-102,3</b>	<b>-11,8</b>	<b>69,4</b>	<b>33,7</b>	<b>3,2</b>	<b>23,3</b>	<b>-</b>	<b>-0,6</b>	<b>880,8</b>
<b>PROVISIONS NON COURANTES</b>	<b>2 291,1</b>	<b>464,5</b>	<b>-263,5</b>	<b>-68,4</b>	<b>69,4</b>	<b>94,4</b>	<b>5,2</b>	<b>47,6</b>	<b>-230,6</b>	<b>-95,8</b>	<b>2 313,9</b>

Pour rappel : l'évolution des provisions courantes au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Dotation de l'exercice	Consommation de l'exercice	Reprises sans objet	Variation de périmètre de consolidation	Effets de change	Reclassement de non courant / courant	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Provisions pour litiges fiscaux	44,2	17,6	-75,3	-7,3	2,6	0,7	67,4	-2,8	47,1
Provisions pour litiges sociaux	24,5	12,3	-11,3	-2,6	0,1	0,1	1,5	1,0	25,6
Provisions pour autres litiges	116,8	64,1	-60,6	-23,7	-1,5	2,1	20,2	10,1	127,5
Provisions pour dépréciation des travaux en cours et pertes sur contrats à LT	148,4	23,6	-81,0	-14,3	0,6	1,1	68,7	-57,4	89,7
Provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture	78,4	25,8	-34,8	-8,1	-3,1	2,9	43,4	-4,8	99,7
Provisions pour restructuration	8,9	10,1	-3,9	-1,4	-	0,7	0,2	-0,7	13,9
Provisions propre assureur	135,1	99,1	-110,4	-8,3	-	5,0	19,4	-38,5	101,4
Autres provisions	192,9	93,2	-67,1	-20,3	16,5	2,8	9,8	-42,8	185,0
<b>PROVISIONS COURANTES</b>	<b>749,2</b>	<b>345,8</b>	<b>-444,4</b>	<b>-86,0</b>	<b>15,2</b>	<b>15,4</b>	<b>230,6</b>	<b>-135,9</b>	<b>689,9</b>



## Note 18 Dettes financières non courantes et courantes

(en millions d'euros)	Au 31 décembre								
	Non courants			Courants			Total		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
<b>Emprunts obligataires</b>	<b>13 076,2</b>	<b>13 625,7</b>	<b>13 264,5</b>	<b>690,8</b>	<b>17,1</b>	<b>36,9</b>	<b>13 767,0</b>	<b>13 642,8</b>	<b>13 301,4</b>
• dont < 1 an				690,8	17,1	36,9	690,8	17,1	36,9
• dont 2-3 ans	2 400,9	2 004,5	1 045,2				2 400,9	2 004,5	1 045,2
• dont 4-5 ans	2 127,1	2 382,0	2 951,7				2 127,1	2 382,0	2 951,7
• dont > 5 ans	8 548,2	9 239,2	9 267,6				8 548,2	9 239,2	9 267,6
<b>Autres dettes financières</b>	<b>3 630,5</b>	<b>4 270,4</b>	<b>4 382,8</b>	<b>3 251,5</b>	<b>2 810,0</b>	<b>2 946,2</b>	<b>6 882,0</b>	<b>7 080,4</b>	<b>7 329,0</b>
• dont < 1 an				3 251,5	2 810,0	2 946,2	3 251,5	2 810,0	2 946,2
• dont 2-3 ans	1 050,2	1 429,8	1 511,1				1 050,2	1 429,8	1 511,1
• dont 4-5 ans	493,4	572,2	779,7				493,4	572,2	779,7
• dont > 5 ans	2 086,9	2 268,4	2 092,0				2 086,9	2 268,4	2 092,0
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES</b>	<b>16 706,7</b>	<b>17 896,1</b>	<b>17 647,3</b>	<b>3 942,3</b>	<b>2 827,1</b>	<b>2 983,1</b>	<b>20 649,0</b>	<b>20 723,2</b>	<b>20 630,4</b>

### 18.1 Évolution des emprunts obligataires non courants et courants

L'évolution des emprunts obligataires non courants et courants au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Augmentations/ souscriptions	Remboursements	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de valeur <sup>(1)</sup>	Effets de change	Reclassements de non courant/ courant	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Emprunts obligataires non courants	13 625,7	124,5	-194,6	0,0	150,6	63,5	-693,5	-	13 076,2
Emprunts obligataires courants	17,1	-	-20,5	1,1	-	0,6	693,5	-1,0	690,8
<b>TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>	<b>13 642,8</b>	<b>124,5</b>	<b>-215,1</b>	<b>1,1</b>	<b>150,6</b>	<b>64,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>13 767,0</b>

<sup>(1)</sup> Les ajustements de valeur sont enregistrés en produits et charges financiers.

Le traitement comptable des dettes financières non courantes est celui des passifs financiers comptabilisés au coût amorti. Certaines dettes financières taux fixe ont fait l'objet d'opérations de couverture. La comptabilité de couverture de juste valeur a été appliquée à ces opérations.

Les remboursements comprennent essentiellement le rachat de souches obligataires pour un montant en euros de 189 millions d'euros.

Les reclassements non courant/courant correspondent à hauteur de 671,9 millions d'euros à la souche obligataire de maturité février 2012.

La ventilation des emprunts obligataires **non courants** par échéance est la suivante :

(en millions d'euros)	Au	Au	Au	Maturité		
	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011	2 à 3 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Émissions publiques <sup>(a)</sup>	12 511,8	12 836,0	12 264,2	2 194,7	1 994,5	8 075,0
Marché européen <sup>(i)</sup>	11 206,7	11 403,0	10 940,1	1 800,0	1 994,5	7 145,6
Marché américain <sup>(ii)</sup>	1 305,1	1 433,0	1 324,1	394,7	0,0	929,4
Placements privés <sup>(b)</sup>	299,1	324,9	338,8	154,7	104,5	79,6
Emprunt obligataire Three Valleys <sup>(c)</sup>	221,2	228,4	235,5			235,5
Emprunt obligataire Stirling Water Seafield Finance <sup>(d)</sup>	90,7	90,2	89,2	8,2	9,4	71,6
Autres < 50 M€ en 2011	141,7	146,2	148,5	43,3	18,7	86,5
<b>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>	<b>13 264,5</b>	<b>13 625,7</b>	<b>13 076,2</b>	<b>2400,9</b>	<b>2 127,1</b>	<b>8 548,2</b>

<sup>(a)</sup> *Émissions Publiques.*

<sup>(i)</sup> *Marché européen : Au 31 décembre 2011, le montant dans l'état de la situation financière consolidée des émissions obligataires réalisées dans le cadre du programme EMTN s'élève à 11 612,1 millions d'euros dont 10 940,1 millions d'euros à échéance à plus d'un an. L'impact de la réévaluation en juste valeur au titre du risque de taux couvert s'élève à 506,3 millions d'euros à la clôture. Au cours du dernier trimestre 2011, Veolia Environnement a racheté au fil de l'eau 56 millions d'euros de sa souche à maturité mai 2013 coupon 4,875% réduisant le nominal à 500 millions d'euros.*

<sup>(ii)</sup> *Marché américain : Au 31 décembre 2011, l'encours du nominal des obligations émises aux États-Unis le 27 mai 2008 est de 1 228,9 millions d'euros équivalents, et le montant au bilan est de 1 324,1 millions d'euros (dont 32,9 millions d'euros de réévaluation à la juste valeur).*

*Ces émissions obligataires s'élèvent à 1,6 milliard de dollars américains à taux fixe en trois tranches :*

- *tranche 1 à échéance 3 juin 2013 de 490 millions de dollars américains au taux fixe de 5,25 % ; 210 millions de dollars américain ont été racheté au fil de l'eau au cours du dernier trimestre 2011.*
- *tranche 2 à échéance 1<sup>er</sup> juin 2018 de 700 millions de dollars américains au taux fixe de 6 % ;*
- *tranche 3 à échéance 1<sup>er</sup> juin 2038 de 400 millions de dollars américains au taux fixe de 6,75 %.*

<sup>(b)</sup> *Placements privés : Au 31 décembre 2011, le montant au bilan des placements privés réalisés aux États-Unis en 2003 (USPP) s'élève à 338,8 millions d'euros équivalents (dont 21,9 millions d'euros liés aux réévaluations). Ces emprunts obligataires se décomposent en cinq tranches :*

- *tranches A, B, C à échéance 30 janvier 2013, de montants respectifs : 33 millions d'euros (au taux fixe de 5,84 %), 7 millions de livres sterling (au taux fixe de 6,22 %), 147 millions de dollars américains (au taux fixe de 5,78 %) ;*
- *tranche D à échéance 30 janvier 2015 de 125 millions de dollars américains au taux fixe de 6,02 % ;*
- *tranche E à échéance 30 janvier 2018 de 85 millions de dollars américains au taux fixe de 6,31 %.*

<sup>(c)</sup> *Emprunt obligataire VW Central (ex Three Valleys) : L'emprunt obligataire de 200 millions de livres sterling émis par VW Central en Grande-Bretagne (Division Eau) en juillet 2004 au taux facial de 5,875 % est comptabilisé selon la méthode du coût amorti pour un montant de 235,5 millions d'euros équivalents au 31 décembre 2011. L'échéance de l'emprunt est le 13 juillet 2026.*

<sup>(d)</sup> *Emprunt obligataire Stirling Water Seafield Finance : le nominal restant dû au 31 décembre 2011 de l'emprunt obligataire amortissable, émis en 1999 par Stirling Water Seafield Finance (filiale de Veolia Water UK, Division Eau), s'élève à 81,9 millions de livres sterling. Il est comptabilisé selon la méthode du coût amorti pour un montant de 89,2 millions d'euros équivalents au 31 décembre 2011 (part non courante). L'échéance de l'emprunt est le 26 septembre 2026.*

Les principales composantes de la dette obligataire non courante sont les suivantes :

<b>Opération</b> <i>(Toutes les données sont exprimées en millions d’euros)</i>	<b>Date échéance finale</b>	<b>Devise</b>	<b>Nominal</b>	<b>Taux facial</b>	<b>Montant dans l’état de la situation financière consolidée</b>
Série 10	28/05/2013	EUR	500	4,875 %	521
Série 11	28/05/2018	EUR	750	5,375 %	837
Série 12	25/11/2033	EUR	700	6,125 %	695
Série 14	30/06/2015	USD	39	4,690 %	43
Série 15	17/06/2015	EUR	875	1,75 % (indexé sur l’inflation européenne)	987
Série 17	12/02/2016	EUR	900	4,000 %	965
Série 18	11/12/2020	EUR	600	4,375 %	665
Série 21	16/01/2017	EUR	1 140	4,375 %	1 249
Série 23	24/05/2022	EUR	1 000	5,125 %	1 069
Série 24	29/10/2037	GBP	778	6,125 %	803
Série 25	24/04/2014	EUR	1 250	5,250 %	1 279
Série 26	24/04/2019	EUR	750	6,750 %	791
Série 27	29/06/2017	EUR	250	5,700 %	261
Série 28 (OPE)	06/01/2021	EUR	834	4,247 %	775
<b>Total émissions obligataires (EMTN)</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>	<b>10 366</b>	<b>n/a</b>	<b>10 940</b>
Série USD Tranche 1	03/06/2013	USD	379	5,250 %	395
Série USD Tranche 2	01/06/2018	USD	541	6,000 %	591
Série USD Tranche 3	01/06/2038	USD	309	6,750 %	338
<b>Total émissions publiques en dollars</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>	<b>1 229</b>	<b>n/a</b>	<b>1 324</b>
USPP EUR 2013	30/01/2013	EUR	33	5,840 %	32
USPP GBP 2013	30/01/2013	GBP	8	6,220 %	8
USPP USD 2013	30/01/2013	USD	114	5,780 %	114
USPP USD 2015	30/01/2015	USD	97	6,020 %	104
USPP USD 2018	30/01/2018	USD	66	6,310 %	81
<b>Total des placements privés US</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>	<b>318</b>	<b>n/a</b>	<b>339</b>
Emprunt obligataire VW Central (ex Three Valleys)	13/07/2026	GBP	239	5,875 %	235
Emprunt obligataire Stirling Water Seafield Finance	26/09/2026	GBP	98	5,822 %	89
<b>Total principaux emprunts obligataires</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>	<b>12 250</b>	<b>n/a</b>	<b>12 927</b>
<b>Total autres emprunts obligataires</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>		<b>n/a</b>	<b>149</b>
<b>TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES NON COURANTS</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>		<b>N/A</b>	<b>13 076</b>

Pour rappel : L'évolution des emprunts obligataires au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Augmentations/ souscriptions	Remboursements	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de valeur (1)	Effets de change	Reclassements de non courant/ courant	Autres mouvements	Au 31 décembre 2010
Emprunts obligataires non courants	13 264,5	52,4	-1,7	-	174,5	159,1	-23,9	0,8	13 625,7
Emprunts obligataires courants	36,9	-	-41,3	-	-	-3,1	23,9	0,7	17,1
<b>TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>	<b>13 301,4</b>	<b>52,4</b>	<b>-43,0</b>	<b>-</b>	<b>174,5</b>	<b>156,0</b>	<b>-</b>	<b>1,5</b>	<b>13 642,8</b>

(1) Les ajustements de valeur sont enregistrés en produits et charges financiers.

## 18.2 Évolution des autres dettes financières

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Augmentations/ souscriptions	Remboursements	Variation de périmètre de consolidation	Ajustement de valeur (1)	Effets de change	Reclassements de non courant/ courant	Reclassement en passifs destinés à la vente	Autres mouvements	Au 31 décembre 2011
Autres dettes financières non courantes	4 270,4	666,2	-120,4	51,4	1,6	18,4	-1 079,6	-206,1	28,6	3 630,5
Autres dettes financières courantes	2 810,0	385,2	-881,7	50,4	7,0	21,1	1 079,6	-165,4	-54,7	3 251,5
<b>AUTRES DETTES FINANCIERES</b>	<b>7 080,4</b>	<b>1 051,4</b>	<b>-1 002,1</b>	<b>101,8</b>	<b>8,6</b>	<b>39,5</b>	<b>-</b>	<b>-371,5</b>	<b>-26,1</b>	<b>6 882,0</b>

(1) Les ajustements de valeur sont enregistrés en produits et charges financiers.

L'évolution des autres dettes financières non courantes au cours de l'exercice 2011 est la suivante :

Les **augmentations et remboursements** proviennent principalement des tirages sur les dettes projets et sur les crédits syndiqués en zlotys polonais.

Les **variations de périmètre de consolidation** sont essentiellement liés au partenariat Veolia- Transdev (+64,2 millions d'euros- voir note 4)

Les **reclassements non courant/courant** comprennent notamment l'effet lié au refinancement de crédits syndiqués à maturité avril 2012 en avril 2011 pour un montant de 345 millions d'euros (voir note 3).

Les **reclassements en passifs destinés à la vente** comprennent essentiellement les reclassements en passifs destinés à la vente des autres dettes financières du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (- 206,9 millions d'euros-voir note 4).

Les principales composantes des autres **dettes financières non courantes** sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au	Au	Au	Maturité		
	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011	2 à 3 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
BWB et dettes d'entités <i>ad hoc</i> <sup>(a)</sup>	1 344,7	1 334,9	1 325,8	228,9	117,6	979,3
Location financement <sup>(b)</sup>	650,4	571,1	434,5	135,6	78,6	220,3
Crédit syndiqué multidevises <sup>(c)</sup>	305,4	345,5	307,3	307,3	-	-
Delfluent <sup>(d)</sup>	108,4	-	-	-	-	-
Shenzhen <sup>(e)</sup>	99,1	107,8	112,6	11,6	16,7	84,3
Engagements de rachat sur participations ne donnant pas le contrôle (note 1.14.5) <sup>(f)</sup>	95,2	18,1	34,8	28,3	6,5	-
VSA Tecnitalia <sup>(g)</sup>	94,5	76,8	-	-	-	-
Redal <sup>(h)</sup>	92,7	90,4	82,3	19,3	22,9	40,1
Cogevolt <sup>(i)</sup>	91,0	34,7	-	-	-	-
Crédit syndiqué en couronnes tchèques <sup>(j)</sup>	75,4	59,9	-	-	-	-
Glen Water Holding Ltd. <sup>(k)</sup>	75,8	77,5	78,4	4,9	6,0	67,5
VID <sup>(l)</sup>	67,1	78,9	73,8	7,5	10,0	56,3
Autres < 70 M€	1 283,1	1 474,9	1 181,0	306,8	235,1	639,1
<b>AUTRES DETTES FINANCIERES NON COURANTES</b>	<b>4 382,8</b>	<b>4 270,4</b>	<b>3 630,5</b>	<b>1 050,2</b>	<b>493,4</b>	<b>2 086,9</b>

<sup>(a)</sup> *BWB et dettes d'entités ad hoc* : La dette financière non courante Berliner Wasser Betriebe (« BWB »), Division Eau, consolidée proportionnellement à 50 %, se décompose comme suit :

- la dette portée par les sociétés opérationnelles dont l'encours au 31 décembre 2011 s'élève à 1 116,1 millions d'euros contre 1 102,9 millions d'euros au 31 décembre 2010 et 1 088,6 millions d'euros au 31 décembre 2009 ;
- la dette des entités *ad hoc* s'élève à 209,7 millions d'euros contre 232,0 millions d'euros au 31 décembre 2010 et 256,1 millions d'euros au 31 décembre 2009.

<sup>(b)</sup> *Location financement* : Au 31 décembre 2011, les emprunts relatifs à la location financement viennent à échéance entre 2012 et 2031. Les taux d'intérêts sont soit fixes, soit variables (indexés sur l'EONIA, le T4M euro et le TAM euro ou leurs équivalents pour les financements en autres devises).

<sup>(c)</sup> *Crédit syndiqué multidevises* : Ce crédit syndiqué multidevises à échéance 2012, d'un montant de 4 milliards d'euros, a été refinancé par anticipation en avril 2011 par deux crédits syndiqués ; un premier crédit syndiqué multidevises d'un montant de 2,5 milliards d'euros d'une maturité de 5 ans, et un deuxième crédit syndiqué d'un montant de 500 millions d'euros d'une maturité de 3 ans pour des tirages en zlotys polonais, en couronnes tchèques et en florints hongrois. Les deux facilités intègrent deux options d'extension d'une durée d'un an chacune. Au 31 décembre 2011, il est tiré à hauteur de 1 370 milliards de zlotys polonais soit 307,3 millions d'euros équivalents.

<sup>(d)</sup> *Delfluent* : Au 31 décembre 2010, suite à la cession de 29 %, Delfluent n'est plus consolidée par intégration proportionnelle mais par mise en équivalence.

<sup>(e)</sup> *Shenzhen* : Ce financement relatif au contrat de gestion globale de l'eau de la ville de Shenzhen est porté par Beijing Capital VW Invest. Co, consolidée proportionnellement à hauteur de 50 %, soit 112,6 millions d'euros équivalents, au 31 décembre 2011. Il s'agit d'un emprunt en renminbi yuan chinois amortissable, arrivant à échéance en juin 2022 et dont le taux, désormais révisable tous les ans, est fixé à 7,05 % jusqu'à la prochaine échéance en décembre 2012 ;

<sup>(f)</sup> *La hausse des engagements de rachat des minoritaires provient du nouvel engagement consenti par le Groupe lors de l'acquisition de la société SPEC (voir note 32).*

<sup>(g)</sup> *VSA Tecnitalia* : la dette a été reclassée en dette courante.

<sup>(h)</sup> *Redal* : La dette sans recours portée par Redal au Maroc (Division Eau), consolidée en intégration globale en 2008 et désormais consolidée en intégration proportionnelle à 52 %, arrive à échéance le 31 décembre 2022. Elle s'élève à 82,3 millions d'euros au 31 décembre 2011.

<sup>(i)</sup> *Cogevolt* : Cette opération de titrisation de créances futures a été organisée dans le cadre du financement des installations de cogénération de la Division Energie. La dette reflète les paiements restant à effectuer au titre de l'amortissement des créances futures, s'échelonne jusqu'en mai 2012 et a donc été reclassée en dette courante au 31 décembre 2011. Le taux fixe moyen relatif à cette dette est de 5,24 %.

<sup>(j)</sup> *Crédit syndiqué en couronnes tchèques* : Ce crédit syndiqué, arrangé par Komerční Banka, Crédit Lyonnais, et ING Bank au bénéfice de Veolia Environnement, d'un montant de 12 milliards de couronnes tchèques, est venu refinancer en 2005 le crédit syndiqué à 5 ans de 8 milliards de couronnes tchèques négocié en novembre 2003. Il est composé de deux tranches, l'une de 8 milliards de couronnes tchèques échue le 29 juillet 2010, l'autre de 4 milliards de couronnes tchèques, amortissable, à échéance 27 juillet 2012. Au 31 décembre 2011, le montant de ce crédit syndiqué s'élève à 1 milliard de couronnes tchèques soit une contre-valeur de 38,8 millions d'euros et a été reclassé en dette financière courante.

<sup>(k)</sup> *Glen Water* : dette portée par Glen Water Holding Ltd consolidée proportionnellement à 50%, soit 78,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 venant à échéance en décembre 2030, dont le taux est fixé à 6,047%.

<sup>(l)</sup> *VID* : financement porté par V.I.D. Desalination Company Ltd relatif au projet Ashkelon consolidé proportionnellement à 50%, soit 73,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Il s'agit d'un emprunt amortissable à taux fixe 7,75% venant à échéance en 2026.

Le traitement comptable **des dettes financières courantes** est celui des passifs financiers comptabilisés au coût amorti.

Les autres **dettes financières courantes** s'élevaient à 3 251,5 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 2 810,0 millions d'euros en 2010 et 2 946,2 millions d'euros en 2009.

L'évolution des autres dettes financières courantes au cours de l'exercice **2011** s'explique principalement par la dette de 228 millions d'euros envers la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des excédents de trésorerie de Veolia-Transdev placés chez VE SA.

Les **variations de périmètre** proviennent essentiellement du partenariat Veolia Transdev (+150,0 millions d'euros- voir note 4), de la cession des activités en Norvège du Transport (-28,5 millions d'euros), des cessions des activités en Allemagne (-31,9 millions d'euros) et de Digismart (-24,6 millions d'euros) de la division Energie, la cession de l'activité en Norvège de la Division Propreté (-90,7 millions d'euros) et de la dette liée à l'acquisition de 6,9% de Voda ( 79,3 millions d'euros).

Les **reclassements en passifs destinés à la vente** comprennent essentiellement les reclassements en passifs destinés à la vente des autres dettes financières du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivi de cet ensemble (- 134,3 millions d'euros- voir note 4) et de celles de Marine Services (-46,0 millions d'euros) de la Division Propreté.

Au 31 décembre 2011, les dettes financières courantes proviennent principalement de :

- Veolia Environnement SA pour 2 189,4 millions d'euros (dont emprunts obligataires pour 671,9 millions d'euros, billets de trésorerie pour 499,8 millions d'euros, dette liée au programme de titrisation pour 391,3 millions d'euros et intérêts courus sur dettes pour 346 ,7 millions d'euros) ;
- la Division Eau pour 785,8 millions d'euros (dont la société porteuse du contrat de Berlin pour 139,5 millions d'euros et la dette Tianjin pour 123,2 millions d'euros) ;
- la Division Propreté pour 472,3 millions d'euros ;
- la Division Énergie pour 411,3 millions d'euros (dont la part courante du financement de Cogevolt pour 34,7 millions d'euros) ;

La part de ces dettes courantes relatives aux contrats de locations financières du Groupe ressort à 88,7 millions d'euros contre 112,4 millions d'euros au 31 décembre 2010, et 117,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Pour rappel : L'évolution des autres dettes financières au cours de l'exercice 2010 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> 31 décembre 2009	<b>Augmentations/ souscriptions</b>	<b>Remboursements</b>	<b>Variation de périmètre de consolidation</b>	<b>Ajustement de valeur de (1) change</b>	<b>Effets de non courant/</b>	<b>Reclassements non courant/</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>Au</b> 31 décembre 2010
Autres dettes financières non courantes	4 382,8	514,2	-147,0	-43,1	-5,1	103,1	-550,5	16,0	4 270,4
Autres dettes financières courantes	2 946,2	-	-909,8	-25,3	7,9	241,4	550,5	-0,9	2 810,0
<b>AUTRES DETTES FINANCIERES</b>	<b>7 329,0</b>	<b>514,2</b>	<b>-1 056,8</b>	<b>-68,4</b>	<b>2,8</b>	<b>344,5</b>	<b>-</b>	<b>15,1</b>	<b>7 080,4</b>

## 18.3 Ventilation des dettes financières non courantes et courantes par devise

Les principales monnaies d'endettement sont : l'euro, la livre sterling, le dollar américain, le renminbi yuan chinois et le zloty.

La ventilation des dettes financières par devise à l'origine (avant swaps de change) est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2011
Euro	15 444,3	15 385,1	15 420,7
Dollar américain	1 902,9	2 142,9	1 996,2
Livre sterling	1 282,7	1 328,0	1 353,6
Renminbi (yuan chinois)	496,7	632,9	726,7
Zloty polonais	311,2	293,2	338,7
Dirham marocain	166,4	193,4	158,7
Couronne danoise	146,5	159,4	196,0
Shekel israélien	109,1	129,3	144,0
Couronne tchèque	365,2	95,1	68,4
Won coréen	38,4	33,1	26,8
Couronne norvégienne	21,3	19,3	0,0
Autres	345,7	311,5	219,2
<b>DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES</b>	<b>20 630,4</b>	<b>20 723,2</b>	<b>20 649,0</b>

## 18.4 Actifs financés en location financière

Le Groupe a recours à des contrats de location financement pour financer certains actifs corporels d’exploitation et biens immobiliers qui sont inscrits à l’actif de l’état de la situation financière consolidée.

Les actifs financés en **location financière** se répartissent par nature comme suit :

<i>(en millions d’euros)</i>	<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>Actifs incorporels du domaine concédé</b>	<b>Actifs financiers opérationnels</b>	<b>Total</b>
<b>31 décembre 2011</b>	<b>258,4</b>	<b>114,9</b>	<b>220,1</b>	<b>593,4</b>
31 décembre 2010	343,5	131,1	237,0	711,6
31 décembre 2009	381,2	146,2	267,6	795,0

La baisse sur les immobilisations corporelles nettes provient principalement du reclassement en actifs destinés à la vente des immobilisations du groupe Veolia Transdev dans le cadre du passage en activité non poursuivie de cet ensemble (voir note 4).

Au 31 décembre 2011, les paiements minimums futurs au titre de ces contrats se répartissent comme suit :

<i>(en millions d’euros)</i>	<b>Locations financières</b>
inférieur à 1 an	160,9
de 2 à 3 ans	166,0
de 4 à 5 ans	119,7
supérieur à 5 ans	289,2
<b>TOTAL MINIMUM DES PAIEMENTS FUTURS</b>	<b>735,8</b>
Intérêts	190,6
<b>VALEUR ACTUELLE DES PAIEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT</b>	<b>545,2</b>

Les loyers conditionnels ainsi que les revenus de sous-location de la période comptabilisés en compte de résultat consolidé ne sont pas significatifs.



## Note 19 Produit des activités ordinaires

Le Produit des activités ordinaires comme les autres agrégats du compte de résultat n'intègre pas les montants relatifs aux activités non poursuivies, conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » (voir note 25). Il s'agit :

- de l'intégralité du métier Transport en cours de cession (voir note 4) ;
- des activités de l'Eau aux Pays-Bas cédées en décembre 2010 et des activités en Norvège dans la Division Propreté cédées en mars 2011 ;
- des opérations allemandes dans la Division Énergie cédées en mai et en août 2011 ;
- des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) appartenant conjointement à la Division Eau et à la Division Energie, cédées en décembre 2011
- des activités d'éclairage public urbain (société Citelum), appartenant à la Division Energie, en cours de cession ;

Ces montants ont été regroupés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » pour l'exercice 2011 et les exercices 2010 et 2009 présentés en comparatif. (Voir note 25).

Par ailleurs, les activités au Gabon dans l'Eau ainsi que celles d'incinération de Pinellas aux Etats-Unis dans la Division Propreté dont les processus de cession ont été interrompus respectivement au cours du premier semestre et second semestre 2011, sont reclassées en résultat des activités poursuivies.

### Ventilation du produit des activités ordinaires (voir note 1.17)

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Prestations de services	22 659,1	22 161,5	21 514,2
Ventes de biens	2 500,4	2 182,5	1 556,4
Revenus des actifs financiers opérationnels	383,7	380,8	375,5
Construction	4 104,1	4 039,4	4 401,6
<b>PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>29 647,3</b>	<b>28 764,2</b>	<b>27 847,7</b>

Les ventes de biens correspondent essentiellement aux activités de ventes de solutions technologiques de la Division Eau ainsi qu'aux ventes de produits liées aux activités de recyclage de la Division Propreté.

Le Produit des activités ordinaires par secteur opérationnel est présenté en note 42.

## Note 20 Résultat opérationnel

Les éléments constitutifs du résultat opérationnel sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>29 647,3</b>	<b>28 764,2</b>	<b>27 847,7</b>
<b>Coûts des ventes <sup>(1)</sup></b>	<b>-24 919,0</b>	<b>-23 255,0</b>	<b>-22 677,9</b>
dont :			
• pertes de valeur sur goodwill nettes des goodwill négatifs constatés en résultat	-502,8	0,2	-0,9
• pertes de valeur (hors BFR) et provisions	-136,3	-38,7	-94,9
• dépenses de renouvellement	-399,5	-364,0	-360,9
<b>Coûts commerciaux <sup>(1)</sup></b>	<b>-595,1</b>	<b>-574,8</b>	<b>-539,9</b>
<b>Coûts généraux et administratifs <sup>(1)</sup></b>	<b>-3 176,0</b>	<b>-3 139,5</b>	<b>-3 021,1</b>
• frais de Recherche et développement	-111,7	-87,4	-89,3
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>60,0</b>	<b>187,2</b>	<b>180,1</b>
dont :			
• plus ou moins-values de cessions d'actifs financiers	59,9	179,5	170,6
• autres	0,1	7,7	9,5
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>1 017,2</b>	<b>1 982,1</b>	<b>1 788,9</b>

<sup>(1)</sup> Dans le cadre des actions en cours d'amélioration de la productivité, le Groupe a procédé en 2009 à un reclassement de certaines dépenses entre coûts des ventes et frais généraux, administratifs et commerciaux, sans impact sur le résultat opérationnel. L'impact de ce reclassement sur les postes de Coûts des ventes, Coûts commerciaux et Coûts généraux et administratifs est respectivement de 181,1 millions d'euros, -6,9 millions d'euros et -174,2 millions d'euros en 2009

### Détail des plus ou moins values de cession

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Plus-values ou moins-values de cessions industrielles	25,4	27,3	20,4
Plus ou moins-values de cessions financières	59,9	179,5	170,6
<b>Plus ou moins-values de cessions enregistrées en résultat opérationnel</b>	<b>85,3</b>	<b>206,8</b>	<b>191,0</b>
<b>Plus ou moins-values de cessions enregistrées en résultat financier</b>	<b>-2,3</b>	<b>-2,7</b>	<b>-1,1</b>
Plus ou moins-values de cessions industrielles et financières	8,5	15,7	23,8
Plus ou moins-values de cessions sur activités non poursuivies	500,9	57,4	92,4
<b>Plus-values de cessions enregistrées en résultat des activités non poursuivies</b>	<b>509,4</b>	<b>73,1</b>	<b>116,2</b>
<b>TOTAL DES PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>592,4</b>	<b>277,2</b>	<b>306,1</b>

Les plus ou moins-values de cessions sur activités non poursuivies sont détaillées en note 25.

## Détail des pertes de valeur sur goodwill et actifs non courants

Les pertes de valeur constatées dans les comptes au 31 décembre 2011 s'analysent principalement comme suit :

Secteur opérationnel	Pays	Indice de perte de valeur	Taux d'actualisation	Actifs dépréciés	Montant (en millions d'euros)
Energie	Italie	- Crise économique - Non réalisation du budget - Réorganisation, rationalisation et plan de restructuration du nouveau management	7,8%	Goodwill, actifs incorporels et corporels	-242,8
Propreté	Italie	- Incertitude sur l'environnement politique essentiellement régional - Non aboutissement des négociations - Arrêt du refinancement Groupe - Résiliation du contrat de Calabre - Décision de mise en liquidation amiable de la société	7,8%	Goodwill, actifs incorporels et actifs financiers opérationnels	-169,6
Eau	Italie	- Incertitude réglementaire - Demande de résiliation du contrat de Calabre	8,5% (1)	Goodwill, actifs incorporels et du domaine concédé	-75,5
Eau	Portugal	- Crise économique et financière			
Energie	Espagne	- Changement de réglementation sur le solaire - Crise économique et financière	8,4%	Goodwill, Actifs incorporels	-20,4
<b>Sous total</b>	<b>Zone Europe du Sud</b>				<b>-519,5</b>
Eau	Maroc	Conclusions préliminaires de la Commission d'Audit	9,1%	Goodwill, Actifs incorporels	-59,0
Energie	Etats-Unis	- Réduction du potentiel de développement	6,6%	Goodwill	-153,1
Propreté	Etats-Unis	- Contexte économique dans le Golfe du Mexique.	6,6%	Actifs corporels	-26,3
Propreté/Energie	France	- Echec des négociations avec le client	6,6%	Actifs incorporels du domaine concédé	-25,3
<b>Pertes de valeur</b>					<b>-783,2</b>

(1) le taux d'actualisation est le taux de l'unité génératrice de trésorerie Europe du Sud regroupant ces deux pays.

## Détail des amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnelles

Le montant des amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnelles de l'exercice 2011 inclus dans le résultat opérationnel se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Dotations	Reprises	Au	Au	Au
			31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>DOTATIONS NETTES DE REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS OPERATIONNELLES</b>	<b>-2 723,4</b>	<b>1 022,5</b>	<b>-1 700,9</b>	<b>-1 553,8</b>	<b>-1 629,8</b>
<b>Amortissements</b>	<b>-1 552,4</b>	<b>2,9</b>	<b>-1 549,5</b>	<b>-1 475,2</b>	<b>-1 516,3</b>
Actifs corporels	-1 054,9	2,9	-1 052,0	-1 021,5	-1 085,7
Actifs incorporels	-497,5	-	-497,5	-453,7	-430,6
<b>Pertes de valeur</b>	<b>-559,6</b>	<b>239,8</b>	<b>-319,8</b>	<b>-80,5</b>	<b>-152,1</b>
Actifs corporels	-112,7	9,4	-103,3	-19,5	-5,6
Actifs incorporels et Actifs financiers opérationnels	-221,0	7,7	-213,3	-25,5	-74,9
Stocks	-28,4	41,7	13,3	-6,1	1,1
Créances clients	-184,7	165,8	-18,9	-34,4	-58,8
Autres créances d'exploitation et hors exploitation	-12,8	15,2	2,4	5,0	-13,9
<b>Provisions courantes et non courantes opérationnelles</b>	<b>-611,4</b>	<b>779,8</b>	<b>168,4</b>	<b>1,9</b>	<b>38,6</b>
Provisions opérationnelles non courantes	-348,0	337,0	-11,0	-107,0	-14,6
Provisions opérationnelles courantes	-263,4	442,8	179,4	108,9	53,2
<b>PERTES DE VALEUR ET EFFETS DES CESSIONS SUR LES GOODWILL ET GOODWILL NEGATIF CONSTATES EN RESULTAT</b>			<b>-502,8</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,9</b>
<b>AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR OPERATIONNELS</b>			<b>-2 203,7</b>	<b>-1 553,6</b>	<b>-1 630,7</b>

Les amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnelles au tableau consolidé des flux de trésorerie incluent les amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnelles reclassés en résultat des activités non poursuivies pour -648,1 millions d'euros en 2011, -367,6 millions d'euros en 2010, -284,7 millions d'euros en 2009. Les pertes de valeurs sur stocks et créances sont incluses dans la variation du besoin en fonds de roulement au tableau des flux de trésorerie.

**Pour rappel :** Avant retraitement de la totalité du métier Transport, des activités de la société Proxiserve appartenant conjointement à la Division Eau et à la Division Energie, des activités de la société Citelum appartenant à la Division Energie et de la suspension du processus de cession des activités au Gabon de la Division Eau et de celles d'incinération de Pinellas aux Etats-Unis dans la Division Propreté, le montant publié des amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnelles des exercices 2010 et 2009 inclus dans le résultat opérationnel se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Dotations	Reprises	Au	Au
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>DOTATIONS NETTES DE REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS OPERATIONNELLES</b>	<b>-2 773,8</b>	<b>1 026,6</b>	<b>-1 747,2</b>	<b>-1 820,9</b>
<b>Amortissements</b>	<b>-1 731,5</b>	<b>14,4</b>	<b>-1 717,1</b>	<b>-1 748,9</b>
Actifs corporels	-1 277,6	14,4	-1 263,2	-1 320,8
Actifs incorporels	-453,9	-	-453,9	-428,1
<b>Pertes de valeur</b>	<b>-262,1</b>	<b>177,6</b>	<b>-84,5</b>	<b>-161,6</b>
Actifs corporels	-24,2	4,4	-19,8	-5,9
Actifs incorporels et Actifs financiers opérationnels	-31,4	2,1	-29,3	-74,8
Stocks	-44,5	37,6	-6,9	1,2
Créances clients	-147,3	114,8	-32,5	-68,2
Autres créances d'exploitation et hors exploitation	-14,7	18,7	4,0	-13,9
<b>Provisions courantes et non courantes opérationnelles</b>	<b>-780,2</b>	<b>834,6</b>	<b>54,4</b>	<b>89,6</b>
Provisions opérationnelles non courantes	-442,0	321,1	-120,9	-7,3
Provisions opérationnelles courantes	-338,2	513,5	175,3	96,9
<b>PERTES DE VALEUR ET EFFETS DES CESSIONS SUR LES GOODWILL ET GOODWILL NEGATIF CONSTATES EN RESULTAT</b>			<b>-25,9</b>	<b>-6,3</b>
<b>AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR OPERATIONNELS</b>			<b>-1 773,1</b>	<b>-1 827,2</b>

(en millions d'euros)

Au

Au

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Perte de valeur sur goodwill de l'UGT Transport « Suède, Norvège, Finlande »	-21,1	-
Autres	-4,8	-6,3
<b>PERTES DE VALEUR SUR GOODWILL ET GOODWILL NEGATIF CONSTATES EN RESULTAT PRESENTES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE EN COUTS DES VENTES</b>	<b>-25,9</b>	<b>-6,3</b>

## Coûts de restructuration

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Charges de restructuration	-6,2	-16,8	-33,6
Dotations nettes de reprises aux provisions sur restructurations	-7,8	-5,1	11,7
<b>COUTS DE RESTRUCTURATION</b>	<b>-14,0</b>	<b>-21,9</b>	<b>-21,9</b>

## Charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Frais de personnel	-7 983,9	-7 545,1	-7 436,6
Participation et intéressement	-154,0	-152,4	-140,4
Rémunérations en actions (IFRS 2)	-1,6	-3,2	-9,6
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>-8 139,5</b>	<b>-7 700,7</b>	<b>-7 586,6</b>

Les frais liés aux rémunérations en actions IFRS 2 au titre de l'exercice 2011 (-1,6 millions d'euros) sont liés exclusivement aux programmes de stock-options des années 2010, 2007 et 2006. En 2010, un nouveau plan d'options d'achat ou de souscription d'actions a été octroyé. Les modalités sont détaillées en note 31.

## Frais de Recherche et développement

Ils s'élevaient respectivement à 111,7 millions d'euros, 87,4 millions d'euros, 89,3 millions d'euros pour les exercices clos aux 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

## Note 21 Coût de l'endettement financier

Le détail des produits et charges constitutifs du coût de l'endettement financier est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Produits	113,1	92,7	92,1
Charges	-861,5	-851,6	-817,5
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER</b>	<b>-748,4</b>	<b>-758,9</b>	<b>-725,4</b>

Les charges et produits de l'endettement financier sont représentatifs du coût de la dette financière diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. En outre, le coût de l'endettement inclut le résultat des dérivés qui sont affectés à la dette qu'ils soient qualifiés ou non comptablement de couverture.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à -748,4 millions d'euros en 2011 contre -758,9 millions d'euros en 2010. Cette évolution s'explique par la hausse du taux de financement (défini comme le coût de l'endettement financier net hors variations de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies), qui passe de 5,09 % en 2010 à 5,39% en 2011 principalement lié à :

- la hausse de la trésorerie moyenne faiblement rémunérée,
- la hausse des taux courts sur la part variable de la dette,
- le coût du rachat de la souche obligataire dollar 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Passifs financiers évalués selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif	-948,5	-938,4	-903,5
Commissions liées à des lignes de crédit non tirées	-10,0	-6,4	-4,6
<b>Charges sur l'endettement</b>	<b>-958,5</b>	<b>-944,8</b>	<b>-908,1</b>
<b>Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur) *</b>	<b>85,1</b>	<b>57,0</b>	<b>71,4</b>
<b>Résultat sur instruments dérivés et relations de couverture et autres</b>	<b>125,0</b>	<b>128,9</b>	<b>111,3</b>
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER</b>	<b>-748,4</b>	<b>-758,9</b>	<b>-725,4</b>

\* Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Le « Résultat sur instruments dérivés et relations de couverture et autres » comprend principalement au 31 décembre 2011 les éléments suivants :

- des produits d'intérêts nets sur les relations de couverture (juste valeur et flux de trésorerie) pour +164,0 millions d'euros, compte tenu de la baisse des taux constatée sur l'exercice 2011 ;
- les charges de désactualisation liées aux engagements de rachat sur participations ne donnant pas le contrôle pour -7,6 millions d'euros ;
- les résultats sur instruments dérivés non éligibles au traitement de couverture pour -21,9 millions d'euros principalement sur des instruments dérivés de change.

Par ailleurs, la charge relative à l'inefficacité des relations de couverture d'investissement net en devise et de couverture de flux de trésorerie n'est pas significative en 2011.

Les produits d'intérêts pour les instruments évalués selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (comprenant les produits d'intérêts comptabilisés en résultat opérationnel et ceux en autres produits et charges financiers) s'élèvent à 400,9 millions d'euros au 31 décembre 2011, contre 401,1 millions d'euros au 31 décembre 2010 et 412,6 millions d'euros au 31 décembre 2009.

## Note 22 Autres revenus et charges financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Gains nets/Pertes nettes sur les prêts et créances <sup>(1)</sup>	15,8	5,3	11,7
Résultats sur actifs disponibles à la vente <sup>(2)</sup>	4,5	-1,4	7,0
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par le résultat	0,0	-17,9	-17,2
Désactualisation des provisions	-58,5	-66,9	-71,8
Résultat de change	-8,4	-0,1	3,5
Autres	-9,7	-21,5	-16,4
<b>AUTRES REVENUS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>-56,3</b>	<b>-102,5</b>	<b>-83,2</b>

<sup>(1)</sup> Comprend des dépréciations de valeur pour -7,4 millions d'euros en 2011 contre -13,4 millions d'euros en 2010 et -11,8 millions d'euros en 2009.

<sup>(2)</sup> Dont dividendes reçus pour 4,0 millions d'euros en 2011 contre 6,0 millions d'euros en 2010 et 8,0 millions d'euros en 2009.

## Note 23 Impôts sur le résultat

### Analyse de la charge fiscale

Les éléments de la charge fiscale sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Charge/produit fiscal(e) courant(e)</b>	<b>-325,9</b>	<b>-330,6</b>	<b>-241,3</b>
France	-63,7	-73,7	-36,8
Autres pays	-262,2	-256,9	-204,5
<b>Charge/produit fiscal(e) différé(e)</b>	<b>-213,1</b>	<b>11,6</b>	<b>43,5</b>
France	-69,8	-15,2	7,6
Autres pays	-143,3	26,8	35,9
<b>TOTAL DE LA CHARGE FISCALE</b>	<b>-539,0</b>	<b>-319,0</b>	<b>-197,8</b>

Certaines filiales françaises ont opté pour le groupe d'intégration fiscale constitué par Veolia Environnement (convention d'une durée de cinq ans, renouvelée en 2011). Veolia Environnement est seule redevable envers le Trésor Public français de l'impôt courant sur les sociétés calculé sur la base de la déclaration fiscale d'ensemble. L'économie d'impôt susceptible d'en résulter est acquise à Veolia Environnement, société intégrante.

En 2006, le groupe fiscal américain a été restructuré. Cette opération est toujours en cours de revue par l'administration fiscale américaine (voir notes 13 et 36).

Par ailleurs, dans le cadre du rapprochement entre Veolia Transport et Transdev, les filiales françaises de la Division Transport sont sorties du groupe d'intégration fiscale Veolia Environnement au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et les filiales américaines sont sorties courant 2010 du groupe d'intégration fiscal américain.

Le Groupe supporte au 31 décembre 2011 une charge nette d'impôt sur les résultats de -539 millions d'euros contre -319 millions d'euros au 31 décembre 2010. La charge d'impôt 2011 comprend -75 millions d'euros liés à la révision des prévisions en France et -138 millions d'euros liés aux conséquences estimées des changements de périmètre envisagés sur le groupe fiscal américain.

## Rapprochement des taux d'imposition

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Résultat net des activités poursuivies (a)	-314,2	819,7	791,2
Résultat des entreprises associées (b)	12,3	18,0	8,7
Impôts sur le résultat (c)	-539,0	-319,0	-197,8
Résultat des activités poursuivies avant impôts (d) = (a)-(b)-(c)	212,5	1 120,7	980,3
<b>Taux d'imposition apparent (c)/(d)</b>	<b>253,65%</b>	<b>28,46%</b>	<b>20,18%</b>
<b>Taux d'imposition théorique <sup>(1)</sup></b>	<b>34,43%</b>	<b>34,43 %</b>	<b>34,43 %</b>
Pertes de valeurs nettes sur goodwill non déductibles <sup>(2)</sup>	61,88%	0,26%	0,02%
Différences de taux <sup>(2)</sup>	-40,85%	-9,49%	-3,35%
Plus et moins-values de cession	-15,06%	-1,81%	-7,32%
Dividendes	17,04%	2,77%	4,77%
Impôts sans base	24,19%	1,43%	1,40%
Visibilité fiscale <sup>(2)</sup>	187,49%	4,53%	-10,18%
Autres différences permanentes	-15,47%	-3,66%	0,41%
<b>TAUX D'IMPOSITION REEL</b>	<b>253,65%</b>	<b>28,46%</b>	<b>20,18%</b>

<sup>(1)</sup> Le taux d'imposition indiqué est le taux d'impôt légal français hors contribution exceptionnelle applicable pour 2011 et 2012.

<sup>(2)</sup> Les principaux éléments de rapprochement correspondent :

- aux différences de taux liées à la présence du Groupe dans des pays où les taux d'imposition sont différents du taux théorique ;
- à la visibilité fiscale qui regroupe principalement le boni d'intégration fiscale et les pertes de valeur sur impôts différés actifs ;
- aux pertes de valeurs nettes sur goodwill non déductibles.

Pour rappel, le taux apparent sur l'exercice 2010 provenait principalement :

- de l'activation d'une très faible part du déficit fiscal de l'exercice du groupe fiscal Veolia Environnement ;
- d'une activation sur le groupe fiscal américain inférieure à celle de l'exercice 2009 ;
- et ce, malgré un niveau de plus-values faiblement imposées toujours significatif.

Pour rappel, le taux apparent sur l'exercice 2009 bénéficiait de plus-values de cession faiblement imposées et d'une activation complémentaire des déficits aux États-Unis pour 43 millions d'euros.

## Note 24 Résultats des entreprises associées

Il passe de 18,0 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 12,3 millions d'euros au 31 décembre 2011 (voir note 9).



## Note 25 Actifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies ou cédées

### Activités non poursuivies

Dans le compte de résultat consolidé présenté en comparatif, les résultats des activités cédées ou en cours de cession, ont été reclassés ligne par ligne sur le poste « Résultat net des activités non poursuivies ». Il s'agit :

- de l'intégralité du métier Transport en cours de cession (voir note 4 « opération Veolia Transdev ») ;
- des activités de l'Eau aux Pays-Bas cédées en décembre 2010 pour un prix, en valeur d'entreprise, de 118 millions d'euros et des activités en Norvège dans le secteur de la Propreté cédées en mars 2011 ;
- des opérations allemandes dans le secteur de l'Energie cédées en mai 2011 et en août 2011 ;
- des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) appartenant conjointement à la Division Eau et à la Division Energie, cédées en décembre 2011 pour un prix de 118 millions d'euros en valeur d'entreprise ;
- des activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Energie en cours de cession.

Par ailleurs, les activités au Gabon dans l'Eau ainsi que celles d'incinération de Pinellas aux Etats-Unis dans la Division Propreté dont les processus de cession ont été interrompus respectivement au cours du premier semestre et du second semestre 2011, sont reclassées en résultat des activités poursuivies.

L'évolution du résultat net des activités non poursuivies est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat des activités non poursuivies	-503,3	63,8	3,6
Résultat de cession	500,9	-32,2	92,4
Effets fiscaux	-	-2,3	-70,4
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>-2,4</b>	<b>29,3</b>	<b>25,6</b>

Au 31 décembre 2011, le résultat net des activités non poursuivies par Division se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	Eau	Énergie	Propreté	Transport	Total
Résultat des activités non poursuivies	0,9	-5,2	-0,3	-498,7 <sup>(1)</sup>	-503,3
Résultat de cession	1,8	-6,1	62,2	443,0	500,9
Effets fiscaux	-	-	-	-	-
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>2,7</b>	<b>-11,3</b>	<b>61,9</b>	<b>-55,7</b>	<b>-2,4</b>

<sup>(1)</sup> y compris perte de valeur sur goodwill de -440,0 millions d'euros- voir notes 4 et 5.

Les principaux indicateurs du compte de résultat consolidé au 31 décembre 2011 des activités non poursuivies par Division sont les suivants :

(en millions d'euros)	Eau	Énergie	Propreté	Transport	Total
Produit des activités ordinaires	131,9	448,7	-	4 259,0	4 839,6
Résultat opérationnel	4,8	6,5	-	-449,0 <sup>(1)</sup>	-437,7
Éléments financiers	-0,9	-5,7	-0,3	-40,4	-47,3
Charge d'impôts sur les sociétés	-3,2	-6,3	-	-9,8	-19,3
Résultats des entreprises associées	0,2	0,3	-	0,5	1,0
<b>RESULTAT DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>0,9</b>	<b>-5,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-498,7</b>	<b>-503,3</b>

<sup>(1)</sup> y compris perte de valeur sur goodwill de -440,0 millions d'euros- voir notes 4 et 5.

Par ailleurs, la décision de suspendre les processus de cession des activités au Gabon dans l'Eau et de celles d'incinération de Pinellas aux Etats-Unis dans la Division Propreté conduit à inclure ses résultats en « résultat des activités poursuivies » sur 2011. Les principaux indicateurs inclus en résultat des activités non poursuivies au titre de 2010 et 2009 étaient les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Produit des activités ordinaires	260,4	218,6
Résultat opérationnel	29,4	9,4
Éléments financiers	-4,0	-4,5
Charge d'impôts sur les sociétés	-10,1	-2,6
Résultats des entreprises associées	-	-
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES EAU AU GABON</b>	<b>15,3</b>	<b>2,3</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Produit des activités ordinaires	25,0	35,4
Résultat opérationnel	-2,0	-8,8
Éléments financiers	-0,1	-0,1
Charge d'impôts sur les sociétés	-	-
Résultats des entreprises associées	-	-
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES D'INCINERATION DE PINELLAS</b>	<b>-2,1</b>	<b>-8,9</b>

Au **31 décembre 2010**, le résultat net des activités non poursuivies par Division se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Eau</b>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Total</b>
Résultat des activités non poursuivies	0,6	10,0	11,5	41,7	63,8
Plus ou moins-values de cession	-3,2	-56,2	56,5	-29,3	-32,2
Effets fiscaux	5,0	-	-7,3	-	-2,3
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>2,4</b>	<b>-46,2</b>	<b>60,7</b>	<b>12,4</b>	<b>29,3</b>

Les principaux indicateurs du compte de résultat consolidé au **31 décembre 2010** des activités non poursuivies par Division sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Eau</b>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Total</b>
Produit des activités ordinaires	157,1	462,5	408,5	5 822,4	6 850,5
Résultat opérationnel	12,7	18,3	23,5	106,5	161,0
Éléments financiers	-10,6	-2,7	-3,7	-44,5	-61,5
Charge d'impôts sur les sociétés	-1,6	-5,7	-8,3	-20,6	-36,2
Résultats des entreprises associées	0,1	0,1	-	0,3	0,5
<b>RESULTAT DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>0,6</b>	<b>10,0</b>	<b>11,5</b>	<b>41,7</b>	<b>63,8</b>

Le résultat net des activités non poursuivies par Division au **31 décembre 2009** se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Eau</b>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Total</b>
Résultat des activités non poursuivies	3,0	11,5	8,5	-19,4	3,6
Plus ou moins-values de cession	-	-	134,6	-42,2	92,4
Effets fiscaux	-	-	-70,4	-	-70,4
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>3,0</b>	<b>11,5</b>	<b>72,7</b>	<b>-61,6</b>	<b>25,6</b>

Les principaux indicateurs du compte de résultat consolidé au **31 décembre 2009** des activités non poursuivies par Division sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Eau</b>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Total</b>
Produit des activités ordinaires	154,1	414,5	432,8	6 108,4	7 109,8
Résultat opérationnel	14,4	21,6	13,2	108,6	157,8
Éléments financiers	-9,8	-4,6	-4,0	-75,1	-93,5
Charge d'impôts sur les sociétés	-1,8	-5,7	-0,8	-42,7	-51,0
Résultats des entreprises associées	0,2	0,2	0,1	-10,2	-9,7
<b>RESULTAT DES ACTIVITES NON POURSUIVIES</b>	<b>3,0</b>	<b>11,5</b>	<b>8,5</b>	<b>-19,4</b>	<b>3,6</b>

## Actifs et passifs destinés à la vente

Les actifs et passifs liés aux activités en cours de cession sont présentés séparément sur l'état de la situation financière consolidée du Groupe pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Actifs destinés à la vente	3 256,5	805,6	722,6
Passifs destinés à la vente	2 012,8	386,8	309,4

Au 31 décembre 2011, les actifs et passifs classés comme destinés à la vente concernent principalement ceux du groupe Veolia Transdev (voir note 4), ceux de la société Citelum de la Division Energie et ceux de Marine Services de la division Propreté, dans le cadre de la politique de recentrage du Groupe annoncée le 6 décembre 2011.

Au 31 décembre 2010, les actifs et passifs classés comme destinés à la vente concernent principalement les activités au Gabon de la Division Eau et les activités en Norvège de la Division Propreté, cédés en 2011.

Au 31 décembre 2009, les actifs et passifs classés comme destinés à la vente concernaient certaines filiales françaises détenues conjointement avec Suez Environnement, les activités d'Energies renouvelables, l'activité Transport au Royaume Uni et les activités de Dalkia Usti (République Tchèque).

**En 2011**, les principales catégories d'actifs et de passifs par Division, classés en actifs destinés à la vente sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Total</b>
<b>Actif</b>				
Actifs non courants	90,5	89,2	1 836,6	2 016,3
Actifs courants	226,0	20,8	809,5	1 056,3
Trésorerie et équivalents	32,1		151,8	183,9
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>348,6</b>	<b>110,0</b>	<b>2 797,9</b>	<b>3 256,5</b>
<b>Passif</b>				
Passifs non courants	14,8	-	633,5	648,3
Passifs courants	169,5	52,7	1 142,3	1 364,5
<b>PASSIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>184,3</b>	<b>52,7</b>	<b>1 775,8</b>	<b>2 012,8</b>

En 2010, les principales catégories d'actifs et de passifs par Division, classés en actifs destinés à la vente sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Eau</b>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Total</b>
<b>Actif</b>					
Actifs non courants	237,6	92,8	189,4	32,2	552,0
Actifs courants	85,8	13,5	97,7	25,8	222,8
Trésorerie et équivalents	3,0	0,2	12,1	15,5	30,8
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>326,4</b>	<b>106,5</b>	<b>299,2</b>	<b>73,5</b>	<b>805,6</b>
<b>Passif</b>					
Passifs non courants	124,4	1,1	14,8	9,9	150,2
Passifs courants	125,5	13,5	67,6	30,0	236,6
<b>PASSIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>249,9</b>	<b>14,6</b>	<b>82,4</b>	<b>39,9</b>	<b>386,8</b>

En 2009, les principales catégories d'actifs et de passifs par Division, classés en actifs destinés à la vente sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Eau</b>	<b>Énergie</b>	<b>Propreté</b>	<b>Transport</b>	<b>Énergies renouvelables</b>	<b>Total</b>
<b>Actif</b>						
Actifs non courants	173,6	78,3	77,8	63,0	67,8	460,5
Actifs courants	102,1	10,8	37,4	20,2	66,0	236,5
Trésorerie et équivalents	6,8	1,5	1,3	1,3	14,7	25,6
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>282,5</b>	<b>90,6</b>	<b>116,5</b>	<b>84,5</b>	<b>148,5</b>	<b>722,6</b>
<b>Passif</b>						
Passifs non courants	43,2	12,5	3,7	7,1	17,7	84,2
Passifs courants	106,6	5,3	49,6	26,3	37,4	225,2
<b>PASSIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>149,8</b>	<b>17,8</b>	<b>53,3</b>	<b>33,4</b>	<b>55,1</b>	<b>309,4</b>

## Note 26 Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

La part du résultat revenant aux participations ne donnant pas le contrôle représente 173,2 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 290,5 millions d'euros au 31 décembre 2010 et 257,8 millions d'euros au 31 décembre 2009.

La variation du résultat net revenant aux participations ne donnant pas le contrôle de Veolia Energie s'explique principalement par les dépréciations constatées sur l'Italie et l'Espagne en 2011 (voir note 20).

La ventilation des participations ne donnant pas le contrôle par Division est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Veolia Eau <sup>(a)</sup>	131,9	147,4	144,7
Veolia Propreté	35,1	16,5	4,7
Veolia Énergie <sup>(b)</sup>	-5,6	118,9	97,9
Veolia Transport	7,6	2,1	6,6
Autres	4,2	5,6	3,9
<b>PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE</b>	<b>173,2</b>	<b>290,5</b>	<b>257,8</b>

<sup>(a)</sup> Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle en Allemagne (Eaux de Berlin et Stadtwerke de Braunschweig) : 96,4 millions d'euros en 2009 et 79,4 millions d'euros en 2010 et 83,7 millions d'euros en 2011.

<sup>(b)</sup> Dont quote-part EDF dans Dalkia Holding, 63,1 millions d'euros en 2009 et 73,9 millions d'euros en 2010 et -38,9 millions d'euros en 2011.

## Note 27 Résultats nets par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l’exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires en circulation au cours de l’exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l’exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires en circulation au cours de l’exercice, augmenté du nombre moyen pondéré d’actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion en actions ordinaires, de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action, pour l’ensemble des activités.

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Calcul du nombre moyen d’actions ordinaires</b> (en millions de titres)	496,3	481,9	472,4
Nombre moyen d’actions ordinaires pour le calcul du résultat net par action non dilué	496,3	481,9	472,4
Actions théoriques supplémentaires issues des plans d’achat ou de souscription d’actions			
<b>Nombre moyen d’actions ordinaires pour le calcul du résultat net par action dilué</b> (en millions de titres)	<b>496,3</b>	<b>481,9</b>	<b>472,4</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action</b> (en millions d’euros)			
Résultat net part du Groupe	-489,8	558,5	559,0
Résultat net part du Groupe par action :			
Non dilué	-0,99	1,16	1,18
Dilué	-0,99	1,16	1,18
<b>Résultat net part du Groupe des activités non poursuivies par action</b> (en millions d’euros)			
Résultat net part du Groupe des activités non poursuivies	-6,9	41,4	13,7
Résultat net part du Groupe des activités non poursuivies par action :			
Non dilué	-0,02	0,09	0,03
Dilué	-0,02	0,09	0,03
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION</b> (en millions d’euros)			
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	-482,9	517,1	545,3
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action :			
Non dilué	-0,97	1,07	1,15
Dilué	-0,97	1,07	1,15

Les seuls instruments potentiellement dilutifs reconnus par Veolia Environnement sont les options d’achat ou de souscription d’actions qui sont présentées en note 31.

## Note 28 Informations complémentaires relatives à la juste valeur d'actifs et passifs financiers (hors dérivés)

Les principes de détermination des justes valeurs sont présentés en note 1.26.

### 28.1 Actifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs financiers du Groupe, selon la méthode décrite à la note 1.26, aux 31 décembre 2011, 2010 et 2009 :

		Au 31 décembre 2011								
		Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Catégories d'actifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur			
			Actifs disponibles à la vente		Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
(en millions d'euros)	Note	Total								
Titres de participations non consolidés	10	106,3	106,3				106,3	2,8	103,5	
Actifs financiers opérationnels courants et non courants	11	5 445,3		5 445,3			5 389,6		5 389,6	
Autres actifs financiers non courants	12	736,5	42,3	694,2			736,5		736,5	
Créances clients	14	8 492,9		8 492,9			8 492,9		8 492,9	
Autres créances d'exploitation courantes	14	804,8		804,8			804,8		804,8	
Autres actifs financiers courants	12	114,6	11,8	102,8			114,6		114,6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	5 723,9			5 723,9		5 723,9	3 287,7	2 436,2	
<b>TOTAL</b>		<b>21 424,3</b>	<b>160,4</b>	<b>15 540,0</b>	<b>5 723,9</b>	<b>21 368,6</b>	<b>3 290,5</b>	<b>18 078,1</b>		

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de niveau 2 sont principalement composés de titres de créances négociables et de dépôts à terme.

Au 31 décembre 2010									
		Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Catégories d'actifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
			Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
(en millions d'euros)	Note	Total							
Titres de participations non consolidés	10	130,7	130,7	-	-	130,7	4,2	126,5	-
Actifs financiers opérationnels courants et non courants	11	5 628,6	-	5 628,6	-	5 653,6	-	5 653,6	-
Autres actifs financiers non courants	12	773,1	58,4	714,7	-	773,1	-	773,1	-
Créances clients	14	9 252,4	-	9 252,4	-	9 252,4	-	9 252,4	-
Autres créances d'exploitation courantes	14	1 109,6	-	1 109,6	-	1 109,6	-	1 109,6	-
Autres actifs financiers courants	12	132,3	29,2	103,1	-	132,3	-	132,3	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	5 406,8	-	-	5 406,8	5 406,8	4 441,3	965,5	-
<b>TOTAL</b>		<b>22 433,5</b>	<b>218,3</b>	<b>16 808,4</b>	<b>5 406,8</b>	<b>22 458,5</b>	<b>4 445,5</b>	<b>18 013,0</b>	<b>-</b>



Au 31 décembre 2009										
	Note	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Catégories d'actifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur			
			Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé		Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<i>(en millions d'euros)</i>										
Titres de participations non consolidés	10	174,6	174,6	-	-	174,6	39,8	134,8	-	-
Actifs financiers opérationnels courants et non courants	11	5 651,8	-	5 651,8	-	5 656,6	-	5 656,6	-	-
Autres actifs financiers non courants	12	753,9	52,6	701,3	-	753,9	-	753,9	-	-
Créances clients	14	9 078,0	-	9 078,0	-	9 078,0	-	9 078,0	-	-
Autres créances d'exploitation courantes	14	1 101,2	-	1 101,2	-	1 101,2	-	1 101,2	-	-
Autres actifs financiers courants	12	217,7	53,8	163,9	-	217,7	-	217,7	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	5 614,4	-	-	5 614,4	5 614,4	1 310,4	4 304,0	-	-
<b>TOTAL</b>		<b>22 591,6</b>	<b>281,0</b>	<b>16 696,2</b>	<b>5 614,4</b>	<b>22 596,4</b>	<b>1 350,2</b>	<b>21 246,2</b>	-	-

## 28.2 Passifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des passifs financiers par catégorie, telle que décrite à la note 1.26, aux 31 décembre 2011, 2010 et 2009 :

Au 31 décembre 2011										
		Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Catégories de passifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur			
			Passifs au coût	Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé	Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé et détenus à des fins de transaction	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
(en millions d'euros)	Note	Total	amorti	résultat consolidé	de	Total				
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>										
• emprunts obligataires non courants	18	13 076,2	13 076,2	-	-	13 859,9	13 391,6	468,3	-	
• autres emprunts non courants	18	3 630,5	3 630,5	-	-	3 559,3	-	3 559,3	-	
• dettes financières courantes	18	3 942,3	3 942,3	-	-	3 942,3	-	3 942,3	-	
• trésorerie passive	15	440,2	440,2	-	-	440,2	-	440,2	-	
Dettes fournisseurs	14	5 140,1	5 140,1	-	-	5 140,1	-	5 140,1	-	
Autres dettes d'exploitation	14	4 720,6	4 720,6	-	-	4 720,6	-	4 720,6	-	
<b>TOTAL</b>		<b>30 949,9</b>	<b>30 949,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 662,4</b>	<b>13 391,6</b>	<b>18 270,8</b>	<b>-</b>	

Au 31 décembre 2010									
	Note	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Catégories de passifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
			Passifs au coût amorti	Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé	Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé et détenus à des fins de transaction		Total	Niveau 1	Niveau 2
(en millions d'euros)		Total				Total			
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>									
• emprunts obligataires non courants	18	13 625,7	13 625,7	-	-	14 495,3	13 683,2	812,1	-
• autres emprunts non courants	18	4 270,4	4 270,4	-	-	4 299,6	-	4 299,6	-
• dettes financières courantes	18	2 827,1	2 827,1	-	-	2 827,1	-	2 827,1	-
• trésorerie passive	15	387,0	387,0	-	-	387,0	-	387,0	-
Dettes fournisseurs	14	5 535,3	5 535,3	-	-	5 535,3	-	5 535,3	-
Autres dettes d'exploitation	14	5 332,0	5 332,0	-	-	5 332,0	-	5 332,0	-
<b>TOTAL</b>		<b>31 977,5</b>	<b>31 977,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>32 876,3</b>	<b>13 683,2</b>	<b>19 193,1</b>	<b>-</b>

		Au 31 décembre 2009								
		Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Catégories de passifs financiers à la juste valeur			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur			
			Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé	Passifs de résultat consolidé	Passifs à la juste valeur par le compte de résultat consolidé et détenus à des fins de transaction	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
(en millions d'euros)	Note	Total	Passifs au coût amorti							
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>										
• emprunts obligataires non courants	18	13 264,5	13 264,5	-	-	13 810,5	13 321,2	489,3	-	
• autres emprunts non courants	18	4 382,8	4 382,8	-	-	4 385,3	-	4 385,3	-	
• dettes financières courantes	18	2 983,1	2 983,1	-	-	2 983,1	-	2 983,1	-	
• trésorerie passive	15	454,9	454,9	-	-	454,9	-	454,9	-	
Dettes fournisseurs	14	5 311,0	5 311,0	-	-	5 311,0	-	5 311,0	-	
Autres dettes d'exploitation	14	4 933,4	4 933,4	-	-	4 933,4	-	4 933,4	-	
<b>TOTAL</b>		<b>31 329,7</b>	<b>31 329,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 878,2</b>	<b>13 321,2</b>	<b>18 557,0</b>	<b>-</b>	

---

## Note 29 Gestion des risques financiers

---

### Objectifs et Organisation du Groupe

---

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe est exposé aux risques financiers suivants :

- les risques de marché présentés en note 29.1 :
  - risque de taux d'intérêt, présenté en note 29.1.1, (Couverture de juste valeur de taux, couverture de flux de trésorerie et dérivés de taux non qualifiés de couverture) ;
  - risque de change, présenté en note 29.1.2 (Couverture des investissements nets à l'étranger, couverture des expositions de change bilantielles par des dérivés non qualifiés de couverture, dérivés incorporés, exposition globale au risque de change) ;
  - risque sur matières premières, présenté en 29.1.3 (risque sur carburants, combustibles et électricité, risque sur droit d'émission de gaz à effet de serre) ;
- le risque action, présenté en note 29.2 ;
- le risque de liquidité présenté en note 29.3 ;
- le risque de crédit présenté en note 29.4.

### 29.1 Gestion des risques de marchés

---

#### 29.1.1 Gestion du risque de taux d'intérêt

La structure de financement du Groupe expose naturellement celui-ci aux risques de variation des taux d'intérêt. Ainsi, les dettes à taux variables impactent les résultats financiers en fonction de l'évolution des taux d'intérêt.

La dette à court terme est principalement indexée sur des indices de taux court (Eonia pour le programme de billets de trésorerie et Euribor/Libor pour les principales autres lignes de dette court terme). La dette moyen et long terme du Groupe est composée de dettes à taux fixe et à taux variable.

Le Groupe gère une position taux fixe/taux variable par devise afin de limiter l'impact des variations d'intérêts sur son résultat tout en optimisant le coût de sa dette, et utilise pour cela des instruments fermes et optionnels d'échanges de taux d'intérêts.

Ces contrats d'échange de taux utilisés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition au risque de taux de la dette brute (définie comme étant la somme des dettes financières non courantes, des dettes financières courantes et de la trésorerie passive) avant et après couverture économique.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
	Encours	% dette totale	Encours	% dette totale	Encours	% dette totale
Taux fixe	15 358,0	75,1%	16 187,3	78,5 %	15 971,5	77,0 %
Taux variable	5 095,8	24,9%	4 437,5	21,5 %	4 770,6	23,0 %
<b>Dette brute avant couverture</b>	<b>20 453,8</b>	<b>100%</b>	<b>20 624,8</b>	<b>100,0 %</b>	<b>20 742,1</b>	<b>100,0 %</b>
Taux fixe	11 104,6	52,7%	10 481,4	49,7 %	10 808,8	51,3 %
Taux variable	9 984,6	47,3%	10 628,8	50,3 %	10 276,5	48,7 %
<b>Dette brute après couverture et réévaluation à la juste valeur des dettes à taux fixe</b>	<b>21 089,2</b>	<b>100%</b>	<b>21 110,2</b>	<b>100,0 %</b>	<b>21 085,3</b>	<b>100,0 %</b>
<b>Imputation de la juste valeur des dérivés de couverture (actifs)/passifs</b>	<b>-635,4</b>		<b>-485,4</b>		<b>-343,2</b>	
<b>DETTE BRUTE AU COUT AMORTI</b>	<b>20 453,8</b>		<b>20 624,8</b>		<b>20 742,1</b>	

Au 31 décembre 2011, la dette brute totale après couverture est à taux fixe à hauteur de 53 % et à taux variable à hauteur de 47 %. Au 31 décembre 2011, aucun cap n'est actif. Après caps non actifs, la part fixe de la dette brute ressort à 59 % et celle à taux variable à 41 %.

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose d'une trésorerie et équivalents de trésorerie de 5 723,9 millions d'euros dont la rémunération est indexée pour l'essentiel sur les taux variables.

L'endettement financier net est de 14 729,9 millions d'euros dont 71 % à taux fixe et 29 % à taux variable.

### Sensibilité du compte de résultat consolidé et des capitaux propres :

Le Groupe gère son exposition aux variations de taux d'intérêt à partir de la dette financière brute à taux variable nette des disponibilités.

Le tableau ci-dessous synthétise les maturités de la position à taux variables du Groupe au 31 décembre 2011 :

(en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs (trésorerie)	5 723,9			5 723,9
Total passifs à taux variable	-4 182,1	-579,6	-334,1	-5 095,8
<b>Position nette variable avant gestion</b>	<b>1 541,8</b>	<b>-579,6</b>	<b>-334,1</b>	<b>628,1</b>
Instruments financiers dérivés <sup>(1)</sup>	197,2	2 249,0	2 388,8	4 835,0
<b>POSITION NETTE VARIABLE APRES GESTION ET COUVERTURE ACTIVE</b>	<b>1 739,0</b>	<b>1 669,4</b>	<b>2 054,7</b>	<b>5 463,1</b>

(1) Instruments financiers de couverture de la dette ne tenant pas compte des caps non actifs qui s'élèvent à 1 290 millions d'euros.

L'analyse de sensibilité des charges financières au risque de taux est réalisée pour les actifs et passifs financiers et le portefeuille d'instruments dérivés au 31 décembre 2011. Compte tenu de la structure d'endettement financier net du Groupe et de son portefeuille de dérivés, une variation des taux d'intérêt impacterait le résultat via le coût de la dette à taux variable (après couverture), la juste valeur des instruments dérivés qualifiés de *trading* et les placements du Groupe.

L'analyse de sensibilité des capitaux propres au risque de taux est réalisée pour la réserve de couverture de flux de trésorerie. Cette sensibilité correspond à la variation de juste valeur de marché liée à la variation instantanée des taux d'intérêt.

À structure d'endettement financier net et politique de gestion constants, l'accroissement de la juste valeur de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie, consécutive à une hausse de 0,5% des taux d'intérêt à la date de clôture engendrerait une hausse de la réserve de juste valeur incluse dans les capitaux propres de 18 millions d'euros. L'effet sur la dette à taux variable et sur les swaps de variabilisation de la dette à taux fixe impacterait le résultat à la baisse de 20 millions d'euros. Une baisse de 0,5 % aurait les conséquences inverses sur le résultat et les capitaux propres. Pour les besoins de cette analyse, les autres variables sont supposées rester

constantes et la variation au premier ordre du résultat et des capitaux propres provient d’une variation des taux, toutes choses égales par ailleurs.

## 29.1.2 Gestion du risque de change

Les activités internationales que le Groupe exerce génèrent des flux dans de nombreuses devises.

La trésorerie centrale du Groupe gère le risque de change de façon centralisée dans le cadre de limites fixées par le directeur général adjoint en charge des finances.

Le risque de change, tel que défini par la norme IFRS 7, est principalement généré par :

(a) les opérations d’achats et de ventes de biens et services en devise liées à l’exploitation et les couvertures associées (change à terme, par exemple). Le Groupe est peu exposé au risque de change transactionnel. En effet, les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent dans leur propre pays et dans leur propre devise. Leur exposition au risque de change est donc naturellement limitée.

(b) les actifs et passifs financiers en devise dont les prêts/emprunts en devises et les couvertures économiques associées (swap de change par exemple). Les implantations à l’étranger conduisent à mettre en place des financements en devises locales. Dans le cadre du financement intra-groupe, ces lignes de crédit peuvent générer un risque de change. C’est pourquoi, pour en limiter l’impact, Veolia Environnement a développé une politique visant à adosser des financements en devises ou des dérivés de change à des créances intra-groupes libellées dans la même devise.

La stratégie de couverture de l’exposition patrimoniale du Groupe consiste principalement à couvrir certains investissements nets à l’étranger et à s’assurer que chaque société du Groupe n’a pas de position bilancielle de change significative pouvant entraîner une forte volatilité du résultat de change. (voir note 29.1.2.2) ;

(c) les investissements dans des filiales étrangères matérialisés par la conversion des comptes impactant les réserves de conversion (voir note 29.1.2.3).

### 29.1.2.1 Risque de conversion

Étant donné sa présence internationale, la conversion des comptes de résultat des filiales étrangères du Groupe est sensible aux variations de change.

Le tableau ci-dessous récapitule la sensibilité de certains agrégats du compte de résultat consolidé du Groupe à une variation de plus ou moins 10 % des parités de change face à l’euro, liée à la conversion des comptes des filiales libellées en devises étrangères.

	Contribution aux comptes consolidés							Sensibilité à une variation des principales devises face à l’euro	
	EUR	GBP	USD	PLN	CZK	Autres devises	Total	+ 10 %	-10 %
<i>(en millions d’euros)</i>									
Produit des activités ordinaires	15 859,9	2 571,0	2 710,2	571,7	1 234,3	6 700,2	29 647,3	-644,3	787,5
Résultat opérationnel	183,7	267,2	-37,4	66,2	177,2	360,3	1 017,2	-43,0	52,6

### 29.1.2.2 Risque de change sur le coût de financement

Les implantations à l’étranger conduisent à mettre en place des financements en devises locales.

Les dettes en devises étrangères portées par la société mère Veolia Environnement SA sont généralement couvertes soit par des instruments dérivés soit adossées à des actifs dans la même devise.

Le tableau ci-dessous donne l’exposition aux variations de change de l’endettement financier net en devises des entités supportant les principaux risques de change. Il présente également la sensibilité de ces entités à une variation de 10 % des parités des devises exposées.

	Coût de financement Exposition en devises (en millions de devises)					Total converti en euros	Sensibilité à une variation des 4 principales devises face à l’euro (en millions d’euros)	
	GBP	USD	PLN	CZK	Autres devises (en euros)		+ 10 %	- 10 %
Veolia Environnement SA	-33,5	-90,9	-73,3	-18,8	-398,8	-527,4	-16,6	9,8
Autres filiales du Groupe	-28,3	-25,6	-0,2	-4,2	-169,9	-221,0	-5,8	4,8
<b>Total en devises</b>	<b>-61,8</b>	<b>-116,5</b>	<b>-73,5</b>	<b>-23,0</b>	<b>-568,7</b>	<b>-748,4</b>		
<b>TOTAL CONVERTI EN EUROS</b>	<b>-70,9</b>	<b>-90,7</b>	<b>-17,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>-568,7</b>	<b>-748,4</b>	<b>-22,4</b>	<b>14,6</b>

### 29.1.2.3 Risque de change et de conversion dans l’état de la situation financière consolidée

De par sa présence internationale, l’état de la situation financière consolidée du Groupe est sensible aux variations de change. Une variation de l’euro affecte la conversion dans la situation financière consolidée des actifs de filiales libellés en devise étrangère. Les principales devises concernées sont le dollar américain et la livre sterling.

Face aux actifs les plus significatifs, le Groupe a émis de la dette dans les devises concernées.

Le tableau ci-dessous présente le montant d’actif net pour les principales devises :

(en millions d’euros)	Contribution aux comptes consolidés					Sensibilité à une variation des 2 principales devises face à l’euro	
	EUR	USD	GBP	Autres devises	Total	+ 10 %	- 10 %
Actifs hors endettement financier net par devise	11 442	2 327	3 112	7 773	24 654	992	-812
Endettement financier net par devise	7 704	1 631	1 905	3 489	14 729	556	-455
Actif net par devise	3 738	696	1 207	4 284	9 925	436	-357

### 29.1.3 Gestion du risque sur matières premières

Les prix des matières de type carburants/combustibles ou encore électricité connaissent des variations qui peuvent être sensibles. Cependant, les activités de Veolia Environnement ne sont pas durablement affectées de manière significative, et ne devraient pas l’être à l’avenir, par la hausse des coûts ou la disponibilité de ces matières premières. En effet, les contrats long terme établis par Veolia Environnement comprennent généralement des clauses de révision de prix et/ou d’indexation qui permettent de répercuter l’essentiel de la hausse des coûts des matières premières ou des carburants et combustibles sur les prix des prestations vendues aux clients, même si cette répercussion peut se faire parfois avec un décalage dans le temps.



Néanmoins, dans le cadre de la gestion de leurs approvisionnements et de l'optimisation de leurs coûts, certaines filiales du Groupe, selon leurs activités, peuvent être amenées à engager des contrats d'achat et de vente à terme de matières ou encore à mettre en place des dérivés permettant de figer les coûts des approvisionnements de matières premières dans le cas où les contrats n'offrent pas de protection adaptée.

### **29.1.3.1 Risque sur carburants, combustibles**

**Au sein de l'activité Transport**, afin de garantir une évolution maîtrisée du prix du carburant, une politique de couverture « carburant » a été mise en place. Le Groupe a recours soit à des contrats d'achats fermes de carburant (qualifié « *d'own use* ») soit à des instruments dérivés, dont les caractéristiques (notionnel, maturité) ont été définies en fonction des besoins prévisionnels de carburant (sur la base de commandes fermes, ou de projection de flux hautement probables). Pour l'essentiel, ces dérivés sont des swaps venant fixer le prix d'achat à terme des carburants.

Ces produits dérivés ont été analysés dans le cadre de la norme IAS 39 et qualifiés d'instruments de couverture (couverture de flux de trésorerie) (voir note 30).

### **29.1.3.2 Risque charbon, gaz, électricité**

Le Groupe a souscrit des contrats à long terme d'achat de gaz, de charbon, d'électricité et de biomasse visant à sécuriser ses approvisionnements.

Dans la majorité des cas, ces engagements sont réciproques ; les tiers concernés ayant une obligation de livrer les quantités dans ces contrats et le Groupe de les enlever.

Ces contrats sont considérés comme étant en dehors du champ d'application de l'IAS 39 à l'exception de certaines opérations spécifiques sur le gaz, le CO2 et l'électricité. C'est notamment le cas en Allemagne où des instruments d'achat d'électricité (et parallèlement des instruments de vente) ne sont pas qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39. (Voir note 37 sur les engagements et note 30.3.1 sur les dérivés électricité).

## **29.2 Gestion du risque actions**

---

Au 31 décembre 2011, Veolia Environnement possédait 14 237 927 actions en autocontrôle dont 8 389 059 affectées à des opérations de croissance externe et 5 848 868 acquises en vue de l'attribution aux salariés dans le cadre des plans d'épargne salariale dont bénéficient certains salariés pour une valeur de marché de 120,6 millions d'euros sur la base d'un cours à 8,469 euros et une valeur comptable de 442,5 millions d'euros imputée en fonds propres.

Veolia Environnement détient, dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, des parts d'OPCVM. Ces OPCVM ont le caractère d'OPCVM monétaires et ne sont pas soumis au risque action.

Le Groupe est également exposé au risque actions au travers des actifs de couverture de certains de ses plans de retraite (voir note 31 « engagements sociaux »).

## **29.3 Gestion du risque de liquidité**

---

La gestion opérationnelle de la liquidité et le financement sont assurés par la direction financements/trésorerie. Cette gestion passe par la centralisation des financements significatifs dans le but d'optimiser la liquidité et la trésorerie.

Le Groupe se finance à travers les marchés obligataires internationaux, les marchés des placements privés internationaux, le marché du billet de trésorerie ainsi que sur le marché du crédit bancaire (voir note 18 « dettes financières non courantes et courantes »).

### 29.3.1 Échéancier des passifs financiers

Au 31 décembre 2011, les flux contractuels non actualisés sur l'endettement financier net (sur la valeur nominale) par date de maturité sont les suivants :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011		Échéancier des flux contractuels non actualisés					
	Valeur comptable	Total des flux contractuels non actualisés	2012	2013	2014	2015	2016	Au-delà de 5 ans
Emprunts obligataires <sup>(1)</sup>	13 767,0	13 165,6	687,0	1 048,6	1 276,3	1 137,8	914,7	8 101,2
Billet de trésorerie	499,8	499,8	499,8					
Emprunts sur location-financement	523,2	587,5	88,6	84,2	54,3	47,6	45,6	267,2
Titrisation	391,3	391,0	391,0					
Autres emprunts	5 467,7	5 477,1	2 275,7	333,8	363,5	541,8	222,5	1 739,8
Trésorerie passive	440,2	440,2	440,2					
<b>Dettes financières brutes hors coût amorti et effet des dérivés de couverture</b>	<b>21 089,2</b>	<b>20 561,2</b>	<b>4 382,3</b>	<b>1 466,6</b>	<b>1 694,1</b>	<b>1 727,2</b>	<b>1 182,8</b>	<b>10 108,2</b>
Impact du coût amorti et des dérivés de couverture de la dette	-635,4	n/a	n/a					
<b>Dettes financières brutes</b>	<b>20 453,8</b>	<b>20 561,2</b>	<b>4 382,3</b>	<b>1 466,6</b>	<b>1 694,1</b>	<b>1 727,2</b>	<b>1 182,8</b>	<b>10 108,2</b>
Trésorerie et équivalent trésorerie	-5 723,9	-5 723,9	-5 723,9					
<b>Endettement financier net</b>	<b>14 729,9</b>	<b>14 837,3</b>	<b>-1 341,6</b>	<b>1 466,6</b>	<b>1 694,1</b>	<b>1 727,2</b>	<b>1 182,8</b>	<b>10 108,2</b>

<sup>(1)</sup> Hors coût amorti et effet des dérivés de couverture de la dette.

Au 31 décembre 2011, la maturité moyenne de l'endettement financier net est de 8,7 ans.

La majorité des dettes fournisseurs ont une maturité inférieure à un an. (voir note 14)

Au 31 décembre 2011, les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité sont les suivants :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011		Échéancier des flux contractuels non actualisés					
	Total des flux		2011	2012	2013	2014	2015	Au-delà de 5 ans
<b>Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours de dettes financières</b>		<b>7 053,1</b>	798,1	739,1	647,2	569,1	522,1	3 777,5

Au 31 décembre 2011, les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dérivés enregistrés au passif et à l'actif par date de maturité sont les suivants :

	Au 31 décembre 2011		Échéancier des flux contractuels non actualisés					
	Valeur comptable	Total des flux contractuels non actualisés	2012	2013	2014	2015	2016	Au-delà de 5 ans
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Dérivés de taux</b>	<b>584,7</b>	<b>808,7</b>	<b>171,5</b>	<b>154,0</b>	<b>131,6</b>	<b>119,6</b>	<b>98,1</b>	<b>134,0</b>
Couverture de juste valeur	654,3	1 003,9	182,2	164,2	140,5	131,7	110,5	274,8
<i>Flux in</i>	654,3	1 783,3	347,0	310,9	249,5	228,7	190,9	456,3
<i>Flux out</i>	0,0	-779,4	-164,8	-146,7	-109,0	-97,0	-80,4	-181,5
Couverture de flux de trésorerie	-53,2	-179,7	-8,2	-8,0	-7,9	-11,1	-11,4	-133,1
<i>Flux in</i>	56,6	133,7	26,7	26,6	26,5	17,7	5,0	31,2
<i>Flux out</i>	-109,8	-313,4	-34,9	-34,6	-34,4	-28,8	-16,4	-164,3
Non qualifiés de couverture	-16,4	-15,5	-2,5	-2,3	-1,0	-1,0	-1,0	-7,7
<i>Flux in</i>	5,1	7,5	1,7	1,4	0,4	0,4	0,4	3,2
<i>Flux out</i>	-21,5	-23,0	-4,2	-3,7	-1,4	-1,4	-1,4	-10,9
<b>Dérivés de change hors couverture d'investissements nets</b>	<b>-62,0</b>	<b>45,9</b>	<b>29,1</b>	<b>8,6</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>
Couverture de juste valeur	-5,9	3,2	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Flux in</i>	6,0	41,9	0,0	41,9	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Flux out</i>	-11,9	-38,7	0,0	-38,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture de flux de trésorerie	-2,4	10,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0
<i>Flux in</i>	2,3	101,1	17,1	17,1	17,1	17,1	17,1	15,6
<i>Flux out</i>	-4,7	-90,6	-15,6	-15,5	-15,4	-15,3	-15,2	-13,6
Non qualifiés de couverture	-53,7	32,2	27,6	3,7	0,8	0,1	-	-
<i>Flux in</i>	18,5	4 055,4	3 837,1	160,9	44,9	12,0	0,5	0,0
<i>Flux out</i>	-72,2	-4 023,2	-3 809,5	-157,2	-44,1	-11,9	-0,5	0,0
<b>Dérivés de change en couverture d'investissements nets</b>	<b>-18,5</b>	<b>-14,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>2,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-16,6</b>

Afin de représenter au mieux la réalité économique des opérations, les flux liés aux dérivés enregistrés au passif et à l'actif présentés ci-dessus correspondent à des positions nettes. Par ailleurs, les valeurs présentées ci-dessus sont de signe positif dans le cas d'un actif et de signe négatif dans le cas d'un passif.

### 29.3.2 Positions de liquidité nette

Le détail des liquidités nettes dont le Groupe disposait au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Veolia Environnement :</b>			
Crédit syndiqué MT non tiré*	2 692,7	3 654,5	3 694,6
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	700,0	1 000,0	400,0
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	300,0	100,0	575,0
Ligne de lettres de crédit	483,0	467,7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 283,3	3 680,8	4 091,2
<b>Filiales :</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 440,6	1 726,0	1 523,2
<b>Total des liquidités</b>	<b>9 899,6</b>	<b>10 629,0</b>	<b>10 284,0</b>
<b>Dettes courantes et trésorerie passive</b>			
<b>Dettes courantes</b>	<b>3 942,3</b>	<b>2 827,1</b>	<b>2 983,1</b>
<b>Trésorerie passive</b>	<b>440,2</b>	<b>387,0</b>	<b>454,9</b>
<b>Total des dettes courantes et trésorerie passive</b>	<b>4 382,5</b>	<b>3 214,1</b>	<b>3 438,0</b>
<b>TOTAL DES LIQUIDITES NETTES DES DETTES COURANTES ET TRÉSORERIE PASSIVE</b>	<b>5 517,1</b>	<b>7 414,9</b>	<b>6 846,0</b>

\* Échéance au 20 avril 2012.

Au 31 décembre 2011, Veolia Environnement disposait d'une liquidité totale de 9,9 milliards d'euros dont 5,7 milliards prennent la forme de disponibilités.

Au 31 décembre 2011, les équivalents de trésorerie sont détenus essentiellement par Veolia Environnement SA à hauteur de 4 204 millions d'euros dont des OPCVM monétaires non dynamiques pour 1 884 millions d'euros, des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et billets de trésorerie ayant une maturité inférieure à trois mois) pour 794 millions d'euros, des bons monétaires pour 219 millions d'euros et des dépôts à terme pour 1 307 millions d'euros.

Le 7 avril 2011, Veolia Environnement a signé deux crédits syndiqués. L'un multi devises d'un montant de 2,5 milliards d'euros d'une maturité de 5 ans. Le deuxième d'un montant de 500 millions d'euros d'une maturité de 3 ans pour des tirages en zlotys polonais, en couronnes tchèques et en forints hongrois (ce crédit est tiré à hauteur de 307,3 millions d'euros équivalents au 31 décembre 2011).

Les lignes de crédit non tirées au 31 décembre 2011 s'élèvent à 1 000 millions d'euros.

La part disponible en cash de la ligne de lettres de crédit en dollars américains de 1,25 milliards de dollars signée le 22 novembre 2010 est plafonnée à 625 millions de dollars, soit la moitié de la ligne en dollars américains. Au 31 décembre 2011, la facilité est tirée sous forme de lettres de crédit à hauteur de 431,2 millions de dollars ; la partie tirable en cash est de 625 millions de dollars (soit 483 millions d'équivalents euros), non tirée, et figure dans le tableau de liquidité.

Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et sur l'ensemble des lignes de crédit.

La maturité des lignes confirmées et non utilisées est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Échéancier				
	Total	2012	2013	2014	2015	2016
Crédits syndiqués non tirés	2 692,7			192,7		2 500,0
Lignes de crédit	1 000,0	300,0	300,0		400,0	
Ligne de lettres de crédit	483,0				483,0	
<b>TOTAL</b>	<b>4 175,7</b>	<b>300,0</b>	<b>300,0</b>	<b>192,7</b>	<b>883,0</b>	<b>2 500,0</b>

### **29.3.3 Informations sur les clauses de remboursement anticipé des emprunts**

#### **Dettes de Veolia Environnement SA**

##### **Financements bancaires**

Les documentations juridiques des crédits syndiqués (notamment les crédits syndiqués signés en avril 2011 pour un montant cumulé de 3 milliards d'euros) et bilatéraux conclus par Veolia Environnement SA ne renferment pas de covenant financier, c'est-à-dire d'engagement de respecter un ratio de couverture de la dette ou des frais financiers ou une notation de crédit minimum dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré.

##### **Financements obligataires**

Le placement privé américain effectué en janvier 2003 constitue l'unique financement obligataire contenant des covenants financiers (ratio de couverture de la dette < 5,3 et ratio de couverture des frais financiers > 3,2).

La documentation juridique des autres emprunts obligataires émis par la Société, notamment dans le cadre de son programme EMTN (11,6 milliards d'euros d'encours au 31 décembre 2011), ne renferme aucun covenant financier.

#### **Dettes des filiales**

Des financements de projets portés par des sociétés dédiées ou des financements consentis par des organismes de développement multilatéraux à des filiales du Groupe peuvent renfermer des covenants financiers, c'est-à-dire un engagement de respecter un ratio de couverture de la dette ou des frais financiers ou une notation de crédit minimum dont le non respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré

Au 31 décembre 2011, deux financements de projet, en Italie, dont les encours s'élèvent respectivement à 71 millions d'euros et 68 millions d'euros contiennent chacun un covenant non respecté. Ils ont été reclassés en dettes courantes.

## **29.4 Gestion du risque de crédit**

---

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie sur différents aspects : par ses activités opérationnelles, ses activités de placement de trésorerie et des produits de dérivés.

### **29.4.1 Risque de contrepartie lié aux activités opérationnelles**

Le risque de crédit doit s'analyser différemment sur les actifs financiers opérationnels et sur les créances d'exploitation. Le risque de crédit sur les actifs financiers opérationnels s'apprécie au travers du « *rating* » des clients majoritairement publics. Le risque sur les autres créances d'exploitation s'apprécie au travers de l'analyse de la dilution du risque et des retards de paiement pour les clients privés et par exception pour les clients publics par une analyse de crédit.

L'analyse du risque de crédit clients du Groupe peut être appréhendée au travers des quatre catégories suivantes (Clients publics-Autorité déléguée, clients privés- particuliers, clients publics autres et clients entreprises) :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011				Ventilation par type de client			
	Note	Valeur comptable	Pertes de valeur	Valeur nette comptable	Clients			Clients privés – entreprises
					publics – Autorité déléguée	Clients particuliers	Clients publics – autres	
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	11	5 493,5	-48,2	5 445,3	4 435,2	-	136,2	873,9
Créances clients	14	9 097,6	-604,7	8 492,9	1 765,3	1 810,1	1 781,1	3 136,4
Autres créances d'exploitation courantes	14	870,7	-65,9	804,8	180,0	177,3	129,2	318,3
Autres actifs financiers non courants en prêts et créances	12	764,6	-70,4	694,2	67,0	8,4	6,7	612,1 <sup>(1)</sup>
Actifs financiers courants en prêts et créances	12	134,8	-32,0	102,8	13,2	3,8	19,9	65,9
<b>PRETS ET CREANCES</b>		<b>16 361,2</b>	<b>-821,2</b>	<b>15 540,0</b>	<b>6 460,7</b>	<b>1 999,6</b>	<b>2 073,1</b>	<b>5 006,6</b>
Autres actifs financiers non courants	12	64,0	-21,7	42,3	0,7	1,0	1,4	39,2
Autres actifs financiers courants	12	11,9	-0,1	11,8	0,1	2,2	-	9,5
<b>TOTAL</b>		<b>16 437,1</b>	<b>-843,0</b>	<b>15 594,1</b>	<b>6 461,5</b>	<b>2 002,8</b>	<b>2 074,5</b>	<b>5 055,3</b>

<sup>(1)</sup> Dont Dalkia International et ses filiales pour 389,7 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'analyse du risque de crédit clients du Groupe au 31 décembre 2010 est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010				Ventilation par type de client			
	Note	Valeur comptable	Perte de valeur	Valeur nette comptable	Clients			Clients privés – entreprises
					publics – Autorité déléguée	Clients particuliers	Clients publics – autres	
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	11	5 690,6	-62,0	5 628,6	4 697,4	-	239,4	691,8
Créances clients	14	9 852,8	-600,4	9 252,4	2 015,7	2 196,6	1 922,2	3 117,9
Autres créances d'exploitation courantes	14	1 187,5	-77,9	1 109,6	244,7	180,8	130,3	553,8
Autres actifs financiers non courants en prêts et créances	12	787,0	-72,3	714,7	53,0	8,1	19,0	634,6 <sup>(1)</sup>
Actifs financiers courants en prêts et créances	12	134,8	-31,6	103,2	26,4	4,5	3,2	69,1
<b>PRETS ET CREANCES</b>		<b>17 652,7</b>	<b>-844,2</b>	<b>16 808,5</b>	<b>7 037,2</b>	<b>2 390,0</b>	<b>2 314,1</b>	<b>5 067,2</b>
Autres actifs financiers non courants	12	81,0	-22,6	58,4	10,2	7,2	20,1	20,9
Autres actifs financiers courants	12	29,3	-0,2	29,1	1,8	2,4	7,8	17,1
<b>TOTAL</b>		<b>17 763,0</b>	<b>-867,0</b>	<b>16 896,0</b>	<b>7 049,2</b>	<b>2 399,6</b>	<b>2 342,0</b>	<b>5 105,2</b>

<sup>(1)</sup> Dont Dalkia International et ses filiales pour 373,7 millions d'euros au 31 décembre 2010.

L'analyse du risque de crédit clients du Groupe au **31 décembre 2009** est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009				Ventilation par type de client			
	Note	Valeur comptable	Perte de valeur	Valeur nette comptable	Clients publics - Autorité déléguante	Clients privés - particuliers	Clients publics - autres	Clients privés - entreprises
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	11	5 705,0	-53,2	5 651,8	4 647,3	-	185,6	818,9
Créances clients	14	9 638,3	-560,3	9 078,0	2 202,8	1 685,8	1 672,9	3 516,5
Autres créances d'exploitation courantes	14	1 178,0	-76,8	1 101,2	183,3	318,6	88,3	511,0
Autres actifs financiers non courants en prêts et créances	12	774,8	-73,5	701,3	59,0	4,1	19,3	618,9 (1)
Actifs financiers courants en prêts et créances	12	195,8	-31,9	163,9	27,9	5,1	3,8	127,1
<b>Prêts et créances</b>		<b>17 491,9</b>	<b>-795,7</b>	<b>16 696,2</b>	<b>7 120,3</b>	<b>2 013,6</b>	<b>1 969,9</b>	<b>5 592,4</b>
Autres actifs financiers non courants	12	72,8	-20,2	52,6	3,1	7,1	18,2	24,2
Autres actifs financiers courants	12	57,9	-4,1	53,8	1,9	4,1	0,3	47,5
<b>Total</b>		<b>17 622,6</b>	<b>-820,0</b>	<b>16 802,6</b>	<b>7 125,3</b>	<b>2 024,8</b>	<b>1 988,4</b>	<b>5 664,1</b>

<sup>(1)</sup> Dont Dalkia International et ses filiales pour 390,8 millions d'euros au 31 décembre 2009.

L'antériorité des actifs non dépréciés et échus est analysée ci-après :

(en millions d'euros)	Note	Au 31 décembre 2011				Montant des actifs échus non dépréciés		
		Valeur brute comptable	Pertes de valeur	Valeur nette comptable	Montant des actifs non échus	0-6 mois	6 mois – 1 an	Plus d'un an
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	11	5 493,5	-48,2	5 445,3	5 422,5	11,8	7,4	3,6
Créances clients	14	9 097,6	-604,7	8 492,9	6 230,9	1 478,8	344,7	438,5
Autres créances d'exploitation courantes	14	870,7	-65,9	804,8	585,3	89,8	65,1	64,6
Autres actifs financiers non courants en prêts et créances	12	764,6	-70,4	694,2	694,2	-	-	-
Actifs financiers courants en prêts et créances	12	134,8	-32,0	102,8	66,4	23,0	10,8	2,6
<b>PRETS ET CREANCES</b>		<b>16 361,2</b>	<b>-821,2</b>	<b>15 540,0</b>	<b>12 999,2</b>	<b>1 603,4</b>	<b>428,0</b>	<b>509,4</b>
Autres actifs financiers non courants	12	64,0	-21,7	42,3	42,3	-	-	-
Autres actifs financiers courants	12	11,9	-0,1	11,8	5,2	0,1	0,2	6,3

Les actifs échus à plus de 6 mois non dépréciés (944 millions d'euros) concernent essentiellement les comptes clients. Ils sont stables par rapport à l'exercice 2010.

Les retards de paiement supérieurs à 6 mois sont concentrés sur trois pays où les durées de règlement sont exceptionnellement longues :

- en Italie, les comptes « clients » nets de l'ensemble des filiales du Groupe s'élèvent à 339 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 277 millions d'euros au 31 décembre 2010 pour les créances échues depuis plus de 6 mois. Par ailleurs, le poste client est principalement constitué en Italie d'une part d'une multitude de clients usagers/privés pour lesquels le risque de crédit est très dilué et d'autre part, de collectivités publiques ou administrations dont le délai de recouvrement est long ;

- en Espagne, les comptes « clients » nets sont de 54,5 millions au 31 décembre 2011 contre 53 millions d'euros au 31 décembre 2010 pour les créances échues depuis plus de 6 mois. Ces créances concernent les activités des Divisions Énergie;
- au Maroc, les comptes « clients » nets sont de 31,8 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 33 millions d'euros en 2010 pour les créances échues depuis plus de 6 mois.

Enfin, en France, les créances clients nettes échues à plus de 6 mois représentent 188,1 millions d'euros à fin 2011 (228 millions d'euros en 2010) soit 4,9 % de l'en-cours client (dont 117,9 millions d'euros à plus d'un an) dont la majeure partie correspond aux produits facturés pour le compte des collectivités et des organismes publics, aux créances vis-à-vis des collectivités et des organismes publics et à la TVA.

Les balances âgées des actifs financiers des exercices 2010 et 2009 sont les suivantes :

	Note	Au 31 décembre 2010				Montant des actifs échus non dépréciés		
		Valeur brute comptable	Pertes de valeur	Valeur nette comptable	Montant des actifs non échus	0-6 mois	6 mois – 1 an	Plus d'un an
<i>(en millions d'euros)</i>								
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	11	5 690,6	-62,0	5 628,6	5 596,8	21,4	4,4	6,0
Créances clients	14	9 852,8	-600,4	9 252,4	6 956,5	1 555,2	287,3	453,4
Autres créances d'exploitation courantes	14	1 187,5	-77,9	1 109,6	867,0	81,1	80,8	80,7
Autres actifs financiers non courants en prêts et créances	12	787,0	-72,3	714,7	714,7	-	-	-
Actifs financiers courants en prêts et créances	12	134,8	-31,6	103,2	77,7	14,3	6,9	4,3
<b>PRETS ET CREANCES</b>		<b>17 652,7</b>	<b>-844,2</b>	<b>16 808,5</b>	<b>14 212,7</b>	<b>1 672,0</b>	<b>379,4</b>	<b>544,4</b>
Autres actifs financiers non courants	12	81,0	-22,6	58,4	58,4	-	-	-
Autres actifs financiers courants	12	29,3	-0,2	29,1	15,8	-	1,8	11,5

	Note	Au 31 décembre 2009				Montant des actifs échus non dépréciés		
		Valeur brute comptable	Pertes de valeur	Valeur nette comptable	Montant des actifs non échus	0-6 mois	6 mois – 1 an	Plus d'un an
<i>(en millions d'euros)</i>								
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	11	5 705,0	-53,2	5 651,8	5 623,7	13,7	7,4	7,0
Créances clients	14	9 638,3	-560,3	9 078,0	6 762,1	1 631,7	267,3	416,9
Autres créances d'exploitation courantes	14	1 178,0	-76,8	1 101,2	747,2	87,3	171,3	95,4
Autres actifs financiers non courants en prêts et créances	12	774,8	-73,5	701,3	701,3	-	-	-
Actifs financiers courants en prêts et créances	12	195,8	-31,9	163,9	136,4	10,8	5,6	11,1
<b>PRETS ET CREANCES</b>		<b>17 491,9</b>	<b>-795,7</b>	<b>16 696,2</b>	<b>13 970,7</b>	<b>1 743,5</b>	<b>451,6</b>	<b>530,4</b>
Autres actifs financiers non courants	12	72,8	-20,2	52,6	52,6	-	-	-
Autres actifs financiers courants	12	57,9	-4,1	53,8	48,2	-	1,9	3,7

## 29.4.2 Risque de contrepartie lié aux activités de placements et de couverture

Le Groupe est exposé au risque de crédit sur le placement de ses excédents et au travers de l'utilisation d'instruments financiers dérivés pour gérer son risque de taux et de change. Le risque crédit correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Dans le cas des instruments financiers dérivés, ce risque correspond à la juste valeur de l'ensemble des instruments contractés avec une contrepartie si celle-ci est positive.

Le Groupe minimise le risque de contrepartie par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties bancaires à des banques et établissements financiers de premier rang (banques ou institutions financières disposant



d’un rating minimum attribué par Moody’s, Standard & Poor’s ou Fitch : A1/P1/F1 sur le court terme et A2/A/A sur le long terme). Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction de leur notation par les agences de rating et de la taille de leurs fonds propres, et sont revues mensuellement. Par ailleurs, les nouvelles opérations de dérivés doivent être traitées qu’avec des contreparties pour lesquelles le Groupe dispose d’une convention-cadre ISDA ou FBF.

Les risques de contreparties sur les opérations financières sont suivis de façon continue par le *middle-office*. Le Groupe n’est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

Au 31 décembre 2011, le total des encours de Veolia Environnement SA exposés au risque crédit est de 4 283,3 millions d’euros au titre des placements et 593,2 millions d’euros au titre des instruments dérivés (somme des justes valeurs actives et passives). Ces contreparties sont « *investment grade* » à hauteur de 99,9 % de l’exposition totale.

Les excédents de trésorerie dégagés au niveau de Veolia Environnement SA (4,3 milliards d’euros au 31 décembre 2011) sont gérés avec un objectif de rentabilité voisin de celui du marché monétaire, en évitant une prise de risque en capital et en gardant un niveau de volatilité faible.

Ils sont investis dans les supports de placements suivants :

- OPCVM monétaires non dynamiques (bénéficiant de la classification AMF monétaire court terme ou monétaire) pour 1 884 millions d’euros ;
- certificats de dépôts ayant une maturité inférieure à trois mois ou dépôts à terme qualifiés d’équivalents de trésorerie effectués auprès de banques françaises de premier rang disposant d’un rating attribué par Standard & Poor’s, Moody’s ou Fitch : A1+/P1/F1 sur le court terme pour 1 307 millions d’euros ;
- titres de créances négociables, billets de trésorerie et titres d’Etat ayant une maturité inférieure à trois mois émis par des entreprises ou des Etats de premier rang pour 794 millions d’euros ;
- des bons monétaires émis par des banques françaises de premier rang disposant d’un rating attribué par Standard & Poor’s, Moody’s ou Fitch : A1+/P1/F1 sur le court terme pour 219 millions d’euros.

## Note 30 Instruments Dérivés

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt, de change et de matières premières (voir note 29 Gestion des risques).

La juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
		Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de taux</b>	<b>30.1</b>	<b>716,0</b>	<b>131,3</b>	<b>560,6</b>	<b>86,8</b>	<b>355,0</b>	<b>76,6</b>
Couvertures de juste valeur		654,3	-	531,4	-	351,5	8,3
Couvertures de flux de trésorerie		56,6	109,8	26,7	63,5	-	59,6
Dérivés non qualifiés de couverture		5,1	21,5	2,5	23,3	3,5	8,7
<b>Instruments dérivés de change</b>	<b>30.2</b>	<b>38,4</b>	<b>118,9</b>	<b>32,4</b>	<b>126,0</b>	<b>58,6</b>	<b>103,9</b>
Couvertures d'investissements nets		11,6	30,1	3,6	49,6	13,1	17,1
Couvertures de juste valeur		6,0	11,9	2,6	1,0	7,9	0,6
Couvertures de flux de trésorerie		2,3	4,7	9,6	1,3	8,8	0,3
Dérivés non qualifiés de couverture		18,5	72,2	16,6	74,1	28,8	85,9
<b>Instruments dérivés de matières premières</b>	<b>30.3</b>	<b>36,5</b>	<b>46,7</b>	<b>62,7</b>	<b>34,0</b>	<b>63,9</b>	<b>43,6</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES</b>		<b>790,9</b>	<b>296,9</b>	<b>655,7</b>	<b>246,8</b>	<b>477,5</b>	<b>224,1</b>
<b>Dont instruments dérivés non courants</b>		<b>742,8</b>	<b>215,4</b>	<b>621,1</b>	<b>195,1</b>	<b>431,9</b>	<b>139,3</b>
<b>Dont instruments dérivés courants</b>		<b>48,1</b>	<b>81,5</b>	<b>34,6</b>	<b>51,7</b>	<b>45,6</b>	<b>84,8</b>

Les justes valeurs des instruments dérivés inscrites dans l'état de la situation financière consolidée et leur mode de détermination (selon la description faite à la note 1.26) se répartissent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011		Niveau 2 (en %)		Niveau 3 (en %)	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux	716,0	131,3	100%	100%	-	-
Instruments dérivés de change	38,4	118,9	100%	100%	-	-
Instruments dérivés de matières premières	36,5	46,7	55,1%	66,8%	44,9%	33,2%
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES</b>	<b>790,9</b>	<b>296,9</b>	<b>97,9%</b>	<b>94,8%</b>	<b>2,1%</b>	<b>5,2%</b>

Les instruments dérivés évalués sur la base de modèles internes avec certains paramètres non observables sont notamment des instruments dérivés sur électricité pour lesquels il n'y a pas de prix cotés sur des marchés actifs (notamment pour les options d'achats d'électricité de maturité très longue), ni de données observables sur les marchés (cours à terme des composantes matières) en particulier pour les échéances éloignées. Les paramètres sont alors estimés par les experts de Veolia Environnement.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010		Niveau 2 (en %)		Niveau 3 (en %)	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux	560,6	86,8	100 %	100 %	-	-
Instruments dérivés de change	32,4	126,0	100 %	100 %	-	-
Instruments dérivés de matières premières	62,7	34,0	48,5 %	61,5 %	51,5 %	38,5 %
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES</b>	<b>655,7</b>	<b>246,8</b>	<b>95,1 %</b>	<b>94,7 %</b>	<b>4,9 %</b>	<b>5,3 %</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2009		Niveau 2 (en %)		Niveau 3 (en %)	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux	355,0	76,6	100 %	100 %	-	-
Instruments dérivés de change	58,6	103,9	100 %	100 %	-	-
Instruments dérivés de matières premières	63,9	43,6	35,2 %	84,2 %	64,8 %	15,8 %
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES</b>	<b>477,5</b>	<b>224,1</b>	<b>91,3 %</b>	<b>96,9 %</b>	<b>8,7 %</b>	<b>3,1 %</b>

## 30.1 Instruments dérivés de taux

Les justes valeurs des instruments dérivés de taux inscrites dans l'état de la situation financière consolidée se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
		Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Instruments de dérivés de taux</b>		<b>716,0</b>	<b>131,3</b>	<b>560,6</b>	<b>86,8</b>	<b>355,0</b>	<b>76,6</b>
Couvertures de juste valeur	30.1.1	654,3	-	531,4	-	351,5	8,3
Couvertures de flux de trésorerie	30.1.2	56,6	109,8	26,7	63,5	-	59,6
Dérivés non qualifiés de couverture	30.1.3	5,1	21,5	2,5	23,3	3,5	8,7

### 30.1.1 Couverture de juste valeur de taux

Le risque de variation de valeur de la dette est couvert par des swaps prêteurs taux fixes – emprunteurs taux variables qui correspondent à des opérations de variabilisation de dettes obligataires (voir note 29 et note 18).

Les swaps qualifiés de couverture de juste valeur représentent un encours notionnel de 5 582,3 millions d'euros au 31 décembre 2011 avec une juste valeur nette de 654,3 millions d'euros inscrite dans l'état de la situation financière consolidée qui se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Swaps prêteur taux fixe/emprunteur taux variable	Montant notionnel des contrats par date de maturité			Juste valeur des dérivés		
		Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
<b>31 décembre 2011</b>		<b>5 582,3</b>	<b>200,0</b>	<b>2 679,2</b>	<b>2 703,1</b>	<b>654,3</b>	
31 décembre 2010		6 853,9	-	2 576,7	4 277,2	531,4	-
31 décembre 2009		6 315,4	-	2 361,1	3 954,3	351,5	8,3

La variation du montant nominal du portefeuille de couverture de juste valeur s'explique principalement par :

- la résiliation anticipée, pour un montant total de 1 299 millions d'euros, de certains swaps en couverture des EMTN 2013, 2016, 2018 (EMTN en dollar américain) et 2037 (EMTN en livre sterling).
- l'effet change sur les nominaux des swaps libellés en livre sterling et dollar américain pour 28 millions d'euros.

Malgré la résiliation d'une partie du portefeuille, la forte baisse des taux d'intérêts euro, livre sterling et dollar américain sur l'année 2011 explique l'appréciation de la juste valeur des swaps de variabilisation.

### 30.1.2 Couverture de flux de trésorerie de taux

Les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont des swaps prêteurs taux variables – emprunteurs taux fixes portent majoritairement sur les financements de « BOT » (*Build, Operate, Transfer*) dans la mesure où les actifs sous jacents génèrent eux-mêmes des flux à taux fixes.

Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux fixe/achats de caps (en millions d'euros)	Montant notionnel des contrats par date de maturité				Juste valeur des dérivés	
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
31 décembre 2011	1 678,5	-	1 417,1	261,4	56,6	109,8
31 décembre 2010	850,4	193,7	342,0	314,7	26,7	63,5
31 décembre 2009	997,2	230,9	202,1	564,2	-	59,6

Le montant inscrit directement dans les capitaux propres au titre des dérivés de taux en couverture de flux de trésorerie s'élevé à -84,7 millions d'euros après prise en compte de l'impôt au 31 décembre 2011.

Les flux contractuels associés aux swaps de taux sont payés de façon simultanée aux flux contractuels des emprunts à taux variables et le montant différé en autres éléments du résultat global est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

L'augmentation du portefeuille de couverture de flux de trésorerie provient principalement de :

- la mise en place de nouvelles opérations pour un total de 700 millions d'euros, principalement des swaps venant en couverture de la dette obligataire indexée sur inflation et du Crédit Syndiqué en Zlotys polonais ;
- l'arrivée à l'échéance ou la résiliation d'opérations pour 190 millions d'euros ;
- l'augmentation des nominaux de certains swaps en couverture de financements de projets de la Division Eau pour 310 millions d'euros.

La variation de la juste valeur des swaps de fixation s'explique pour l'essentiel par la baisse des taux euro, qui vient diminuer la juste valeur de ces swaps, et par l'arrivée à échéance d'un certain nombre d'opérations.

### 30.1.3 Dérivés de taux non qualifiés de couverture

Un certain nombre d'instruments financiers dérivés n'ont pas été qualifiés de couverture au regard de la norme IAS 39. Le Groupe considère néanmoins que ces opérations ne présentent pas de caractère spéculatif et sont nécessaires à la gestion efficace de son exposition au risque de taux d'intérêt.

(en millions d'euros)	Montants notionnels au 31 décembre 2011				Juste valeur des dérivés	
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
Swaps prêteur taux fixe/emprunteur taux variable	246,0	209,6	36,4	-	0,9	-
Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux fixe	1 743,9	1 593,5	97,5	52,9	2,1	11,0
Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux variable	250,0	-	250,0	-	1,7	-
<b>Total instruments financiers fermes</b>	<b>2 239,9</b>	<b>1 803,1</b>	<b>383,9</b>	<b>52,9</b>	<b>4,7</b>	<b>11,0</b>
Achats caps « vanilles » et structurés	1 290,2	300,0	990,2	-	0,4	10,5
Ventes caps	-	-	-	-	-	-
Vente swaption	-	-	-	-	-	-
<b>Total instruments financiers optionnels</b>	<b>1 290,2</b>	<b>300,0</b>	<b>990,2</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>10,5</b>
<b>TOTAL DERIVES DE TAUX NON QUALIFIES DE COUVERTURE</b>	<b>3 530,1</b>	<b>2 103,1</b>	<b>1 374,1</b>	<b>52,9</b>	<b>5,1</b>	<b>21,5</b>

La variation du montant du portefeuille de dérivés de taux non qualifiés de couverture entre 2011 et 2010 s'explique principalement par :

- la mise en place de nouvelles opérations pour un total de 1710 millions d'euros, principalement des swaps à court terme en couverture des placements de Trésorerie pour 1 260 millions d'euros et de nouveaux instruments optionnels pour 450 millions d'euros;
- en partie compensée par l'arrivée à échéance d'environ 170 millions d'euros d'instruments financiers ;

Pour rappel, l'analyse au **31 décembre 2010 et 2009** est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Montants notionnels au 31 décembre 2010				Juste valeur des dérivés	
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
Swaps prêteur taux fixe/emprunteur taux variable	358,6	293,7	56,9	8,0	2,5	-
Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux fixe	431,7	247,7	128,1	55,9	-	10,7
Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux variable	250,0	-	250,0	-	-	3,3
<b>Total instruments financiers fermes</b>	<b>1 040,3</b>	<b>541,4</b>	<b>435,0</b>	<b>63,9</b>	<b>2,5</b>	<b>14,0</b>
Achats <i>caps</i> « vanilles » et structurés	952,4	30,0	722,4	200,0	-	9,3
Ventes <i>caps</i>	-	-	-	-	-	-
Vente swaption	-	-	-	-	-	-
<b>Total instruments financiers optionnels</b>	<b>952,4</b>	<b>30,0</b>	<b>722,4</b>	<b>200,0</b>	<b>-</b>	<b>9,3</b>
<b>TOTAL DERIVES DE TAUX NON QUALIFIES DE COUVERTURE</b>	<b>1 992,7</b>	<b>571,4</b>	<b>1 157,4</b>	<b>263,9</b>	<b>2,5</b>	<b>23,3</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	Montants notionnels au 31 décembre 2009				Juste valeur des dérivés	
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
Swaps prêteur taux fixe/emprunteur taux variable	333,7	250,1	57,8	25,8	3,4	-
Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux fixe	755,2	627,5	41,5	86,2	-	5,6
Swaps prêteur taux variable/emprunteur taux variable	200,0	-	-	200,0	-	1,4
<b>Total instruments financiers fermes</b>	<b>1 288,9</b>	<b>877,6</b>	<b>99,3</b>	<b>312,0</b>	<b>3,4</b>	<b>7,0</b>
Achats <i>caps</i> « vanilles » et structurés	1 230,1	277,7	752,4	200,0	0,1	1,7
Ventes <i>caps</i>	-	-	-	-	-	-
Vente swaption	-	-	-	-	-	-
<b>Total instruments financiers optionnels</b>	<b>1 230,1</b>	<b>277,7</b>	<b>752,4</b>	<b>200,0</b>	<b>0,1</b>	<b>1,7</b>
<b>TOTAL DERIVES DE TAUX NON QUALIFIES DE COUVERTURE</b>	<b>2 519,0</b>	<b>1 155,3</b>	<b>851,7</b>	<b>512,0</b>	<b>3,5</b>	<b>8,7</b>

## 30.2 Instruments dérivés de change

Les justes valeurs des dérivés de change inscrites dans l'état de la situation financière consolidée sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Note	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
		Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>INSTRUMENTS DERIVES DE CHANGE</b>		<b>38,4</b>	<b>118,9</b>	<b>32,4</b>	<b>126,0</b>	<b>58,6</b>	<b>103,9</b>
Couvertures d'investissement net	30.2.1	11,6	30,1	3,6	49,6	13,1	17,1
Couvertures de juste valeur	30.2.2	6,0	11,9	2,6	1,0	7,9	0,6
Couvertures de flux de trésorerie	30.2.3	2,3	4,7	9,6	1,3	8,8	0,3
Dérivés non qualifiés de couverture	30.2.4	18,5	47,9	16,6	47,6	28,8	67,4
Dérivés incorporés			24,3	-	26,5	-	18,5

### 30.2.1 Couverture des investissements nets à l'étranger

Les instruments financiers qualifiés de « couverture d'un investissement net » se décomposent, par nature, de la façon suivante :

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	Montants notionnels au 31 décembre 2011 par devise et date de maturité					Juste valeur des dérivés	
	Devise	Montant	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
Swaps emprunteur devises	CZK	195,2	195,2	-	-	-	0,2
	SEK	60,4	60,4	-	-	-	0,4
	HKD	255,5	255,5	-	-	0,3	4,8
	HUF	36,0	36,0	-	-	0,7	-
	ILS	19,6	19,6	-	-	0,1	-
	JPY	78,9	78,9	-	-	-	1,5
	PLN	246,5	246,5	-	-	4,3	-
	Autres	17,2	17,2	-	-	-	-
Dérivé incorporé (vente à terme)	KRW	85,9	12,9	53,3	19,7	6,2	-
Cross currency swaps emprunteur taux fixe/prêteur taux fixe	CNY	120,0	-	60,0	60,0	-	23,2
<b>Total dérivés de change</b>		<b>1 115,2</b>	<b>922,2</b>	<b>113,3</b>	<b>79,7</b>	<b>11,6</b>	<b>30,1</b>
Emprunts USD	USD	1 224,5	-	326,3	898,2	N/A	N/A
Emprunts GBP	GBP	778,2	-	-	778,2	N/A	N/A
Crédit Syndiqué	PLN	307,3	307,3	-	-	N/A	N/A
<b>Total financements</b>		<b>2 310,0</b>	<b>307,3</b>	<b>326,3</b>	<b>1 676,4</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 425,2</b>	<b>1 229,5</b>	<b>439,6</b>	<b>1 756,1</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>

Les swaps de change susmentionnés sont de durée courte mais ils sont en général renouvelés à l'échéance, en attente d'un financement dans la devise du pays considéré et de durée appropriée.

La variation de juste valeur par rapport au 31 décembre 2010 s'explique pour l'essentiel par l'impact :

- de la variation de juste valeur du cross currency swap euro/renminbi yuan chinois pour +18,9 millions d'euros ;
- de la variation de juste valeur du dérivé incorporé en won coréen pour +7,8 millions d'euros.

Les prêts et créances intra-groupes faisant partie d'un investissement à l'étranger (IAS 21) font l'objet d'une couverture quasi-systématique par un financement externe en devises ou *via* des dérivés de change (cross currency swap, change à terme) répondant aux critères de qualification imposés par la norme IAS 39. Les écarts de change remontés en réserve de conversion au titre des instruments de couverture sont symétriquement inverses aux écarts de change constatés en réserves de conversion au titre des créances faisant partie de l'investissement net sauf dans les cas où :

- le prêt intra-groupe faisant partie de l'investissement net à l'étranger ne fait pas l'objet d'une couverture ;
- il existe une inefficacité de la couverture provenant de la différence entre le montant nominal de la couverture et le montant de l'actif net couvert ;
- seul l'actif net de la filiale à l'étranger (hors prêt faisant partie de l'investissement net) fait l'objet d'une couverture.

Les écarts de change enregistrés en réserve de conversion au 31 décembre 2011 pour un montant de -86,5 millions d'euros s'expliquent principalement :

- par la variation de l'effet de change provenant de la couverture des investissements de la Division Eau en Chine, en Corée, en République tchèque, au Japon et aux États-Unis pour un montant total de +7,4 millions d'euros ;
- par la variation de l'effet de change de -19,9 millions d'euros, provenant de la couverture des investissements de Veolia Environnement SA aux États-Unis;
- par les conséquences fiscales liées à la revue du planning fiscal du groupe fiscal France pour un montant total de -85 millions d'euros (voir note 13).

Pour rappel, l'analyse au **31 décembre 2010 et 2009** est la suivante :

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	Montants notionnels au 31 décembre 2010 par devise et date de maturité					Juste valeur des dérivés	
	Devise	Montant	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
	CZK	199,2	199,2	-	-	-	1,6
	GBP	73,8	73,8	-	-	0,2	1,6
	HKD	218,2	218,2	-	-	3,1	0,3
Swaps emprunteur devises	HUF	39,5	39,5	-	-	-	0,5
	ILS	29,5	29,5	-	-	0,2	0,3
	JPY	73,9	73,9	-	-	-	0,2
	PLN	85,8	85,8	-	-	-	1,4
	Autres	17,0	17,0	-	-	0,1	-
Dérivé incorporé (vente à terme)	KRW	98,5	14,7	51,4	32,4	-	1,6
Cross currency swaps emprunteur taux fixe/prêteur taux fixe	CNY	120,0	-	60,0	60,0	-	42,1
<b>Total dérivés de change</b>		<b>955,4</b>	<b>751,6</b>	<b>111,4</b>	<b>92,4</b>	<b>3,6</b>	<b>49,6</b>
Emprunts USD	USD	1 499,9	-	630,1	869,8	N/A	N/A
Emprunts GBP	GBP	755,2	-	-	755,2	N/A	N/A
Crédit Syndiqué	PLN	257,1	257,1	-	-	N/A	N/A
<b>Total financements</b>		<b>2 512,2</b>	<b>257,1</b>	<b>630,1</b>	<b>1 625,0</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 467,6</b>	<b>1 008,7</b>	<b>741,5</b>	<b>1 717,4</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	Montants notionnels au 31 décembre 2009 par devise et date de maturité					Juste valeur des dérivés	
	Devise	Montant	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
	AED	3,7	3,7	-	-	-	-
	AUD	7,5	7,5	-	-	-	0,1
	GBP	67,0	67,0	-	-	2,4	-
	HKD	199,9	196,0	3,9	-	-	0,5
Swaps emprunteur devises	HUF	86,9	86,9	-	-	-	0,5
	ILS	17,9	17,9	-	-	-	-
	JPY	60,3	60,3	-	-	0,6	-
	MXN	1,0	1,0	-	-	-	-
	PLN	5,8	5,8	-	-	-	0,5
Dérivé incorporé (vente à terme)	KRW	92,4	12,1	42,5	37,8	10,1	-
Cross currency swaps emprunteur taux fixe/prêteur taux fixe	CNY	120,0	-	60,0	60,0	-	15,5
<b>Total dérivés de change</b>		<b>662,4</b>	<b>458,2</b>	<b>106,4</b>	<b>97,8</b>	<b>13,1</b>	<b>17,1</b>
Emprunts USD	USD	1 339,8	-	411,6	928,2	N/A	N/A
Emprunts GBP	GBP	731,9	-	-	731,9	N/A	N/A
Crédit Syndiqué	CZK	190,3	190,3	-	-	N/A	N/A
Crédit Syndiqué	PLN	219,8	-	219,8	-	N/A	N/A
<b>Total financements</b>		<b>2 481,8</b>	<b>190,3</b>	<b>631,4</b>	<b>1 660,1</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
<b>TOTAL</b>		<b>3 144,2</b>	<b>648,5</b>	<b>737,8</b>	<b>1 757,9</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>

### 30.2.2 Couverture de juste valeur

Les instruments financiers qualifiés de « couverture de juste valeur » se décomposent, par nature, de la façon suivante :

Nature des instruments financiers (en millions d'euros)	Montants notionnels au 31 décembre 2011 par devise et date de maturité					Juste valeur des dérivés	
	Devise	Montant	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
Achat à terme	NOK	47,6	45,1	2,5	-	1,6	0,3
Achat à terme	USD	61,1	53,2	7,9	-	3,1	0,8
Achat à terme	GBP	20,7	19,5	1,2	-	0,7	0,5
Vente à terme	AUD	176,7	176,7	-	-	-	2,9
Vente à terme	HKD	67,8	44,5	23,3	-	-	3,5
Vente à terme	KWD	13,3	6,6	6,7	-	-	1,5
Autres devises		8,2	3,3	4,9	-	0,6	2,4
<b>TOTAL DERIVES DE CHANGE</b>						<b>6,0</b>	<b>11,9</b>

Les couvertures de juste valeur ci-dessus concernent pour l'essentiel des couvertures de change dans le cadre de contrats de construction.



### 30.2.3 Couverture de flux de trésorerie

Les instruments financiers qualifiés de « couverture de flux de trésorerie » se décomposent, par nature, de la façon suivante :

Nature des instruments financiers <i>(en millions d'euros)</i>	Montants notionnels au 31 décembre 2011 par devise et date de maturité					Juste valeur des dérivés	
	Devise	Montant	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total des actifs	Total des passifs
Achat à terme	CZK	39,5	36,4	3,1	-	0,7	2,4
Achat à terme	USD	4,8	4,8	-	-	0,6	0,7
Vente à terme	USD	8,0	8,0	-	-	-	0,4
Vente à terme	GBP	87,5	46,9	40,6	-	-	0,8
Autres devises		35,8	34,4	1,4	-	1,0	0,4
<b>TOTAL DERIVES DE CHANGE</b>						<b>2,3</b>	<b>4,7</b>

Les couvertures de flux de trésorerie ci-dessus relèvent pour l'essentiel d'opérations relatives à des achats/ventes à terme de devises différentes de la devise fonctionnelle des entités considérées pour des besoins liés à leur activité propre. Il s'agit notamment de couvertures prises dans le cadre d'un Private Finance Initiative (PFI) au Royaume-Uni.

### 30.2.4 Couverture des expositions de change dans l'état de la situation financière consolidée par des dérivés non qualifiés de couverture

Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011						
	Total	USD	GBP	NOK	HKD	KRW	Autres
Achats à terme	2,8	0,2	0,1	3,0	-	-	-0,5
Swaps prêteurs devises	2,0	1,8	0,1	-	-	-	0,1
<b>Total swaps de change et achats à terme</b>	<b>4,8</b>	<b>2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>
Ventes à terme	-25,4	-1,5	-0,1	-	-0,1	-24,3	0,6
Swaps emprunteur devises	-30,2	-3,7	-20,5	-	-8,5	-	2,5
<b>Total swaps de change et ventes à terme</b>	<b>-55,6</b>	<b>-5,2</b>	<b>-20,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-8,6</b>	<b>-24,3</b>	<b>3,1</b>
Options d'achat	0,0	-	-	-	-	-	-
Options de vente	-2,9	-	-	-	-	-2,9	-
<b>Total options de change</b>	<b>-2,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-2,9</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE</b>	<b>-53,7</b>	<b>-3,2</b>	<b>-20,4</b>	<b>3,0</b>	<b>-8,6</b>	<b>-27,2</b>	<b>2,7</b>

Pour rappel, les couvertures au 31 décembre 2010 et 2009 sont :

Juste valeur <i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2010						
	Total	USD	GBP	NOK	SEK	KRW	Autres
Achats à terme	-0,8	-0,6	-0,6	-	-	0,1	0,3
Swaps prêteurs devises	3,0	1,4	1,8	0,1	0,1	-	-0,4
<b>Total swaps de change et achats à terme</b>	<b>2,2</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>
Ventes à terme	-34,0	0,7	-	-0,4	-0,7	-30,1	-3,5
Swaps emprunteur devises	-25,1	0,2	-12,5	-4,5	-2,4	-	-5,9
<b>Total swaps de change et ventes à terme</b>	<b>-59,1</b>	<b>0,9</b>	<b>-12,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>-3,1</b>	<b>-30,1</b>	<b>-9,4</b>
Options d'achat	0,0	-	-	-	-	-	-
Options de vente	-0,6	-	-	-	-	-0,6	-
<b>Total options de change</b>	<b>-0,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-0,6</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE</b>	<b>-57,5</b>	<b>1,7</b>	<b>-11,3</b>	<b>-4,8</b>	<b>-3,0</b>	<b>-30,6</b>	<b>-9,5</b>

Juste valeur (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009						
	Total	USD	GBP	NOK	SEK	KRW	Autres
Achats à terme	-0,9	-0,7	-1,0	-	-	-	0,8
Swaps prêteurs devises	10,3	8,2	0,2	0,1	0,1	-	1,7
<b>Total swaps de change et achats à terme</b>	<b>9,4</b>	<b>7,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>2,5</b>
Ventes à terme	-17,4	2,0	-0,1	0,1	-	-18,5	-0,9
Swaps emprunteur devises	-49,1	1,4	-17,6	-11,1	-11,4	-	-10,4
<b>Total swaps de change et ventes à terme</b>	<b>-66,5</b>	<b>3,4</b>	<b>-17,7</b>	<b>-11,0</b>	<b>-11,4</b>	<b>-18,5</b>	<b>-11,3</b>
Options d'achat	-	-	-	-	-	-	-
Options de vente	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total options de change</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE</b>	<b>-57,1</b>	<b>10,9</b>	<b>-18,5</b>	<b>-10,9</b>	<b>-11,3</b>	<b>-18,5</b>	<b>-8,8</b>

Le portefeuille de dérivés de change ci-dessus est principalement contracté par Veolia Environnement SA dans le but de couvrir un endettement net en devises (constitué d'emprunts en devises ainsi que des prêts et emprunts intra-groupes en devises).

### 30.3 Instruments dérivés de matières premières

Au 31 décembre 2011, la juste valeur des instruments dérivés sur matières premières ressort respectivement à 36,5 millions d'euros à l'actif et à 46,7 millions d'euros au passif. La variation de juste valeur par rapport au 31 décembre 2010 est de -38,9 millions d'euros et s'explique pour l'essentiel par l'impact :

- De la variation des instruments électricité pour -18,7 millions d'euros, provenant principalement de l'arrivée à échéance de positions bénéficiaires en 2011 ;
- De la variation des opérations gaz pour -24,8 millions d'euros, provenant de la hausse du différentiel de prix Pétrole - Gaz ;
- De la variation des opérations CO2 pour + 5,7 millions d'euros, provenant de la baisse du prix du CO2 sur un portefeuille de ventes à terme.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés matières premières</b>	<b>36,5</b>	<b>46,7</b>	<b>62,7</b>	<b>34,0</b>	<b>63,9</b>	<b>43,6</b>
Électricité	22,2	21,6	42,2	22,9	53,1	18,3
Carburants	4,3	0,3	4,9	0,7	9,1	7,1
Gaz	-	15,9	8,9	-	-	1,3
CO <sub>2</sub>	8,9	3,0	0,7	0,5	0,8	0,4
Charbon	1,1	4,6	6,0	8,4	0,9	15,5
Autres	-	1,3	-	1,5	-	1,0

En application de la norme IAS 39, ces instruments dérivés se ventilent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010		Au 31 décembre 2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Instruments de dérivés matières premières</b>	<b>36,5</b>	<b>46,7</b>	<b>62,7</b>	<b>34,0</b>	<b>63,9</b>	<b>43,6</b>
Couverture de juste valeur	-	1,3	-	0,5	-	0,3
Couverture de flux de trésorerie	12,4	20,6	20,1	10,4	10,0	23,9
Dérivés non qualifiés de couverture	24,1	24,8	42,6	23,1	53,9	19,4

Les informations relatives au notionnel significatif (électricité – voir note 1.23) sont les suivantes.

### 30.3.1 Électricité

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Montant notionnel des contrats au 31 décembre 2011 par date de maturité</b>			
	<b>Montant total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>de 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
Instruments d'achat d'électricité :				
• en Gwh	11 420	774	2 293	8 353
• en M€	734	43	147	544
Instruments de vente d'électricité :				
• en Gwh	831	831	0	0
• en M€	58	58	0	0

Les instruments d'achat d'électricité s'échelonnent de 2012 à 2025 et représentent une valeur de marché de - 11 millions d'euros sur la base des hypothèses de valorisation de clôture et les instruments de vente à échéance 2012 ont une valeur de marché nette de +12 millions d'euros. Ces opérations sont enregistrées au bilan pour leur juste valeur définie sur la base de cours coté des matières premières pour les maturités proches et en utilisant des modèles internes avec des paramètres non observables en l'absence de marché liquide.

Une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % du cours de l'électricité (toutes choses égales par ailleurs) aurait pour effet de faire varier le résultat net respectivement de +5,6 millions d'euros et de -5,8 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Montant notionnel des contrats au 31 décembre 2010 par date de maturité</b>			
	<b>Montant total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>de 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
Instruments d'achat d'électricité :				
• en Gwh	11 186	700	2 100	8 386
• en M€	770,2	41,1	139,7	589,4
Instruments de vente d'électricité :				
• en Gwh	1 512	735	777	-
• en M€	110,8	55,2	55,6	-

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Montant notionnel des contrats au 31 décembre 2009 par date de maturité</b>			
	<b>Montant total</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>de 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
Instruments d'achat d'électricité :				
• en Gwh	13 196	1 052	2 934	9 210
• en M€	696,0	55,2	158,4	482,4
Instruments de vente d'électricité :				
• en Gwh	3 051	1 110	1 941	-
• en M€	215,2	72,3	142,9	-

### 30.3.2 Droit d'émission gaz à effet de serre

Les instruments relatifs aux droits d'émission de gaz à effet de serre ont une valeur de 8,9 millions d'euros à l'actif et 3 millions d'euros au passif. Pour l'essentiel, cette valeur est liée à des achats et ventes à terme qualifiés en couverture de flux de trésorerie. D'autres opérations non qualifiées de couverture sont afférentes à des contrats d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre ("EUA") contre des certificats d'émission de carbone ("carbon emission right") à échéance 2012. La valeur de ces opérations non qualifiées de couverture est de 2 millions d'euros à l'actif et 1,7 millions au passif. L'impact au compte de résultat consolidé de ces opérations est nul en 2011.

## Note 31 Engagements sociaux

### Rémunération en actions

#### Plans d'options d'achat ou de souscription d'actions de Veolia Environnement

Veolia Environnement a mis en place plusieurs plans d'options d'achat ou de souscription d'actions fixes classiques et un plan variable pour le management.

À la fin de l'exercice 2011, la situation des plans d'options en cours est la suivante :

	N° 8	N° 7	N° 6	N° 5	N° 4
	2010	2007	2006	2004	2003
Date d'attribution	28/09/2010	17/07/2007	28/03/2006	24/12/2004	24/03/2003
Nombre d'options attribuées	2 462 800	2 490 400	4 044 900	3 341 600	5 192 635
Nombre d'options non exercées	2 369 200	562 350*	3 286 799	3 062 914	0
Durée de vie des plans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
Conditions d'acquisition des droits	4 années de services rendus et conditions de performance	4 années de services rendus et conditions de performance	4 années de services rendus	3 années de services rendus et conditions de performance pour certains plans	3 années de services rendus
Mode d'acquisition	Au terme de quatre ans	Au terme de quatre ans	Au terme de quatre ans	Par tranche de 1/3 pendant trois ans	Par tranche de 1/3 pendant trois ans
Prix d'exercice (en euros)	22,50	57,05	44,03**	24,32**	22,14**

\* *Compte tenu des critères de performance, le nombre d'options effectivement exerçables a été réduit de 1 742 650 en 2008.*

\*\* *Prix d'exercice ajustés compte tenu des opérations ayant affecté le capital social de la Société (émission de bons de souscription d'actions le 17 décembre 2001 et augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription constatées le 2 août 2002 et le 10 juillet 2007). Pour mémoire, les prix d'exercice à l'origine pour les plans n° 4, n° 5 et n° 6 étaient respectivement de 22,50 euros, 24,72 euros et 44,75 euros.*

#### Année 2011

Le Groupe n'a octroyé aucune option sur ses actions en 2011.

#### Année 2010

En 2010, le Groupe a octroyé 2 462 800 options sur ses actions ordinaires aux membres du Comité exécutif (hors mandataire social) et à trois catégories de collaborateurs. La première est constituée des principaux dirigeants du Groupe Veolia Environnement, y compris les membres du comité exécutif. La deuxième catégorie est constituée des autres dirigeants du Groupe et la troisième est constituée des salariés cadres et non-cadres performants. La juste valeur estimée de chaque option attribuée en 2010 est de 1,86 euro. Elle a été calculée par référence au modèle Black and Scholes. Les hypothèses sous-jacentes de ce modèle sont les suivantes : prix de l'action 19,72 euros, volatilité de 26,6 % basée sur un historique du cours de 6 ans en cohérence avec la maturité estimée du plan, rendement annuel anticipé de 6,14 %, taux sans risque de 1,97 %, maturité d'exercice estimée à 6 ans.

#### Années 2008 et 2009

Le Groupe n'a octroyé aucune option sur ses actions, ni en 2008, ni en 2009.

**Année 2007**

En 2007, le Groupe avait octroyé 2 490 400 options sur ses actions ordinaires à deux catégories de collaborateurs. La première est constituée des dirigeants du Groupe Veolia Environnement, y compris les membres du comité exécutif. La seconde catégorie est constituée des principaux responsables des sociétés du Groupe Veolia Environnement et des salariés qui s’étaient distingués, au cours de l’exercice 2006, par des performances remarquables. La juste valeur estimée de chaque option attribuée en 2007 était de 13,91 euros. Elle a été calculée par référence au modèle Black and Scholes. Les hypothèses sous-jacentes de ce modèle sont les suivantes : prix de l’action 57,26 euros, volatilité historique de 21,75 %, rendement anticipé du dividende de 2 %, taux sans risque de 4,59 %, maturité d’exercice estimée à 6 ans.

En 2007, le Groupe avait par ailleurs octroyé 333 700 actions gratuites (AGA) sur ses actions ordinaires à des salariés qui s’étaient distingués au cours de l’exercice 2006 par des performances remarquables. En France, les droits s’acquièrent au terme de deux ans, suivis de deux ans d’incessibilité, et sous condition de performance. À l’international, les droits s’acquièrent au terme de quatre ans et sous condition de performance. La juste valeur estimée de chaque action gratuite attribuée en 2007 était de 57,26 euros, diminuée des dividendes non perçus pendant la période d’acquisition ainsi que, pour les actions attribuées à des bénéficiaires français, d’une décote d’incessibilité.

Enfin, en 2007, le Groupe avait octroyé 205 200 *Stock Appreciation Rights* (SAR) sur ses actions ordinaires à trois catégories de collaborateurs : premièrement les dirigeants du Groupe Veolia Environnement, deuxièmement les principaux responsables des sociétés du Groupe Veolia Environnement ; enfin les salariés qui s’étaient distingués, au cours de l’exercice 2006, par des performances remarquables. Les droits s’acquièrent au terme de quatre ans et sous condition de performance. Au 31 décembre 2010, la juste valeur estimée de chaque option attribuée en 2007 est de 0,03 euro. Elle a été calculée par référence au modèle Black and Scholes dont les hypothèses sous-jacentes sont les suivantes : prix de l’action 21,86 euros, volatilité historique de 32,38 %, rendement anticipé du dividende de 5,48 %, taux sans risque de 1,12 %, maturité d’exercice estimée à 2 ans, prix de souscription 57,20 euros.

Pour ces trois plans 2007 (Stock-option, actions gratuites et SAR), la condition de performance qui déterminait le nombre d’options était la progression du bénéfice net par action entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2008 et a été prise en compte dans le calcul du nombre d’options acquises et dans la charge de rémunération.

**Année 2006**

En 2006, le Groupe a octroyé 4 044 900 options sur ses actions ordinaires à 3 catégories de collaborateurs. La première est constituée des dirigeants du Groupe Veolia Environnement, y compris les membres du comité exécutif. La seconde catégorie est constituée des principaux responsables des sociétés du Groupe Veolia Environnement. La troisième catégorie est constituée des collaborateurs du Groupe qui se sont distingués par des performances remarquables. La juste valeur estimée de chaque option attribuée en 2006 était de 10,01 euros. Elle a été calculée par référence au modèle Black and Scholes. Les hypothèses sous-jacentes de ce modèle sont les suivantes : prix de l’action 44,75 euros, volatilité historique de 22,6 %, rendement anticipé du dividende de 1,92 %, taux sans risque de 3,69 %, maturité d’exercice estimée à 6 ans.

Les informations sur les options d’acquisition ou de souscription d’actions du Groupe octroyées depuis 2001 sont récapitulées ci-dessous avec le détail des mouvements sur les exercices 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 (plans de stock-options, à l’exclusion des plans AGA et SAR (dénoués en trésorerie)) :

	Nombre d’options	Prix d’exercice moyen pondéré (en euros)
<b>31 décembre 2006</b>	<b>16 800 258</b>	<b>33,67</b>
Octroyées	2 490 400	57,05
Ajustement augmentation de capital 10/07/07	228 525	33,79
Exercées	(4 046 076)	30,20
Annulées	(51 934)	49,70
Échues	-	
<b>31 décembre 2007</b>	<b>15 421 173</b>	<b>37,71</b>
Octroyées	-	-
Exercées	(886 095)	28,36
Annulées	(242 056)	46,78
Échues	(1 804 495)*	56,17
<b>31 décembre 2008</b>	<b>12 488 527</b>	<b>35,53</b>

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Octroyées		
Exercées	(31 011)	25,06
Annulées	(148 418)	46,05
Échues	(1 382 525)	40,59
<b>31 décembre 2009</b>	<b>10 926 573</b>	<b>34,78</b>
Octroyées	2 462 800	22,50
Exercées	(71 113)	29,46
Annulées	(310 576)	45,43
Échues	(1 895 041)	36,65
<b>31 DECEMBRE 2010</b>	<b>11 112 643</b>	<b>31,48</b>
Octroyées	-	-
Exercées	(64 197)	22,14
Annulées	(287 140)	38,30
Échues	(1 480 043)	22,14
<b>31 DECEMBRE 2011</b>	<b>9 281 263</b>	<b>31,48</b>

\* Dont 1 742 650 en raison de la non-réalisation des conditions de performance.

En 2011, le prix moyen des actions au moment de l'exercice des options était de 22,15 euros.

Les informations sur les options d'acquisition ou de souscription d'actions Veolia Environnement en circulation au 31 décembre 2011 sont récapitulées ci-dessous :

Prix d'exercice	Nombre d'options en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Durée de vie résiduelle moyenne (en années)	Nombre d'options acquises
20-25	5 432 114	23,53	3,61	3 062 914
40-45	3 286 799	44,03	2,35	3 286 799
55-60	562 350	57,05	3,54	562 350

Au 31 décembre 2011, 6 912 063 options étaient exerçables.

## Plans d'épargne salariale des collaborateurs

Veolia Environnement a mis en place des plans d'épargne, classiques et à effet de levier, qui permettent à de nombreux collaborateurs de Veolia Environnement et de ses filiales de souscrire des actions de Veolia Environnement. Les actions souscrites par les collaborateurs dans le cadre de ces plans sont soumises à certaines restrictions concernant la cession ou le transfert d'actions par les collaborateurs.

Pour les exercices 2010 et 2009, les informations concernant les actions souscrites par les collaborateurs de Veolia Environnement sont les suivantes :

	2010	2009
Nombre d'actions	855 335	624 387
Prix de souscription des titres	17,74 €	21,28€
Montant souscrit (en millions d'euros)	15,2	13,3

En 2010, la charge enregistrée conformément à la norme IFRS 2 au titre du plan d'épargne est de 8,2 millions d'euros. Cette charge intègre une décote d'incessibilité appliquée au plan classique de 1,2 million d'euros.

En 2009, en l'absence de décote accordée aux souscripteurs du plan, la charge enregistrée au titre du plan d'épargne est de 5,1 millions d'euros et correspond au montant de l'abondement valorisé au 3 juillet, date de clôture de l'opération, diminué d'une décote d'incessibilité appliquée au plan classique de 915 milliers d'euros.

Le Groupe Veolia applique les recommandations du CNC (communiqué du 21 décembre 2004 relatif aux Plans d’Épargne Entreprise et complément du 2 février 2007). La méthode retenue pour valoriser la décote d’inaccessibilité consiste à calculer le différentiel de valeur entre une opération de vente à terme des actions à cinq ans et un achat du même nombre d’actions au comptant, cet achat étant financé par un prêt.

Les paramètres de calcul en 2010 et 2009 sont les suivants :

	2010	2009
Taux sans risque	1,81 %	2,76%
Taux d’intérêt pour calculer le coût de portage	5,74 %	6,9%
Coût notionnel d’inaccessibilité des titres (en pourcentage du cours comptant des titres à la date d’attribution)	17 %	17,9%

## Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l’emploi

### a- Description des régimes

Le Groupe a mis en place au profit de ses collaborateurs, en fonction de l’environnement réglementaire et des accords collectifs, des régimes de retraite à contributions définies, des régimes de retraite à prestations définies (d’entreprise ou multi-employeurs) et d’autres avantages postérieurs à l’emploi.

Dans certaines filiales, des régimes de retraites supplémentaires à contributions définies ont été mis en place. Les dépenses effectuées par le Groupe au titre de ces régimes représentent 70 millions d’euros pour l’exercice 2011 (hors métier du Transport), 98 millions d’euros pour l’exercice 2010 et 91 millions d’euros pour l’exercice 2009.

Certaines sociétés du Groupe ont aussi mis en place des régimes de retraite à prestations définies et/ou offrent d’autres avantages postérieurs à l’emploi (principalement des indemnités de fin de carrière). Les engagements les plus significatifs se situent au Royaume Uni, avec une dette actuarielle au 31 décembre 2011 (hors métier du Transport) de 1 178 millions d’euros (et des actifs de couverture de 1 057 millions d’euros) et en France, avec une dette actuarielle au 31 décembre 2011 de 466 millions d’euros (et des actifs de couverture de 119 millions d’euros).

Au Royaume Uni, les obligations concernent plusieurs plans, dont principalement des plans à prestations définies basés sur le dernier salaire et financés auprès d’un fonds de pension indépendant. La plupart de ces plans ne sont plus accessibles aux nouveaux embauchés. La durée de ces plans est de l’ordre 18 ans.

En France, environ 75 % de la dette correspond aux indemnités légales de départ à la retraite versées en une seule fois. Ces indemnités représentent un multiple du dernier salaire en fonction de l’ancienneté et sont obligatoirement payées au départ en retraite des salariés, en application de la convention collective. La durée de ces plans est de l’ordre de 13 ans. Une partie de ces obligations est couverte par des contrats d’assurance.

Dans le cadre d’accords collectifs, certaines sociétés du Groupe participent à des régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies. Cependant, certains de ces régimes n’étant pas capables de fournir une base cohérente et fiable pour répartir l’obligation, les actifs et les coûts entre les différentes entités y participant, ils sont comptabilisés comme des régimes à cotisations définies conformément à la norme IAS 19. Les principaux plans multi-employeurs se trouvent en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, et concernent environ 4 600 salariés en 2011 (hors métier du Transport). La dépense correspondante enregistrée en compte de résultat consolidé est égale aux cotisations de l’année : elle s’élève à environ 13 millions d’euros en 2011 et à 29 millions d’euros en 2010 et en 2009. Les régimes multi-employeurs en Suède et aux Pays-Bas sont financés par capitalisation ; les régimes multi-employeurs en Allemagne sont généralement financés par répartition.

Le Groupe offre également d’autres avantages postérieurs à l’emploi, principalement des régimes d’assurance maladie aux États-Unis.

### b- Engagements relatifs aux régimes de retraites à prestations définies et autres avantages postérieurs à l’emploi

Les tableaux ci-après présentent les engagements relatifs aux régimes de retraite à prestations définies et aux autres avantages postérieurs à l’emploi.

NB : par définition, ces tableaux excluent les régimes de retraite à cotisations définies (pour lesquels l'engagement est limité à la cotisation annuelle enregistrée en charge de l'exercice et ne donne donc pas lieu à une provision fondée sur une évaluation actuarielle) et les régimes de retraite multi-employeurs à prestations définies qui sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations définies.

## b-1 Évolution de l'engagement (DBO- Defined Benefit Obligation)

Évolution de l'engagement	Au 31 décembre					
	Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)			Couverture médicale des retraités		
(en millions d'euros)	2011	2010	2009	2011	2010	2009
<b>Dette actuarielle en début d'exercice</b>	<b>2062,7</b>	<b>1 770,1</b>	<b>1 522,0</b>	<b>53,2</b>	<b>41,5</b>	<b>41,7</b>
Retraitement de la dette actuarielle du métier Transport en cours de cession	-172,1			-37,6		
<b>Dette actuarielle en début d'exercice</b>	<b>1890,6</b>	<b>1 770,1</b>	<b>1 522,0</b>	<b>15,6</b>	<b>41,5</b>	<b>41,7</b>
Coût normal	49,3	57,1	51,3	0,9	1,5	0,6
Intérêts sur la dette actuarielle	86,9	92,9	89,4	0,6	2,3	2,4
Cotisations employés	4,3	5,4	5,7	-	-	-
Acquisitions*	3,4	64,7	5,1	2,4	-	-
Cessions**	-20,6	-14,5	-14,3	-	-1,8	-
Réduction	-8,8	-3,6	-9,3	-	-	-
Liquidations***	-23,0	-10,3	-1,1	-5,6	-	-2,6
Perte actuarielle (gain)	3,1	106,2	142,6	1,8	3,8	1,3
Prestations versées	-79,2	-86,6	-78,8	-1,6	-3,3	-2,8
Modifications de plans	10,1	10,6	3,3	-	3,8	-
Autres (dont variation de périmètre, effets de change)	41,2	70,7	54,2	-0,1	5,4	0,9
<b>(A) DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>1957,3</b>	<b>2 062,7</b>	<b>1 770,1</b>	<b>14,0</b>	<b>53,2</b>	<b>41,5</b>

\* En 2010, provient principalement des engagements repris par le Groupe suite à l'obtention du contrat Phoenix aux États-Unis pour un montant de 56,8 millions d'euros.

\*\* En 2011, la ligne cession comporte notamment la diminution de DBO liée à la cession de Proxiserve (Energie) pour 12,8 millions d'euros

\*\*\* Notamment, en 2011, la résiliation anticipée du contrat de gestion conclu entre la ville d'Indianapolis et Veolia engendre une diminution de la DBO (liquidation) de 15,0M€.

Les autres variations de l'engagement de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités) sont principalement liées aux effets de change (soit en 2011, 38 millions d'euros, soit en 2010, 67 millions d'euros, et en 2009, 60 millions d'euros).



## b-2 Évolution des actifs de couverture

Évolution des actifs du plan <i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre					
	Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)			Couverture médicale des retraités		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
<b>Valeur vénale des placements en début d'exercice</b>	<b>1 290,3</b>	<b>1 101,9</b>	<b>901,1</b>	-	-	-
Retraitement de la valeur vénale des placements du métier Transport, en cours de cession	71,3					
<b>Valeur vénale des placements en début d'exercice</b>	<b>1 219,0</b>	<b>1 101,9</b>	<b>901,1</b>	-	-	-
Rendement attendu sur les placements	66,7	67,4	58,6	-	-	-
Gain actuariel (perte)	-16,5	35,6	79,2	-	-	-
Cotisations employeur**	37,5	58,4	63,4	-	-	-
Cotisations employés	4,3	5,4	5,7	-	-	-
Acquisitions*	0,2	38,5	4,1	-	-	-
Cessions	-2,7	-6,7	-2,4	-	-	-
Liquidations	-13,6	-8,4	-0,9	-	-	-
Prestations versées	-48,2	-52,8	-50,5	-	-	-
Autres (dont variation de périmètre, effets de change)	35,1	51,0	43,6	-	-	-
<b>(B) VALEUR VENALE DES PLACEMENTS EN FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>1 281,8</b>	<b>1 290,3</b>	<b>1 101,9</b>	-	-	-

\* en 2010, provient principalement des engagements repris par le Groupe suite à l'obtention du contrat Phoenix aux États-Unis pour un montant de 38,4 millions d'euros.

\*\* Les cotisations employeur de 2009 incluent des cotisations exceptionnelles d'environ 7 millions d'euros au Royaume-Uni.

Les autres variations des actifs de couverture sont principalement liées aux effets de change (soit en 2011, 34 millions d'euros, en 2010, 48 millions d'euros, et en 2009, 51 millions d'euros).

Le Groupe prévoit de contribuer à hauteur de 36 millions d'euros aux régimes à prestations définies en 2012.

L'allocation moyenne des actifs des régimes de retraites du Groupe (hors métier du Transport) au 31 décembre 2011, 2010 et 2009 est la suivante :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Actions	47 %	47 %	46 %
Obligations et dettes	43 %	45 %	41 %
Contrats d'assurance	9 %	5 %	13 %
Liquidités	0 %	2 %	0 %
Autres	1 %	1 %	0 %

Les actifs du Groupe en France sont placés en premier lieu auprès de compagnies d'assurance et le taux à long terme attendu de ces actifs est directement lié aux rendements historiques observés. Les actifs au Royaume-Uni sont principalement placés en actions et obligations par l'intermédiaire d'une structure fiduciaire, les taux à long terme attendus résultant d'observations statistiques de la performance de marché à long terme.

Le rendement réel des placements (rendement attendu sur les placements + gains/pertes actuarielles) était de 50,2 millions d'euros à fin 2011 (hors métier du Transport) à comparer à 103,0 millions d'euros à fin 2010, et à 137,8 millions d'euros à fin 2009.

Le rendement attendu des actifs pour le Royaume Uni (représentant la grande majorité des actifs de couverture du Groupe) est déterminé régime par régime, sur la base des attentes du marché et dépendent notamment de la stratégie d'investissement de chaque Division. Le rendement attendu sur les placements pour l'année 2012 s'élève à 63 millions d'euros.

**b-3 Évolution de la couverture financière et de la provision**

	Au 31 décembre					
	Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)			Couverture médicale des retraités		
(en millions d'euros)	2011	2010	2009	2011	2010	2009
<b>Couverture financière = (B) – (A)</b>	<b>-675,5</b>	<b>-772,4</b>	<b>-668,2</b>	<b>-14,0</b>	<b>-53,2</b>	<b>-41,5</b>
Coût services passés non amortis	79,9	93,3	88,4	-	2,9	0,6
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>MONTANT NET DES DROITS</b>	<b>-595,6</b>	<b>-679,1</b>	<b>-579,8</b>	<b>-14,0</b>	<b>-50,3</b>	<b>-40,8</b>
Provisions	-606,1	-686,2	-594,2	-14,0	-50,3	-40,8
Avantages payés d'avance	10,5	7,1	14,4	-	-	-

L'année 2011 est présentée hors métier du Transport.

Le total des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi s'élève à 620,1 millions d'euros (hors métier du Transport) contre 736,5 millions d'euros en 2010 (dont 128,2 millions d'euros au titre du métier du Transport). En 2011, ce montant inclut notamment 1,6 millions d'euros de provision reclassée dans l'état de la situation financière consolidée en passif destiné à la vente (soit un montant de 618,5 millions d'euros enregistré dans l'état de la situation financière consolidée).

Hors métier du Transport, la dette actuarielle (DBO, *Defined Benefit Obligation*) pour les régimes de retraite à prestations définies et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités) non couverts s'élève à 343,2 millions d'euros et 1 614,1 millions d'euros pour les régimes qui sont partiellement ou en totalité couverts au 31 décembre 2011, à comparer respectivement à 409,9 millions d'euros et 1 652,8 millions d'euros à fin 2010 et à 347 millions d'euros et 1 423 millions d'euros à fin 2009.

**b-4 Évolution des droits à remboursement**

Évolution des droits à remboursement			
(en millions d'euros)	2011	2010	2009
<b>Valeur vénale des droits à remboursement en début d'exercice</b>	<b>24,2</b>	<b>22,4</b>	<b>22,3</b>
Retraitement de la valeur vénale des droits à remboursement du métier du Transport en cours de cession	19,2		
<b>Valeur vénale des droits à remboursement en début d'exercice</b>	<b>5,0</b>	<b>22,4</b>	<b>22,3</b>
Rendement attendu sur droits à remboursement	0,3	0,9	0,9
Gain actuariel (perte)	-0,8	1,4	0,9
Acquisitions	-	0,8	-
Remboursements versés	-0,7	-1,4	-1,9
Autres (dont nouveaux droits à remboursement)	-	0,1	0,2
<b>VALEUR VENALE DES DROITS A REMBOURSEMENT EN FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>3,8</b>	<b>24,2</b>	<b>22,4</b>

La valeur de marché des droits à remboursement enregistrés à l'actif s'élève au 31 décembre 2011 à 3,8 millions d'euros. Les droits à remboursement concernent la part des droits des salariés au titre des engagements postérieurs à l'emploi correspondant à la période effectuée avec l'employeur précédent ou lorsque le contrat d'exploitation stipule que les droits des salariés au titre de ces engagements sont remboursés par un tiers.

## b-5 Impacts au compte de résultat consolidé

Le coût net des avantages, présenté hors métier du Transport pour l'année 2011, est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre					
	Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)			Couverture médicale des retraités		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009
Coût normal	49,3	57,1	51,3	0,9	1,5	0,6
Intérêts sur la dette actuarielle	86,9	92,9	89,4	0,6	2,3	2,4
Rendement attendu sur les placements	-66,7	-67,4	-58,6	-	-	-
Rendement attendu sur les droits à remboursements	-0,3	-	-	-	-0,9	-0,9
Amortissement des coûts des services passés	10,6	11,1	10,2	-	1,5	0,4
Réductions/Liquidations	-15,4	-3,0	-9,5	-5,6	-	-2,6
Autres <sup>(1)</sup>	2,0	-0,9	-12,3	-	-	-
<b>COUT NET DES AVANTAGES</b>	<b>66,4</b>	<b>89,8</b>	<b>70,5</b>	<b>-4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>-0,1</b>

<sup>(1)</sup> Le montant figurant sur la ligne « Autres » en 2009 inclut notamment les dotations et reprises de provision pour engagements sociaux liées aux gains et pertes de contrat

L'ensemble de ces coûts est enregistré en résultat opérationnel, à l'exception des intérêts sur la dette actuarielle et du rendement attendu sur les placements, qui sont enregistrés en résultat financier.

Le coût net du métier du Transport pour les années 2009 et 2010 était le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre			
	Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)		Couverture médicale des retraités	
	2010	2009	2010	2009
Coût normal	5,9	5,1	0,5	0,4
Intérêts sur la dette actuarielle	5,9	4,3	1,7	1,6
Rendement attendu sur les placements	-2,6	-0,9	-	-
Rendement attendu sur les droits à remboursements	-	-	-0,9	-0,9
Amortissement des coûts des services passés	0,7	0,3	1,5	0,4
Réductions/Liquidations	-0,4	-0,9	-	-
Autres <sup>(1)</sup>	0,2	-12,3	-	-
<b>COUT NET DES AVANTAGES</b>	<b>9,7</b>	<b>-4,4</b>	<b>2,8</b>	<b>1,5</b>

<sup>(1)</sup> Le montant figurant sur la ligne « Autres » en 2009 inclut notamment les dotations et reprises de provision pour engagements sociaux liées aux gains et pertes de contrat

## c- Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles utilisées pour les calculs varient selon les pays où sont mis en place les plans.

## Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)

Les hypothèses moyennes utilisées pour déterminer les engagements sociaux liés aux retraites au 31 décembre 2011 (hors métier du Transport), 2010 et 2009 sont les suivantes :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Taux d'actualisation	4,54 %	4,76 %	5,23 %
Taux de croissance des rémunérations	3,58 %	3,44 %	3,66 %

Dans les principales zones en termes d'engagements postérieurs à l'emploi, les taux d'actualisation au 31 décembre 2011, 2010 et 2009 sont :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Royaume Uni	4,70 %	5,10%	5,50%
Zone Euro	4,70 %	4,60%	5,25%

Les taux de rendement attendus sur les placements en 2011, 2010 et 2009, tels que définis au début de chaque année pour déterminer le montant enregistré au compte de résultat sont les suivants :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Taux du rendement attendu sur les placements	5,7 %	5,9 %	6,5 %
Durée de vie active résiduelle moyenne ( <i>en année</i> )	12,2	12,9	13,0

Au Royaume Uni, qui représente la grande majorité des actifs de couverture, le taux de rendement attendu sur les placements, tel que défini au début de l'année 2011 s'établit à 6,1 %.

Le taux de rendement réel des actifs sur les exercices 2011, 2010 et 2009 sont de 4,0%, 8,6 %, et 13,8 % respectivement.

## Sensibilité de la dette actuarielle et du coût des services rendus à l'évolution des taux

La dette actuarielle du Groupe (hors métier du Transport) est particulièrement sensible aux taux d'actualisation et d'inflation. Ainsi, une hausse de 1 % du taux d'actualisation diminuerait la dette actuarielle du Groupe d'environ 262 millions d'euros et le coût des services rendus de l'année suivante de 7 millions d'euros. Une baisse de 1 % du taux d'actualisation augmenterait la dette actuarielle de 311 millions d'euros et le coût des services rendus de l'année suivante de 9 millions d'euros. A l'inverse, une hausse de 1% du taux d'inflation augmenterait la dette actuarielle du Groupe d'environ 246 millions d'euros et le coût des services rendus de l'année suivante de 9 millions d'euros. Une baisse de 1 % du taux d'inflation diminuerait la dette actuarielle de 215 millions d'euros et le coût des services rendus de 7 millions d'euros.

Une augmentation de 1 % de l'hypothèse de taux de rendement attendu permettrait de générer un produit supplémentaire de 12,3 millions d'euros.

## Couverture médicale des retraités (hors métier du Transport)

Les hypothèses complémentaires relatives aux régimes d'assurance maladie sont :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Taux de croissance moyen du coût de l'assurance maladie</b>			
Hypothèse de taux de croissance des coûts maladie pour l'exercice suivant	5,36 %	5,6 %	4,9 %
Taux de croissance cible des coûts	3,7 %	3,9 %	3,5 %

Année de stabilité du taux de croissance long terme	2019	2020	2019
---	------	------	------

En 2011, les régimes de couverture médicale des retraités sont principalement concentrés aux Etats Unis (alors que les années précédentes, les données relatives à ces régimes incluait également les mutuelles pour les retraités en France du métier du Transport).

Les hypothèses de croissance de coûts d'assurance maladie ont peu d'impact sur la dette actuarielle et sur le coût normal des services.

**Les montants pour l'exercice en cours et les quatre exercices précédents sont les suivants :**

<b>Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (hors couverture médicale des retraités)</b>	<b>2011 (*)</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Dette actuarielle en fin d'exercice	-1 957,3	-2 062,7	-1 770,1	-1 522,0	-1 733,4
Valeur vénale des placements en fin d'exercice	1 281,8	1 290,3	1 101,9	901,1	1 242,7
<b>Couverture financière</b>	<b>-675,5</b>	<b>-772,4</b>	<b>-668,2</b>	<b>-620,9</b>	<b>-490,7</b>
Gains (pertes) actuariels/expérience sur engagements	-20,0	0,3	-11,7	8,8	-0,7
<i>Soit en % de la dette actuarielle</i>	<i>1,02%</i>	<i>-0,02 %</i>	<i>0,66 %</i>	<i>-0,58 %</i>	<i>0,04 %</i>
Gains (pertes) actuariels/expérience sur actifs	-16,5	35,6	79,2	-219,6	-5,6
<b>Couverture médicale des retraités</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Dette actuarielle en fin d'exercice	-14,0	-53,2	-41,5	-41,7	-41,0
Valeur vénale des placements en fin d'exercice	-	-	-	-	-
<b>Couverture financière</b>	<b>-14,0</b>	<b>-53,2</b>	<b>-41,5</b>	<b>-41,7</b>	<b>-41,0</b>
Gains (pertes) actuariels/expérience sur engagements	-0,2	0,7	0,5	1,9	1,9
<i>Soit en % de la dette actuarielle</i>	<i>1,4%</i>	<i>-1,25 %</i>	<i>-1,20 %</i>	<i>-4,56 %</i>	<i>-4,63 %</i>
Gains (pertes) actuariels/expérience sur actifs	-	-	-	-	-

(\*) L'année 2011 est présentée hors Métier du Transport

Le cumul des écarts actuariels sur engagements et actifs, enregistrés en autres éléments du résultat global, et de variation du plafonnement d'actif (*asset ceiling*) sont les suivants :

	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Montant cumulé au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>-320,5</b>	<b>-247,5</b>	<b>-185,8</b>
Mouvement de la période	-12,4	-73,0	-61,7
<b>MONTANT CUMULE AU 31 DECEMBRE</b>	<b>-332,9</b>	<b>-320,5</b>	<b>-247,5</b>

## **Note 32 Principales acquisitions**

### **32.1 Acquisitions réalisées au cours de l’exercice 2011**

Les acquisitions 2011 dont les flux nets de trésorerie excèdent 100 millions d’euros sont décrites ci-après.

Les acquisitions 2011 dont les flux nets de trésorerie liés à l’acquisition sont inférieurs à 100 millions d’euros représentent 42,4 millions d’euros de coût de regroupement. Ces acquisitions contribuent au produit des activités ordinaires de 2011 du Groupe à hauteur de 49,8 millions d’euros.

Ces transactions ont été comptabilisées selon la norme relative aux regroupements d’entreprises (IFRS 3 révisée).

Conformément à IFRS 3 révisée, le Groupe dispose d’un délai de 12 mois à compter de la date d’acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d’entreprises considéré. La juste valeur des actifs et passifs retenue à la clôture est donc susceptible d’être modifiée.

De manière générale, les goodwill sont justifiés par les synergies avec les opérations préexistantes dans le Groupe et les développements futurs.

#### **Acquisition de SPEC au sein de la Division Energie (en Pologne)**

En date du 11 octobre 2011, Dalkia Polska a pris le contrôle de 85 % de la société Stołeczne Przedsiębiorstwo Energetyki Ciepłej S.A. (SPEC), propriétaire et exploitant du réseau de chaleur de la ville de Varsovie et de sa filiale Finpol.

Au niveau du Groupe, SPEC et sa filiale, rattachées à Dalkia International, sont consolidées selon la méthode de l’intégration proportionnelle à 75,81 %.

Cette acquisition s’inscrit dans le cadre du développement du modèle de Dalkia en Europe Continentale et de la stratégie du Groupe Dalkia. L’acquisition du réseau de Varsovie devrait être fortement créatrice de valeur pour Dalkia compte tenu de son savoir-faire opérationnel, social, réglementaire et son expérience en Pologne

Cette transaction a été comptabilisée selon la norme relative aux regroupements d’entreprises (IFRS 3 révisée).

Les travaux de mise à la juste valeur des actifs et passifs sont provisoires et seront finalisés en 2012. Ils ont principalement porté sur le réseau de chaleur de la ville de Varsovie en se basant sur une évaluation externe.

Les actifs et passifs se détaillent comme suit pour leur juste valeur provisoire à la date de clôture :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur comptable (en quote-part)	Méthode de l'acquisition (en quote- part)	Juste valeur provisoire au 31 décembre 2011 (en quote-part)
<b>ACTIF (+)</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Autres actifs incorporels	0,7	2,0	2,7
Actifs corporels	187,9	131,1	319,0
IDA	9,5	2,6	12,1
<b>Actifs courants</b>			-
Stocks et travaux en cours	4,9	-	4,9
Créances d'exploitation	16,8	-	16,8
Autres actifs opérationnels courants	0,2	-	0,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22,9	-	22,9
<b>PASSIF (-)</b>			
<b>Intérêts minoritaires</b>	-27,6	-14,6	-42,2
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions non courantes	-19,0	4,7	-14,3
IDP	-1,2	-25,3	-26,5
<b>Passifs courants</b>			
Dettes d'exploitation	-29,7	-18,1	-47,8
Provisions courantes	-8,9	-	-8,9
<b>ACTIF NET ACQUIS</b>	156,5	82,4	238,9
<b>Actif net en quote-part</b>			238,9
<b>Goodwill résiduel</b>			10,7
<b>Contrepartie transférée (Coût du regroupement d'entreprises)</b>			249,6
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'acquisition <sup>(1)</sup></b>			226,7
Trésorerie décaissée			249,6
Trésorerie acquise			22,9

<sup>(1)</sup> Les flux nets de trésorerie s'élevaient à 299,0 millions d'euros à 100%.

Les coûts d'acquisition qui s'élevaient à -0,7 million d'euros ont été comptabilisés en résultat opérationnel.

SPEC a contribué à hauteur de 77,1 millions d'euros au produit des activités ordinaires en 2011. Si elle avait été consolidée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, elle aurait contribué à hauteur de 260,9 millions d'euros au produit des activités ordinaires du Groupe en 2011.

Par ailleurs, le Groupe a consenti un engagement de rachat des 15% restant détenus par les salariés au prix fixe de 100PLN l'action. Les salariés peuvent exercer leur option en 2014. La dette liée à cet engagement a été reconnue en dettes par contrepartie des capitaux propres.

## 32.2 Acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2010

Les justes valeurs des actifs et passifs acquis retenues à la clôture 2010 dans les bilans d'ouverture des acquisitions 2010 non définitifs au 31 décembre 2010 (United Utilities par la Division Eau, New World Resources Energy au sein de la Division Energie et les sociétés anciennement détenues conjointement avec Suez Environnement au sein de la division Eau) n'ont pas subi de modification significative pendant le délai d'affectation de 12 mois suivant leur date d'acquisition.

## Note 33 Contrats de construction

Comme décrit dans la note 1.22, le Groupe Veolia comptabilise ses contrats de construction à l'avancement. À chaque arrêté comptable, une situation par contrat compare le montant des coûts encourus augmenté de la marge comptabilisée (y compris les éventuelles pertes à terminaison) aux facturations intermédiaires : « un contrat de construction, actif » est donc un contrat pour lequel les coûts engagés et la marge reconnue sont supérieurs à la facturation émise.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Contrats de construction en cours, actifs (A)	622,4	500,0	358,7
Contrats de construction en cours, passifs (B)	294,1	238,1	292,4
<b>Contrats de construction en cours, nets (A) – (B)</b>	<b>328,3</b>	<b>261,9</b>	<b>66,3</b>
Coûts encourus majorés des profits comptabilisés et diminués des pertes comptabilisées à ce jour (C)	5 798,1	5 757,4	5 413,7
Factures émises (D)	5 469,8	5 495,5	5 347,4
<b>Contrats de construction en cours, nets (C) – (D)</b>	<b>328,3</b>	<b>261,9</b>	<b>66,3</b>
<b>Montant des avances reçues des clients</b>	<b>88,4</b>	<b>55,0</b>	<b>36,8</b>

## Note 34 Contrats de location simple

Le Groupe a recours à des contrats de location simple essentiellement pour du matériel de transport et des constructions).

Le montant des paiements minimum futurs au titre des contrats de location simple ressort à 2 686,7 millions d'euros contre 3 108,1 millions d'euros au 31 décembre 2010, et 2 753,7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2011, l'échéancier des paiements minimums futurs au titre de ces contrats est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Location simple
2012	583,9
2013 & 2014	817,8
2015 & 2016	529,9
2017 et années ultérieures	755,1
<b>TOTAL MINIMUM DES PAIEMENTS FUTURS</b>	<b>2 686,7</b>

Le montant total des paiements minimums futurs s'élève à 2 686,7 millions d'euros dont 864,2 millions d'euros au titre du groupe Veolia Transdev, qui a été reclassé en activité non poursuivie, au 31 décembre 2011 (voir note 4).

## Loyers dus au titre de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Loyers minimaux comptabilisés en charge de la période	640,2	732,7	630,9
Loyers conditionnels comptabilisés en charge de la période	19,2	18,7	18,7
<b>TOTAL LOYERS DUS AU TITRE DE LA PERIODE</b>	<b>659,4</b>	<b>751,4</b>	<b>649,6</b>
Dont total loyers dus au titre de la période pour le groupe Veolia Transdev	165,8	262,9	308,1



Les loyers dus au titre de la période concernant le groupe Veolia Transdev sont comptabilisés en résultat des activités non poursuivies suite à la décision du Groupe de se désengager (voir note 4).

Les revenus de sous-location ne sont pas significatifs.

## **Actifs loués dans le cadre d'un contrat de location simple**

Les contrats de location simple au sein du Groupe portent sur des actifs dont la valeur unitaire n'est pas significative.

## Note 35 Informations sur les sociétés consolidées par intégration proportionnelle (en quote-part)

Les informations financières ci-après présentent l'agrégation des principales entités consolidées par intégration proportionnelle (en quote-part).

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Actifs non courants	8 154,4	8 421,2	8 188,4
Actifs courants	3 848,3	4 021,6	3 984,1
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>12 002,7</b>	<b>12 442,8</b>	<b>12 172,5</b>
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	2 794,4	3 256,5	3 128,1
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 008,5	1 065,3	915,1
Passifs non courants	3 161,7	3 295,2	3 295,8
Passifs courants	5 038,1	4 825,8	4 833,4
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>12 002,7</b>	<b>12 442,8</b>	<b>12 172,4</b>

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Éléments de résultat</b>			
Produit des activités ordinaires	5 665,6	5 767,6	5 520,3
Résultat opérationnel	201,0	710,7	636,8
Résultat net	-108,8	311,6	326,5
<b>Éléments de financement</b>			
Flux d'exploitation	779,5	671,1	819,8
Flux d'investissement	-583,5	-193,7	-644,9
Flux de financement	-363,4	-213,5	-316,1

Parmi les entités consolidées en intégration proportionnelle, les plus significatives sont :

- Les actifs et passifs du groupe Veolia Transdev, consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle depuis le 3 mars 2011, ont été reclassés en activité non poursuivie au 31 décembre 2011 (voir note 4) et ne sont pas compris dans les chiffres présentés ci-dessus.
- BWB (Eaux de Berlin) dans la Division Eau en Allemagne, consolidée à 50 %, dont la contribution au produit des activités ordinaires est de 596 millions d'euros, celle au résultat opérationnel de 205,1 millions d'euros, celle au total de l'état de la situation financière consolidée de 2 656,9 millions d'euros et celle à l'endettement financier net de 1 464,2 millions d'euros ;
- Dalkia International consolidée à 75,81 %, dont la contribution au produit des activités ordinaires est de 2 691,4 millions d'euros, celle au résultat opérationnel de -141,7 millions d'euros et celle au total de l'état de la situation financière consolidée de 2 162,4 millions d'euros ;
- le groupe Proactiva en Amérique du Sud consolidé à 50 %, dont la contribution au produit des activités ordinaires est de 236,1 millions d'euros, celle au résultat opérationnel de 32,5 millions d'euros et celle au total de l'état de la situation financière consolidée de 169,2 millions d'euros ;
- en Chine, dans la Division Eau, les contrats de Shenzhen, de Tianjin Shibe et Pudong, consolidés respectivement à 25 %, à 49 % et 50%, dont les contributions au produit des activités ordinaires sont respectivement de

166,6 millions d'euros, de 61,6 millions d'euros et 81,1 millions d'euros et celles au total de l'état de la situation financière consolidée respectivement de 417,3 millions d'euros, de 285,7 millions d'euros et 198,8 millions d'euros;

- en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, Azalyia et ses filiales, consolidées à 51 %, dont la contribution au produit des activités ordinaires est de 287,9 millions d'euros, celle au résultat opérationnel de -36,5 millions d'euros, celle au total de l'état de la situation financière consolidée de 441,4 millions d'euros et celle à l'endettement financier net de 312,9 millions d'euros. Le partenaire du Groupe Mubadala a annoncé son intention de se désengager en juin 2012. Au 31 décembre 2011, le contrôle conjoint est confirmé.

## Note 36 Contrôles fiscaux

---

Dans le cadre de leurs activités courantes, les entités du Groupe en France et à l'étranger font l'objet de contrôles fiscaux réguliers. Les redressements, ou les positions fiscales incertaines identifiées mais ne faisant pas encore l'objet d'un redressement, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de la norme IAS 37.

L'administration fiscale a également mené divers contrôles fiscaux dans et hors des groupes d'intégration fiscale. A ce jour, ces contrôles n'ont pas conduit à une dette envers l'administration fiscale d'un montant significativement supérieur à celui qui avait été estimé dans le cadre de la revue des risques fiscaux. Certains contrôles sont clos (Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux, Compagnie des Eaux et de l'Ozone, Dalkia France, Sade). Ces sociétés ont fait l'objet de notifications de redressements, qui n'ont pas conduit à identifier de risques supérieurs à ceux provisionnés dans les comptes du Groupe.

En Italie, dans la Division Energie, la société Siram a reçu des notifications de redressements au titre des exercices 2004 et 2005. Une procédure contentieuse a été engagée au titre des redressements de ces exercices. Les dettes relatives à ces contentieux ont été anticipées et provisionnées conformément aux critères de la norme IAS 37 ;

Veolia Environnement par l'intermédiaire de sa filiale VENA O a reçu le 10 mars 2010 des notifications préliminaires de redressement (notices of proposed adjustments, ci-après les « Notifications ») émanant de l'administration fiscale américaine et concernant certaines positions fiscales adoptées par ses filiales aux Etats-Unis et en particulier les déficits fiscaux liés à la réorganisation de l'ancienne US Filter (« Worthless Stock Deduction »). Les notifications portaient sur la Worthless Stock Deduction pour un montant de 4,5 milliards de dollars US (en base). Elles portaient également sur un certain nombre d'autres questions au titre des exercices 2004, 2005 et 2006 pour un montant global de même ordre de grandeur. Ces notifications sont des évaluations préliminaires qui ne reflètent pas la position définitive de l'administration fiscale et sont susceptibles d'évoluer. La réception de ces notifications préliminaires faisait suite à la volonté du Groupe d'obtenir un accord préalable dit de « pre filing agreement » ayant spécifiquement pour objet de valider le montant de ses déficits au 31 décembre 2006.

Au cours des années 2010 et 2011, Veolia Environnement a poursuivi la revue de ces notifications avec l'administration fiscale américaine, afin de résoudre les points de désaccord et en vue d'une notification formelle ouvrant droit à un recours hiérarchique ou juridictionnel. Au 31 décembre 2011, comme à la clôture de l'exercice 2010, les notifications restantes hors pénalités (montants en base) portent sur la Worthless Stock Deduction pour un montant de 4,5 milliards de dollars ainsi que certains autres points estimés à hauteur de 0,7 milliard de dollars. Les notifications étant émises sous réserve du contrôle toujours en cours, aucun paiement n'est requis à ce jour. Compte tenu des informations en sa possession à la date de clôture, le Groupe n'a pas comptabilisé de provisions dans ses comptes consolidés et a comptabilisé un impôt différé actif au titre de la reconnaissance d'une partie de ses déficits.

Par ailleurs, un nouveau contrôle a été initié par l'administration fiscale américaine au titre des exercices 2007 et 2008 pour la totalité du périmètre des entités américaines du groupe. Ce contrôle est toujours en cours d'instruction au 31 décembre 2011. A ce jour, aucun risque majeur n'a été identifié.

## Note 37 Engagements hors bilan et sûretés réelles

### Engagements donnés

Le détail des engagements hors bilan donnés est le suivant :

(en millions d'euros)	Au	Au	Au	Échéance		
	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011	À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles</b>	<b>7 321,0</b>	<b>8 259,5</b>	<b>9 404,8</b>	<b>3 731,8</b>	<b>3 200,3</b>	<b>2 472,7</b>
Garanties opérationnelles y compris performance bonds	7 158,9	8 149,3	8 999,0	3 543,0	3 036,7	2 419,3
Obligations d'achat	162,1	110,2	405,8	188,8	163,6	53,4
<b>Engagements liés au périmètre du Groupe</b>	<b>861,1</b>	<b>772,0</b>	<b>885,0</b>	<b>400,9</b>	<b>276,1</b>	<b>208,0</b>
Garantie de passif	421,0	469,4	731,6	310,0	218,4	203,2
Obligation d'achat	263,0	192,9	83,4	27,2	56,0	0,2
Obligation de vente	6,5	3,7	2,5	2,2	0,3	-
Autres engagements liés au périmètre	170,6	106,0	67,5	61,5	1,4	4,6
<b>Engagements liés au financement</b>	<b>945,1</b>	<b>904,1</b>	<b>493,3</b>	<b>209,2</b>	<b>214,0</b>	<b>70,1</b>
Lettres de crédit	604,5	486,4	321,4	143,7	168,5	9,2
Garantie d'une dette	340,6	417,7	171,9	65,5	45,5	60,9
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>9 127,2</b>	<b>9 935,6</b>	<b>10 783,1</b>	<b>4 341,9</b>	<b>3 690,4</b>	<b>2 750,8</b>

En complément des engagements donnés, Veolia Environnement a par ailleurs, consenti des engagements non limités en montant, se rapportant :

- d'une part à une garantie solidaire de bonne exécution d'un pacte d'actionnaires signé lors de l'acquisition d'une société municipale en Allemagne, au sein de la Division Eau, et
- d'autre part à des garanties opérationnelles de bonne exécution, d'un contrat de construction et de contrats d'exploitation de traitement des déchets à Hong Kong, dans les Divisions Eau et Propreté.

Ces engagements, limités à la durée desdits contrats, ont fait l'objet d'une approbation préalable du conseil d'administration de Veolia Environnement.

### Engagements donnés liés aux activités opérationnelles

**Garanties opérationnelles** : on entend par garantie opérationnelle ou d'exploitation, tout engagement non lié à des opérations de financement requis au titre de contrats ou marchés, et en général dans le cadre de l'exploitation et de l'activité des sociétés du Groupe. On compte parmi ces garanties des engagements de type cautions de soumission sur appels d'offres, cautions de restitution d'acomptes, garanties de bonne fin d'exécution ou de performance dans le cadre de la conclusion de contrats ou de concessions.

Les principaux engagements s'analysent comme suit :

- Engagements relatifs à la remise en état des sites de stockage

En application des textes et des lois environnementales relatives à l'exploitation des centres de stockage de déchets, le Groupe a l'obligation de fournir des garanties financières aux collectivités publiques/agences gouvernementales. Ces garanties couvrent notamment la surveillance et la remise en état du site pendant 30 ans ou plus en fonction de la législation nationale (60 ans aujourd'hui au Royaume Uni) après son exploitation.

Dans ce contexte, des garanties de performance et des lettres de crédit sont émises au profit des collectivités publiques et autres émanations de l'Autorité Publique.

Ces garanties couvrent selon les contrats, les coûts nécessaires à la remise en état de la totalité ou d'une partie seulement du site et la surveillance trentenaire du site.

Le chiffrage de ces garanties provient de modalités définies légalement ou contractuellement. Ces garanties, fournies pour le montant global dès le début de l'exploitation, s'éteignent avec la fin de l'obligation (fin des travaux de remise en état et surveillance des sites).

Ainsi, le montant d'engagement au titre de nos obligations de remise en état et surveillance des centres de stockage est en général différent du montant de la provision telle qu'elle est comptabilisée dans les comptes du Groupe (voir paragraphe 1.13).

En effet, les provisions calculées par le Groupe s'appuient sur des évaluations différentes (relevant de politiques internes de sécurisation des sites, conçues pour préserver au mieux l'environnement) et qui prennent en compte la progressivité de l'obligation : l'exploitation du centre de stockage entraîne une dégradation progressive du site et par conséquent, la reconnaissance du passif associée est effectuée au fur et à mesure de l'exploitation.

À la clôture, si le montant de l'engagement est inférieur à la provision, aucun engagement hors bilan n'est déclaré. A contrario, si le montant de l'engagement est supérieur au montant de la provision, un engagement hors bilan est mentionné à hauteur du montant non provisionné.

- Engagements relatifs aux activités d'ingénierie et de construction

Le total des engagements donnés au titre des activités construction dans la Division Eau (Veolia Water Solutions & Technologies) s'élève à 3 205,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 3 024,6 millions d'euros au 31 décembre 2010, et 2 823,6 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Le total des engagements reçus (voir ci après) au titre de ces mêmes activités s'élève à 679,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 740,3 millions d'euros au 31 décembre 2010, et 757,2 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les engagements donnés et reçus sur les trois principaux contrats contribuent à environ 53 % des engagements totaux.

- Engagements relatifs aux contrats de concession

Dans le cadre des contrats de service public conclus avec l'entité publique, le Groupe peut être amené/engagé à réaliser des investissements portant sur des infrastructures qui seront ensuite exploitées et rémunérées dans le cadre du contrat.

L'engagement contractuel peut porter à la fois sur le financement d'installations et ouvrages destinés à l'exploitation mais également à l'entretien et au renouvellement des infrastructures nécessaires à l'exploitation.

L'analyse du traitement comptable de ces engagements est décrite en section 1.21, 1.14 et 17.

Ainsi les dépenses relevant du renouvellement ou de la remise en état des installations sont suivies et appréhendées au travers des décalages temporels éventuels entre l'engagement contractuel total sur la durée du contrat et sa réalisation, conformément à la norme sur les Provisions (IAS 37).

S'agissant des dépenses afférentes à la construction, entretien ou rénovation des biens concédés elles sont examinées au regard de l'interprétation IFRIC 12 et décrite dans la note 1.20.

- Engagement d'achats ferme de matières premières

Dans le cadre de la gestion de leurs approvisionnements et de l'optimisation de leurs coûts, certaines filiales du Groupe, selon leurs activités, peuvent être amenées à mettre en place des dérivés permettant de figer les coûts des approvisionnements de matières premières dans le cas où les contrats n'offrent pas de protection adaptée (voir note 29.1.3) ou encore à signer des contrats d'achat et de vente à terme de matières.

Les engagements d'achat ferme au titre de ces matières premières concernent principalement :

- le gaz dans la Division Énergie (principalement en France) et dans la Division Eau (les maturités des engagements sont inférieures à 5 ans) ;
- l'électricité dans la Division Eau (les maturités des achats restent inférieures à 3 ans compte tenu d'une absence de liquidité du marché de l'électricité).

Que ce soient pour le gaz ou l'électricité, le nombre de contrats signés permet au Groupe de limiter fortement le risque politique ou de contrepartie ;

- le charbon, la biomasse dans la Division Énergie dans les pays d'Europe centrale .

## Engagements donnés liés au périmètre du Groupe

**Garanties de passif** : elles comprennent essentiellement celles sur les cessions des activités américaines dans l'Eau intervenues en 2004 pour 268,6 millions d'euros et une convention de déclarations et garanties relative à Veolia Transport conclue entre Veolia Environnement et la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du rapprochement intervenu le 3 mars 2011 entre leurs filiales respectives Veolia Transport et Transdev pour 328,8 millions d'euros.

**Obligations d'achat** : elles comprennent les engagements pris par les sociétés du Groupe pour acquérir des parts d'autres sociétés ou pour investir. Au 31 décembre 2011, ces obligations concernent essentiellement la Division Eau pour 58,9 millions d'euros.

**Accords avec EDF** : Veolia Environnement a accordé à EDF une option d'achat sur la totalité de ses titres Dalkia dans l'hypothèse où un concurrent d'EDF viendrait à prendre le contrôle de Veolia Environnement.

De même, EDF a accordé à Veolia Environnement une option d'achat sur la totalité de ses titres Dalkia dans l'hypothèse où le statut d'EDF serait modifié et où un concurrent de Veolia Environnement, agissant seul ou de concert, viendrait à prendre le contrôle d'EDF. À défaut d'accord sur le prix de cession des titres, celui-ci serait fixé à dire d'expert.

## Engagements donnés liés au financement

**Garantie d'une dette** : il s'agit principalement de garanties accordées à des organismes financiers au titre de dettes financières de sociétés non consolidées, ou de sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, ou pour la part de la dette non consolidée des sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle lorsque l'engagement porte sur la totalité de celle-ci.

**Lettres de crédit** : lettres de crédit délivrées par des établissements financiers au profit de créanciers, clients ou fournisseurs de sociétés du Groupe, à titre de garantie dans le cadre de leurs opérations d'exploitation.

Les engagements donnés se répartissent par Division comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>Au 31 décembre 2009</b>
Eau	7 044,1	6 541,1	6 036,4
Propreté	625,1	797,0	831,1
Énergie	1 086,9	838,2	700,3
Transport	316,0	405,2	533,2
Proactiva	78,6	51,7	45,2
Holding	1 524,8	1 241,2	942,0
Autres	107,6	61,2	39,0
<b>TOTAL</b>	<b>10 783,1</b>	<b>9 935,6</b>	<b>9 127,2</b>

Les engagements relatifs aux contrats de location auxquels le Groupe a recours sont analysés en notes 18 et 34.

## Sûretés réelles données en garantie de dettes financières

Au 31 décembre 2011, le Groupe a consenti 547 millions d'euros de sûretés réelles en garantie de dettes financières. Le détail par nature d'actifs est le suivant (en millions d'euros) :

Type de nantissements/hypothèques (en millions d'euros)	Montant d'actif nanté (a)	Total du poste de l'état de la situation financière consolidée (b)	% correspondant (a)/(b)
Sur actifs incorporels	8	1 281	0,6%
Sur actifs corporels	168	8 488	2,0%
Sur actifs financiers*	301		
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>477</b>		
Sur actifs courants	70	21 949	0,3%
<b>TOTAL DE L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE</b>	<b>547</b>		

\* Les actifs financiers nantis étant constitués des titres de sociétés consolidées et d'autres actifs financiers, le rapport actif nanti/total du poste de l'état de la situation financière consolidée n'est pas significatif.

Le détail des sûretés réelles par échéance est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2011	Échéance		
				À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans
<b>Actifs incorporels</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
<b>Actifs corporels</b>	<b>151</b>	<b>156</b>	<b>168</b>	<b>106</b>	<b>28</b>	<b>34</b>
Hypothèques	37	44	29	3	9	17
Nantissements de mobilier corporel <sup>(1)</sup>	114	112	139	103	19	17
<b>Actifs financiers <sup>(2)</sup></b>	<b>504</b>	<b>336</b>	<b>301</b>	<b>18</b>	<b>115</b>	<b>168</b>
<b>Actifs courants</b>	<b>39</b>	<b>20</b>	<b>70</b>	<b>51</b>	<b>1</b>	<b>18</b>
Nantissements de créances	39	20	55	37	1	17
Nantissements de mobilier corporel (stock)	0	-	15	14	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>699</b>	<b>519</b>	<b>547</b>	<b>176</b>	<b>146</b>	<b>225</b>

<sup>(1)</sup> Il s'agit essentiellement d'équipements et matériels roulants.

<sup>(2)</sup> Dont 155 millions d'euros de titres de participation et 146 millions d'euros d'autres actifs financiers principalement actifs financiers opérationnels au 31 décembre 2011.

Le détail des sûretés réelles du groupe Veolia Transdev (présenté en activité non poursuivie au 31 décembre 2011 – voir Note 4) comprises dans les sûretés du Groupe présentées ci-dessus est présenté ci-après :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2011	Échéance		
				À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans
<b>Actifs incorporels</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs corporels</b>	<b>54</b>	<b>47</b>	<b>112</b>	<b>101</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
Hypothèques	3	2	1	-	1	-
Nantissements de mobilier corporel <sup>(1)</sup>	51	45	111	101	5	5
<b>Actifs financiers</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Nantissements de créances	-	-	23	23	-	-
Nantissements de mobilier corporel (stock)	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>60</b>	<b>53</b>	<b>135</b>	<b>124</b>	<b>6</b>	<b>5</b>

<sup>(1)</sup> Il s'agit essentiellement d'équipements et matériels roulants.



## Engagements reçus

Le détail des engagements hors bilan reçus est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Garanties reçues</b>	<b>1 862,0</b>	<b>1 861,6</b>	<b>1 756,3</b>
Garantie opérationnelles	1 119,7	1 108,7	1 007,0
Garantie liée au périmètre	258,4	120,4	223,3
Garantie de financement	483,9	632,5	526,0

Ces engagements sont notamment liés aux engagements reçus de nos partenaires dans le cadre des contrats de construction.

La variation de l'exercice s'explique principalement :

- par une convention de déclarations et garanties relative à Transdev conclue entre Veolia Environnement et la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du rapprochement intervenu le 3 mars 2011 entre leurs filiales respectives Veolia Transport et Transdev pour 185,0 millions d'euros.
- par l'arrivée à échéance d'une garantie de passif obtenue lors d'une acquisition dans la Propreté,
- par des mainlevées partielles dans l'activité Construction de Veolia Eau Solutions & Technologies,
- par l'annulation de la garantie reçue du Trésor Britannique sur une ligne de crédit remboursée en début d'année.

Par ailleurs, le Groupe disposait de lignes de crédit et crédits syndiqués non tirés moyen et court terme pour un montant total de 4,2 milliards d'euros (voir note 29.3.2).

## Note 38 Actifs et passifs éventuels

La direction considère, en application des critères de l'IAS 37, que ces procédures judiciaires ou d'arbitrage ne doivent pas faire l'objet d'une provision complémentaire ou de la reconnaissance d'un produit à recevoir au 31 décembre 2011, compte tenu du caractère incertain de leur issue.

Les principaux actifs et passifs éventuels associés à des procédures judiciaires ou d'arbitrage sont décrits ci-après :

### Eau - Aquiris

La société Aquiris, filiale à 99 % de la Société, est chargée depuis 2008, en qualité de concessionnaire, de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées de Bruxelles-Nord. En raison de l'encombrement massif des chambres de sécurité de la station, consécutif à l'arrivée par le réseau public des égouts de quantités anormales et exceptionnelles de gravats et autres déchets solides, Aquiris a décidé d'interrompre le fonctionnement de la station entre les 8 et 19 décembre 2009, compte tenu des risques importants pour la sécurité des personnes et des installations. Cette interruption a permis de rétablir en partie la situation, mais donne lieu à plusieurs contentieux sur la responsabilité des désordres et sur les conséquences environnementales éventuelles de l'interruption du service d'épuration. Un rapport d'expertise concernant les causes de l'interruption a été rendu le 13 janvier 2011. Il conclut, mais à tort selon Aquiris, qu'il n'y avait pas de motif légitime d'interrompre le fonctionnement de la station.

Par ailleurs, Aquiris a engagé courant 2010 une procédure judiciaire contre la SBGE, autorité concédante, visant à établir que la station de traitement de Bruxelles-Nord rencontre certains problèmes de dimensionnement qui sont imputables à l'autorité concédante. Aquiris demande donc réparation de son préjudice d'exploitation et qu'il soit reconnu que les coûts importants de mise à niveau qui seront nécessaires sont imputables à l'autorité concédante. Aquiris et la SBGE ont demandé à un collègue d'experts un avis technique sur ces questions, dont le rapport dit « remède » a été rendu public le 8 décembre 2011. Les experts y confirment notamment le sous-dimensionnement de certains ouvrages et formulent une série de recommandations techniques pour lesquelles ils suggèrent une répartition des coûts variable entre les parties. Aquiris et SBGE ont démarré des négociations sur la base de ces recommandations.

A ce stade, la Société n'est pas en mesure d'apprécier si l'issue de ces négociations est susceptible d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

### Eau - Berliner Wasserbetriebe A.ö.R

En mars 2010, l'Office fédéral des cartels allemands (« l'OFC ») a initié une procédure d'enquête administrative à l'encontre de Berliner Wasserbetriebe A.ö.R (« BWB »), filiale de Veolia Wasser GmbH et de la ville de Berlin, pour soupçon d'abus de position dominante dans le domaine de la distribution de l'eau, prétendument caractérisé selon l'OFC par une facturation excessive aux usagers. A l'issue de cette enquête, l'OFC a adressé le 5 décembre 2011, pour commentaires, une notification de griefs (projet de décision) à BWB demandant une baisse des tarifs. BWB et Veolia Wasser GmbH (en qualité de tierce partie) ont adressé leurs commentaires à l'OFC fin janvier 2012. Une décision définitive de l'OFC est attendue pour mars 2012. Parallèlement, BWB a contesté en mars 2011, la compétence de l'OFC devant le tribunal administratif, lequel s'est déclaré incompétent. Une procédure d'appel est en cours devant la haute cour régionale de Düsseldorf.

À ce stade, la Société n'est pas en mesure d'apprécier si les conséquences de ces actions sont susceptibles d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

### Eau – Enquête de la Commission Européenne

Le 18 janvier 2012, faisant suite à des visites inopinées effectuées en avril 2010, la Commission Européenne a ouvert une procédure d'enquête visant à déterminer si des comportements ont été coordonnés, en liaison avec la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E), sur les marchés français de la distribution d'eau et de l'assainissement, notamment sur les composants du prix facturé au client. L'ouverture de cette procédure ne préjuge en rien des conclusions de l'enquête. Selon les résultats de celle-ci, la Commission Européenne envisagera soit de clôturer l'affaire soit d'envoyer aux entreprises concernées et à la Fédération une communication des griefs. Dans ce dernier cas, Veolia ne manquerait pas d'utiliser tous moyens de défense à sa disposition.

A ce stade, la Société n'est pas en mesure d'apprécier si les conséquences de cette procédure seraient susceptibles d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

### Propreté – TEC / VSAT

Le 16 avril 2008, la société Termo Energia Calabria S.p.a. (TEC), spécialisée dans l’incinération de déchets et filiale à 98,76 % de Veolia Servizi Ambientali Tecnitalia S.p.a. (VSAT), elle-même filiale de Veolia Propreté, a saisi le Tribunal administratif de la Région de Calabre pour réclamer le paiement de subventions dues au titre du contrat de concession signé le 17 octobre 2000 avec la Région de Calabre et correspondant à un montant actualisé de 26,9 millions d’euros. Le 11 août 2008, le Tribunal administratif a ordonné à la Région de se prononcer sur cette demande. À la fin du mois de novembre 2008, la Région a fait savoir qu’elle refusait de payer la subvention réclamée. Le 12 mars 2009, TEC a demandé au tribunal de statuer au fond sur ce refus de payer la subvention. Le Tribunal administratif, par jugement rendu le 28 février 2011, a annulé le refus de paiement et renvoyé le dossier à la Région, qui devra, se conformer au jugement. La Région a interjeté appel devant le Conseil d’Etat demandant le sursis exécution de la décision. L’audience du 13 décembre 2011 devant ledit Conseil n’a pas permis d’aboutir. Le Conseil d’Etat se prononcera directement au fond – confirmera ou annulera le jugement de premier degré qui imposait à la Région de prendre une nouvelle décision sur la demande du Commissaire de paiement des fonds P.O.R. (fonds européen de développement) – à l’audience du 24 avril 2012.

En outre, le 16 mai 2008, TEC a déposé devant un tribunal arbitral italien une réclamation contre le Commissaire Extraordinaire de Calabre, pour un montant de l’ordre de 62,2 millions d’euros correspondant au remboursement de divers frais et coûts supplémentaires d’exploitation depuis 2005, et sur le non-respect de la clause d’indexation des tarifs prévue dans le contrat de concession (« l’Arbitrage Gestion »). La procédure arbitrale a débuté et le Commissaire Extraordinaire de Calabre a déposé, le 24 octobre 2008, une demande reconventionnelle à l’encontre de TEC aux fins de résolution du contrat de concession, et de paiement par TEC de la somme de 62,3 millions d’euros pour retards de construction. La sentence arbitrale, déposée le 26 juillet 2010 à la Chambre arbitrale de Rome, reconnaît à TEC un montant total de 27 millions d’euros (hors « gate fees » et intérêts légaux), et rejette en totalité la demande reconventionnelle du Commissaire Extraordinaire de Calabre ainsi que la demande de ce dernier de résolution du contrat de concession. Le 17 septembre 2010, cette sentence a reçu l’exequatur du Tribunal civil de Rome pour devenir exécutoire. L’Etat et le Commissaire Extraordinaire de Calabre ont fait appel de cette sentence devant la Cour d’appel de Rome qui, par ordonnance rendue le 23 juin 2011, a rejeté leur demande de sursis exécution de la sentence et a fixé l’audience de conclusions des parties au 14 janvier 2014, la Cour d’appel devant se prononcer sur le fondement de la demande de nullité du Commissaire Extraordinaire de Calabre.

Suite à l’accord transactionnel signé le 30 juin 2011 avec Termomeccanica Ecologia S.p.a. (voir ci-après), TEC a repris à Termomeccanica Ecologia S.p.a. la conduite d’un arbitrage lié à la construction du premier incinérateur (TEC1) objet du contrat de concession mentionné ci-avant (« l’Arbitrage Construction »). Cet arbitrage a suivi la même procédure que celle relative à l’Arbitrage Gestion et a attribué à TEC un montant total de 28 millions d’euros (hors intérêts légaux). La procédure d’exécution provisoire de ces deux sentences arbitrales a été initiée le 27 octobre 2011. Le montant cumulé des deux sentences, y compris les intérêts, augmenté de 50 % (soit 94 millions d’euros) a été séquestré à la banque d’Italie le 12 décembre 2011. Une décision est prévue en mai 2012 pour autoriser le versement à titre provisoire, en attendant l’audience sur l’appel qui aura lieu en janvier 2014

Par ailleurs, VSAT a dû faire face à des suspicions de manipulations des logiciels de contrôle des émissions de monoxyde de carbone dans ses usines d’incinération de Falascaia (Toscane), Vercelli (Piémont) et Brindisi (Pouilles). Dans les procédures pénales pendantes par-devant les tribunaux de Vercelli et de Lucca, les Parquets respectifs ont prononcé un non-lieu à l’égard des administrateurs désignés par Veolia postérieurement à l’acquisition de VSAT.

Pour l’ensemble de ces raisons, Veolia Propreté a décidé d’engager, début 2009, des discussions avec la société italienne Termomeccanica Ecologia S.p.a. au titre des garanties de passifs consenties par cette dernière lors de la cession de VSAT à Veolia Propreté en 2007. Compte tenu des refus répétés de Termomeccanica Ecologia S.p.a. d’indemniser VSAT au titre de ces garanties, Veolia Propreté et Veolia Servizi Ambientali S.p.a., les maisons-mères de VSAT, ont déposé le 19 mai 2009 une requête en arbitrage auprès de la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Le tribunal arbitral avait été constitué en août 2009 et avait fixé un calendrier prévoyant une audience finale fin décembre 2011 en vue d’une sentence au plus tôt fin avril 2012.

Les discussions entamées avec Termomeccanica Ecologia S.p.a. ont abouti à un accord transactionnel signé le 30 juin 2011, dont le *closing* est intervenu le 8 juillet 2011.

Les principales conséquences dudit accord sont :

- i. Le rachat de la participation du minoritaire s’élevant à 25% du capital social de VSAT pour porter à 100% la participation de Veolia Servizi Ambientali S.p.a (holding italien détenu à 100% par Veolia Propreté),
- ii. le départ de l’Administrateur Ad-hoc de VSAT suite à une ordonnance rendue par la Cour d’Appel de Gênes le 30 juin 2011,
- iii. l’abandon réciproque de l’arbitrage auprès de la CCI,

- iv. la résiliation du contrat d'acquisition, du pacte d'actionnaires et de l'accord industriel conclu en 2007 avec Termomeccanica Ecologia S.p.a.

De plus, à la suite d'une ordonnance rendue par le Parquet de Lucca le 1<sup>er</sup> juillet 2010, l'usine de Falascaia a été mise à l'arrêt pour des motifs allégués tenant à une autorisation administrative d'exploitation inappropriée et à des rejets d'eaux usées polluantes. Malgré une décision du Parquet de Lucca du 19 octobre 2011 ordonnant la mainlevée de la mise sous scellés de l'usine, l'autorisation d'exploitation de l'usine de Falascaia a été annulée par la Province de Lucca le 10 novembre 2011. Termo Energia Versilia S.p.a. (TEV), filiale à 98,99% de VSAT et titulaire de l'autorisation, a déposé un recours devant le Tribunal Administratif de Florence le 23 janvier 2012 contre la décision d'annulation.

En date du 28 décembre 2011, pour faire valoir ses droits et pour faire face à l'incertitude concernant la fonction du Commissaire extraordinaire de Calabre au-delà du 31 décembre 2011, TEC envoie une mise en demeure au Commissaire (autorité délégante du contrat de concession). Cette mise en demeure rappelle l'ensemble des montants dus par le Commissaire à TEC au titre des deux sentences arbitrales gagnées, de la subvention de construction de TEC1, des montants qui pourraient être réclamés post arbitrage et du montant du plan de règlement restant à verser au 30 novembre 2011, soit un total de 139,8 millions d'euros. TEC demande le règlement des sommes réclamées au plus tard le 31 janvier 2012 et précise qu'en cas de défaut de paiement à cette date, le contrat de concession sera résilié automatiquement, pour faute du concédant, avec effet rétroactif.

Cette mise en demeure n'a pas fait l'objet de contestation à ce jour. Le Commissaire demande lors d'une réunion le 13 janvier 2012 d'assurer la continuité du Service Public. TEC a envoyé une lettre au Commissaire de Calabre le 31 janvier 2012 actant la fin du contrat et proposant un intérim de service public sous le régime de « prorogatio » sur la base d'un remboursement des coûts encourus, qui ne remet pas en cause la résiliation du contrat de concession. Dans sa lettre du 9 février 2012, le Commissaire annonce qu'il met en œuvre ce prorogatio et informe du versement de 2,5 millions d'euros à cet effet.

Enfin, le 10 février 2012, une proposition de « *Concordato Preventivo* » pour la société TEC est déposée au tribunal civil de La Spezia. Cette procédure consiste en une proposition de paiement intégral des créanciers privilégiés et une proposition de paiement partiel pour les autres créanciers (pour solde de tout compte). A cette date, l'ensemble des créanciers voient leurs créances gelées. L'admission du dossier par le tribunal est attendue courant mars 2012. Après examen du dossier par le juge, le tribunal devrait convoquer les créanciers chirographaires pour voter sur la proposition de « *Concordato Preventivo* » de TEC à l'automne 2012 et si les créanciers approuvent la proposition, le tribunal devrait homologuer le *Concordato* au printemps 2013.

#### Transport - Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (« SNCM »)

La société Corsica Ferries a entrepris diverses actions contre la SNCM, dont certaines devant les juridictions administratives. Corsica Ferries s'est vue débouter par un jugement du tribunal administratif de Bastia du 24 janvier 2008 de sa demande qui tendait à faire annuler la délibération du 7 juin 2007 portant attribution de la desserte maritime de la Corse au groupement SNCM/CMN pour la période 2007-2013. Corsica Ferries a interjeté appel de cette décision devant la cour administrative d'appel de Marseille. Cette dernière juridiction a annulé le jugement du tribunal administratif de Bastia par un arrêt rendu le 7 novembre 2011, enjoignant à l'autorité concédante soit de résilier à l'amiable la convention de délégation de service public à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, soit de saisir le tribunal administratif de Bastia dans les 6 mois de la notification (soit avant le 7 mai 2012) afin qu'il prenne les mesures appropriées. Contrairement à l'autorité concédante, la SNCM a formé pourvoi contre cet arrêt le 5 janvier 2012.

Il convient de rappeler que l'acquisition par Veolia Transport de la participation dans la SNCM auprès de la Compagnie Générale Maritime et Financière avait été faite notamment sous condition résolutoire que l'autorité concédante ne cesse de recourir à la convention de délégation de service public. Faute de pourvoi exercé par l'autorité concédante, Veolia Transport notifiait le 13 janvier 2012 à la Compagnie Générale Maritime et Financière sa décision de mettre en œuvre la clause résolutoire du protocole d'accord de privatisation du 16 mai 2006. Le 25 janvier 2012, la Compagnie Générale Maritime et Financière contestait la mise en œuvre de la clause résolutoire du protocole de privatisation du 16 mai 2006. En l'absence de réaction de la Compagnie Générale Maritime et Financière à la proposition de résolution amiable du litige, Veolia Transport informait celle-ci le 7 février 2012 de son intention de soumettre l'affaire à la juridiction compétente. Le 17 février 2012, l'Autorité de la concurrence recommandait par ailleurs à l'autorité concédante d'évaluer avec précision les besoins en termes de desserte maritime de la Corse afin de limiter le champ du service public à ce qui est nécessaire.

Par ailleurs, la privatisation de la SNCM avait également été faite sous condition résolutoire de la survenance de toute décision de la Commission Européenne qui déclarerait les conditions de la privatisation ou les aides versées en application de la décision de la Commission du 9 juillet 2003 (elle-même annulée par Décision du Tribunal de Première Instance du 15 juin 2003) incompatibles avec les dispositions du Traité sur

le Fonctionnement de l'Union Européenne relatives aux aides d'Etat. Par une décision en date du 8 juillet 2008, la Commission a considéré que les sommes versées lors des opérations de privatisation de la SNCM ne constituaient pas des aides d'État et a autorisé les aides versées en application de sa décision du 9 juillet 2003. Corsica Ferries et la STIM d'Orbigny (groupe Stef Tfe) ont chacun déposé un recours en annulation devant le Tribunal de l'Union Européenne contre la décision de la Commission, STIM d'Orbigny s'étant par la suite désistée le 7 octobre 2009. L'État français et la SNCM ont été autorisés à intervenir en soutien des conclusions de la Commission dans le recours déposé par Corsica Ferries (affaire T-565/08). La SNCM a fourni ses conclusions le 28 septembre 2009 auxquelles Corsica Ferries a répliqué le 26 novembre 2009. Le Tribunal de l'Union Européenne a tenu audience le 7 décembre 2011. La Société estime qu'il existe un risque d'annulation totale ou partielle de la décision de la Commission. Le risque maximum correspondant à l'intégralité des aides d'état est évalué à 275 millions d'euros, hors intérêts moratoires.

Enfin, Corsica Ferries dénonçait auprès du Conseil de la concurrence une prétendue entente résidant dans la constitution d'un groupement non justifié entre la SNCM et la CMN, l'existence d'un abus de position dominante du fait de la constitution de ce groupement, et enfin l'existence d'un abus de position dominante caractérisé par le dépôt d'une offre comportant une demande de subvention excessive, cachant des subventions croisées. Les deux griefs concernant le groupement ont été écartés par le Conseil de la concurrence dans sa décision du 6 avril 2007. S'agissant du grief de demande de subvention excessive lors de la procédure d'appel d'offres, la procédure au fond et l'instruction par l'Autorité de la concurrence (ex-Conseil de la concurrence) sont en cours. L'instruction porte également sur les conditions d'exécution de la délégation de service public (surveillance de la mise en œuvre de la clause de sauvegarde des recettes et de l'évolution corrélative du montant de la subvention perçue par les délégataires). Aucune notification de grief n'est intervenue à ce jour.

#### Action en nom collectif auprès du tribunal fédéral du district de New York

Le 27 décembre 2011 puis le 13 janvier 2012, des cabinets d'avocats américains ont initié une demande de reconnaissance d'action en nom collectif (*class action*) auprès du Tribunal Fédéral du district sud de New York, contre la Société et certains de ses dirigeants actuels et antérieurs. Les plaignants, deux personnes prétendant détenir des ADR (*American Depositary Receipts*) entendent représenter les porteurs d'ADR de la Société ayant acquis des ADR entre le 27 avril 2007 et le 4 août 2011. La demande repose sur l'allégation selon laquelle certaines communications financières de l'entreprise durant la période courant du 27 avril 2007 au 4 août 2011 auraient été trompeuses, caractérisant des prétendues violations de l'article 10(b) du *US Securities Exchange Act* de 1934 et d'autres lois fédérales sur les instruments financiers. La Société considère cette demande infondée et s'attachera à en obtenir le rejet.

A ce stade, eu égard tant à la faiblesse de la demande qu'au bénéfice d'un niveau d'assurance approprié, la Société estime que les conséquences de cette demande ne sont pas susceptibles d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

## Note 39 Situation des droits d'émission de gaz à effet de serre

Le processus d'attribution et de valorisation de ces droits est présenté en note 1.24. Droits d'émission de gaz à effet de serre.

Le bilan de l'année 2011 est le suivant :

<i>Volume en milliers de tonnes</i>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	Variation de périmètre	Attributions	Acquisitions/ cessions/ annulation	Consommations	Au 31 décembre 2011
<b>TOTAL</b>	<b>3 063</b>	-	12 913	-2 812	-10 418	2 746

De la même manière qu'en 2009 et 2010, le Groupe a procédé au cours de l'exercice à des opérations de swaps entre EUA II et les CER afin de bénéficier des opportunités offertes par le marché.

Par ailleurs, le Groupe a contracté fin 2007 et courant 2008 des opérations de prêts de quotas (EUA II et CER) effectives en 2008 avec restitution en 2012:

- Le prêt EUA II a été dénoué par anticipation au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2011. Le solde correspondant à la commission perçue au titre de ce prêt a été enregistré en totalité en résultat sur l'exercice.
- Le prêt de quotas CER quant à lui sera restitué comme prévu en 2012. La commission perçue à ce titre continue d'être constatée en résultat linéairement sur la durée du prêt.

Les droits attribués gratuitement au titre de la phase II pour l'exercice 2012 sont estimés à 93 millions d'euros. Le cours retenu pour valoriser les allocations à recevoir est le cours spot au 31 décembre 2011, soit 6,94 euros.

## Note 40 Opérations avec les parties liées

### 40.1 Notion de partie liée

Le Groupe identifie les parties qui lui sont liées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la norme IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées ».

### 40.2 Rémunérations et avantages assimilés accordés aux principaux dirigeants

Les principaux dirigeants du Groupe sont constitués par les membres du comité exécutif de Veolia Environnement et par les administrateurs.

Le 4 août 2011, la composition du comité exécutif a été modifiée comme suit ;

- Denis Gasquet, directeur général exécutif de Veolia Environnement et directeur des opérations, a pris la responsabilité d'une équipe dédiée aux plans d'actions pour la transformation du groupe et la réduction des coûts,
- Jérôme Le Conte est devenu directeur général adjoint en charge de la Division Propreté, en remplacement de Denis Gasquet ;
- Franck Lacroix est devenu directeur général adjoint en charge de la Division des Services à l'Energie ;
- Jean-Marie Lambert est devenu directeur général adjoint en charge des ressources humaines.

Le tableau ci-dessous résume les sommes dues par le Groupe au titre des rémunérations de toutes natures et autres avantages accordés aux membres du comité exécutif de la Société en fonction à la date de clôture de chacun des exercices présentés.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Avantages à court terme hors cotisations patronales <sup>(a)</sup>		6,1	4,7
Cotisations patronales		2,2	2,0
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(b)</sup>	1,4	1,1	1,1
Autres avantages à long terme <sup>(c)</sup>	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	0,1	0,2	0,6
Indemnités de fin de contrat		-	-
<b>TOTAL</b>		<b>9,6</b>	<b>8,4</b>

*(a) Rémunérations fixes et variables, avantages en nature et jetons de présence. Les rémunérations variables correspondent aux parts variables dues au titre des exercices N-1 et versées au cours de l'exercice suivant. La variation des avantages à court terme hors cotisations patronales provient principalement de la part variable des rémunérations versées en 2010 au titre des résultats 2009 particulièrement affectés par la crise financière.*

*(b) Coûts des services rendus.*

*(c) Autres rémunérations acquises mais dues à long terme.*

Au 31 décembre 2011, le montant global des engagements de retraite au bénéfice des membres du comité exécutif s'élève à 32,7 millions d'euros contre 27,1 millions d'euros au 31 décembre 2010.

À l'exception du président directeur général, les membres du conseil d'administration ne reçoivent à titre de rémunération que des jetons de présence de la part de la Société et, le cas échéant, des sociétés contrôlées. Le montant brut total (avant retenues à la source) de jetons de présence versés par la Société et les sociétés contrôlées aux administrateurs et censeur de la Société s'est élevé à 870 661 euros en 2011 (hors le président-directeur général), 797 261 euros en 2010 (hors le président du conseil et le directeur général) et 771 795 euros en 2009 (hors le président-directeur général).

Le chapitre 15 du document de référence contient une description détaillée des différentes rémunérations et avantages des principaux dirigeants du Groupe.

## 40.3 Transactions avec les autres parties liées

### 40.3.1 Relations avec les sociétés consolidées par intégration proportionnelle et avec les entreprises associées

- Le Groupe a accordé un prêt de 1 526,4 millions d’euros à Dalkia International et ses filiales Siram et Dalkia Pologne, sociétés consolidées par intégration proportionnelle à 75,81 %. La part « hors Groupe » de 389,7 millions d’euros est enregistrée à l’actif de l’état de la situation financière consolidée du Groupe (voir note 12 « Autres actifs financiers non courants »).
- En décembre 2009, le Groupe a cédé sa participation dans la Compagnie Méridionale de Navigation (CMN) qui était consolidée par mise en équivalence.
- Par ailleurs, compte tenu des métiers du Groupe, les flux opérationnels entre sociétés sont limités, en général, aux sociétés d’un même pays. En conséquence, le niveau de transactions opérationnelles entre le Groupe et des sociétés intégrées proportionnellement est peu significatif.

Toutefois, certains accords contractuels au sein de la Division Eau, notamment en Asie et en Europe centrale, imposent au Groupe, l’existence de sociétés portant les actifs (sociétés généralement mises en équivalence ou intégrées proportionnellement) d’une part et de sociétés portant le contrat d’exploitation (sociétés généralement intégrées globalement) d’autre part. Ces montages juridiques complexes génèrent des flux de « mise à disposition des actifs » par des sociétés généralement en contrôle conjoint ou en influence notable à des sociétés contrôlées par le Groupe. Ces mises à disposition se font, le plus souvent, au travers d’une rémunération spécifique qui peut comprendre le maintien en bon état de fonctionnement des installations ou l’amélioration technique de ces installations.

### 40.3.2 Relations avec les autres parties liées

#### Caisse des Dépôts (actionnaire à hauteur de 9,21 % au 31 décembre 2011)

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, considérée comme une partie liée, siège au conseil d’administration de Veolia Environnement.

Les relations de financement entretenues entre les deux groupes sont rémunérées aux conditions de marché.

Le 4 mai 2010, la Caisse des dépôts et consignations et Veolia Environnement ont conclu un accord de rapprochement en vue de la création d’une co-entreprise détenue à 50/50 et regroupant d’une part la société Transdev et d’autre part Veolia Transport.

La réalisation effective de cette opération est intervenue le 3 mars 2011. A compter de cette même date et en application des normes IAS/IFRS, Veolia Environnement au travers de sa participation réduite à 50% exerce avec la Caisse des dépôts et consignations le co-contrôle de Veolia Transdev, le nouvel ensemble étant consolidé en intégration proportionnelle. (voir note 4)

Ce rapprochement a donné lieu à la conclusion d’avenants et conventions issus du pacte d’actionnaires conclu entre Veolia Environnement et la Caisse des dépôts et consignations. L’ensemble de ces relations sont effectuées à des conditions normales de marché.

Le pacte d’actionnaires détermine en particulier la politique de financement du nouvel ensemble et les modalités d’option d’achat consentie à la Caisse des dépôts et consignations sur la totalité des titres de Veolia Transdev et de ses filiales détenus par Veolia Environnement, en cas de changement de contrôle de cette dernière (voir. note 37 « Engagements hors bilan et suretés réelles »).

Deux conventions de déclarations et garanties réciproques ont également été conclues, aux termes desquelles Veolia Environnement et la Caisse des dépôts et consignations se sont consenti des garanties usuelles dans ce type d’opérations (propriété des titres, régularité et sincérité des comptes, propriété des actifs, entretien et conformité du matériel roulant, validité et respect des contrats, assurances, personnel, respect de la réglementation, environnement, impôts...), ainsi que des garanties plus spécifiques liées aux résultats des « due diligences » effectuées avant la



réalisation de l'opération de rapprochement. Les montants des garanties susceptibles d'être appelées par Veolia Environnement et par la Caisse des dépôts et consignations au titre de ces conventions sont inclus dans les engagements hors bilan donnés ou reçus par Veolia Environnement (voir. note 37 « Engagements hors bilan et suretés réelles »).

Enfin, dans le cadre du projet du nouveau siège du Groupe, Veolia Environnement et Icade (filiale de la Caisse des dépôts) ont conclu en juin 2011 un accord de partenariat exclusif couvrant la phase préliminaire de ce projet et visant à déterminer le lieu d'implantation de ce nouveau siège et les opérateurs chargés de le mener à bien. Les conditions assortissant la conclusion de cette convention correspondent aux conditions de marché habituellement pratiquées pour ce type de convention.

### **Électricité de France (actionnaire à 3,96 % au 31 décembre 2011)**

Monsieur Proglia a été nommé par décret en Conseil des ministres le 25 novembre 2009 président-directeur général du groupe EDF ; il a exercé depuis le 27 novembre 2009 (date de publication de ce décret) les fonctions de président du conseil d'administration de Veolia Environnement jusqu'au 12 décembre 2010. À compter de cette date, Monsieur Proglia demeure administrateur de la Société.

Le groupe EDF est actionnaire de Veolia Environnement à hauteur de 3,96%, de Dalkia à hauteur de 34 % et de Dalkia International à hauteur de 25 %. Conformément au décret 97-07, EDF achète l'électricité produite en France par les centrales de cogénération de Dalkia aux conditions de marché. Le montant de l'électricité vendue par Dalkia à EDF en 2009, 2010 et 2011 ressort respectivement à 568,7 millions d'euros et 559,7 millions d'euros et 624,4 millions d'euros.

Il existe, sous certaines conditions, des options d'achat croisées entre Veolia Environnement et EDF sur la totalité des titres de filiales détenus par chacune des parties, en cas de prise de contrôle de l'une ou de l'autre (voir. note 37 « Engagements hors bilan »).

### **Relations avec BNP Paribas, Lazard, Groupama, ENI et Saint Gobain**

Il existe des administrateurs communs entre ces groupes et Veolia Environnement.

Les relations d'affaires, y compris les relations de financement et de conseil, qui peuvent exister entre ces groupes et Veolia sont faites à conditions de marché.

### **Relations avec la société Soficot**

La société Soficot fournit des prestations de services au bénéfice de Veolia Environnement et du Groupe. Le président de cette société est Serge Michel qui siège au conseil d'administration de Veolia Environnement. Les conditions de rémunération de ces prestations sont faites aux conditions de marché.

## Note 41 Effectifs consolidés

Les effectifs consolidés\* se répartissent ainsi :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Ventilation par Division</b>			
Eau	79 684	78 746	80 239
Propreté	71 365	77 974	80 693
Énergie	46 752	44 204	44 748
Transport	51 833	77 759	78 094
Proactiva	5 639	5 683	5 400
Autres	3 127	2 677	1 826
<b>EFFECTIFS CONSOLIDÉS*</b>	<b>258 400</b>	<b>287 043</b>	<b>291 000</b>

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
<b>Ventilation par sociétés</b>			
Sociétés intégrées globalement	158 667	235 941	240 657
Sociétés intégrées proportionnellement	99 733	51 102	50 343
<b>EFFECTIFS CONSOLIDÉS*</b>	<b>258 400</b>	<b>287 043</b>	<b>291 000</b>

\* Les effectifs consolidés représentent le nombre moyen de salariés ayant travaillé à temps plein, les effectifs des filiales consolidées en intégration proportionnelle étant pris en compte à hauteur du taux d'intégration, et ceux des filiales mises en équivalence étant exclus.

La baisse de l'effectif moyen en 2011 s'explique principalement par l'incidence des mouvements de périmètre et en particulier par le changement de méthode de consolidation du métier Transport (passage de la méthode de l'intégration globale à la méthode de l'intégration proportionnelle) voir note 4.

La baisse de l'effectif moyen en 2010 s'explique essentiellement par l'incidence de mouvements de périmètre 2009 et en particulier le changement de méthode de consolidation de certaines sociétés de la Division Eau et de la Division Propreté (passage de la méthode de l'intégration globale à la méthode de l'intégration proportionnelle) et la cession des activités de « *facilities management* » au Royaume-Uni dans la Division Énergie.

La baisse en 2009 de l'effectif moyen s'explique principalement par la cession de VPM dans la Division Propreté et la cession du fret dans la Division Transport.

## Note 42 Informations par secteur opérationnel

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le Groupe identifie et présente une information sectorielle en application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Les données financières par secteur opérationnel suivent les mêmes règles que celles utilisées pour les États financiers consolidés résumés et décrites dans la partie Principes et Méthodes comptables des notes aux États financiers.

Cette information est issue de l'organisation interne des activités du Groupe et correspond aux quatre Métiers du Groupe à savoir l'Eau, la Propreté, l'Énergie et le Transport.

L'**Eau** rassemble principalement les activités d'eau potable et d'eaux usées telles que la distribution de l'eau, l'assainissement, les process industriels, la fabrication d'installations et de systèmes de traitement de l'eau.

La **Propreté** consiste principalement en la collecte, le traitement et l'élimination des déchets ménagers, commerciaux et industriels.

L'**Énergie** comprend la production et la distribution de chaleur, l'optimisation énergétique ainsi que les services assimilés et la production d'électricité.

Le **Transport** a pour principale activité d'exploiter des services de transport de passagers.

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- de l'intégralité du métier Transport (voir note 4), en cours de cession
- des activités de l'Eau aux Pays-Bas cédées en décembre 2010 et des activités en Norvège dans la Division Propreté cédées en mars 2011 ;
- des opérations allemandes dans la Division Énergie cédées en mai 2011 et en aout 2011,
- des activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) appartenant conjointement à la Division Eau et à la Division Energie, cédée en décembre 2011
- des activités d'éclairage public urbain,(société Citelum), appartenant à la Division Energie

ont été présentés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » au 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

Par ailleurs, les activités au Gabon dans l'Eau et celles d'incinération de Pinellas aux Etats-Unis dans la Division Propreté dont les processus de cession ont été interrompus respectivement au cours du premier et second semestre 2011, ne sont plus présentées en résultat des activités non poursuivies.

Ces montants ont été regroupés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » pour l'exercice 2011 et les exercices 2010 et 2009 présentés en comparatif. (voir note 25).

### Informations par secteur opérationnel

<b>Produit des activités ordinaires par secteur d'activité</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	12 617,1	12 250,3	12 401,8
Propreté	9 740,2	9 337,8	8 763,6
Énergie	7 290,0	7 176,1	6 682,3
Transport	-	-	-
<b>PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES</b> <b>AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE</b>	<b>29 647,3</b>	<b>28 764,2</b>	<b>27 847,7</b>

La décomposition des produits des activités ordinaires provenant de transactions avec des clients externes ne fait pas apparaître de client externe représentant 10 % ou plus du produit des activités ordinaires du Groupe.

<b>Produit des activités ordinaires entre secteurs d'activité</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	58,5	66,1	67,6
Propreté	90,4	78,0	93,5
Énergie	58,6	61,5	53,9
Transport	1,7	5,5	4,7
<b>PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES ENTRE SECTEURS D'ACTIVITE</b>	<b>209,2</b>	<b>211,1</b>	<b>219,7</b>

<b>Capacité d'autofinancement par secteur d'activité</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	1 444,1	1 514,2	1 554,9
Propreté	1 173,8	1 283,9	1 176,1
Énergie	604,4	676,9	621,6
Transport	170,8	315,6	311,5
<b>Total de la répartition par secteur opérationnel</b>	<b>3 393,1</b>	<b>3 790,6</b>	<b>3 664,1</b>
Capacité d'autofinancement non répartie	-40,2	-71,9	-104,7
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>3 352,9</b>	<b>3 718,7</b>	<b>3 559,4</b>

<b>Résultat opérationnel par secteur d'activité (RESOP)</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	860,5	1 046,1	1 149,9
Propreté	359,6	585,8	422,7
Énergie	-37,2	529,3	382,7
Transport	-	-	-
<b>Total de la répartition par secteur opérationnel</b>	<b>1 182,9</b>	<b>2 161,2</b>	<b>1 955,3</b>
Résultat opérationnel non réparti	-165,7	-179,1	-166,4
<b>RESULTAT OPERATIONNEL AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE</b>	<b>1 017,2</b>	<b>1 982,1</b>	<b>1 788,9</b>

<b>Capacité d'autofinancement Opérationnelle par secteur d'activité (CAFOP)</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	1 462,4	1 525,6	1 570,3
Propreté	1 197,3	1 271,8	1 148,9
Énergie	597,6	658,0	578,7
Transport	-	-	-
Holding	-105,0	-140,8	-142,0
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT OPERATIONNELLE PAR SECTEUR D'ACTIVITE</b>	<b>3 152,3</b>	<b>3 314,6</b>	<b>3 155,9</b>

La réconciliation entre la capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel se décompose comme suit :

31 décembre 2011 (en millions d'euros)	CAFOP	Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles	Dotations nettes de reprises aux amortissements	Pertes de valeur sur <i>Goodwill</i> et <i>Goodwill</i> négatifs	Plus ou moins-values de cessions d'actifs immobilisés	Autres	RESOP
Eau	1 462,4	19,3	-565,5	-58,6	22,1	-19,2	860,5
Propreté	1 197,3	-106,6	-710,9	-78,1	55,4	2,5	359,6
Énergie	597,6	-37,5	-236,3	-366,1	7,8	-2,7	-37,2
Transport	-	-	-	-	-	-	-
Holdings	-105,0	-23,4	-36,8	-	-	-0,5	-165,7
<b>TOTAL</b>	<b>3 152,3</b>	<b>-148,2</b>	<b>-1 549,5</b>	<b>-502,8</b>	<b>85,3</b>	<b>-19,9</b>	<b>1 017,2</b>

31 décembre 2010 (en millions d'euros)	CAFOP	Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles	Dotations nettes de reprises aux amortissements	Pertes de valeur sur <i>Goodwill</i> et <i>Goodwill</i> négatifs	Plus ou moins-values de cessions d'actifs immobilisés	Autres	RESOP
Eau	1 525,6	-15,0	-512,4	0,4	65,4	-17,9	1 046,1
Propreté	1 271,8	-20,4	-706,6	-0,2	41,8	-0,6	585,8
Énergie	658,0	-5,8	-226,9	-	99,6	4,4	529,3
Transport	-	-	-	-	-	-	-
Holdings	-140,8	-1,9	-29,3	-	-	-7,1	-179,1
<b>TOTAL</b>	<b>3 314,6</b>	<b>-43,1</b>	<b>-1 475,2</b>	<b>0,2</b>	<b>206,8</b>	<b>-21,2</b>	<b>1 982,1</b>

31 décembre 2009 (en millions d'euros)	CAFOP	Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles	Dotations nettes de reprises aux amortissements	Pertes de valeur sur <i>Goodwill</i> et <i>Goodwill</i> négatifs	Plus ou moins-values de cessions d'actifs immobilisés	Autres	RESOP
Eau	1 570,3	40,6	-493,1	-	25,1	7,0	1 149,9
Propreté	1 148,9	-54,1	-791,9	-	122,5	-2,7	422,7
Énergie	578,7	-20,1	-218,4	-0,9	43,4	-	382,7
Transport	-	-	-	-	-	-	-
Holdings	-142,0	-8,3	-12,9	-	-	-3,2	-166,4
<b>TOTAL</b>	<b>3 155,9</b>	<b>-41,9</b>	<b>-1 516,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>191,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1 788,9</b>

**Dotations aux amortissements et provisions opérationnelles nettes de reprises par secteur d'activité** <sup>(1)</sup>

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Eau	-511,9	-548,2	-468,9
Propreté	-845,2	-716,3	-859,9
Énergie	-257,7	-234,3	-253,1
Transport	-	-	-
<b>Total de la répartition primaire</b>	<b>-1 614,8</b>	<b>-1 498,8</b>	<b>-1 581,9</b>
Dotations aux amortissements et provisions opérationnelles nettes de reprises non réparties <sup>(2)</sup>	-86,1	-55,0	-47,9

**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS OPERATIONNELLES NETTES DE REPRISES**

-1 700,9      -1 553,8      -1 629,8

(1) Y compris mouvements de provisions sur le Besoin en Fonds de Roulement (BFR).

(2) Y compris Proactiva, Artelia et Énergies Renouvelables.

<b>Investissements industriels par secteur d’activité</b> <i>(en millions d’euros)</i>	<b>Au 31 décembre</b> <b>2011</b>	<b>Au 31 décembre</b> <b>2010</b>	<b>Au 31 décembre</b> <b>2009</b>
Eau	655	711	589
Propreté	823	647	626
Énergie	549	355	416
Transport	209	339	445
Investissements industriels non alloués	65	55	56
<b>INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS <sup>(1)</sup></b>	<b>2 301</b>	<b>2 107</b>	<b>2 132</b>

*(1) Conformément à la norme IFRS 8, les investissements industriels présentés en information sectorielle, comprennent les investissements financés par location financement pour 43 millions d’euros. Ceux-ci sont présentés net de ce financement au niveau des investissements industriels présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.*

Actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2011 <i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Propreté	Énergie	Transport non alloués <sup>(1)</sup>	Total actifs dans l'état de la situation financière consolidée	
					Montants	
Écarts d'acquisition nets	2 368,3	2 653,2	743,8	-	30,6	5 795,9
Actifs corporels et incorporels nets	6 600,9	4 247,5	3 154,4	-	395,4	14 398,2
Actifs financiers opérationnels	4 089,5	748,6	502,8	-	104,4	5 445,3
BFR actif y compris IDA	6 489,1	2 785,7	3 779,9	-	657,6	13 712,3
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>19 547,8</b>	<b>10 435,0</b>	<b>8 180,9</b>	<b>-</b>	<b>1 188,0</b>	<b>39 351,7</b>
Participations dans des entreprises associées	174,6	37,0	99,7	-	13,9	325,2
Autres actifs non alloués <sup>(1)</sup>					10 728,7	10 728,7
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>19 722,4</b>	<b>10 472,0</b>	<b>8 280,6</b>	<b>-</b>	<b>11 930,6</b>	<b>50 405,6</b>

(1) Y compris le métier Transport reclassé en actifs destinés à la vente (voir note 4), Proactiva, Artelia et Énergies Renouvelables.

Actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010 <i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Propreté	Énergie	Transport non alloués <sup>(1)</sup>	Total actifs dans l'état de la situation financière consolidée	
					Montants	
Écarts d'acquisition nets	2 408,0	2 691,1	1 161,6	549,0	30,5	6 840,2
Actifs corporels et incorporels nets	6 332,2	4 228,3	2 679,6	1 767,8	365,8	15 373,7
Actifs financiers opérationnels	4 087,0	745,2	598,4	106,9	91,1	5 628,6
BFR actif y compris IDA	6 318,1	2 748,5	4 043,8	1 348,4	910,1	15 368,9
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>19 145,3</b>	<b>10 413,1</b>	<b>8 483,4</b>	<b>3 772,1</b>	<b>1 397,5</b>	<b>43 211,4</b>
Participations dans des entreprises associées	173,5	45,4	90,0	2,3	0,5	311,7
Autres actifs non alloués					7 904,2	7 904,2
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>19 318,8</b>	<b>10 458,5</b>	<b>8 573,4</b>	<b>3 774,4</b>	<b>9 302,2</b>	<b>51 427,3</b>

(1) Y compris Proactiva, Artelia et Énergies Renouvelables.

Actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2009 <i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Propreté	Énergie	Transport	Total actifs dans l'état de la situation financière consolidée	
					Montants non alloués <sup>(1)</sup>	
Écarts d'acquisition nets	2 253,3	2 678,4	1 147,9	537,6	7,4	6 624,6
Actifs corporels et incorporels nets	5 836,5	4 164,6	2 492,4	1 669,8	278,5	14 441,8
Actifs financiers opérationnels	4 059,1	754,5	654,4	105,4	78,4	5 651,8
BFR actif y compris IDA	6 504,3	2 713,4	3 590,5	1 269,4	729,7	14 807,3
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>18 653,2</b>	<b>10 310,9</b>	<b>7 885,2</b>	<b>3 582,2</b>	<b>1 094,0</b>	<b>41 525,5</b>
Participations dans des entreprises associées	148,1	62,0	55,3	2,9	0,2	268,5
Autres actifs non alloués					7 960,7	7 960,7
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>18 801,3</b>	<b>10 372,9</b>	<b>7 940,5</b>	<b>3 585,1</b>	<b>9 054,9</b>	<b>49 754,7</b>

(1) Y compris Proactiva, Artelia et Énergies Renouvelables.

Passifs par secteur d'activité au 31 décembre 2011 <i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Propreté	Énergie	Transport	Montants non alloués <sup>(1)</sup>	Total passifs dans l'état de la situation financière consolidée
Provisions pour risques et charges	874,7	1 081,8	509,2	-	216,2	2 681,9
BFR passif y compris IDP	7 904,1	2 897,0	3 263,0	-	425,6	14 489,7
Autres passifs sectoriels						
<b>Total des passifs sectoriels</b>	<b>8 778,8</b>	<b>3 978,8</b>	<b>3 772,2</b>	<b>-</b>	<b>641,8</b>	<b>17 171,6</b>
Autres passifs non alloués					33 234,0	33 234,0
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>8 778,8</b>	<b>3 978,8</b>	<b>3 772,2</b>	<b>-</b>	<b>33 875,8</b>	<b>50 405,6</b>

(1) Y compris le métier Transport reclassé en passifs destinés à la vente (voir note 4), Proactiva, Artelia et Énergies Renouvelables.

Passifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010 <i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Propreté	Énergie	Transport	Montants non alloués <sup>(1)</sup>	Total passifs dans l'état de la situation financière consolidée
Provisions pour risques et charges	879,4	1 075,6	526,9	359,0	162,9	3 003,8
BFR passif y compris IDP	7 734,6	2 743,1	3 291,4	1 677,9	428,3	15 875,3
Autres passifs sectoriels						
<b>Total des passifs sectoriels</b>	<b>8 614,0</b>	<b>3 818,7</b>	<b>3 818,3</b>	<b>2 036,9</b>	<b>591,2</b>	<b>18 879,1</b>
Autres passifs non alloués					32 548,2	32 548,2
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>8 614,0</b>	<b>3 818,7</b>	<b>3 818,3</b>	<b>2 036,9</b>	<b>33 139,4</b>	<b>51 427,3</b>

(1) Y compris Proactiva, Artelia et Énergies Renouvelables.

Passifs par secteur d'activité au 31 décembre 2009 <i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Propreté	Énergie	Transport	Montants non alloués <sup>(1)</sup>	Total passifs dans l'état de la situation financière consolidée
Provisions pour risques et charges	997,3	985,9	494,6	367,3	195,2	3 040,3
BFR passif y compris IDP	7 670,0	2 617,1	2 878,2	1 558,4	304,4	15 028,1
Autres passifs sectoriels						
<b>Total des passifs sectoriels</b>	<b>8 667,3</b>	<b>3 603,0</b>	<b>3 372,8</b>	<b>1 925,7</b>	<b>499,6</b>	<b>18 068,4</b>
Autres passifs non alloués					31 686,3	31 686,3
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>8 667,3</b>	<b>3 603,0</b>	<b>3 372,8</b>	<b>1 925,7</b>	<b>32 185,9</b>	<b>49 754,7</b>

(1) Y compris Proactiva, Artelia et Énergies renouvelables



## Informations par zone géographique

31 décembre 2011 <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume- Uni	Europe centrale et orientale	Reste de l'Europe	États- Unis	Océanie	Asie	Moyen- Orient	Reste du monde	Total
<b>PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	11 459,4	2 739,0	2 631,8	2 789,9	2 745,7	2 287,3	993,0	1 911,7	479,5	1 610,0	29 647,3

31 décembre 2010 <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume- Uni	Europe centrale et orientale	Reste de l'Europe	États- Unis	Océanie	Asie	Moyen- Orient	Reste du monde	Total
<b>PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	11 321,9	2 541,5	2 366,9	2 619,1	2 807,2	2 305,8	909,7	1 664,5	664,8	1 562,8	28 764,2

31 décembre 2009 <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume- Uni	Europe centrale et orientale	Reste de l'Europe	États- Unis	Océanie	Asie	Moyen- Orient	Reste du monde	Total
<b>PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	11 110,3	2 385,4	2 428,3	2 439,6	2 531,4	2 135,5	739,4	1 435,9	995,0	1 649,9	27 847,7

Répartition géographique des actifs non courants (hors impôts différés actifs et instruments dérivés non courants)

31 décembre 2011 <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume- Uni	Europe centrale et orientale	Reste de l'Europe	États- Unis	Océanie	Asie	Moyen Orient	Reste du monde	Total
<b>TOTAL</b>	6 572,9	4 385,6	3 803,0	2 856,3	1 527,6	2 379,1	471,7	3 340,0	322,5	791,7	26 450,4

31 décembre 2010 <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume- Uni	Europe centrale et orientale	Reste de l'Europe	États- Unis	Océanie	Asie	Moyen Orient	Reste du monde	Total
<b>TOTAL</b>	7 651,5	4 595,3	3 505,2	2 817,7	2 358,9	2 869,1	569,2	3 129,5	341,0	847,3	28 684,7

31 décembre 2009 <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume- Uni	Europe centrale et orientale	Reste de l'Europe	États- Unis	Océanie	Asie	Moyen Orient	Reste du monde	Total
<b>TOTAL</b>	7 518,0	4 701,6	3 282,0	2 539,1	2 604,6	2 618,7	419,3	2 644,1	264,0	947,2	27 538,6

## **Note 43 Événements post-clôture**

---

Le 9 janvier 2012, Veolia Environnement SA a envoyé une notification de remboursement anticipé à l’ensemble des porteurs du placement privé américain mis en place en janvier 2003. Le remboursement anticipé a effectivement eu lieu le 9 février pour un montant de 350,2 millions d’équivalents euros.

Le 10 février 2012, la société Termo Energia Calabria (TEC), filiale de Veolia Propreté spécialisée dans l’incinération de déchets en Calabre, a déposé auprès du tribunal de la Spezia une demande de règlement amiable avec ses créanciers (« Concordato Preventivo »).

## Note 44 Liste des principales sociétés intégrées dans les états financiers consolidés en 2011

En 2011, le Groupe Veolia Environnement a consolidé dans ses comptes 2836 sociétés. Les principales sociétés sont reprises ci-dessous :

Sociétés et adresses	N° Siret	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts
Veolia Environnement SA 36-38, avenue Kléber – 75116 Paris	40 321 003 200 047	IG	100,00	100,00
Société d'Environnement et de Services de l'Est SAS 75 avenue Oehmichen BP 21100 Technoland 25461 ETUPES Cedex	44 459 092 100 052	IG	100,00	85,44
EOLFI SA et ses filiales 25, place de la Madeleine – 75008 Paris	477 951 644 00020	IG	71,49	71,49
PROACTIVA Medio Ambiente SA Calle Cardenal Marcelo Spinola 8 – 3A 28016 Madrid (Espagne)		IP	50,00	50,00
Thermal North America Inc. 99 summer street ; suite 900 Boston Massachusetts 02110 (États-Unis)		IG	100,00	100,00
RIDGELINE ENERGY HOLDING INC The Nemours Building 1007 Orange Street Suite 1414 Wilmington, DL 19801 (États-Unis)		IG	100,00	71,49
<b>EAU</b>				
Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux 52, rue d'Anjou – 75008 Paris	57 202 552 600 029	IG	100,00	100,00
Veolia Water 52, rue d'Anjou – 75008 Paris	42 134 504 200 020	IG	100,00	100,00
<b>Dont en France :</b>				
Compagnie des Eaux et de l'Ozone 52, rue d'Anjou – 75008 Paris	77 566 736 301 597	IG	100,00	100,00
Société Française de Distribution d'Eau 7, rue Tronson-du-Coudray – 75008 Paris	54 205 494 500 382	IG	99,56	99,56
Compagnie Fermière de Services Publics 3, rue Marcel-Semhat – Immeuble CAP 44 44100 Nantes	57 575 016 100 342	IG	99,87	99,87
Compagnie Méditerranéenne d'Exploitation des Services d'Eau – CMESE 12, boulevard René-Cassin – 06100 Nice	78 015 329 200 112	IG	99,72	99,72
Société des Eaux de Melun Zone Industrielle – 198/398, rue Foch 77000 Vaux Le Pénil	78 575 105 800 047	IG	99,29	99,29
Société des Eaux de Marseille 25, rue Edouard-Delaunay 13000 Marseille	5 780 615 000 017	IG	97,74	97,74
Sade-Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique (CGTH-SADE) et ses filiales 28, rue de la Baume – 75008 Paris	56 207 750 300 018	IG	99,33	99,33
Veolia Water Solutions & Technologies et ses filiales l'Aquarène 1, place Montgolfier 94417 St Maurice Cedex	41 498 621 600 037	IG	100,00	100,00
OTV France l'Aquarène – 1 place Montgolfier 94417 St Maurice Cedex	433 998 473 000 14	IG	100,00	100,00
Société Internationale de Dessalement (SIDEM)	342 500 956 000 20	IG	100,00	100,00

Sociétés et adresses	N° Siret	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts
20-22 rue de Clichy – 75009 Paris				
<b>Dont à l'étranger :</b>				
Veolia Water UK PLC et ses filiales Kings Place – 5th Floor – 90 York Way London N19AG (Grande-Bretagne)		IG	100,00	100,00
Veolia Water Central Ltd Tamblin Way – Hatfield Hertfordshire AL109EZ (Grande-Bretagne)		IG	100,00	100,00
Veolia Water North America et ses filiales 101 W. Washington Street, Suite 1400E Indianapolis, IN 46204 (États-Unis)		IG	100,00	100,00
Veolia Wasser GmbH et ses filiales Lindencorso Unter den linden 21 10 117 Berlin (Allemagne)		IG	100,00	100,00
Berliner Wasserbetriebe Anstalt des Offentlichen Rechts Neue Jüdenstrasse 1 10179 Berlin (Allemagne)		IP	49,90	24,95
Braunschweiger Versorgungs- AG &Co.KG Taubenstrasse 7 38 106 Braunschweig (Allemagne)		IG	74,90	74,90
Aquiris SA Avenue de Vilvorde-450 1130 Bruxelles (Belgique)		IG	99,00	99,00
Apa Nova Bucuresti Srl Strada Aristide Demetriade nr 2, Sector 1 Bucarest (Roumanie)		IG	73,69	73,69
Veolia Voda et ses filiales 52, rue d'Anjou – 75 008 Paris	434 934 809 00016	IG	75,21	75,21
Prazske Vodovody A Kanalizace a.s. 11 Parizska 11 000 Prague 1 (République tchèque)		IG	100,00	75,21
Severoceske Vodovody A Kanalizace a.s. 1 689 Pritkovska 41 550 Teplice (République tchèque)		IG	50,10	37,68
Shenzhen Water (Group) Co. Ltd et ses filiales Water Building, N°1019 Shennan Zhong Road 518031 SHENZHEN, GuangDong (Chine)		IP	45,00	25,00
Shanghai Pudong Veolia Water Corporation Ltd No. 703 Pujian Road, Pudong New District 200127 SHANGHAI (Chine)		IP	50,00	50,00
Changzhou CGE Water Co Ltd No.12 Juqian Road, CHANGZHOU Municipality, Jiangsu Province 213000 (Chine)		IP	49,00	24,99
Kunming CGE Water Supply Co Ltd No.6 Siyuan Road, Kunming Municipality, Yunnan Province 650231 (Chine)		IP	49,00	24,99
Veolia Water Korea Investment Co Ltd et ses filiales 10F Yeonsei Jaeden Severance Bldg.84-11, Namdaemunno 5-ga Jung-gu, Seoul, 100-753 (Corée du Sud)		IG	100,00	100,00
Veolia Water Australia et ses filiales Level 4, Bay Center, 65 Pirrama Road, Pyrmont NSW 2009 (Australie)		IG	100,00	100,00
Société d'Énergie et d'Eau du Gabon Avenue Felix Eboué – BP 2082 – Libreville (Gabon)		IG	51,00	41,08
AZALIYA 52, rue d'Anjou 75008 Paris	505 190 801 00017	IP	51,00	51,00
Veolia Water Middle East North Africa (Veolia Water MENA) et ses filiales 52, rue d'Anjou – 75 008 Paris	403 105 919 00027	IP	80,55	41,08

Sociétés et adresses	N° Siret	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts
Amendis 23, rue Carnot – 90 000 Tanger (Maroc)		IP	100,00	31,22
REDAL SA 6 Zankat Al Hoceima, BP 161 – 10 000 Rabat (Maroc)		IP	100,00	31,91
Lanzhou Veolia Water (Group) Co LTD No. 2 Hua Gong Street, Xigu District, LANZHOU, Gansu Province (Chine)		IP	45,00	22,95
Sharqiyah Desalination Co. SAOC PO Box 685, PC 114 Jibroo, Sultanate of Oman		IP	55,00	28,05
Biothane Systems International Holdings B.V. Thanthofdreef 21 – PO BOX 5068 2623 EW Delft (Pays-Bas)		IG	100,00	100,00
Tianjin Jinbin Veolia Water Co No2 Xinxiang Road, Bridge 4 Jin Tang Expressway, Dongli District Tianjin Municipality (Chine)		IP	49,00	49,00
Changle Veolia Water Supply Co Ltd (N° 2 Water Plant) Pan Ye Village, Hang Cheng Jie Dao, Changle Municipality, Fujian Province (Chine)		IP	49,00	49,00
Veolia Water – Veolia Environmental Service Ltd (Hong Kong) 6 <sup>th</sup> Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong		IG	100,00	100,00
Sofiyska Voda AD 4 Kuzman Shapkarev street, Sredetz Minicpality, Sofia (Bulgarie)		IG	77,10	57,98
<b>Propreté</b>				
Veolia Propreté Parc des Fontaines – 163/169, avenue Georges-Clémenceau 92000 Nanterre	57 222 103 400 778	IG	100,00	100,00
Société d’Assainissement Rationnel et de Pompage (SARP) et ses filiales 52 avenue des Champs-Pierreux 92000 Nanterre	77 573 481 700 387	IG	99,56	99,56
SARP Industries et ses filiales 427, route du Hazay – Zone Portuaire Limay-Porcheville – 78520 Limay	30 377 298 200 029	IG	100,00	99,85
Routière de l’Est Parisien 26 avenue des Champs Pierreux 92000 NANTERRE	61 200 696 500 026	IG	100,00	100,00
ONYX Auvergne Rhône-Alpes 105 avenue du 8 mai 1945 69140 Rillieux-La-Pape	30 259 089 800 524	IG	100,00	99,99
Onyx Est ZI de la Hardt – Route de Haspelschiedt 57 230 Bitche	30 520 541 100 070	IG	95,00	95,00
Paul Grandjouan SACO Avenue Lotz-Cossé 44 200 Nantes	86 780 051 800 450	IG	100,00	100,00
OTUS 26, avenue des Champs-Pierreux 92000 NANTERRE	62 205 759 400 336	IG	100,00	100,00
Bartin Recycling Group et ses filiales 15 rue Albert et Paul Thouvenin 18100 VIERZON	48 141 629 500 014	IG	100,00	100,00
<b>Dont à l'étranger :</b>				
Veolia ES Holding Plc et ses filiales 8 <sup>th</sup> floor – 210 Pentonville Road LONDON - N19JY (Royaume-Uni)		IG	100,00	100,00
Veolia Environmental Services North America Corp.		IG	100,00	100,00

Sociétés et adresses	N° Siret	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts
200 East Randolph Street – Suite 7900 Chicago –IL 60601 (États-Unis)				
Veolia ES Solid Waste, Inc One Honey Creed Corporate Center – 125 South 84 <sup>th</sup> Street – Suite 200 WI 53214 Milwaukee (États-Unis)		IG	100,00	100,00
VES Technical Solutions LLC Butterfield Center 700 East Butterfield Road, #201 60148 LOMBARD (États-Unis)		IG	100,00	100,00
Veolia ES Industrial Services, Inc. 2525 South Blvd, Suite 410 LEAGUE CITY 77573 Texas (Etats-Unis)		IG	100,00	100,00
Veolia ES Canada Services Industriels Inc. 1705, 3 <sup>ème</sup> avenue H1B 5M9 Montreal – Québec (Canada)		IG	100,00	100,00
Veolia Environmental Services Australia Pty Ltd Level 4, Bay Center – 65 Pirrama Road – P.O. Box H126 – NSW 2009 – Pyrmont (Australie)		IG	100,00	100,00
Veolia Environmental Services Asia Pte Ltd 5 Loyang Way 1-WMX Technologies Building 508706 Singapore		IG	100,00	100,00
Veolia Environmental Services China LTD 12/F., The Lee Gardens – 33 Hysan Avenue Causeway Bay – HONG-KONG		IG	100,00	100,00
Veolia Umweltservice Pet Recycling et ses filiales Hammerbrookstrasse 69 20097 Hamburg (Allemagne)		IG	100,00	100,00
Marius Pedersen/Veolia Miljbservice HoldingA/S Danemark et ses filiales Ørbaekvej 851 - 5863 FERRITSLEV (Danemark)		IG	65,00	65,00
Veolia Servizi Ambientali SpA (et ses filiales) Via di Monte Brianzo, 56 – 00186 Roma – (Italie)		IG	100,00	100,00
<b>ÉNERGIE</b>				
Dalkia – Saint-André 37, avenue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny 59350 St André les Lille	40 321 129 500 023	IG	66,00	66,00
Dalkia France 37, avenue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny 59350 St André les Lille	45 650 053 700 018	IG	99,93	65,96
Dalkia Investissement 37, avenue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny 59350 St André les Lille	40 443 498 700 073	IP	50,00	33,00
Dalkia International 37, avenue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny 59350 St André les Lille	43 353 956 600 011	IP	75,81	50,03
Citelum et ses filiales 37, rue de Lyon – 75012 Paris	38 964 385 900 066	IG	100,00	65,96
<b>Dont à l'étranger :</b>				
Dalkia PLC et ses filiales Elizabeth House – 56-60 London Road Staines TW18 4BQ (Grande-Bretagne)		IP	75,81	50,03
Dalkia NV et ses filiales 52, quai Fernand-Demets 1070 – Anderlecht (Belgique)		IP	75,81	50,03
Siram SPA et ses filiales Via Bisceglie, 95 – 20152 Milano (Italie)		IP	75,81	50,03
Dalkia Espana et ses Filiales C/ Juan Ignacio Luca De tagna, 4 28 027 Madrid (Espagne)		IP	75,81	50,03

Sociétés et adresses	N° Siret	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts
Dalkia SGPS SA et ses Filiales Estrada de Paço d'Arcos 2770 – 129 Paco d'Arços (Portugal)		IP	75,81	50,03
Dalkia Limitada et ses filiales Rua Funchal 418 – 14 andar, Vila Olimpia -60 Sao Paulo SP (Brésil)		IP	75,81	50,03
Dalkia Polska et ses filiales Ul Mysia 5 – 00 496 Varsovie (Pologne)		IP	75,81	30,02
Zespol Elektrocieplowni w Lodzi et sa filiale Ul.Jadzi. Andrzejewskiej Street 90-975 Lodz (Pologne)		IP	75,81	27,64
Dalkia Term SA et ses filiales ul. Ostrobramska 75C 04-175 WARSZAMA (Pologne)		IP	75,81	30,02
SPEC SA et sa filiale Ul Stefana Batorego 2 02-591 Warszawa (Pologne)		IP	75,81	25,51
Dalkia AB et ses filiales Hälsingegatan 47 – 113 31 Stockholm (Suède)		IP	75,81	50,03
UAB Vilnius Energija Joconiu St. 13 – 02300 VILNIUS (Lituanie)		IP	75,81	44,47
Dalkia Energia Zrt. et ses filiales Budafoki út 91-93 – H-1117 Budapest (Hongrie)		IP	75,81	50,02
Dalkia a.s et ses filiales Einsteinova 25 – 851 01 BRATISLAVA (Slovaquie)		IP	75,81	50,03
Dalkia Ceska Republika et ses filiales 28.Rijna 3123/152 709 74 Ostrava (République tchèque)		IP	75,81	36,56
<b>TRANSPORT</b>				
Veolia Transdev 36, avenue Kleber 75116 Paris	521 477 851 00013	IP	50,00	50,00
Société européenne pour le développement des transports public - Transdev 9, rue Maurice Mallet 92445 Issy-les-Moulineaux	542 104 377 00610	IP	50,00	50,00
Veolia Transport Parc des Fontaines 163/169, avenue Georges-Clémenceau 92000 Nanterre	383 607 090 00016	IP	50,00	50,00
Société Nationale Maritime Corse-Méditerranée (SNCM) 61, boulevard des Dames – 13002 Marseille	775 558 463 00011	IP	50,00	33,00
CFTI (Compagnie Française de Transport Interurbain) Parc des Fontaines 163/169, avenue Georges-Clémenceau 92000 Nanterre	552 022 063 01075	IP	50,00	49,97
Veolia Transport Urbain Parc des Fontaines 163/169, avenue Georges-Clémenceau 92000 Nanterre	344 379 060 00082	IP	50,00	50,00
VT Eurolines 163/169, avenue Georges-Clémenceau 92000 Nanterre	434 009 254 00021	IP	50,00	50,00
<b>Dont à l'étranger :</b>				
Veolia Transportation Inc. 720 E Butterfield Road Suite 309 Lombard 60148 IL (États-Unis)		IP	50,00	50,00
Super Shuttle International Inc., et ses filiales 14500 N. Northsight boulevard, Suite 329 Scottsdale, AZ 85260 (États-Unis)		IP	50,00	50,00
Veolia Transport Australasia Level 12, 114 William Street		IP	50,00	50,00

Sociétés et adresses	N° Siret	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêts
Melbourne, Victoria 3000 (Australie)				
Veolia Transport Sweden Holding AB Englundavägen 9, Box 1820 SE-171 24 Solna (Suède)		IP	50,00	50,00
Connexxion holding NV, et ses filiales Laapersveld 75 1213 VB Hilversum (Pays-Bas)		IP	50,00	25,00
Transdev PLC, et ses filiales 401 King Street Hammersmith London, W6 9NJ (Royaume-Uni)		IP	50,00	50,00
Transdev Participações SGPS SA, et ses filiales Avenida D. Afonso Henriques, 1462 - 1º 4450-013 Matosinhos (Portugal)		IP	50,00	50,00
Veolia Transport Nederland Holding BV et ses filiales Mastbosstraat 12 - Postbus 3306 4800 GT Breda (Pays-Bas)		IP	50,00	50,00
Veolia Transport Belgium nv et ses filiales Groenendaallaan 387 2030 Antwerpen (Belgique)		IP	50,00	50,00
Veolia Transport Central Europe GmbH et ses filiales Georgenstrasse 22 10117 Berlin (Allemagne)		IP	50,00	32,50
Veolia Verkehr GmbH et ses filiales Georgenstrasse 22 10117 Berlin (Allemagne)		IP	50,00	50,00
Veolia Transport Ceska Republica a.s. Krizikova 148/34 18600 PRAGUE 8 (République tchèque)		IP	50,00	32,50
<i>Méthodes de consolidation.</i>				
<i>IG : Intégration Globale – IP : Méthode proportionnelle – ME : Méthode de la mise en équivalence.</i>				



## **Note 45    Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle des comptes**

---

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus par le Groupe au cours des exercices 2011, 2010 et 2009 s’élèvent respectivement à 52,6, 50,1 et 50,2 millions d’euros dont 41,8 millions d’euros en 2011, 40,5 millions d’euros en 2010, et 40,2 millions d’euros en 2009 au titre du contrôle légal des comptes et 10,8 millions d’euros pour 2011, 9,6 millions d’euros pour 2010 et 10,0 millions d’euros pour 2009 au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liées à cette mission.